

## Sauver la couche d'ozone

Même si certaines exagèrent parfois leurs conséquences, les atteintes de l'homme à l'environnement naturel recèlent des risques pour le devenir de l'humanité. On peut citer le réchauffement de l'atmosphère par l'effet de serre dû à une accumulation de gaz carboniques, produit des combustions industrielles; l'agression des forêts - poumons de la Terre - du fait du défrichage excessif dans le tiers-monde et des pollutions dans le monde industriel (pluies acides); enfin la possible destruction de la couche d'ozone, qui protège la Terre de mortels rayonnements.

Ce dernier sujet d'inquiétude vient d'être traité à Montréal, où une conférence diplomatique était réunie sous l'égide du programme des Nations unies pour l'environnement. Trente pays ont pris des engagements précis sur la protection de l'ozone.

L'ozone illustre combien le mieux peut être l'ennemi du bien. Pour éviter divers risques de brûlure ou d'explosion, les industriels utilisent dans les « atomiseurs », devenus objets de consommation courante, des gaz de synthèse, les chlorofluorocarbones (CFC), choisis en raison de leur remarquable inertie chimique. Ces gaz trouvant dans l'industrie bien d'autres emplois, les États-Unis consomment chaque année 1 kg de CFC par habitant; le chiffre est de 0,8 kg dans les pays de la CEE, de 0,6 kg au Japon.

Les molécules de CFC sont indecomposables à la surface de la Terre, mais se cassent dans la stratosphère. Or on a découvert que leurs fragments détruisent l'ozone. Plus grave, il s'agit d'un phénomène cumulatif. Un fragment détruit une molécule d'ozone sans être lui-même altéré; il pourrait donc en détruire une seconde, et ainsi de suite. Est donc menacée la fine couche d'ozone qui absorbe les rayons ultraviolets venus du Soleil. Ces rayons sont actuellement presque absents au niveau du sol, où leurs effets sur la vie animale seraient très graves, sinon mortels.

On a mis plusieurs années à prendre conscience de ce risque. En 1985, vingt-cinq nations ont adopté à Vienne une convention des Nations unies sur la protection de l'ozone, mais n'avaient pu s'entendre sur ses conséquences pratiques. Celle-ci ont été tirées mercredi 16 septembre à Montréal.

Le protocole adopté astreint les pays industrialisés à réduire de moitié leur consommation de CFC entre le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et la fin des années 90. Ces pays s'engagent également à ne pas augmenter leur consommation de CFC d'ici à 1989. Les pays en voie de développement ont un délai de dix ans avant d'appliquer le programme de réduction, à condition que leur consommation n'excède pas 0,3 kg par habitant.

L'Union soviétique et les pays communistes ont fait admettre que l'obligation de stabiliser la consommation ne leur soit applicable qu'à l'achèvement de leurs plans quinquennaux, fin 1990 ou plus tard. Moscou n'a d'ailleurs pas signé le protocole. Mais Wilfried Lang, président de la conférence, s'est déclaré persuadé qu'elle y adhérerait avant la fin de l'année.

Quant aux membres de la CEE, ils ont obtenu que leurs obligations soient globales et non décomptées pays par pays: victoire politique en marge de cette conférence diplomatique puisque, selon le directeur général de l'environnement à la CEE, M. Laurens Jan Beinhorst, ce serait la première fois que les États-Unis reconnaissent « de facto » à la CEE la qualité d'entité économique.

Des écologistes soulignent l'insuffisance de cet accord, qui ne met pas fin à la production de CFC. Il existe aussi d'autres agressions contre l'ozone. Mais un premier pas est important, même s'il est petit.

## L'échec de la mission du secrétaire général de l'ONU

### L'Irak a repris ses raids contre des objectifs iraniens

L'Irak a lancé, le mercredi 16 septembre, des raids aériens contre quatre objectifs pétroliers, en Iran et dans le Golfe. Il a mis fin ainsi à la trêve observée depuis le 10 septembre par son aviation, à l'occasion de la mission de M. Perez de Cuellar à Téhéran et à Bagdad, mission qui a, de toute évidence, échoué. De retour à New-York mercredi, le secrétaire général de l'ONU a rendu compte de son voyage au Conseil de sécurité. Ce rapport fera l'objet des prochains jours de consultations gouvernementales dans les cinq pays membres permanents.

Les raids irakiens de mercredi ont visé les champs pétroliers de Karanj et de Baghi-Malek, dans le sud-ouest de l'Iran, le terminal iranien de l'île de Kharg, dans le nord-est du Golfe, et deux objectifs navals près des côtes iraniennes. Ces raids sont intervenus à l'issue de la mission du secrétaire général de l'ONU. Le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a déclaré après le départ de M. Perez de Cuellar: « La guerre continue », les Irakiens « ne respectent pas la résolution 598 » ordonnant un cessez-le-feu.

Le Conseil de sécurité aura bien du mal, sans doute, à se prononcer sur les conclusions du secrétaire général. En effet, les

Irakiens, très habilement, ont d'une certaine manière renversé les rôles: ils ne rejettent aucun point de la résolution du 20 juillet réclamant un cessez-le-feu, mais ils mettent comme condition à son application qu'une commission internationale soit créée et établisse les responsabilités dans l'origine du conflit. Bagdad s'en tient, pour sa part, fermement à la résolution 598, sans préalable.

A l'issue de la réunion avec les quinze membres du Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a déclaré: « Si établir la vérité est un progrès, alors on peut dire que j'ai progressé ».

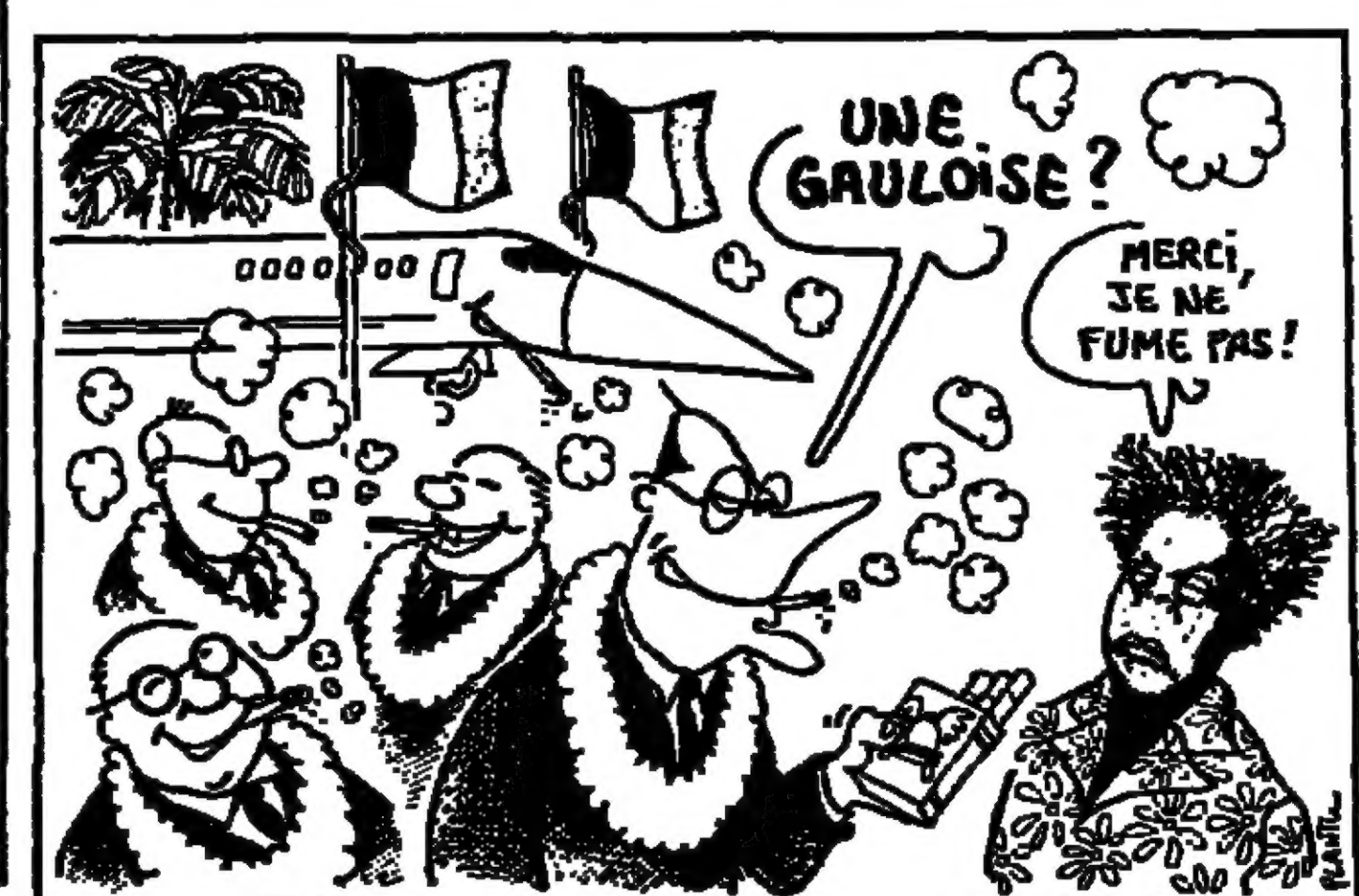
(Lire nos informations page 4.)

## Mise en garde aux indépendantistes

### M. Chirac exhorte les Calédonniens à la tolérance et au dialogue

M. Chirac, qui a reçu, le jeudi 17 septembre, un accueil triomphal en Nouvelle-Calédonie de la part des « loyalistes », a invité les indépendantistes à accepter le nouveau statut d'autonomie que le gouvernement envisage pour le territoire, tout en lançant un avertissement à ceux qui refuseraient le dialogue. Il a estimé « indispensable » de revoir le découpage des quatre régions du territoire, en garantissant « à chaque niveau » des institutions « la participation de chacun ».

(Lire page 36.)



## La présentation de la loi de finances et l'intervention de M. Mitterrand

### Un budget de charme

M. Edouard Balladur a présenté, le mercredi 16 septembre, au conseil des ministres, le projet de budget pour 1988. A cette occasion, M. Mitterrand a tenu à marquer sa différence par rapport à la politique de la majorité. Le président de la République devait être, jeudi soir sur TF1, l'hôte de la nouvelle émission de Christine Ockrent, intitulée pour la circonstance « La France en face ».

par Alain Verholes

Il est vraiment des périodes bénies des dieux. A entendre M. Balladur et Juppé présenter, le projet de budget pour 1988, on avait bien l'impression de vivre un de ces passages de notre histoire où tout réussit, comme par enchantement.

Non seulement de nombreux impôts et taxes vont diminuer en 1988 - pour le respectable montant de 32 milliards de francs, - mais le déficit budgétaire continuera de se réduire. Ce qui, en

d'autres temps - ou en d'autres pays, - aurait semblé difficile sinon impossible devient facile et presque évident. Ainsi l'agréable accompagne-t-il l'utile: le réajustement des finances publiques, dont le déficit devait revenir de 153,3 à 115 milliards de francs entre 1985 et 1988. Presque 40 milliards de francs en trois ans.

Parce qu'on sait l'importance politique d'un budget en année électorale - l'acte gouvernemental qu'il représente engage profondément la majorité au pouvoir, - on est tenté de s'interroger sur le sérieux des décisions annoncées. Toutes ces baisses d'impôts, n'est-ce pas trop, n'a-t-on pas cédé à la facilité? Le projet présenté mercredi vaudra-t-il pour toute l'année 1988 ou devra-t-il être complété, amputé, voire profondément modifié après l'élection présidentielle?

Beaucoup de Français vont se poser la question, étonnés qu'ils soient par deux mystères apparents.

(Lire la suite page 29.)

### Un président combatif

Candidat ou pas? A cette question qui lui sera peut-être posée, M. Mitterrand n'a jusqu'à présent apporté aucune réponse et n'entend pas en apporter - du moins l'avait-il précisé en répondant, le 29 mars dernier sur TF1, à Anne Sinclair - avant le mois de mars prochain. Mais en fait, le président n'a pas le choix.

Candidat ou non, il lui faut se placer sur une trajectoire qui préserve non seulement son pouvoir et son autorité morale le plus tard possible, mais aussi ses chances de candidature, celles d'un éventuel autre candidat socialiste, et l'unité de la formation qui le soutient. Il sera donc très présent dans les mois qui viennent par de multiples prises de parole en France et par de nombreux rendez-vous - notamment une forte séquence franco-allemande - à l'étranger.

Un autre facteur l'incite à cette politique de présence: l'état de la collaboration, mise à mal notamment par la réapparition « d'affaires » manifestement destinée, dans l'esprit de ceux qui s'en emparent, à décourager le chef de l'Etat de se représenter. Ainsi, en rendant visite sur l'île

d'Hao aux faux époux Turenge, le premier ministre remet-il en mémoire de l'opinion, par ce simple geste, l'affaire Greenpeace.

C'est en effet la première visite d'un membre du gouvernement au commandant Alain Mafart et au capitaine Dominique Prieur depuis qu'ils ont été remis en juillet 1986 par le gouvernement néo-zélandais aux autorités françaises, comme condition, qu'ils restent trois ans sur cette île qui sert de base arrière au centre d'expérimentations nucléaires de Mururoa.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

## Le bicentenaire de la Constitution des Etats-Unis

### L'exemple américain

Le bicentenaire de la Constitution américaine a été célébré jeudi, aux Etats-Unis, notamment à Philadelphie. C'est en effet dans cette ville que, le 17 septembre 1787, prenait fin les travaux de rédaction de cette Constitution qui entra en application le 2 juillet 1788 et est toujours en vigueur deux siècles après. M. Robert Badinter rappelle dans l'article que nous publions aujourd'hui, les influences qu'exercèrent à l'époque les penseurs français sur les constituants américains, et réciproquement, à la veille de la Révolution.

par Robert Badinter

Depuis deux siècles, la même Constitution régit la nation américaine. Certes, vingt-six amendements sont venus s'ajouter au texte d'origine. Il demeure qu'à travers une guerre civile, des conflits armés dont deux grandes guerres mondiales, des crises politiques et sociales intenses, les institutions américaines sont demeurées sensiblement les mêmes que celles dont, il y a deux cents ans, un petit nombre d'hommes éminents jetaient les bases. Comment, nous Français, ne

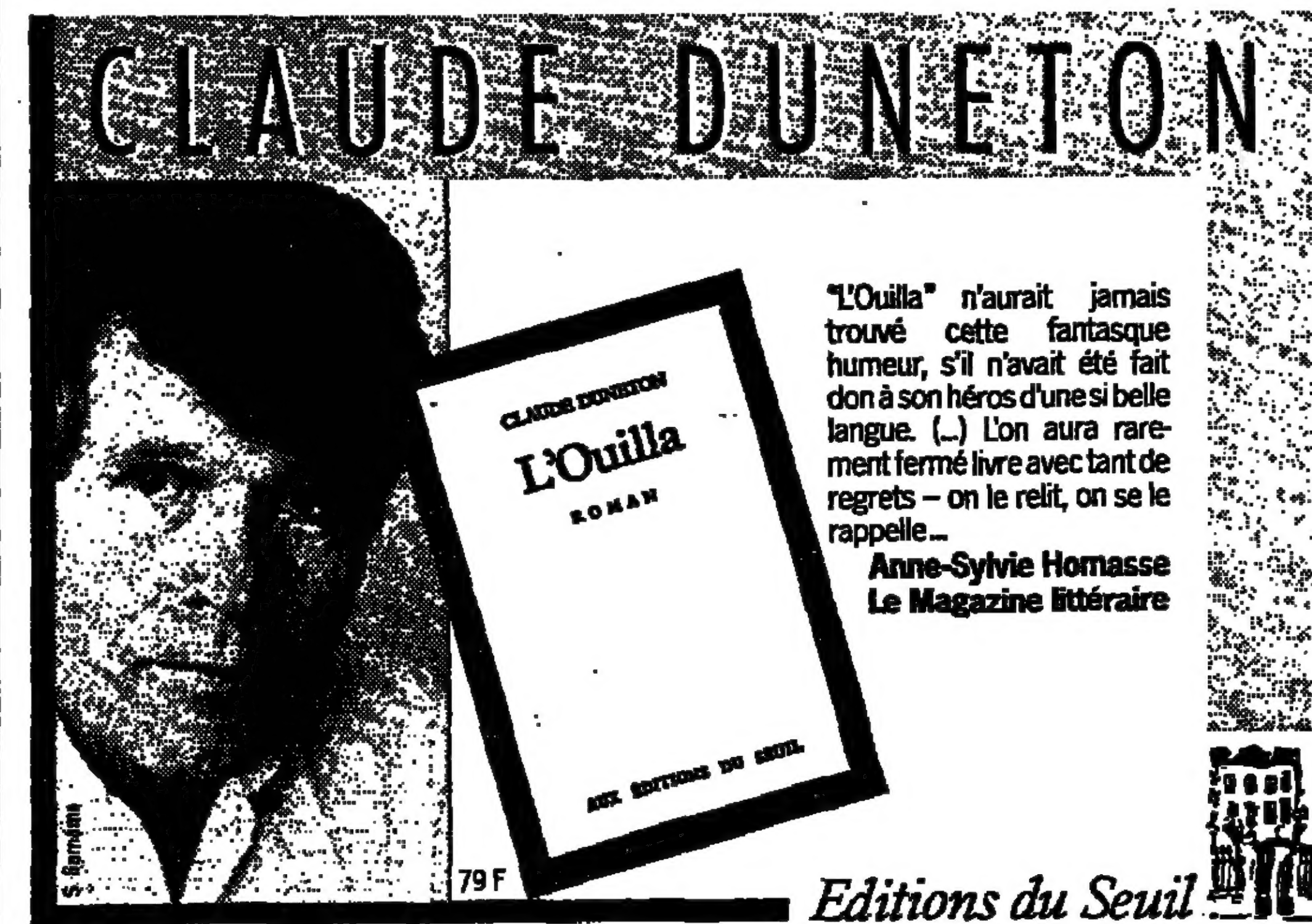
ressentirions-nous pas à ce constat une sorte de désenchantement?

Nous avons pendant cette période connu en France une monarchie absolue, trois monarchies constitutionnelles (1791, 1814, 1830), deux Empires (1804 et 1852), cinq Républiques et le régime dit de l'Etat français. Pendant ces deux siècles, seize Constitutions se sont succédées en France, sans compter les modifications qui leur furent apportées.

Si les Etats-Unis détiennent le record de la longévité d'une Constitution écrite, la France se révèle ainsi le plus grand producteur et consommateur de Constitutions du monde occidental.

A l'origine pourtant, l'histoire semblait ouvrir aux deux pays des voies identiques. Les mêmes principes animaient en Amérique les chefs de la guerre d'Indépendance et en France les leaders de la Révolution en marche. Les mêmes penseurs, les mêmes philosophes, les inspiraient. Locke et sa théorie du contrat étaient présents dans tous les esprits. Montesquieu guidait ici comme là les tenants de la séparation des pouvoirs. Les constituants qui se retrouvaient à Philadelphie en ce printemps de 1787 étaient imprégnés de la philosophie française des Lumières.

(Lire la suite page 2.)



Editions du Seuil



# Débats

## Réponse d'un « marginalisé »

Après l'article d'André Fontaine sur « la démocratie en France », un député communiste conteste

par VINCENT PORELLI (\*)

L'ARTICLE d'André Fontaine intitulé « La démocratie en France » paru dans le Monde du 9 septembre m'inspire plusieurs réflexions. D'abord, le titre, très giscardien au demeurant : qu'il y ait en France une démocratie formelle, apparente, de façade, oui, telle est la démocratie en France. Mais si par démocratie on entend liberté et justice, la démocratie telle que la concevaient les révolutionnaires de la France des Droits de l'homme et du citoyen, permettez-moi de répondre par la négative.

Philippe, le jeune TUC qui s'est pendu à Fréjus parce qu'il n'avait plus l'espoir de trouver un travail, Yannick qui s'est immolé par le feu parce qu'il ne voulait plus être à la charge de ses parents, n'ont pas vécu leur courte vie dans la démocratie. Ah, certes, on peut, dans les salons, au cours d'une conversation mondaine, parler de démocratie en France, mais la démocratie est le pouvoir du peuple elle ne peut pas s'incarner dans la dictature feutrée, impalpable, mais férocement réelle qu'exerce, en France, sur l'ensemble des salariés et des chômeurs comme sur l'ensemble des médias, la classe des nantis en Bourse, celle qui développe la société à deux vitesses : la bonne pour les gagnants et l'autre pour tous les autres.

Sur le plan purement institutionnel, il est plaisant de trouver démocratique la monarchie élective qui concentre tous les pouvoirs entre les mains du président de la République, pouvoirs qu'il partage, sans états d'âme en cas de cohabitation, avec son premier ministre. Et la représentation parlementaire, pendant ce temps, est privée du droit de faire des lois autrement qu'en suivant un ordre du jour fixé par le gouvernement, en adoptant une loi de finances qui est quasiment à l'identique du projet qui lui est soumis au début de la session d'automne. Pour paraphraser un ton, dans cette démocratie d'un genre particulier, le Conseil constitutionnel, saisi par le président de l'Assemblée et composé de personnalités désignées et non élues, peut, à tout instant et sans appel, déclarer inconstitutionnelle toute proposition de loi qui ne lui conviendrait pas.

Concernant la démocratie locale, il suffit de connaître les moyens dont disposent les élus locaux pour apprécier où elle se situe.

Quant à la multiplication des atteintes aux libertés syndicales, collectives et individuelles, je ne souhaite pas en dresser la liste :

elle alourdirait considérablement le contenu de cet article.

Ainsi il est vrai que vous évoquez longuement l'idée que « jamais le consensus sur le régime et la société n'a été aussi large entre les Français » ; et de vous gausser de ceux qui, en 1981 (et encore en 1987), voulaient et veulent toujours changer de société. Que les socialistes aient, une fois au pouvoir, avec leur majorité absolue et un PCF affaibli, oublié de « changer la vie », c'est dans l'ordre historique des choses : il n'y a pas un exemple dans le monde où un parti social-démocrate, puissamment majoritaire, ait établi le socialisme ; il a chaque fois fait le contraire. Mais le thème du changement de société demeure, même si on met tout en œuvre pour le nier. Sans doute ce thème inquiète-t-il fortement tous ceux qui ont intérêt à « conserver » des institutions qui ont bien servi la classe dominante qui les a créées pour cela.

### Un déclin tristement réel

Quand André Fontaine dit des Français qu'ils ont retrouvé... l'esprit d'entreprise, que « dans plus d'un secteur de l'industrie ou des services des sociétés françaises sont les premières du monde », il fait de l'exception la règle et oublie que le déclin de la France est tristement réel. Le déficit de notre balance commerciale atteint 25 milliards de francs au moment où la balance commerciale de la RFA enregistre un excédent de 250 milliards de francs. L'INSEE évalue à 4 millions le nombre des sans-emploi en France en 1985 (sans doute grâce au grand marché unique qui sera dominé par la RFA), tandis qu'aujourd'hui le nombre des chômeurs a, hélas, dépassé les 3 millions.

Dans ce programme figurer, j'en suis convaincu, parmi tant d'autres, la disposition suivante : les titulaires de gros comptes en banque et les investisseurs institutionnels alimentés par les placements en Bourse, spéculant sur la monnaie, les emprunts d'Etat dont l'emprunt Giscard, et qui, aujourd'hui, pompent les richesses de la France en cassant les usines et en générant le chômage, les grandes entreprises nationales qui jouent les exportations de capitaux au détriment de l'investissement productif créateur d'emplois, dans une France où la moitié de ce qui s'achète et de ce qui se vend provient de l'étranger, ceux-là, qui sont cruellement absents de l'analyse d'André Fontaine, seront invités fermement et démocratiquement à drainer leurs capitaux vers la création d'emplois utiles et qualifiés tandis que l'effort de la nation se concentrera sur la recherche et la formation des hommes.

Or, « si on se situe à l'échelle de la planète, près de la moitié de la population mondiale vit sous le socialisme et les peuples d'Haiti,

(\*) Député (PCF) des Bouches-du-Rhône.

des Philippines, d'Amérique centrale, de Corée du Sud, d'Afrique du Sud et d'autres pays s'apprennent à en faire l'expérience libératrice ;

2<sup>e</sup> si on se situe en France, concernant le Parti communiste français : il est toujours dangereux de prendre ses désirs pour des réalités ; on risque de tomber de haut. Après les accords de Munich et le vote de l'Assemblée nationale le déclarant hors la loi en 1939, le PCF était marginalisé sans presque aucun soutien populaire. Cinq ans plus tard, il renouait plus fort que jamais. Nous verrons bien, dans les années qui viennent, si les Français ne feront pas massivement confiance au seul parti révolutionnaire qui, dans le pluralisme et le respect des grands principes démocratiques aujourd'hui bafoués, propose, avec son candidat André Lajoinie, le changement par la justice, la liberté et la paix.

Peut-être que les lycéens de l'hiver dernier, les cheminots et les marins, les éboueurs du ciel et les sidérurgistes, les dockers et les mineurs de fond et les métallistes de la navale, les travailleurs de chez Renault, les employés d'EDF et combien d'autres feront subitement comprendre que le rassemblement auquel André Fontaine pense n'est pas celui qu'ils sont en train de construire. C'est, en tout cas, à cette « France rassemblée » que travaillent les « marginalisés » — selon l'expression d'André Fontaine — et le programme qu'ils ont en tête est de « changer la vie ».

Dans ce programme figurer, j'en suis convaincu, parmi tant d'autres, la disposition suivante : les titulaires de gros comptes en banque et les investisseurs institutionnels alimentés par les placements en Bourse, spéculant sur la monnaie, les emprunts d'Etat dont l'emprunt Giscard, et qui, aujourd'hui, pompent les richesses de la France en cassant les usines et en générant le chômage, les grandes entreprises nationales qui jouent les exportations de capitaux au détriment de l'investissement productif créateur d'emplois, dans une France où la moitié de ce qui s'achète et de ce qui se vend provient de l'étranger, ceux-là, qui sont cruellement absents de l'analyse d'André Fontaine, seront invités fermement et démocratiquement à drainer leurs capitaux vers la création d'emplois utiles et qualifiés tandis que l'effort de la nation se concentrera sur la recherche et la formation des hommes.

## L'exemple américain

(Suite de la première page.)

Rien de plus significatif à cet égard que la subtile exégèse à laquelle James Madison se livrait en affirmant qu'« il [Montesquieu] n'a jamais voulu dire qu'aucun de ces trois pouvoirs ne puisse partager ou contrôler les actes des deux autres » (1), pour mieux fonder le délicat système de checks and balances de la Constitution américaine.

Phénomène exceptionnel de « feed back » intellectuel : la pensée des philosophes français inspirait les constituants américains, et l'exemple américain hantait à Paris tous ceux qui rêvaient d'une Constitution garantissant la liberté. Les hommes de la Révolution américaine sont nés, fêtés, écoutés dans tous les salons de Paris. Franklin, Jefferson, Thomas Paine, chacun à sa manière, investissent le cœur et la pensée des Français. Les Constitutions américaines sont traduites par le duc de La Rochefoucauld d'Enville.

Le constitutionnalisme, ce produit américain où l'on retrouve l'esprit français, fait fureur à Paris — et même à Versailles. Franklin, avec l'assentiment de Louis XVI et contre le vœu de ses ministres, fait éditer en France un recueil des Constitutions des Etats et en offre à Versailles au roi lui-même un exemplaire superbement relié aux armes de l'Union. Les écrits se multiplient sur les Constitutions américaines. Condorcet, le dernier des encyclopédistes, l'ami de Voltaire et de D'Alembert comme de Jefferson et de Thomas Paine, publie successivement les *Considérations sur l'influence de la Révolution des Etats-Unis et les Lettres d'un Bourgeois de New Haven à un citoyen de Virginie*.

### Une foi commune

L'exemple américain apportait en effet la preuve aux révolutionnaires français que leur conception de l'homme et de la société civile et politique n'était pas seulement une utopie, mais un modèle applicable à la réalité. Et comme ce modèle était à leurs yeux dicté par la Raison, il avait valeur universelle et pouvait être mis en œuvre partout, et d'abord en France, patrie des Lumières. Dès le 12 juillet 1789, La Fayette demanda à l'Assemblée constituante que, à l'exemple des Constitutions des Etats américains, la Constitution française fût précédée d'une solennelle Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle sera votée par l'Assemblée constituante du 16 au 26 août 1789

— deux ans avant le Bill of Rights américain.

Mais la réalité est têtue, et du modèle américain on sait ce qu'il advint. Le premier problème qui se posait aux constituants américains était de faire naître un Etat unique de ce qui n'était qu'une confédération d'Etats. Même partagés entre *Federalists* et *anti-Federalists*, pour l'essentiel les constituants américains étaient sensiblement d'accord : ils partageaient une même foi dans la République, la souveraineté du peuple, la séparation des pouvoirs, les libertés publiques et les droits des individus. Ils se méfiaient d'un Etat trop fort, d'un gouvernement oppresseur.

Si leurs vues divergeaient sur les modalités techniques — rapport du président et du Congrès, bicaméralisme, rôle du judiciaire, — ils n'avaient pas d'opposition sur les principes fondamentaux. Ajoutons que, pour la chance des Etats-Unis, rarement autant d'hommes éminents se sont trouvés réunis, comme de bonnes fées, autour du berceau d'une Constitution.

En France, la situation était radicalement différente. Non que les talents individuels fussent dépourvus à la Constituante, ni les personnalités puissantes. De Mirabeau à Sieyès ou à Robespierre, bien des hommes qui allaient jouer un rôle décisif dans la Révolution étaient présents aux Etats généraux réunis à Versailles, en mai 1789, deux mois après que Washington eût été élu à l'unanimité président des Etats-Unis. Mais précisément, il n'y avait pas en France de Washington — quels que fussent les rêves de La Fayette — mais un roi, incarnation d'une monarchie héréditaire qui régnait sur la France depuis huit siècles.

Il n'y avait pas de représentants d'Etats locaux, jaloux de préserver leur souveraineté et leurs droits, mais des représentants du clergé, de la noblesse et du tiers-état, ployés sous l'autorité d'un roi absolu, héritier d'une très ancienne monarchie, dont le gouvernement était le plus fort et le plus centralisé de l'Europe. L'appareil de l'Etat ne comptait pas quelques centaines de soldats et une poignée de fonctionnaires comme aux Etats-Unis, mais une armée permanente de plus de cent mille hommes et une bureaucratie pléthorique. Enfin, ce roi était de droit divin, c'est-à-dire qu'il considérait ne tenir son pouvoir que de Dieu — et non du peuple. Et ce pouvoir s'appuyait sur l'Eglise catholique, dont la foi était reli-

gion d'Etat et qui détenait des richesses immenses.

Ainsi, les constituants américains avaient pour tâche de faire naître un Etat nouveau, à partir de principes communément acquis. Alors que les constituants français avaient pour but de changer une monarchie absolue de droit divin en une monarchie constitutionnelle, respectueuse de la souveraineté du peuple et des droits du citoyen. Ajoutons que, pour les constituants américains, la révolution et la victoire étaient déjà acquises, tandis que, pour les constituants français, la révolution était à faire et la guerre des souverains européens à la Révolution prévisible. Ainsi le système américain pouvait servir de référence aux constituants de 1789, il ne pouvait servir de modèle parce qu'il n'était pas transposable à la monarchie et à la société françaises.

### Faire naître un Etat

On connaît la suite. La Constitution de 1791 emprunta aux Etats-Unis le principe d'une Déclaration solennelle des droits de l'homme précédant la Constitution, et s'imposant au respect du législateur. Elle consacra la règle de la séparation des pouvoirs entre exécutif et législatif, en donnant au roi le pouvoir exécutif et à une assemblée élue le pouvoir législatif. Pour satisfaire les monarchistes, elle donna au roi sur les lois votées un droit de veto suspensif inspiré de celui du président américain — en même temps qu'elle soustrayait ses ministres à toute responsabilité politique devant l'Assemblée. Elle créa un pouvoir judiciaire, élu, et totalement indépendant des deux autres pouvoirs.

Mais entre les deux Constitutions l'essentiel résidait dans les différences plus que dans les ressemblances. Les Etats-Unis étaient un Etat fédéré. La France demeurait une monarchie centralisée. Et surtout, entre le président des Etats-Unis et le roi de France, tous deux maîtres de l'exécutif selon les Constitutions, demeurait une altérité de nature plus encore que de condition. Entre un président élu pour quatre ans et un Congrès dont les représentants étaient soumis à réélection tous les deux ans, les conflits devaient se résoudre par la négociation et le compromis permanents. Et la Constitution américaine y pourvoyait par un mécanisme subtil de *checks and balances*, et notamment par le veto présidentiel et le contre-veto du Congrès.

Mais entre un monarque, hier absolu et sacré, disposant encore de pouvoirs considérables et une Assemblée issue de l'élection, c'est-à-dire se jugeant dépositaire de la volonté du peuple, le conflit, s'il s'élevait, ne pouvait qu'être tranché par la force. Or le temps n'était pas à la sagesse, mais aux passions et à la guerre. Le 10 août 1792, l'insurrection parisienne envahit les Tuileries. Et la monarchie vaincue emporta dans sa chute la première Constitution et, avec elle, les premières références à l'exemple américain.

ROBERT BADINTER.

(1) J. Madison, « The Federalist », n° 46, in The Federalist Papers presented by Clinton Rossiter, New York, New American Library, 1961, 300 p.

## Au Courrier du Monde

### DÉFENSE

#### L'affaire Citroën-CGT

En réponse à la relation du jugement rendu par le tribunal de Nanterre à propos d'incidents survenus aux usines Citroën en 1984 (le Monde du 5 septembre 1987), M<sup>r</sup> Jacques Grinsir, l'un des avocats des responsables de

la CGT dont nous avons écrit qu'il tenait cette décision pour « un jugement d'apaisement » qui « aurait pu être pire », nous a adressé la lettre suivante :

Cet article, de toute évidence, vise à opposer mon appréciation

prétendument « positive » du jugement en tant qu'avocat aux déclarations présentées comme tranchées de la CGT. Or je n'ai jamais prononcé ces paroles (...).

Je tiens à vous préciser :

1) Que je ne peux, sans me contredire, à la fois plaider la relaxe de mes clients, comme d'ailleurs votre journal l'a relaté en son temps, et estimer que le jugement « aurait pu être pire ». Si j'ai plaidé la relaxe pour tous les prévenus, c'est que je considère, et que je considère toujours, que tant pour des raisons de fait que pour des raisons de droit, ils n'ont commis aucun délit. Je ne saurais donc avoir une appréciation « positive » de cette décision de justice.

2) Qu'il n'y a aucun désaccord ni même aucune différence d'appréciation, si minime soit-elle, entre la CGT et moi-même. Celle-ci a rendu publiques des déclarations avec lesquelles je me sens en parfaite harmonie.

3) Que je ne pense pas, en tant qu'avocat, avoir qualité pour donner une appréciation publique d'un jugement ayant, nécessairement, une certaine portée politique. Ceci appartient aux prévenus et à leur organisation syndicale, et à eux seuls.

[Nous prions volontiers acte de ces précisions mais notre collaborateur présent à l'audience, manifestant que M<sup>r</sup> Grinsir, auquel il demandait son sentiment, lui a bien tenu les propos rapportés.]

### PEINES


#### Prisons surpeuplées

Prisons surpeuplées. Un précédent président de la République avait déclaré que la privation de la liberté était une peine suffisante qui ne devait pas être aggravée. Nul ne conteste que le surpeuplement constitue une singulière aggravation et contribue à dégrader ceux que la société se doit de réintégrer. En attendant la réalisation de nouveaux locaux ou le recours à

d'autres peines, ne serait-ce pas une forme de justice de reconnaître que les jours de détention effectués dans des conditions qui contreviennent aux normes d'occupation des cellules comptent double ? L'enfermé aurait au moins cette consolation et ce dédommagement.

A. JACQUES MORTIER  
(Neuilly-sur-Seine).

**LES DEMONS DE LA COUR DE ROHAN**



**Le nouveau René-Victor Pilhes**

Albin Michel

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-72  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprise, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS BP 587 69 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 390 F
2 - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 890 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-810 is published daily, except Sundays, for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 46-46 36th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, INC., 46-46 36th Street, LIC, NY 11104.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**

Composé 3615 - Taper LEMONDE

**Le Monde**

**PUBLICITE**

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDPUB 206 136 F

هذا من الزيد



Américain

tion d'Etat et qui détenait des richesses immenses. Ainsi, les constituants américains avaient pour tâche de faire naître un Etat nouveau, à partir de principes communément admis. Alors que les constituants français avaient pour but de changer une monarchie absolue de droit divin en une monarchie constitutionnelle, respectueuse de la souveraineté du peuple et des droits du citoyen. Ajoutons que, pour les constituants américains, la révolution et la victoire étaient des acquis, tandis que, pour les constituants français, la Révolution était à faire et la guerre des souverains européens, la Révolution prévisible. Ainsi le système américain pouvait-il servir de référence aux constituants de 1789, il ne pouvait servir de modèle parce qu'il n'était pas transposable à la monarchie et à la société françaises.

Faire naître un Etat

On connaît la suite. La Constitution de 1791 emprunta aux Etats-Unis le principe d'une Déclaration solennelle des droits de l'homme précédant la Constitution, et s'inspirant du respect du législateur. Elle consacra la règle de la séparation des pouvoirs entre exécutif et législatif, en donnant au roi le pouvoir exécutif et à une assemblée élue le pouvoir législatif. Pour satisfaire les monarchistes, elle donna au roi sur les lois votées un droit de veto suspensif inspiré de celui du président américain — en même temps, qu'elle souscrivait ses ministres à toute responsabilité politique devant l'Assemblée. Elle créa un pouvoir judiciaire, élu et totalement indépendant des deux autres pouvoirs.

Mais entre les deux Constitutions l'éventuel réajustement des différences plus que dans les ressemblances. Les Etats-Unis étaient un Etat fédéré. La France demeurait une monarchie centralisée. Et surtout, entre le président des Etats-Unis et le roi de France, deux hommes, deux destins, deux visions des Constitutions, deux visions de la nature humaine, deux visions de la condition. Entre un président élu pour quatre ans et un Congrès dont les représentants étaient élus à réélection tous les deux ans et les sénateurs tous les six ans, les conflits devaient se résoudre par la négociation et les compromis permanents. Et la Constitution américaine a pu voyager par un mécanisme subtil de checks and balances, et notamment par le veto présidentiel et le contrôle du Congrès.

Mais entre un monarque absolu et sacré, disposant d'un pouvoir considérable, et une Assemblée issue de l'élection, c'est-à-dire se situant au-dessus de la volonté du peuple, la différence s'élevait, ne pouvant être tranchée par la force. Or la tension n'était pas à la sagace, mais à la passion et à la guerre. Le 1792, l'insurrection populaire envahit les Tuileries. Le roi ne put fuir sans emporter dans sa fuite la première Constitution avec elle, les premiers républicains à l'exemple américain.

ROBERT BADINTER.

La visite de Jean-Paul II en Californie

Le pape rappelle à l'ordre l'Eglise américaine

Avant son arrivée jeudi 17 septembre à San Francisco pour la dernière étape californienne de son voyage aux Etats-Unis, Jean-Paul II a fait face, sans rien concéder, au malaise de nombreux catholiques américains exprimé par quatre évêques à l'occasion d'une réunion de la quasi-totalité (320 sur 400) des membres de la conférence épiscopale des Etats-Unis (NCCB).

LOS ANGELES de notre envoyé spécial

« Il ne peut y avoir qu'une seule loyauté à la parole de Dieu proclamée sans interruption dans l'Eglise confiée au collège des évêques ayant le pontificat romain comme tête visible et perpétuelle source d'unité », a déclaré le pape dans un texte exceptionnellement long et ferme, sans pour autant apparaître comme une condamnation.

Quatre prélats de l'Eglise nationale ont pris successivement la parole devant le visiteur : le cardinal Joseph Bernardin, archevêque de Chicago, ancien président de la NCCB, rédacteur de la lettre pastorale de 1983 par laquelle la conférence nationale condamnait la dissension nucléaire; Mgr John Quinn, archevêque de San Francisco, connu lui aussi pour son hostilité à la dissension nucléaire; Mgr Rembert Weakland, archevêque de Milwaukee, qui fut président du comité de rédaction de la lettre de 1986 qui critiquait le système économique américain et ses conséquences sociales; et Mgr David Phelan, archevêque de Cincinnati, vice-président de la NCCB depuis novembre dernier et en principe futur président en 1989. Ces quatre hommes réputés progressistes, modérés ou centrés « ouverts », avaient été choisis par leurs pairs. De même, un « sondage » avait fait émerger les thèmes les plus importants à traiter devant le pape à la mission San Fernando, établissement fondé par des franciscains espagnols, où a eu lieu près de cinq heures durant l'historique confrontation.

Les quatre thèmes retenus étaient les suivants : « la relation entre l'Eglise universelle et les Eglises locales », « l'enseignement moral et les nouvelles réalités », « le rôle des laïcs dans la société et l'Eglise aux Etats-Unis », la question enfin des « vocations », recouvrant le thème plus général : « L'Eglise des Etats-Unis est-elle en crise ? ».

La structure des discours des prélats américains était, grosso modo, la même : reconnaissance que l'Eglise catholique est « une communion d'Eglises particulières... qui n'est pleinement l'Eglise que si elle est unie à l'évêque de Rome » ; évidente reconnaissance, sur tous les thèmes traités, des Ecritures comme source fondamentale — mais une source qui doit être continuellement éclairée par un effort collectif, et auquel doit contribuer toute la sagesse humaine, notamment celle des laïcs, à commencer par celle des femmes et des théologiens.

Tous ont au fond adressé au pape le même message respectueux — le monde change, en conséquence de quoi « la nature de l'homme est susceptible de changement » (saint Thomas d'Aquin fut appelé à la rescousse), en fait de quoi « la seule défense de l'héritage du passé est la conquête de l'avenir » (le théologien Karl Rahner).

Confrontation de deux visions

Deux visions étaient ainsi confrontées. Aussi, le pape ne sembla pas autrement étonné d'entendre deux intervenants lui expliquer en termes quasiment identiques que « beaucoup d'Américains, vu la liberté dont ils jouissent depuis deux siècles, réagissent presque instinctivement de façon négative lorsqu'on leur enjoint de faire quelque chose, même si au fond de leur cœur ils savent que c'est bien... ». Eh bien ! répond Jean-Paul II « je vous encourage... à faire face à cette situation en vous reposant sur le pouvoir de la vérité divine pour attirer le consentement ».

Sur la question des relations entre l'Eglise des Etats-Unis et Rome, Mgr Bernardin expliqua que « la majorité des catholiques des Etats-Unis (...) vous appuient ». Mais, a-t-il poursuivi, « les désaccords et les conflits » ont été la marque de l'Eglise depuis ses premiers pas, il y

a bientôt deux mille ans. Le prélat a expliqué les tensions contradictoires auxquelles est soumise la hiérarchie : accusée par les uns d'être rétrograde en matière de morale, elle est aussi soupçonnée par des groupes d'inspiration inverse de « rejeter la vérité » de la doctrine ainsi que « l'autorité de l'enseignement de l'Eglise ». Mais il faut, a conclu l'archevêque de Chicago, que le dialogue entre Rome et les Eglises locales sur ce qui « renforce l'unité et ce qui l'affaiblit » puisse se poursuivre « en toute bonne foi et sans peur » et que l'on ne perde jamais de vue « la vision conciliaire de la collégialité comme principe et comme style de gouvernement de l'Eglise ».

Dans sa réponse, Jean-Paul II rappelle que « l'Eglise universelle ne peut pas être conçue comme la somme d'Eglises particulières ». Il ajoute : « Comme le successeur de Pierre a été institué pour toute l'Eglise pasteur et vicaire de Jésus-Christ, toutes les Eglises locales, justement parce qu'elles sont catholiques (...) et qu'elles s'incarnent dans le mystère de l'Eglise universelle, sont appelées à vivre en communion avec lui ». Répondant, dans l'avenue qui le conduisait de Rome à Miami, à une de ses questions, le pape avait dit : « L'Eglise n'est pas et ne peut pas être une démocratie. C'est une théocratie dont le chef est Jésus-Christ ».

Le message implicite du pape est que, par une contestation plus ou moins voilée de la prééminence de Rome, les évêques s'affaiblissent eux-mêmes. « Reconnaître votre ministère comme vicaires et délégués du Christ en vos Eglises particulières, c'est comprendre que le ministère de Pierre... protège la légitime diversité et en même temps veille à ce que les différences n'affaiblissent pas l'unité... ».

Utiliser « toutes les ressources de l'esprit »

Sur les questions de morale, deuxième thème de la journée, Mgr Quinn fonda sa courtoisie mais précise argumentation sur le fait que la compréhension de la parole de Dieu est une « tâche constante de la sagesse humaine » dans un contexte historique fluctuant. En conséquence, « de nouveaux problèmes, de nouveaux besoins et de nouveaux desirs humains » surgissent. Pour Mgr Quinn, il est important de bien faire comprendre que la morale chrétienne n'est pas « un ensemble de règles abstraites ». Citant le théologien Karl Rahner, le prélat déclare : « Ce dont nous avons besoin, c'est de prescriptions pratiques, pas seulement de principes abstraits ». « C'est un fait, dit encore le prélat, que les Américains ne suivent pas nos enseignements en matière de sexualité ».

« C'est une grave erreur, qui met en cause la mission d'enseignement des évêques des Etats-Unis et d'ailleurs », répond Jean-Paul II. Il ne sera jamais facile d'accepter l'enseignement de l'Evangile dans sa totalité (...), accepter la foi, c'est consentir à la parole de Dieu telle qu'elle est transmise par le magistère authentique de l'Eglise... A l'adresse des théologiens rebelles, le pape s'écrit : « Le dissentiment par rapport à la doctrine de l'Eglise reste ce qu'il est : un dissentiment ». Et le pape d'ajouter les évêques d'utiliser toutes les « ressources de l'esprit (...) dans leur nouvel effort d'évangélisation », par le biais de la presse et de l'enseignement catholique notamment.

Réfléchissant sur le thème des laïcs, Mgr Weakland observa, pour sa part, que « l'Eglise des Etats-Unis peut se vanter d'être celle du monde qui a le plus de fidèles instruits ». Magnifique, répond en substance Jean-Paul II, mais la culture américaine contemporaine « est-elle influencée par l'Evangile ? Réflète-t-elle l'inspiration chrétienne ? ». Tout se passe comme si le pape adjurait les catholiques américains de ne pas baisser les bras à l'heure précédant où l'influence de leur religion n'a jamais été aussi forte aux Etats-Unis. Dans son propos sur les laïcs, l'archevêque de Milwaukee fait un sort spécial aux femmes : « Il n'y a pas de mot, dit-il, pour exprimer la douleur de tant de femmes compétentes qui se sentent aujourd'hui des citoyennes de seconde zone dans l'Eglise... ». A cela, Jean-Paul II répond que l'Eglise proclame « la dignité personnelle des femmes en tant que femme — dignité égale à celle de l'homme ». Mais elles « ne sont pas appelées à la prêtrise (...) l'enseignement de l'Eglise sur ce point est très clair ».

Enfin, Mgr Pilarczyk a dressé, à propos de la question des vocations, un tableau contrasté de l'Eglise aux Etats-Unis. « Est-elle en état d'agitation et de crise ? Je réponds : affirmatif ; mais ce ne sont pas l'agitation et la crise de la mort et de la décadence, ce sont celles de la vie en développement ». L'archevêque de Cincinnati ajoute : « Nous ne sommes pas une nation de mystiques, mais de plus en plus une communauté catholique qui comprend que la conformité externe aux rythmes et aux règles, pour importante qu'elle soit, n'est pas tout... ». Le pape, en réponse, s'attarde davantage sur les aspects positifs mis en valeur par le discours du prélat. Il déclare : « Nous savons que de nos jours, comme toujours, il y a des prophètes de malheur. Nous devons résister à leur pessimisme ».

La conformité n'est pas tout

Mgr Pilarczyk avait été délégué par ses pairs pour faire face aux centaines de journalistes désireux d'en savoir davantage sur cet échange. L'archevêque de Cincinnati, en homme pétilant d'intelligence, le dédramatisa totalement, parlant d'une rencontre entre professionnels où on a parlé librement. « Nous attendons du Saint Père, a-t-il dit, ni un enseignement nouveau ni une solution à nos problèmes. Nous allons rentrer chez nous et continuer de faire ce que nous avons toujours fait. L'Eglise américaine est la même après qu'avant cette rencontre ». Et, de fait, une magnifique messe a été célébrée, mercredi soir, devant soixante-cinq mille personnes, au Dodger Stadium de Los Angeles, par le pape follement applaudi et quelque trois cents évêques américains. L'homme avait évidemment pour thème : « L'unité dans la diversité ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Après la signature d'un traité sur les euromissiles

M. Gorbatchev souhaite un accord sur les armements stratégiques dès 1988

Le secrétaire d'Etat George Shultz et son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, ont fait état, mercredi 16 septembre, à Washington, de « progrès » vers la conclusion d'un accord sur les missiles intermédiaires (FNI), à l'issue d'un entretien de cinq heures. Les deux hommes devaient avoir une dernière séance de travail jeudi matin, avant que le ministre des affaires étrangères soviétique ne regagne Moscou.

« Nous discutons de ces questions de façon plus constructive qu'auparavant ; c'est un pas en

avant », a déclaré M. Chevardnadze, qui a aussi précisé : « Il y a certains points sur lesquels nous devons encore discuter et travailler un peu plus ». Le groupe d'experts sur le désarmement, dirigé par M. Paul Nitze du côté américain et M. Viktor Karpov du côté soviétique, a eu une nouvelle séance de discussions mercredi après-midi.

A Moscou, M. Gorbatchev estime qu'un accord FNI peut être conclu avant la fin de l'année et qu'un autre pourrait suivre « au premier semestre de l'an prochain » sur une réduction des arsenaux à longue portée.

A l'occasion, dit-il, de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'ONU, actuellement réunie à New-York, M. Gorbatchev a publié, jeudi 17 septembre, à la fois dans la Pravda et les Izvestia un long article diffusé par Tass sur les relations internationales. Le chef du PC soviétique estime d'abord qu'un accord est « possible et réel » sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), et qu'il « pourrait être mis au point avant la fin de l'année en cours ». Il rend hommage au passage au gouvernement ouest-allemand, qui, en renonçant à remplacer ses missiles Pershing 1-A, « a adopté une position allant dans ce sens, dans une certaine mesure ».

M. Gorbatchev estime ensuite qu'un accord FNI « serait un bon prétexte à des progrès aux négociations sur des réductions importantes — 50 % — des armements offensifs dans le strict respect du traité ABM (sur la limitation des anti-missiles). Je crois que, avec de la bonne volonté de part et d'autre, une entente en ce sens pourrait devenir une réalité dès le premier semestre de l'année prochaine ».

Mis à part cette brève allusion au traité ABM, le numéro un soviétique ne parle à aucun moment de l'initiative américaine de défense stratégique, et se borne à souhaiter un « accord sur une stratégie défensive et sur la suffisance militaire », accord dont les éléments seraient notamment les suivants : « Structure des forces armées de chaque

Etat suffisante pour repousser une agression éventuelle, mais pas assez grande pour lancer une offensive ; retrait, sur la profondeur du territoire national des armes nucléaires et autres armements offensifs sous un contrôle adéquat ; création le long des frontières de zones à armement réduit et de zones délimitées. » Il ajoute qu'il faudra, « beaucoup réfléchir » pour créer un « mécanisme de prévention d'un conflit nucléaire » et « préparer à temps des mesures collectives visant à prévenir la piraterie nucléaire ».

M. Gorbatchev avance encore les propositions suivantes : — Sur le calcul des budgets militaires : « Il faudra travailler là-dessus. A condition de faire l'effort nécessaire, nous pourrions, dans deux ou trois ans, comparer les chiffres qui nous intéressent et qui intéressent nos partenaires, et refléter de manière symétrique les dépenses des parties ».

— Conflits régionaux : M. Gorbatchev approuve la proposition du secrétaire général de l'ONU de « créer près des Nations unies un conseil multilatéral de réduction du danger de guerre ». Cela devrait impliquer « une liaison directe entre le siège de l'ONU et les capitales des Etats membres permanents du Conseil de sécurité ainsi qu'avec le siège du président du mouvement des non-alignés (...) ». Un recours plus large aux observateurs militaires de l'ONU et à des forces armées de l'ONU chargées du maintien de la paix. Les membres permanents du Conseil de sécurité pour

resteront garants de la sécurité régionale, à condition (...) de renoncer au recours à la force (...) et à toute présence militaire démonstrative ».

— La dette du tiers-monde : M. Gorbatchev préconise « la limitation des paiements des intérêts à une part des recettes à l'exportation du pays débiteur et ne compromettant pas son développement, l'acceptation des produits d'exportation au titre du paiement de la dette, la levée des barrières protectionnistes aux frontières des pays créanciers, la renonciation aux intérêts supplémentaires lors du rééchelonnement des paiements ».

— Ecologie : il convient de retenir le principe de « comptes rendus annuels des gouvernements sur leurs activités en matière de protection de la nature, sur les incidents écologiques qui ont eu lieu ou qui ont été prévus sur leur territoire ».

— Droits de l'homme : M. Gorbatchev souhaite « un programme mondial d'information sous l'égide de l'ONU en vue de faire connaître aux peuples la vie et des uns et des autres, (...) afin d'éliminer de l'information les stéréotypes comme « l'image de l'ennemi », la mise au point de « critères juridiques internationaux pour résoudre dans un esprit humain les problèmes relevant de la réunification des familles, mariages, contacts entre individus et organisations, le régime des visas », le développement d'une coopération médicale sur « les maladies les plus dangereuses, y compris la SIDA », etc.

— Rôle de l'ONU : le chef du PC soviétique demande un renforcement de l'autorité de la Cour internationale de justice, dont « la juridiction obligatoire doit être reconnue par tous à des conditions concertées. C'est aux membres permanents du Conseil de sécurité qu'il appartient de faire le premier pas dans ce sens ».

Le Conseil de sécurité devrait se réunir au niveau des ministres des affaires étrangères avant chaque session de l'Assemblée générale, et aussi « tenir des sessions non seulement à New-York, mais aussi dans les zones de frictions et de tensions, ainsi qu'à tour de rôle dans les capitales des membres permanents du Conseil ». Enfin il faudrait créer sous l'égide de l'ONU « un conseil consultatif réunissant l'élite intellectuelle du monde », des scientifiques, des artistes, en passant par des personnalités religieuses.

ETATS-UNIS : le bicentenaire de la Constitution

Carillon général dans toutes les villes...

PHILADELPHIE correspondance

Pour célébrer le bicentenaire de la Constitution, ce jeudi 17 septembre, les autorités municipales de Philadelphie ont recouru et entièrement remis à neuf la grande statue de bronze de William Penn dominant l'hôtel de ville. La quaker Penn, fondateur de la ville, est évidemment le grand héros populaire local. Mais il n'a absolument rien à voir avec la Constitution de 1787 : il est décédé en 1718 !

Sans doute la ville historique a-t-elle voulu marquer par un trait d'humour ce Constitution Day qui a déjà donné lieu à d'innombrables commentaires solennels et souvent ennuyeux. Mais, dans l'ensemble, les fêtes du bicentenaire se déroulent sous le signe de la bonne humeur. Au son d'innombrables orchestres et de chorales, plus de quinze mille personnes ont déjà participé à un

grand défilé de chars allégoriques transportant des personnages portant perruques, jabots et bas de soie à travers la ville, pour recréer la grande procession fédérale qui, en 1788, célébra la ratification de la Constitution.

Commercialisation de l'événement

A 16 heures, jeudi après-midi, au moment même où, il y a deux siècles, la rédaction de la Constitution était achevée, l'ancien président de la Cour suprême, M. Warren Burger, devait annoncer une réplique de la « Liberty Bell », déclenchant ainsi un carillon général dans toutes les villes et les bases américaines à l'étranger. Un peu partout, l'événement devait être célébré par un lâcher de colombes, un festival de chant et de théâtre et par des services religieux, des feux d'artifice et des lectures collectives du document historique.

Mais certains groupes ne sont pas satisfaits. Ils protestent contre la commercialisation de l'événement et estiment que l'aspect du développement des libertés constitutionnelles a été négligé. Du coup, le comité d'organisation a accepté la participation au défilé de diverses associations représentant les écologistes, des groupes ethniques et civiques, évidemment inexistants en 1787. Ainsi, à côté de scouts féminins, d'anciens combattants mutilés et d'employés d'une chaîne de restaurants spécialisés dans les pizzas, devaient défilé, mais seulement en queue de cortège, les représentants du comité pour un « bicentenaire homosexuel », des organisations contre l'avortement ainsi que des groupes hostiles à l'aide aux « contras ».

HENRI PIERRE.

(Lire page une l'article de Robert Badinter.)

MICHEL DEL CASTILLO

Le démon de Poubli

ROMAN

AUX EDITIONS DU SEUIL

99 F

Un livre implacable qui nous condamne à voir.

Michèle Gazier / Télérama

Les obsessions de Castillo font de lui l'un des écrivains les plus émouvants de sa génération.

Sylvie Genevoix / L'Express

Editions du Seuil

111 Madison • The Franklin D. Roosevelt Library • 100 West 42nd Street • New York, N.Y. 10018

Tel. (212) 42-47 97 27

Tél. MONOPAR 65-5572

Télécopieur : (212) 45-23-68 91

Le Monde

TELEMATIQUE

Le Monde

PUBLICITE



## Proche-Orient

## Golfe : le rapport du secrétaire général de l'ONU

- L'Irak acceptera un cessez-le-feu si une commission détermine les origines du conflit
- L'Irak rejette la proposition de Téhéran

NEW-YORK  
de notre correspondant

A peine revenu à New-York, le secrétaire général des Nations unies a rendu compte, le mercredi 16 septembre, des résultats de sa visite en Iran et en Irak. Chargé par le Conseil de sécurité de recueillir les opinions des deux gouvernements quant à l'application de la résolution 598 adoptée le 20 juillet dernier, M. Perez de Cuellar a soumis au Conseil un rapport de neuf pages, divisé en seize points. Il en ressort que l'Irak accepte l'esprit — et peut-être même la lettre — de la résolution, à condition que la chronologie de son application soit inversée : « Un cessez-le-feu informel pourrait être observé à partir du moment où les Nations unies accepteraient de former un comité (composé de l'Algérie et de la Suède) chargé de déterminer les origines du présent conflit », ont affirmé les dirigeants irakiens au secrétaire général, ajoutant qu'un cessez-le-feu « officiel » entrerait en vigueur le jour où le comité en question reconnaîtrait l'Irak comme « l'agresseur ». La position irakienne ne mentionne pas le problème des territoires occupés par l'armée de Téhéran.

Ayant exposé le point de vue iranien aux responsables irakiens à Bagdad, M. Perez de Cuellar s'est entendu opposer un non catégorique, assorti d'une argumentation qui

prend le contre-pied des thèses de Téhéran : « L'Irak refuse absolument toute modification de la résolution 598 et exige que celle-ci soit observée dans son intégralité. Il n'est pas question pour l'Irak d'admettre une quelconque condition à l'application du premier paragraphe de la résolution, celui qui demande que les belligérents acceptent, comme premier pas vers un règlement, un cessez-le-feu global. » Pour le gouvernement de Bagdad, « le comité ad hoc sur les origines du conflit ne pourra être constitué qu'après l'instauration du cessez-le-feu ». « Ce que l'Irak propose ne relève plus de la résolution 598, c'est carrément autre chose », ajoutent les dirigeants irakiens.

Il est vrai que Téhéran ne s'embarrasse pas d'un excès de respect pour le texte de la résolution. Profitant de la lacune laissée par le Conseil — le texte voté ne demande pas la formation immédiate d'un comité ad hoc sur les origines du conflit, il crée d'abord une difficulté supplémentaire en exigeant que le Conseil se saisisse de l'affaire pour faire entrer en vigueur une idée qui n'avait été jusqu'ici exprimée qu'en filigrane (le Conseil de sécurité a chargé le secrétaire général d'explorer les possibilités de créer un comité ad hoc). En échange, il fait une offre précieuse : la paix. Un arrêt des hostilités, « informel », certes, mais réel...

Par ailleurs, l'Irak offre l'application de l'ensemble des dispositions de la résolution, y compris l'échange de prisonniers, dès que « la culpabilité de l'Irak aura été officiellement établie ».

Profondément divisés à l'intérieur, les dirigeants irakiens ne sont pas en mesure d'accepter la paix en suivant purement et simplement la lettre du Conseil de sécurité. En revanche, l'Irak n'a pas les moyens diplomatiques de refuser les pressions internationales, et a encore moins la capacité de se priver des gains financiers supplémentaires que lui permettrait de réaliser une éventuelle cessation des hostilités dans le Golfe. En effet, alors que les deux pays avaient, — au lendemain du vote de la résolution, établi un cessez-le-feu de facto, l'Irak a pu augmenter ses recettes pétrolières d'environ 6 millions de dollars par jour.

C'est d'ailleurs après avoir compris que l'Irak cherchait une prolongation tacite du cessez-le-feu, sans accepter la totalité des dispositions de la résolution, que l'Irak a repris, le 28 août, la guerre sur tous les fronts. La position irakienne figeait, en effet, les relations entre les deux pays dans une situation de non paix ni guerre, sans pour autant envisager l'application des décisions de l'ONU. S'appuyant sur une logique difficilement critiquable, Bagdad estime que « la résolution 598 est une et indivisible » et que son application est « obligatoire ».

Embarras  
des Occidentaux

Bien que M. Perez de Cuellar ait affirmé devant le Conseil de sécurité que « l'Irak n'a pas fermé les portes à un règlement », les positions respectives des belligérents semblent bien former un cul-de-sac, dont le Conseil aura bien du mal à sortir, grâce à une habileté manœuvrière qui surprend sans doute plus d'un diplomate occidental. Téhéran réussit à inverser les positions et à « offrir » la paix dans des conditions que l'Irak ne peut que refuser. Or, « que veut-on, la guerre ou la paix », demande un membre du Conseil de sécurité, visiblement attiré par la logique irakienne.

Manifestement gêné, le Conseil — qui, décidément ne craint jamais le ridicule — a moins décidé de maintenir le rapport du secrétaire général secret, au moins pendant quelques jours, avant de se réunir de nouveau, muni d'instructions gouvernementales. Il est déjà certain que les discussions entre ses membres seront difficiles, car l'unité sera loin d'être atteinte.

Parmi les « cinq », la France n'a jamais varié : il faut appliquer la

résolution, rien que la résolution. La Grande-Bretagne, après bien des convulsions, en arrive à souhaiter un embargo militaire contre les deux belligérents. La Chine, qui a trouvé en l'Iran un client formidable pour son industrie militaire naissante, hésite au gré des positions prises par l'Union soviétique, cette dernière, liée par une politique essentiellement basée sur le soutien au monde arabe, mais très intéressée par une amélioration de ses relations avec Téhéran, envisagerait de s'abstenir lors d'un éventuel vote sur les sanctions contre l'Irak. Enfin, les États-Unis, soucieux avant tout de ne rien faire pour compromettre davantage leur position à l'égard du monde arabe, ne semblent pas en mesure de se départir de leur politique essentiellement anti-iranienne.

Le fond du problème est double, ainsi que l'exprime la position iranienne : comment concilier le cessez-le-feu avec la désignation officielle de l'agresseur, avec toutes les conséquences que cela suppose, notamment en ce qui concerne les dommages de guerre ? Soumis aux pressions du monde arabe, les « cinq » auront beaucoup de mal à accepter la création d'un comité ad hoc, dont les conclusions ne sauraient « blanchir » l'Irak. Et ils auront autant de difficultés à accepter que l'on s'éloigne du texte d'une résolution qualifiée d'« obligatoire » et d'« historique ».

CHARLES LESCAUT.

La Suisse débloque  
les premiers  
relevés bancaires  
liés à l'Irak

Certains documents concernant les comptes bancaires bloqués en Suisse dans le cadre du scandale des ventes d'armes à l'Irak vont être transmis aux autorités américaines, a annoncé mercredi 16 septembre à Berne l'Office fédéral de la police. C'est le 20 août dernier que le Tribunal fédéral helvétique avait donné le feu vert pour que soient communiqués aux autorités américaines les notes des titulaires des comptes et le détail des transactions qui y ont été opérées.

Il venait de rejeter les recours intentés par trois des neuf personnes impliquées : le général américain à la retraite Richard Secord, l'homme d'affaires américain Albert Hakim et l'interneditaire iranien Manoucheh Ghorbanifar. Les relevés bancaires qui vont être envoyés à Washington impliquent une vingtaine de personnes et de sociétés tant américaines, suisses, iraniennes que saoudiennes. — (AFP, Reuters.)

CHARLES LESCAUT.

## LIBAN

Trois militaires israéliens  
tués au Sud

Trois militaires israéliens ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessés, le mardi 15 septembre, au Liban sud lors du plus grave affrontement entre l'armée israélienne et des maquisards libanais et palestiniens dans cette région depuis le retrait des forces israéliennes en 1985 après trois ans d'occupation.

A Beyrouth, la Résistance islamique — coalition de factions de maquisards — a revendiqué la responsabilité de l'attaque qui, selon le mouvement, a fait cinquante tués ou blessés dans les rangs israéliens. Le communiqué de la Résistance islamique ne fournit aucune autre précision. De source militaire israélienne, on a indiqué que les soldats effectuaient une patrouille sur les lieux rocaillieux du mont Hermon, au nord-est de la ville frontalière israélienne de Metulla, lorsqu'ils ont été pris pour cible par des maquisards pro-syriens du Front national libanais de résistance (FNLR).

Les trois militaires tués ont été identifiés comme étant deux officiers — le capitaine Ishai Weissman et le lieutenant Alexandre Singer — et un soldat, Oren Kamil. D'importants renforts ont été immédiatement dépêchés sur les lieux de l'agression, appuyés par des hélicoptères d'assaut et des avions larguant des fusées éclairantes, a-t-on indiqué de source proche de la sécurité israélienne. L'opération de ratissage s'est poursuivie six heures durant pendant que l'artillerie pilonnait les zones voisines, a rapporté la radio nationale israélienne.

Au cours de cette opération, les Israéliens ont capturé un maquisard blessé qui a avoué appartenir au FNLR pro-syrien, a-t-on indiqué de source militaire. Le captif a précisé que les militants du FNLR avaient reçu l'appui, pour cette opération

ponctuelle, de Palestiniens pro-syriens.

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, a, pour sa part, souligné, mercredi, qu'Israël n'entendait pas modifier sa politique dans le Liban sud à la suite de ces affrontements. M. Peres a dit qu'il s'agissait de l'incident « le plus douloureux signalé au Liban sud depuis que l'armée israélienne a évacué le Liban ». — (AFP, Reuters.)

Bonn dément tout échange  
entre les otages ouest-allemands  
et les frères Hamadei

Le gouvernement ouest-allemand a démenti, le mercredi 16 septembre, les affirmations du numéro deux du Fatah, Abou Iyad, selon lesquelles Bonn a promis à l'organisation libanaise pro-iranienne Hezbollah (Parti de Dieu) de libérer le pirate de l'air libanais Mohamed Hamadei et son frère pour obtenir la libération des deux otages ouest-allemands au Liban.

« Les affirmations sur un prétendu échange sont inventées de toutes pièces », a déclaré M. Friedhelm Ost. La déclaration faite mercredi à l'AFP à Tunis par Abou Iyad au sujet de ces tractations « pourrait bien cacher » une « tentative bien précise de perturbation » du processus engagé pour obtenir la libération de l'otage Rudolf Cordes, a affirmé le porte-parole.

Selon Abou Iyad, Bonn a conclu un accord avec le Hezbollah pour obtenir la libération des deux otages contre la remise en liberté, après leur procès, des frères Hamadei — accusés d'activités terroristes — le paiement d'une rançon de un million de dollars au Hezbollah et une prise

Grève des journalistes  
et des pilotes de la MEABEYROUTH  
de notre correspondant

La presse écrite s'est mise en grève le jeudi 17 septembre pour protester contre la tentative d'attentat dont a été victime M. Hassan Sabra, journaliste de l'agence d'information libanaise, connu à travers le monde pour avoir révélé le scandale de l'Irangate et, au Liban, pour ses liens avec la Syrie (le Monde du 16 septembre).

Les pilotes de la Middle East Air-

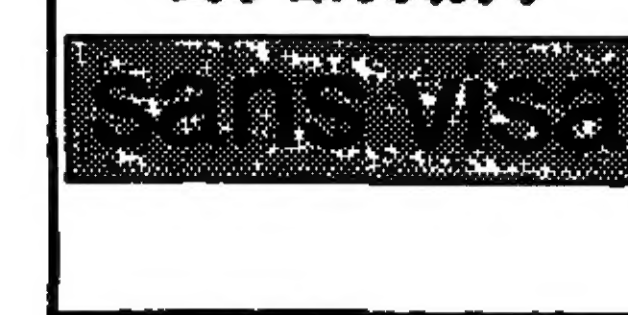
lines ont déclenché, de leur côté, une grève : sauvagement de vingt-quatre heures, la première depuis le début de la guerre, qui avait jusqu'ici été l'occasion d'une solidarité remarquable entre la compagnie nationale d'aviation et ses employés. Les pilotes réclament la « dénazification » de leur salaire et, à défaut, son indexation sur le dollar, en faisant valoir que leur famille vit à l'étranger.

La MEA craint que toute concession aux pilotes n'entraîne des revendications en chaîne de ses 4 500 salariés. Un phénomène de « dollarisation » des salaires est déjà signalé dans quelques sociétés de services, opérant avec l'étranger, à un niveau cependant extrêmement bas (moins de 100 dollars par mois pour un ingénieur). La grève de la MEA devait en principe prendre fin jeudi à 16 heures.

LUCIEN GEORGE.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde



(Publicité)  
PLUTOT QU'UNE « ECOLE DE COMMERCE » EN FRANCE  
**DIPLOME de BUSINESS aux USA**  
De janvier, dans une grande université de Californie ou Florida. Durée 12 mois. Avoir de 18 à 35 ans, niveau bac. Stage anglais préalable si nécessaire. Don. contre 5 timbres. USA-French Office, 37, Rue Ch.-Lafitte, 92220 Neuilly. 47.22.94.94.

## Afrique

TUNISIE : le procès des intégristes

La gauche s'inquiète des conséquences  
d'un verdict sévèreTUNIS  
de notre envoyé spécial

Le procès des intégristes musulmans devant la Cour de sûreté de l'Etat à Tunis durera sans doute quelques jours de plus que prévu, car les plaidoiries de la défense traînent en longueur. Sur les quarante-deux avocats censés prendre la parole, quinze seulement se sont exprimés en deux journées d'audience. A ce rythme, le verdict contre les accusés du Mouvement de la tendance islamique (MTI) pourrait bien ne pas être prononcé avant le week-end.

Le président du tribunal prend d'autant plus de soin à respecter les formes de la procédure en cette dernière phase du procès que le fond du dossier d'accusation est apparu bien fragile. Aucun des actes subséquents reprochés aux accusés n'a été étayé au point de mériter, au regard de la loi, les peines capitales requises par le ministère public.

Le président laisse donc les avocats présenter longuement leurs thèses, même s'il ne peut s'empêcher — car c'est plus fort que lui — de leur couper la parole de temps à autre. Sans doute craint-il aussi d'incommoder la défense à force d'obstruction et de voir soudain les avocats déserter en bloc le prétoire, comme ils en ont le droit, en arguant que leur tâche est devenue impossible. Selon les pronostics des milieux judiciaires, le tribunal pourrait proposer une vingtaine de condamnations à mort, dont quelques-unes par contumace, contre des dirigeants du MTI en exil, notamment en France. La perspective d'un verdict aussi lourd arrive de jour en jour l'inquiétude de l'opposition — légale ou non — et des amis occidentaux de la Tunisie.

## TCHAD

L'agression libyenne évoquée  
à l'ONU

Malgré l'opposition de Tripoli et de Moscou, N'Djamena a obtenu, mercredi 16 septembre, que le sujet intitulé « Agression et occupation du Tchad par la Libye » soit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Cette décision du bureau de l'Assemblée, qui devra être entérinée en séance plénière pour être définitive, a été acquiescée par 13 voix contre 6 et 7 abstentions. Une proposition du Nicaragua, évoquant « Le conflit entre le Tchad et la Libye », avait été repoussée par 10 voix contre et des abstentions.

Au cours du débat, la Zambie a suggéré de ne pas inscrire le conflit à l'ordre du jour de l'Assemblée puisque l'objet de négociations au sein de l'Organisation de l'unité africaine. Le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, qui préside également l'OUA, avait entrepris

récentement une mission de conciliation entre Tripoli et N'Djamena.

Le comité ad hoc de l'OUA chargé du conflit, qui est présidé par le président gabonais Omar Bongo, doit se réunir du 21 au 25 septembre à Lusaka. Le président Hissène Habré et le colonel Kadafi ont été invités à y participer.

Le conflit tchado-libyen a été au centre des entretiens qu'a eus mercredi le premier ministre zambien, M. Kebby Musokotwane, avec le président Mitterrand et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. Venant du Japon, M. Musokotwane a remis un message personnel du président Kaunda au chef de l'Etat français pour l'informer de l'évolution du conflit tel qu'il est perçu par l'OUA.

Jérusalem annonce  
des sanctions  
à l'égard de Pretoria

Jérusalem. — Soumis à la pression du Congrès américain, le gouvernement israélien a décidé, mercredi 16 septembre, de limiter ses échanges commerciaux, culturels, sportifs et scientifiques avec l'Afrique du Sud. Aux termes de dix recommandations adoptées en conseil restreint (dix ministres), l'Etat juif n'investira plus en Afrique du Sud et ne contractera plus d'emprunts auprès de Pretoria. Jérusalem cessera en outre ses acquisitions de devises sud-africaines et interdira le transit sur son territoire de marchandises en provenance de Pretoria. Selon la radio israélienne, aucun représentant officiel de l'Etat hébreu ne se rendra plus en Afrique du Sud et un fonds spécial permettant à des boursiers noirs sud-africains d'étudier à Jérusalem sera créé.

Selon un responsable du ministère israélien des affaires étrangères, Israël a calqué son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud sur celle de la CEE. « Nous avons ainsi rejoint le club des démocraties occidentales », a-t-il affirmé, précisant que son gouvernement avait rejeté « les modèles retenus par les Etats-Unis et les pays scandinaves ». Des ministres s'étaient opposés à l'imposition de sanctions, faisant valoir qu'elles porteraient un coup à l'industrie israélienne d'armement et nuiraient à l'importante communauté juive d'Afrique du Sud (cent vingt mille individus). Armes non comprises, les exportations israéliennes vers l'Afrique du Sud ont totalisé l'an dernier 54,8 millions de dollars et les importations se montaient à 181,1 millions de dollars. — (AFP, Reuters.)

● NAMIBIE : quatre soldats sud-africains tués. — L'armée sud-africaine a subi, dimanche 13 septembre, des pertes lors d'une attaque isolée en Namibie. Quatre soldats ont été tués dans l'explosion de leur véhicule, touché par un tir anti-char des maquisards de la SWAPO, qui luttent pour l'indépendance du pays. L'état-major sud-africain a indiqué que les soldats ont été tués en « zone opérationnelle », sans plus de précision. — (Reuters.)



# rique

## procès des intégristes nète des conséquences ardict sévère

Il est frappant de constater que toutes les formations politiques de gauche sauf une, le Mouvement d'unité populaire, proche de M. Ben Salah, ont tenu à être représentées par des avocats de la défense, bien qu'elles nourrissent une solide aversion pour les idéaux et les méthodes du MTI.

### Une démarche des Douze ?

Quatre avocats appartiennent à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, très active dans cette affaire. De son côté, l'ancienne direction des syndicats tunisiens, détruite par le pouvoir mais qui se considère toujours comme légitime, s'alarme des menaces qui pèsent sur les « acquis de la Tunisie », et demande qu'on prévienne l'irréparable.

De fait, la gauche tunisienne a peur que l'actuel durcissement du régime n'entérine les fragiles espoirs de libération née de l'instauration du multipartisme en 1981-1982. L'espace de liberté octroyé alors par le régime à l'opposition, au nom du pluralisme, risque de faire les frais du combat anti-islamiste.

Le rouleau compresseur qui s'est mis en marche, redouté d'un opposant, pourrait écraser ce qui reste de l'Etat de droit.

L'inquiétude est également très sensible chez les partenaires européens de la Tunisie. Les Douze envisagent, aussitôt après le verdict, d'accomplir une démarche commune afin de persuader le président Bourguiba d'exercer son droit de grâce. La plupart des pays arabes, ont aussi exprimé leurs craintes, notamment l'Arabie saoudite et l'Algérie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## YCHAD

### n libyenne évoquée à PONU

récentement une mission de conciliation entre Tripoli et N. Djambou.

Le comité ad hoc de l'ONU chargé du conflit, qui est présidé par le président gabonais Omar Bongo, s'est réuni du 11 au 20 septembre à Lomé. Le président libyenne a été invité à participer.

Le conflit libano-libyen a été au centre des entretiens qui ont réuni M. Kabbaj Musakotawane, vice-président libyen, et M. Jean-Bertrand Raimond, ministre des affaires étrangères. Venant du Japon, M. Musakotawane a remis un message personnel du président Kaunda au chef de l'Etat libyen pour l'informer de l'existence d'un conflit tel qu'il est perçu par les deux

### Jérusalem annonce des sanctions à l'égard de Pretoria

Jérusalem. - Selon une source du Congrès américain, le gouvernement israélien a décidé, le 17 septembre, de mettre en œuvre des sanctions commerciales, culturelles et scientifiques contre le régime du Sud-Afrique. Les recommandations du comité restreint de l'ONU, l'Etat juif n'aurait pas encore pris de décision. Les sanctions visent à empêcher le commerce entre Israël et l'Afrique du Sud, à l'exception des échanges de biens de première nécessité. Selon la radio israélienne, les sanctions représenteront environ 100 millions de dollars de pertes pour le régime de Pretoria. Selon la radio israélienne, les sanctions ne se rendent pas compte du Sud et un lundi, les sanctions à des sanctions, les sanctions d'étudier à l'étranger.

Selon les représentants israéliens, les sanctions des affaires étrangères, Israël a décidé de ne pas reconnaître l'Afrique du Sud comme un Etat. Pour qu'une telle décision soit prise, il faut que le gouvernement israélien ait rejeté les recommandations du comité restreint de l'ONU. Les sanctions visent à empêcher le commerce entre Israël et l'Afrique du Sud, à l'exception des échanges de biens de première nécessité. Selon la radio israélienne, les sanctions représenteront environ 100 millions de dollars de pertes pour le régime de Pretoria. Selon la radio israélienne, les sanctions ne se rendent pas compte du Sud et un lundi, les sanctions à des sanctions, les sanctions d'étudier à l'étranger.

# GALERIES Lafayette



Un nouvel espace  
**"Avant-première,"**  
1000 m<sup>2</sup> de mode-mode.

Lafayette  
COLLECTION

MARITHE  
FRANÇOIS  
GIRBAUD

EQUIPMENT  
Levi's

LOLITA agnès b.

Tous les  
caleçons

ESPRIT

Lafayette  
COLLECTION

"Avant-première" c'est au 1<sup>er</sup> étage des Galeries Lafayette Haussmann, 1000 m<sup>2</sup> de mode-mode pour créer son style, sa mode avec les marques que l'on aime, les accessoires que l'on mélange.  
"Avant-première" c'est : Agnès B, Philippe Ben, Equipment, Esprit, Marithé et François Girbaud, Kenzo Jean, Kenzo Jungle, Michel Klein, Levi's 501, Lolita Bis, Pink Soda, Scooter, Spector's, Tous les caleçons.  
"Avant-première" c'est aussi un podium qui accueille des défilés, des animations, un vidéo-bar pour se rencontrer, le tout dans une ambiance complètement moderne. "Avant-première" s'impose à toutes celles qui vivent la mode sans pour cela trop dépenser.

La mode est là !



## Europe

La mort de lord Soames

## Un amoureux de la France

Lord Soames est décédé, le mercredi 16 septembre, à son domicile du sud de l'Angleterre, dans le Hampshire, à l'âge de soixante-six ans. Ancien ministre de la guerre, il fut notamment ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, de 1969 à 1972, et vice-président de la Communauté européenne de 1973 à 1977. Il était le gendre de Winston Churchill.

Bien qu'il fût né en 1920, c'était d'abord un Anglais d'autrefois, un pur produit de la *gentry*, un colosse au teint coloré, toujours prêt à guerroyer pour la bonne cause, grand amateur de bon vin et de bonne chère, riant à gorge déployée comme on aimait à le faire au temps de Chaucer ou de Shakespeare. Rien d'étonnant à ce qu'il ait choisi l'école de Sandhurst — le Saint-Cyr d'outre-Manche — les Coldstream Guards, la guerre qu'il fit en Libye. Blessé, il est affecté au deuxième bureau. Lorsqu'il se marie, en 1947, c'est pour épouser Mary Churchill,

la fille cadette du plus anglais des Anglais. Il se retire alors dans le Kent, où il commence une carrière de gentleman farmer.

Mais c'est aussi un homme de ce temps, et même en avance sur son temps. Il fut l'un des premiers à comprendre que l'ère du *splendide isolement* était aussi éolue pour son pays que celle du *diviser pour régner*. Désormais, il lui fallait résoudre les problèmes de son pays avec ses voisins continentaux s'il voulait éviter d'être réduit au rôle de simple objet de la politique internationale.

Dès 1949, Christopher Soames entre en politique. Elu député conservateur, il devient secrétaire privé de son beau-père et poursuit à l'intérieur du cabinet une carrière qui fera de lui, en 1958, le ministre de la guerre de Harold Macmillan. En 1960, il passe à l'agriculture. Porte-parole des *tories* pour les affaires étrangères après la victoire travailliste de 1964, il est battu aux élections de 1966 et retourne dans ses terres. C'est là que Harold Wilson, en 1968, va le chercher pour en faire son ambassadeur à Paris.

Soames accepte sans hésitation. « Il n'y a pas de tâche au monde, déclare-t-il, que j'aborderais avec plus de dévouement que celle d'améliorer les relations et la compréhension entre la Grande-Bretagne et la France. » La croix de guerre, qu'il avait gagnée à Bir-Hakeim, alors qu'il était officier de liaison avec les F.F.L., attestait l'ancienneté de son affection pour notre pays, qu'il avait retrouvé en 1947 comme attaché militaire adjoint à Paris.

Il s'installe faubourg Saint-Honoré dans un moment difficile. Par deux fois de Gaulle a dit non à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., les traces de mai 1968 sont loin d'être effacées, et les Soviétiques viennent tout juste de mettre le holà à Prague. Mais Michel Debré, ministre des affaires étrangères, tient que le moment est venu de tenter un rapprochement avec Londres. Christopher Soames est convaincu, de son côté, que c'est possible, qu'il y a surtout des malentendus à surmonter.

Il a un long entretien avec le général de Gaulle. Le chef de l'Etat développe son thème favori de l'Europe « européenne ». Il doute que l'Angleterre soit tentée de s'y joindre. Il n'en propose pas moins des conversations « économiques, monétaires, politiques et militaires » pour voir si les deux gouvernements pourraient surmonter leurs différences de conception. Il dit que l'adhésion de la Grande-Bretagne changerait nécessairement la nature du Marché commun, mais qu'il n'y ferait pas forcément objection, et conclut sur le thème des responsabilités particulières incombant en tout état de cause à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne fédérale et à l'Italie.

Le Foreign Office, à l'époque très francophile, choisit d'interpréter cette ouverture comme s'il s'agissait d'une proposition de suppression de la C.E.E. de l'OTAN, au profit d'un « directorat » européen à quatre. Wilson se laissa persuader — il devait s'en repentir par la suite, — et des démarches furent accomplies auprès des diverses capitales européennes en vue de les amener à l'adhésion. Ce dernier fit payer à Soames, qui n'y était pour rien, le prix de sa démission, et fut élu à la présidence de l'OTAN, au profit d'un « directeur » européen à quatre. Wilson se laissa persuader — il devait s'en repentir par la suite, — et des démarches furent accomplies auprès des diverses capitales européennes en vue de les amener à l'adhésion. Ce dernier fit payer à Soames, qui n'y était pour rien, le prix de sa démission, et fut élu à la présidence de l'OTAN, au profit d'un « directeur » européen à quatre.

De même, il a aussi mis en garde les responsables de la presse contre « la démocratie à sens unique » pratiquée par certaines rédactions qui ne publient que des textes correspondant à leur opinion.

De même, il a aussi mis en garde les responsables de la presse contre « la démocratie à sens unique » pratiquée par certaines rédactions qui ne publient que des textes correspondant à leur opinion.

## URSS

## M. Ligatchev demande le respect envers « les générations qui ont construit le socialisme »

Moscou (AFP). — M. Igor Ligatchev, numéro deux du régime, a rappelé à l'ordre, mercredi 16 septembre, les responsables des médias et de la propagande en leur demandant de ne pas manquer « de respect à l'égard des générations qui ont construit le socialisme et combattu le fascisme ».

Au cours d'une réunion au comité central du Parti communiste d'URSS, dont l'agitation Tass et la télévision ont diffusé des extraits, M. Ligatchev a évoqué la préparation du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre, le 7 novembre.

Remerciant la presse pour sa contribution au processus « de reconstruction, de démocratisation et d'ouverture », M. Ligatchev a cependant noté que « certaines publications n'avaient pas réussi à trouver l'orientation correcte et à faire une représentation véridique de notre histoire ». Certaines périodes de l'histoire sont couvertes de manière partielle, a-t-il dit.

« On ne peut pas tolérer une attitude irrespectueuse envers notre nation, envers les générations qui ont construit le socialisme et combattu à mort contre le fascisme », a-t-il poursuivi.

M. Ligatchev qui, il y a trois semaines, soulignait devant des étudiants à Elektrostal, dans la région de Moscou, « les grandes réalisations » des années 30 (le Monde du 28 août) a ainsi pris position dans le débat qui se poursuit dans la presse sur les condamnations du stalinisme. La Pravda, en particulier, a publié des lettres de vétérans inquiets de voir les dénégations du stalinisme déboucher sur une négation du rôle des combattants de la « grande guerre patriotique » de 1941-1945.

M. Ligatchev a aussi mis en garde les responsables de la presse contre « la démocratie à sens unique » pratiquée par certaines rédactions qui ne publient que des textes correspondant à leur opinion.

De même, il a aussi mis en garde les responsables de la presse contre « la démocratie à sens unique » pratiquée par certaines rédactions qui ne publient que des textes correspondant à leur opinion.

## HONGRIE : le débat sur la fiscalité

## A l'Assemblée nationale, une animation sans précédent...

BUDAPEST correspondance

Chambre d'enregistrement du pouvoir, avec pour modèle le Soviet suprême d'URSS, l'Assemblée nationale hongroise menait ses travaux depuis des années dans l'indifférence générale. D'où l'importance de la session d'automne réunie depuis mercredi matin 15 septembre à Budapest, qui fera date dans l'histoire politique en Hongrie. Les discussions autour de l'introduction d'un impôt sur le revenu, pour la première fois dans un pays socialiste est-européen, provoquent, en effet, depuis plusieurs mois un débat public sans précédent, avec des prolongements inattendus dans la vie parlementaire, brusquement ravivée.

Au cours des derniers jours, sous la pression des milieux professionnels ou des organisations sociales consultées par le gouvernement, le projet a déjà subi quelques modifications. Jusqu'à mardi soir, les réunions des commissions parlementaires chargées de l'examen du projet ont même donné lieu à des confrontations orageuses. Signe des temps : les comptes rendus publiés sur ces réunions techniques varient sensiblement d'un quotidien à l'autre, confirmant ainsi l'existence d'une certaine diversité de la presse hongroise.

Certes, tout le monde reconnaît la nécessité d'une réforme profonde du système fiscal actuel, en vue, notamment, de réduire une consommation qui dépasse, ces dernières années, la production intérieure. Mais la remise en ordre envisagée entraînera une baisse d'environ 12 à 15 % des salaires réels. La situation des retraités, qui représentent près d'un quart de la popu-

lation, et celle des familles nombreuses pourraient s'aggraver malgré des mesures compensatoires jugées insuffisantes par l'opinion publique.

Une cinquantaine de députés doivent intervenir dans le débat ouvert, mercredi, par un discours du nouveau premier ministre, M. Karoly Grosz, suivi de M. Janos Kadar, secrétaire général du parti. Deux discours habiles, sobres, contrastant avec la langue de bois autrefois d'usage pour de telles allocutions. A remarquer que plusieurs députés, qui ont déjà pris la parole, ont remplacé des citations rituelles de Marx, d'Engels ou de Lénine par des références à des patriotes hongrois du dix-neuvième siècle ayant œuvré pour la patrie. M. Kadar a même fait l'éloge de l'ancien cardinal primat Laskai pour souligner l'importance du concours de l'Eglise. Le chef du gouvernement contre le secrétaire général du parti, faisant brièvement allusion aux événements de 1956, ont parlé de « tragédie » évitant l'expression habituelle de « contre-révolution ».

Sans aucun doute, le régime souhaite mobiliser toutes les forces de la nation dans sa bataille en faveur de la stabilisation. Les députés, surpris, découvrant, à cette occasion, les délices du jeu parlementaire à la hongroise. Samedi matin, à l'issue des débats, une majorité mais non la totalité des élus apporteront leurs suffrages au gouvernement. Mais, en dernière analyse, à travers la revalorisation du rôle du Parlement, c'est une nouvelle fois le problème du pluralisme politique qui se pose dans un pays qui fait de plus en plus figure de pionnier.

THOMAS SCHREIBER.

## Asie

PHILIPPINES : la rupture entre M<sup>me</sup> Aquino et M. Laurel

## Le fragile équilibre politique a vécu...

La présidente Cory Aquino a pris acte, mercredi 16 septembre, du refus du vice-président Salvador Laurel d'être reconduit, au sein du prochain gouvernement, dans ses fonctions de secrétaire aux affaires étrangères (le Monde du 17 septembre).

MANILLE correspondance

Afin d'atténuer l'effet des critiques formulées à son égard par M. Laurel, M<sup>me</sup> Aquino est apparue à la télévision pour annoncer trois nominations : à titre intérimaire, c'est le secrétaire adjoint aux affaires étrangères, M. Manuel Yan, qui remplace M. Laurel ; M. Vincent Jayme, secrétaire aux travaux publics, succède à M. Jaime Ongpin au portefeuille des finances ; le général Mison, ancien commandant en second de l'armée, qui vient de prendre sa retraite, remplace l'avocat de gauche, ancien communiste, M. Alex Padilla, à la très importante direction des douanes.

Le fragile équilibre politique à la tête du régime philippin a finalement été rompu. M. Laurel, pour justifier sa décision, a dénoncé, au cours d'une conférence de presse, « les faiblesses » de M<sup>me</sup> Aquino à l'égard de l'insurrection communiste. A Manille pourtant, peu de gens prennent pour argent comptant

de Grande-Bretagne fut moins de rallier le gouvernement français aux thèses anglaises que de convaincre ses compatriotes des bonnes dispositions de Paris. La venue de M. Heath, la signature du traité d'adhésion, furent ses triomphes, couronnés par la visite de la reine Elisabeth, occasion d'une fête inoubliable à l'ambassade.

Quelques mois plus tard, M. Soames, devenu entre-temps Sir Christopher, donnait, avec Lady Soames, une autre réception tout aussi fastueuse et tout aussi réussie, cette fois pour prendre congé de leurs amis parisiens après la nomination de l'ambassadeur européen. C'était un sentimental comme son beau-père : il avait les larmes aux yeux lorsqu'il prit congé de ses collaborateurs et de ce Paris où il avait été si heureux. A Bruxelles, chargé des relations extérieures de la Communauté, il se démena comme un beau diable, malgré toutes les routines et l'esprit bureaucratique qui y règnent trop facilement. On le vit un peu partout, et notamment à Pékin, d'où il rapporta la nouvelle de l'établissement de relations officielles entre la Chine et la C.E.E. Il lui arriva, à l'occasion, d'échanger de sévères piques avec M. Chirac lorsque celui-ci était ministre de l'Agriculture, mais il en aurait fallu davantage pour le faire revenir sur une francophilie bien ancrée.

A plusieurs reprises, on avait parlé de sa rentrée sur la scène britannique soit comme ministre des affaires étrangères du « cabinet fantôme » conservateur, soit comme leader du groupe *tory* aux Communes. A l'un ou à l'autre poste, son dynamisme, son talent d'orateur, son évidente sincérité, auraient fait merveille. Mais de sérieux ennemis de santé rendaient difficile pour lui de retourner à la vie politique active et il accepta volontiers la proposition qui lui était faite en 1978 de devenir pair du royaume.

L'année suivante, Mrs Thatcher lui confia, avec le titre de gouverneur de Rhodésie, la tâche délicate de conduire ce bastion du pouvoir blanc à l'indépendance sous un gouvernement issu de la majorité noire. Il y réussit à merveille en s'engageant à fond, comme il le faisait toujours, et en montrant qu'il était tout aussi capable de compréhension que de fermeté.

Dans les derniers mois de sa vie, Georges Pompidou aimait à répéter qu'il n'y avait en réalité qu'un Européen en Grande-Bretagne : Edward Heath. Il aurait dû en ajouter au moins un autre : lord Soames, homme de cœur que n'oubliaient pas de sitôt ceux qui ont eu la chance de l'approcher.

ANDRÉ FONTAINE.

ITALIE : l'enquête sur les ventes de mines à l'Iran

## Le comte Borletti patron du groupe Valsella déclare être victime d'un « complot »

ROME de notre correspondant

En fuite depuis onze jours, M. Paolo Torsello, administrateur délégué de Valsella Meccanotecnica, la société de fabrication de matériel militaire, impliquée dans l'enquête du parquet de Massa (Toscane) sur un trafic d'armes et de drogue que le Moyen-Orient (le Monde du 8 septembre), s'est constitué prisonnier le mardi 15 septembre. Le substitut du procureur, M. Augusto Lama, espère obtenir de celui qu'il considère être l'un des hommes clés de cette affaire des précisions sur la fourniture de 30000 mines antipersonnel à l'Iran, via le Nigeria et la Syrie. A cette affaire remontant à 1986 s'en ajouterait une autre : la fourniture d'un autre stock par l'intermédiaire d'une société espagnole, la Bova, basée à Barcelone.

Vingt-quatre heures plus tôt, le magistrat avait dû se résoudre à accorder la liberté provisoire au comte Ferdinando Borletti, président de Valsella, ainsi qu'à son fils et à deux autres dirigeants de la société, appréhendés le 4 septembre dernier. Seul M. Giuseppe Costa, responsable des ventes à l'étranger, est toujours incarcéré. « Les magistrats ont été convaincus que la participation de M. Borletti à cette affaire a été inexistante ou du moins très limitée », a affirmé l'avocat du grand industriel italien.

A peine sorti de prison, M. Borletti est passé à la contre-attaque, s'affirmant victime d'un « complot, une machination de la concurrence ou d'ennemis de pays auxquels nous fournissons en toute légalité du matériel militaire ». Mais le substitut du procureur, M. Augusto Lama, semble être, lui, toujours aussi convaincu de l'implication de Valsella dans le trafic d'armes et de drogue, dont l'existence a été confirmée le 2 septembre dernier avec l'arraisonnement, au large des côtes de Bari, dans les baies, du cargo libanais Boutany One, chargé de 25 kilos de haschisch, 2 kilos d'héroïne, d'un bazooka et d'un petit lance-missiles destinés probablement à des « terroristes moyen-orientaux opérant en Italie ». Une affaire pour laquelle il avait émis quarante-cinq mandats d'arrêt visant notamment de louches intermédiaires comme Aldo Anghessa, considéré au début comme étant au centre du scandale. C'est, en effet, dans sa valise, prétendument abandonnée à cause de sa fuite précipitée de l'hôtel Majestic de Paris, que les

enquêteurs auraient trouvé les preuves mettant directement en cause les dirigeants de Valsella.

Quelques jours plus tard, M. Anghessa, déjà condamné en Suisse pour escroqueries, se livrait de lui-même à la justice, affirmant être un « agent provocateur » travaillant en contact avec la police suisse et les services italiens, et utilisé pour infiltrer le monde des trafiquants de drogue. Ces déclarations ont été finalement confirmées après une semaine de silence embarrassé, par un communiqué du parquet de Sopraterre (dans le canton de Tessin). Le juge de Massa entend maintenant clarifier les rapports entre Aldo Anghessa et le SISDE, la DST italienne.

(Interim.)

## Le Britannique David Williamson nommé secrétaire général de la Commission européenne

M. David Williamson, conseiller de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher pour les affaires communautaires, a été nommé, le mercredi 16 septembre, secrétaire général de la Commission européenne. Il prend ainsi la place occupée depuis 1958 par M. Emile Noël, qui présidera, à Florence, l'Université européenne (le Monde du 16 septembre).

M. Horst Günther Krenzler (libéral allemand), également candidat au poste de secrétaire général, a été nommé à la tête de la direction générale des relations extérieures. S'agissant des compensations accordées à la France, rien n'est officiel, mais le poste de chef du service juridique, détenu par un Allemand, a été libéré. Le nom du Français Jean-Louis Dewost, qui assure la même fonction au secrétariat général du conseil des ministres de la CEE, est le plus souvent cité dans les milieux communautaires.

Pour leur part, les autorités ouest-allemandes ont nommé, mercredi également, M. Peter Schmidhuber (CSU) — jusqu'ici chargé des questions européennes dans le gouvernement bavarois — commissaire chargé des affaires économiques, en remplacement de M. Alois Pfeiffer (SPD), décédé en août dernier. C'est la première fois que M. Franz-Josef Strauss obtient qu'un de ses proches siège à Bruxelles. Le cabinet fédéral déçoit ainsi la pratique de ces dix dernières années qui voyait l'opposition en RFA soit représentée à la Commission.

MARCEL SCOTTO.

## A TRAVERS

## LE MONDE

## Argentine

Le président Alfonsín a remanié son gouvernement

Le président argentin, M. Raul Alfonsín, a procédé, le mercredi 16 septembre, à un remaniement ministériel partiel en remplaçant cinq des huit ministres qui avaient présenté leur démission à la suite des élections du 6 septembre. Aucun représentant du Parti péroniste, grand vainqueur du scrutin, n'a été nommé.

M. José Ignacio Lopez, porte-parole du gouvernement, a annoncé la nomination de M. Enrique Nostigia au ministère de l'Intérieur, de M. Ideler Tonelli, actuel secrétaire à la justice, au ministère du travail, de M. Ricardo Barrios Arceches à la santé et à l'action sociale, de M. Jorge Sabato à l'éducation et de M. Rodolfo Terragno au travail et à la fonction publique. Tous les nouveaux ministres appartiennent au Parti radical. — (AFP, Reuter.)

## Vietnam

L'amnistie du 2 septembre

Radio-Hanoi a annoncé, mercredi 18 septembre, que, parmi les 480 fonctionnaires de l'ancien régime de Saigon amnistiés le 2 septembre (le Monde du 15 septembre), figuraient l'ancien général Nguyen Huu Co (ancien vice-premier ministre) et M. Ngo Khac Tinh, ancien ministre et parent de l'ancien président Nguyen Van Thieu. Figurent également parmi les personnes libérées après douze ans de détention en « camp de rééducation » les anciens généraux Doan Van Duc, Nguyen Thanh Son, Tran Van Chien et Vo Van Sai. Selon Hanoi, 2 474 personnes ont été amnistiées sur quelque sept mille détenus. — (UPI.)



Handwritten text in Arabic script, likely a signature or a note, located at the bottom center of the page.



# la Fnac fait baisser le prix du disque.





# Politique

## Après les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz

Les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, qualifiant, le dimanche 13 septembre, le « Grand Jury RTL-Le Monde », de « détail » l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis de la dernière guerre mondiale, ont suscité des réactions, indignées dans leur quasi-totalité, en Europe au moins.

De nombreuses organisations et syndicats appellent à participer à la manifestation de protestation organisée le jeudi 17 septembre à 18 h 30 place du Palais-Bourbon. Le PS appelle,

lui aussi, à participer à cette manifestation. Une délégation du PCF, conduite par M. André Lajoinie, sera présente.

Le PS accentue la pression qu'il exerce depuis le début de la semaine sur la majorité pour la pousser à dénoncer les alliances locales conclues avec le FN. Après MM. Jack Lang et Jean-Jack Queyranne, MM. Pierre Mauroy, Pierre Joxe, Roland Dumas, sont montés au créneau sur ce thème mercredi.

Ces alliances locales embarrassent ceux des hommes de la majorité qui sont directement

concernés. Ainsi, M. Jacques Blanc, président UDF du conseil régional de Languedoc-Roussillon, tout en se disant « révolté et indigné », souligne qu'il a conclu avec le FN un « contrat de mandat pour libérer l'économie de la région » et non un « contrat philosophique [ou] idéologique ».

Une demande de référé devait être déposée, le jeudi après-midi 17 septembre, devant le tribunal de Nanterre, par plusieurs associations de déportés, des membres de familles de déportés, le MRAP et la LICRA, pour obtenir la condamna-

tion des propos de M. Le Pen, 1 franc symbolique de dommages et intérêts et la lecture de la décision sur les ondes de RTL. Le jugement devrait avoir lieu lundi ou dans les jours suivants.

Les députés socialistes français iront se recueillir, lors de leurs journées parlementaires à Strasbourg à la fin septembre, au Struthof, le seul camp d'extermination installé sur le territoire français.

## Remous à l'intérieur même du Front national

Les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, le dimanche 13 septembre au « Grand Jury RTL-Le Monde », selon lesquelles l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis de la dernière guerre mondiale est « un point de détail », continuent de susciter un flot — exceptionnel par son importance et l'animosité qu'il manifeste — de réactions indignées, parfois même à l'intérieur du FN, le parti de M. Le Pen.

A l'étranger, le général israélien Sharon s'est déclaré « choqué ». En France, M. Danielle Mitterrand, M. René Cassin, M. Claude-Gérard Marcus, député RPR de Paris et président de l'association Judaïsme et liberté, MM. Jean-Paul Vinpouille et Jean-Marie Caro, députés UDF de la Réunion et du Bas-Rhin, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, l'association France-Plus, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, se rejoignent pour dénoncer l'« ignoble » ou exprimer leur « dégoût ».

Tandis que M. Christian Baccero, député FN du Nord, affirme : « Ceux qui lancent cette tempête feraient mieux de ne pas soulever de vieilles questions : elles sont apaisées », M. Michel Faby, porte-parole du FN dans le Var, explique dans *Var-Matin* : « Il n'y a pas que les juifs qui ont été victimes du conflit de 39-45 (...) Il y a eu un tellement de choses à dire plutôt que de parler d'une dictature morte depuis quarante ans... ». Au contraire, M. Philippe Sauvagnan, secrétaire départemental du FN dans le Maine, se déclare « profondément choqué » par les propos de M. Le Pen et lui demande de « se retirer de la course à l'Elysée ». A Marseille,

l'éditorial du quotidien d'extrême-droite, *Méridional*, du mercredi 16 septembre, se demande si M. Le Pen n'a pas commis « une erreur rédhibitoire ». « Cette question n'agit pas aujourd'hui la seule classe politico-médiatique comme veut le croire Jean-Pierre Stirbois », écrit Laurent Gilardino, auteur de l'article, qui ajoute : « On se la pose parmi les militants du Front, surtout, chez les électeurs venus au lepénisme pour des raisons qui n'ont rien à voir avec un antisémitisme réel ou supposé ».

An-déjà de ces réactions de rejet, la riposte s'organise : les appels à participer à la manifestation organisée, le jeudi 17 septembre devant l'Assemblée nationale, à l'initiative de l'Union des étudiants juifs de France, se sont multipliés. Le PS qui juge que M. Le Pen a « fait tomber le masque de responsabilité dont il tentait de s'affubler » appelle à participer à cette démonstration. « L'Humanité » du 17 septembre indique, de son côté, que « le PCF sera présent ». Une délégation sera conduite par M. André Lajoinie candidat communiste à l'élection présidentielle. La FEN, le SNES, le CNAL appellent également à participer à cette manifestation, tout comme la LCR (trotskiste) et de multiples associations, SOS-racisme, la LICRA...

Le PS, en outre, accentue sa pression sur le RPR et l'UDF à propos de leur collaboration avec le Front national dans plusieurs conseils régionaux. M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, en appelle directement à M. Jacques Chirac en faisant remarquer que le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel

Giraud vient de conclure un accord aux termes duquel le FN selon M. Dumas doit accepter « de voter les orientations budgétaires pour 1988 et en contre-partie, installer ses élus dans les conseils d'administration des lycées de la région ».

Quand à M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, il « suggère » à M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, de « demander à [ses] collègues du gouvernement de dénoncer les accords qui ont été passés par le RPR et l'UDF dans plusieurs villes ».

### « Des moulins à vent »

Au cours d'un débat contradictoire, sur le 5, mardi, opposant l'abbé Laguerie, curé de Saint-Nicolas-du-Charbonnet et le père Maillard de la Morandais, curé de la paroisse Notre-Dame-du-Travail (14<sup>e</sup> arrondissement), le prêtre intégriste, successeur, dans l'église occupée depuis 1977, de Mgr Ducoudré-Bourget, a déclaré à propos des camps de concentration nazis : « J'aimerais bien vous entendre dire à vos paroissiens qu'il y a encore des gens au goulag qui meurent de faim, de froid, de misère, au lieu de partir en guerre contre des moulins à vent... ». « Tout le flot de haine qui est dirigé contre Jean-Marie Le Pen, affirme-t-il, est suscité, organisé, par la grande banque juive qui tient la France en dictature depuis quarante-cinq ans (...) D'ailleurs, les thèses des professeurs Roques et Faurisson sont partiellement scientifiques ».

départements ou régions ». Enfin M. Pierre Mauroy demande « solennellement » à la majorité de rompre ses accords avec le FN.

M. Jacques Blanc (UDF-PR) l'un des présidents de conseils régionaux visés par l'offensive socialiste, s'est dit « révolté et indigné » par les propos de M. Le Pen, mais il a ajouté, qu'en Languedoc-Roussillon, il n'avait passé « avec Le Pen ni un contrat philosophique, ni un contrat idéologique, mais un contrat de mandat pour libérer l'économie de la région ».

### Les parlementaires socialistes au Struthof

M. Jacques Chaben-Delmas, président du conseil régional de l'Aquitaine, a, pour sa part, qualifié de « faible » les accusations de M. Jacques Lang sur une alliance entre sa majorité et le FN dans sa région et a affirmé, sur RMC, que son élection à la présidence de l'assemblée régionale « n'avait résulté d'aucune espèce d'accord ».

Enfin, une « guerre de symbole » est en train de s'ouvrir à propos des atrocités nazies : les députés socialistes iront, lors de leurs journées parlementaires à Strasbourg, à la fin de septembre, se recueillir au Struthof, le seul camp d'extermination installé sur le territoire français.

Quant aux députés d'extrême-droite membre de l'Assemblée européenne, ils se sont joints à une minute de silence proposée, mercredi par Lord Plumb, le président du Parlement, en associant « dans leurs prières les victimes des camps de concentration communistes qui continuent d'exister ».

## En Allemagne fédérale, une loi sur le « mensonge d'Auschwitz » existe depuis 1985

BONN  
de notre correspondant

Adoptée par le Bundestag le 24 avril 1985, la loi dite du « mensonge d'Auschwitz » permet en RFA d'engager des poursuites contre ceux qui mettraient en doute la réalité du génocide juif. Cette loi consiste en une modification de l'article 194 du code pénal allemand traitant de la diffamation.

En règle générale, l'ouverture d'une procédure pour diffamation est liée au dépôt d'une plainte par la personne ou le groupe de personnes s'estimant diffamées. La modification introduite permet au parquet d'engager des poursuites « lorsque la victime appartient à un groupe ayant subi les persécutions du régime national socialiste ou d'un autre régime de terreur ou de violences ».

L'extension du champ d'application de la loi aux victimes d'autres pouvoirs que le pouvoir nazi avait été exigée par l'aile droite des chrétiens démocrates, qui voulait ainsi introduire une sorte d'équivalence entre les victimes de l'extermination hitlérienne et les souffrances des réfugiés allemands chassés des provinces de l'Est. Elle s'était heurtée à une levée de boucliers de la part du Parti social-démocrate et des Verts, qui avaient voté contre le texte de loi. Mais les écologistes avaient également justifié leur vote négatif en affirmant que l'obligation faite au parquet de poursuivre les auteurs de ce type de diffamation assurait une

publicité automatique aux thèses niant la réalité du génocide juif.

La mort de Rudolf Hess a donné lieu en RFA à une recrudescence de propos antisémites et « révisionnistes ». Aucune procédure n'a pourtant jusqu'à aujourd'hui, été engagée contre les auteurs de tels propos ; la glorification du prisonnier de Spandau, comme « martyr du peuple allemand », ne tombe pas pour sa part sous le coup de la loi.

Le danger d'une recrudescence de l'antisémitisme est dénoncé depuis quelques années à intervalles réguliers par la communauté juive ouest-allemande. Deux affaires avaient déjà été chroniquées en 1985 et 1986.

Le député du Parti chrétien social de Bavière, Hermann Fellner, avait été obligé de faire des excuses publiques devant le Bundestag pour une petite phrase lâchée à propos de la demande d'indemnisation des victimes du travail forcé utilisées pendant la guerre par le groupe Flick. « Les juifs accourent dès qu'ils entendent la monnaie sonner », avait-il déclaré.

Quelques mois plus tard, le maire d'une petite ville de Rhénanie, le comte Spee, avait été contraint de démissionner pour avoir plaisanté, au cours d'une réunion de son conseil municipal, en déclarant qu'il allait « falloir assommer une paire de riches juifs » pour équilibrer le budget de la commune. Il avait été condamné ultérieurement à verser une somme de 90 000 marks, (environ 320 000 francs), à des organisations humanitaires.

LUC ROSENZWEIG.

### Conseil des ministres

#### La FANE dissoute

... pour la 3<sup>e</sup> fois

Le conseil des ministres, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a adopté le mercredi 16 septembre un décret confirmant la dissolution de la Fédération nationale et européenne (FANE).

Cette organisation néo-nazie avait été dissoute par des décrets du 3 septembre 1980 et du 24 janvier 1985, qui avaient été annulés par le Conseil d'Etat, les 31 octobre 1984 et le 16 juin 1987.

Le nouveau décret adopté mercredi estime, en effet, que la FANE s'est livrée « tant par des propos tenus au cours de réunions que par la diffusion de tracts (...) à des provocations, à la discrimination, à la haine et à la violence raciale » bien avant le décret du 3 septembre 1980.

C'est pour des raisons inhérentes aux nécessités de l'ordre public qu'il convenait, selon le texte du décret, de réprimer « toute résurgence de l'idéologie nazie et du racisme » alors que la FANE propagait son idéologie raciste et pronazie par de nombreux articles publiés dans *Notre Europe*.

Considérant que la reprise des activités de la FANE notamment par la voie de *Notre Europe*, qui poursuit sa publication, constituerait une manifestation de cette résurgence, la Fédération d'action nationale et européenne, demeure donc dissoute, conclut le décret.

### La lutte contre le révisionnisme, le racisme et l'antisémitisme

## La panoplie de M. Pasqua

reconnus par les Etats qui les ont commis ou par des pactes internationaux (...).

M. Gaubert n'est pas homme à douter. « Je ne renoncerais pas », dit-il. M. Jouanneau semble tout aussi résolu. Il est toutefois permis de se demander s'ils ne s'illusionnent pas dans les possibilités du droit français. Un juriste, membre du cabinet de M. Pasqua, tempère l'ardeur de M. Gaubert en notant : « La loi de 1981 est un monument. C'est une loi à manier avec précaution. Il faut aller doucement... ». Comment, en effet, réprimer la négation des crimes contre l'humanité et la diffusion des thèses révisionnistes sans établir une censure, sans revenir au débat d'opinion ? « Les tribunaux estiment qu'ils n'ont pas à se faire juge de l'histoire », remarque justement de son côté M. Georges Klejman.

### Mesures en série

En cas d'échec M. Pasqua, qui n'oublie pas qu'il est aussi ministre des cultes, pourra toujours se consoler en énumérant les différentes mesures qu'il a prises cet été. Les nombreux tracts niant l'existence des chambres à gaz et du génocide qui ont été distribués en France, à l'occasion du procès de Klaus Barbie, l'avaient convaincu qu'il fallait réagir. Le 7 juillet, son directeur de cabinet avait invité, place Beauvau, les principaux représentants de la communauté juive et les présidents de plusieurs associations luttant pour les droits de l'homme.

Une série d'instructions — plus ou moins « opérationnelles » — sont sorties de cette libre discussion. Le 5 août, M. Pasqua rappelle, dans une instruction au directeur général de la police nationale, « la nécessité de la formation des policiers en matière de lutte contre le racisme ». Le même jour, le ministre de l'Intérieur recommandait à la police de l'air et des frontières d'être vigilante « pour le contrôle des publications racistes, antisémites ou révisionnistes ».

Le 10 août, M. Pasqua écrivait enfin aux préfets une lettre résumant ses préoccupations. « Vous sensibiliserez les agents de vos services, et en priorité ceux appelés à avoir des contacts fréquents avec

des étrangers, à la nécessité de réserver à ces derniers un accueil adapté et courtois... ». Et le ministre de l'Intérieur ajoutait : « A plusieurs reprises, la distribution de tracts antisémites à proximité des établissements d'éducation m'a été signalé. Il convient que vous fassiez preuve de la plus grande vigilance face à ce genre d'agissements ».

Dans la foulée, le ministre de l'Intérieur a rédigé un projet de décret actuellement étudié à la Chancellerie, interdisant le port des insignes nazis et s'apprête à demander au parlement la modification de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, afin d'incriminer à la discrimination raciale parmi les motifs lui permettant de s'opposer à la diffusion de certaines revues. Cette panoplie antiraciste permet au moins à M. Pasqua de faire la preuve de sa bonne volonté même si plusieurs organisations le soupçonnent de pratiquer en matière politique « l'électionnalisme ».

Dans son tour de France des instances dirigeantes de la communauté juive, M. Gaubert, son envoyé spécial, emploie en tout cas les grands moyens. Il ne se déplace pas sans ses homologues des ministères des Droits de l'homme, de la justice, de l'éducation nationale ainsi que le directeur central des renseignements généraux, M. Philippe Massoni, qui a fait rédiger une étude par ses services sur « l'antisémitisme en France », et le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, M. Dominique Latournerie.

LAURENT GRELSAMER.

## La Grande-Bretagne donne la priorité au respect de la libre expression

LONDRES  
de notre correspondant

Au nom de la tradition, les Britanniques détestent tout ce qui ressemble à une tentative de contrôle par l'Etat de la libre expression de l'individu, quelles que soient par ailleurs les horreurs que ce dernier puisse proférer. Il n'existe en Grande-Bretagne aucun texte spécifique pour réprimer les thèses « révisionnistes » concernant l'histoire de la deuxième guerre mondiale et le génocide juif.

D'une manière générale, la législation en matière de discrimination raciale est encore moins contraignante qu'en France. La pratique consiste, surtout, pour le ministre public à s'abstenir de requérir dans toute affaire qui n'entre pas, à la virgule près, dans le cadre du Public Order Act de 1936.

Dans un amendement de 1976, le Race Relations Act, ce texte stipule qu'il y a « délit passible de poursuites pénales dès lors qu'on publie ou distribue des matériaux écrits ou qu'on a recours, dans un lieu public, à des propos contenant des menaces, des insultes ou des injures susceptibles, vu les circonstances, de susciter la haine envers un quelconque groupe racial en Grande-Bretagne ». Tout repose donc sur l'appréciation du Home Office (ministère de l'Intérieur), qui a pour tâche de veiller à la bonne application de la loi. Le résultat est qu'il n'y a guère qu'une vingtaine de poursuites engagées chaque année et

encore moins de condamnations prononcées.

La plupart des actions en justice sont liées à la discrimination raciale dans l'emploi. Le Race Relations Act a créé une commission spéciale qui vise à lutter concrètement contre le racisme dans la vie économique et sociale. Ce sont les Noirs, les Antillais et les Indiens qui sont les premiers concernés.

Aucun livre raciste, si extravagant soit-il, n'a jusqu'ici été interdit au nom de cet article. La communauté juive a protesté récemment contre la publication en feuilleton dans un magazine d'étudiants innuents khmeistes, du « protocole des Sages de Sions », un faux antisémitisme concocté par la police secrète tsariste à la fin du siècle dernier. Le Conseil des représentants des juifs britanniques (l'équivalent du CRIF français) a écrit au Home Office pour lui demander d'intervenir. Faut-il apporter la preuve que la publication de cet ouvrage antisémitique risquait « vu les circonstances », de provoquer des troubles graves dans le pays, il n'y a pas eu de réaction.

Les déclarations de M. Le Pen pèseront-elles sur sa venue au congrès du Parti conservateur, qui doit se dérouler du 6 au 9 octobre prochain à Blackpool ? Rien n'est moins sûr. Depuis plusieurs semaines, une polémique a éclaté au sein du parti à la suite de l'invitation que lui a adressée un petit groupe de députés, conduits par Sir Alfred Sherman, à venir s'exprimer en marge du congrès. Ancien conseiller de M. Thatcher, anobli en 1983, Sir Alfred est juif, ex-communiste et ancien combattant des Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole. Il est devenu depuis longtemps le chantre du capitalisme sauvage et des privatisations, ce qui lui a valu d'être, à une période cruciale, un conseiller économique très écouté par le premier ministre. M. Theo Klein, président du CRIF, a écrit à Sir Alfred pour le mettre en garde. Peine perdue. M. Le Pen devrait donc hors congrès, pouvoir s'exprimer à Blackpool le mois prochain.

DOMINIQUE DHOMBRES.

**Le Monde**  
sur minitel

**CHIRAC SUR LE CAILLOU**

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

3615 TAPÉZ LEMONDE

**LE MONDE**  
diplomatique

**GOLFE : LA CANONNIÈRE SANS PILOTE**

par CLAUDE JULIEN

**CULTURE ET POLITIQUE**  
L'HOMME ET L'OUTIL

NUMÉRO SEPTEMBRE - EN VENTE PARTOUT

سنة ١٤٠٨ من الهجرة



## Politique

Aux journées parlementaires du RPR

### M. Pierre Messmer : « Tout pour l'élection de Jacques Chirac »

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chaban-Delmas a accueilli jeudi matin 17 septembre à Bordeaux les parlementaires du RPR qui tiennent leurs journées d'études dans la ville dont il était déjà le maire, en 1958, lorsque devant le congrès de l'UNR il avait défini ce que devait être le « domaine réservé » du président de la V<sup>e</sup> République. Après les paroles de bienvenue de l'actuel président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, a affirmé : « Nos objectifs pour 1988 sont clairs et publics : nous

ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour assurer l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République ».

L'ancien premier ministre a tracé un bilan de l'action du gouvernement depuis 1986 et a ajouté : « Nous mesurons le chemin parcouru en dix-huit mois au pas de charge et demandons aux Français de comprendre que ces dix-huit mois sont courts par rapport aux cinq ans accordés aux socialistes, surtout lorsqu'il s'agit de redresser la France qu'ils avaient mise à mal ». M. Messmer a souligné que « dans l'économie, les dégâts causés par la gestion socialiste sont en voie

d'être réparés, et il est permis d'espérer un recul du chômage qui est la principale inégalité entre les Français ».

Il a parlé de la prochaine session budgétaire évoquant « les inévitables tensions inhérentes au fonctionnement démocratique des débats », mais il a aussitôt ajouté : « Qu'on se rassure, ces tensions ne se manifesteront ni à l'intérieur du groupe RPR ni entre le groupe et le gouvernement », poursuivant : « Si nous rejetons l'idéologie marxiste et socialiste d'où sont sortis tant de désastres, ce n'est pas pour nous jeter à corps perdu dans l'idéologie extra-libérale dont nous savons les insuffisances et les limites ».

Au passage, M. Messmer a regretté que les « circonstances » ne permettent pas d'obtenir du Parlement un engagement budgétaire triennal. Enfin, à propos de la Nouvelle-Calédonie, l'ancien premier ministre a dit : « Nous veillerons à ce que le futur statut du territoire assure à chacun de ceux qui y vivent non seulement l'égalité des droits mais aussi les mêmes chances de promotion économique et sociale. Ainsi, les Calédoniens, tous les Calédoniens, pourront vivre heureux et fiers d'être Français ».

A.P.

### Après le référendum en Nouvelle-Calédonie

● Un sondage de BVA. — La thèse de l'indépendance en Nouvelle-Calédonie progresse dans l'opinion publique, selon les résultats du dernier sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 17 septembre, dans *Paris-Match*. 36 % des 905 personnes interrogées du 31 août au 4 septembre se déclarent favorables à cette option, qui enregistre à son meilleur résultat depuis décembre 1984. En avril 1985, 31 % des Français consultés préféraient l'indépendance. Mais 36 % des personnes interrogées (au lieu de 42 % en avril 1985) estiment également que la Nouvelle-Calédonie doit demeurer française.

● Six indépendantistes interpellés. — Six indépendantistes qui auraient menacé certains électeurs calédoniens à l'occasion du référendum du 13 septembre ont été interpellés mercredi. Trois d'entre eux l'ont été à Thio et ont été présentés au parquet, à la suite de la plainte d'un employé wallisien, qui affirme avoir fait l'objet de menaces pour être allé voter.

Trois autres indépendantistes ont été interpellés à Kailash-Gorman après une plainte déposée par deux Mélanésiens employés par la municipalité FLNKS de cette localité, qui affirment avoir été forcés de signer une lettre de démission, à la suite de leur participation au scrutin.

● Remise en liberté. — Les trois appelés néo-calédoniens du 57<sup>e</sup> régiment de transmission de Mulhouse (Haut-Rhin), qui avaient été écroués après qu'ils eurent manifesté leur soutien aux thèses indépendantistes du FLNKS (en refusant d'obéir à tout ordre de leurs supérieurs), ont été remis en liberté le mercredi 16 septembre. Toutefois, ces trois jeunes Canaques, qui ont accepté de rejoindre leur régiment, complèteront, au début du mois prochain, devant la chambre militaire du tribunal de grande instance de Strasbourg, comptant pour juger ce type de « infraction caractérisée au code de justice militaire ».

● Le point de vue de l'Algérie. — La démarche française en Nouvelle-Calédonie a rappelé singulièrement celle que tenta d'entreprendre le Maroc au Sahara occidental, a estimé, mercredi 16 septembre, l'agence officielle algérienne APS. Dans un long éditorial, l'APS écrit : « Pour Paris comme pour Rabat, le référendum ne peut avoir pour finalité que la confirmation d'un état de fait. Au Sahara occidental, le Maroc entend tout simplement légaliser son occupation militaire d'un territoire dont la décolonisation reste contrariée ».

En Nouvelle-Calédonie, les dés étant pipés dès le départ, il s'est agi

en fait de demander à des citoyens français, les calédoches, s'ils désiraient demeurer citoyens français (...). On a ainsi soigneusement occulté la volonté, bien réelle pourtant, de la quasi-totalité des Mélanésiens à vivre libres et indépendants », a ajouté l'agence de presse algérienne.

● Voix pour ou contre le commentaire de l'APS, le peuple algérien, tout comme le peuple kanak, rejette des forces électorales qui ne sont, en vérité, que des solutions néo-coloniales du dernier quart d'heure ».

● M. Queyranne : en projet néo-colonial. — Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a estimé, le mercredi 16 septembre, que le premier ministre s'était rendu en Nouvelle-Calédonie porteur d'un projet de statut néo-colonial. « Le projet Chirac-Pons ne vise qu'à conforter les fractions les plus conservatrices et les plus affaiblies du RPR », a-t-il déclaré. L'autonomie telle qu'elle est proposée ne va que renforcer le pouvoir de M. Laugier, potentat colonial à la manière de Gaston Flosse en Polynésie. Ce n'est pas en cherchant à écrire l'histoire à reculons que l'on prépare l'avenir. Cette politique est lourde de dangers pour le territoire et l'image de la France ».

### Un président combatif

(Suite de la première page.)

Assurément, M. Alain Foyrille, député RPR et éditorialiste au *Figaro*, M. Jean Franco, sénateur centriste des Bouches-du-Rhône, et M. Paul Anselin, conseiller général CNI des Côtes-du-Nord, avaient successivement rendu visite aux deux agents de la DGSE. Le premier ministre a été accueilli sur l'île par le commandant Mafart, commandant en second de la base d'Hao, qui a conduit le véhicule du premier ministre jusqu'au mess des officiers où M. Chirac s'est entretenu durant un quart d'heure avec les deux époux Turange.

Il va de soi que de tels épisodes ne sont pas de nature à améliorer les relations entre le président et le premier ministre.

L'atmosphère toutefois n'est pas au drame, mais, manifestement, chacun se met en place. M. Edouard Balladur a en quelque sorte tiré le premier : les critiques du ministre d'Etat ont en effet précédé l'exposé technique du projet de budget. Celles-ci, ponctuées d'une formule : « nous passons du cercle vicieux au cercle vertueux », visaient à démontrer que M. Mitterrand a engagé la France, pendant cinq ans, sur la voie du déclin. M. Jacques Chirac, qui rédigeait son courrier et adressait force petits mots aux membres de son gouvernement, M. Létoury et ses amis, qui par quelques minimes ironiques exprimaient leurs différences pendant l'exposé du ministre d'Etat, n'ont dressé l'oreille qu'à l'évocation, par M. Mitterrand, des conflits entre M. Chirac et son successeur à Matignon M. Barre, en 1976.

Le chef de l'Etat a remarqué qu'il est de tradition de critiquer la gestion de ses prédécesseurs. Ce fut le cas, a-t-il observé, non seulement de la part de M. Barre à l'égard de M. Chirac, mais aussi de la part de M. Delors à l'égard de M. Barre en 1981-1982, et encore... de M. Pierre Bérégovoy à l'attention de M. Delors en 1984.

M. Mitterrand, comme devait le souligner M. Alain Juppé, n'a pas émis de critiques précises sur le projet de budget lui-même. Il s'est contenté de considérations générales sur la notion de déficit budgétaire et a mis en avant quelques chiffres de nature, selon lui, à corriger le diagnostic de M. Balladur sur l'état de l'économie au début de l'année 1986. Il s'est ensuite ouvertement inquiété du doublement probable du taux d'inflation par rapport aux prévisions du gouvernement pour 1987, ainsi que du niveau du déficit extérieur, deux thèmes qu'il devait être amené à développer sur TF 1, de même que l'évolution, défavorable à ses yeux, du pouvoir d'achat des salaires.

J.-M.C.

### bloc-notes

FORMATION CONTINUE  
INFORMATION DE GESTION

Début octobre  
60 heures

LA MICRO INFORMATIQUE

Stage de 6 jours  
13-14-15 octobre  
4-5-6 novembre

ECCIP

Ecole Commerciale  
de la Chambre  
de Commerce  
et d'Industrie de Paris

3, rue Armand-Moisant  
75015 Paris  
Tél. : 43-20-08-82

Poste 452  
Métro Montparnasse

# GUY SORMAN

« Son mérite est d'avoir été "au charbon" et surtout d'avoir interrogé non seulement ceux qui étaient favorables à ses thèses mais ses contradicteurs avérés. Il en résulte un travail d'excellent journaliste, coloré, pas prêcheur pour un sou, un livre vivant où l'on apprend beaucoup ».

Pierre Drouin - Le Monde

« Le livre de Guy Sorman va peut-être permettre d'atteindre un objectif capital : l'accession du grand public à la connaissance des causes du sous-développement — et donc du développement. »

Jean-François Revel - Le Point

« Un chef-d'œuvre de réflexion et de journalisme... Un gigantesque voyage autour de la planète... Ce livre révolutionnaire nos idées sur le tiers monde ».

Georges Suffer - Le Figaro Magazine

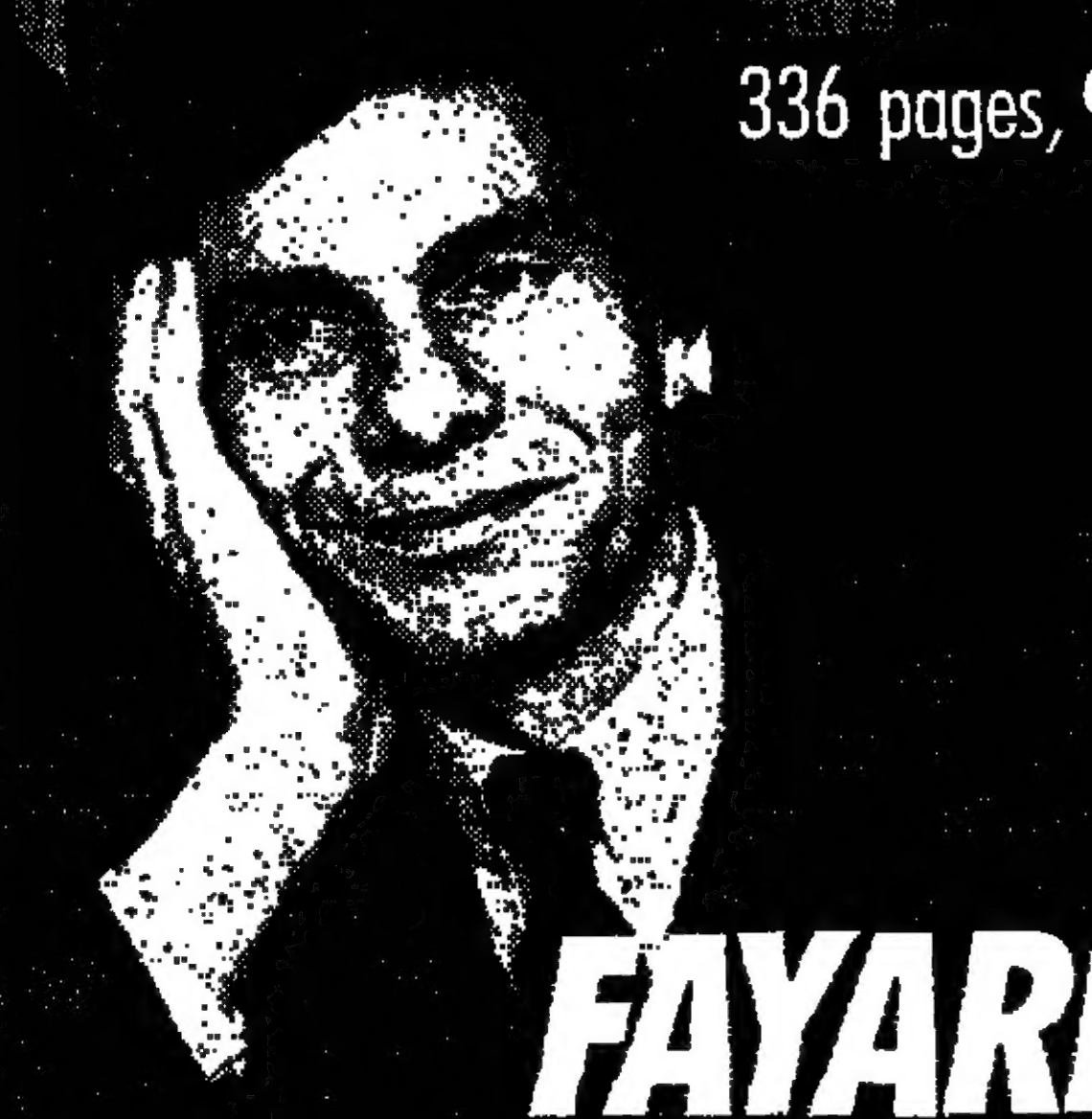
« Pour en finir avec le sous-développement, il faut cesser de se tromper de cible, investir dans l'homme et son éducation. On attend la réponse des tiers-mondistes, des idéologues et des dirigistes. La démonstration de Sorman, appuyée sur des témoignages concrets, va les obliger à être en grande forme ».

Jean-Gabriel Fredet - Le Nouvel Observateur

la nouvelle

## Richesse des Nations

336 pages, 98 F



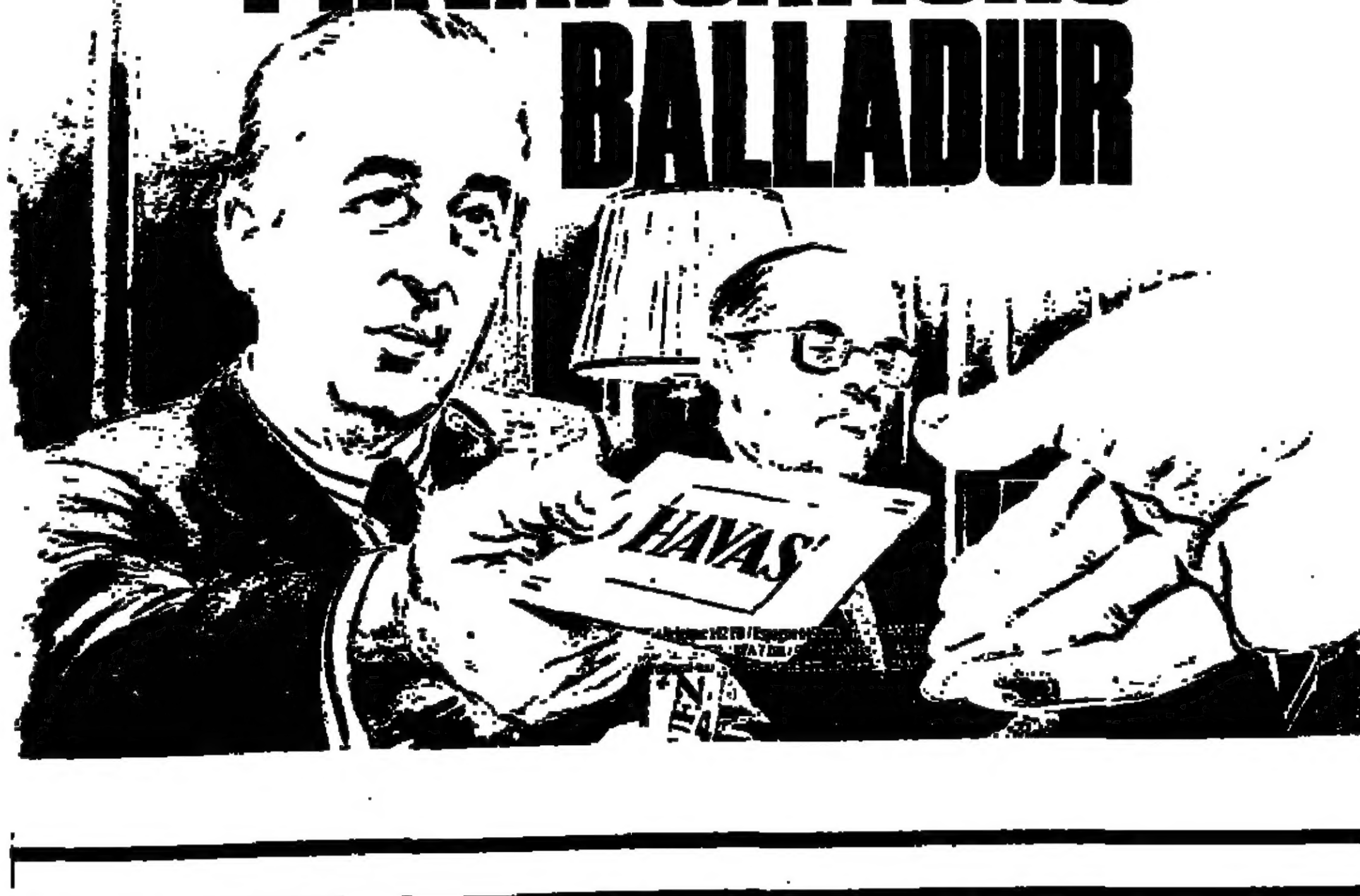
FAYARD

## L'EVENEMENT

N° 150/20 F Semaine du 17 au 23 septembre 1987

copinage • fait du prince • mainmise politique • financement des partis • petits actionnaires bafoués • nomenklatura financière.

## L'EXTRAVAGANT SCANDALE DES PRIVATISATIONS BALLADUR



### retagne donne la priorité de la libre expression

encore moins de condamner les auteurs.

La plupart des auteurs de la loi sur la liberté d'expression ont été élus à l'Assemblée. Le RPR, le PS, l'UDF, ont créé une commission d'enquête qui vise à lutter contre les abus de la presse dans la vie politique. Ce sont les députés de la gauche et les députés de la droite qui sont concernés.

Aucun livre n'a été publié, mais le nom de cet article a été publié dans la presse. Le RPR, le PS, l'UDF, ont créé une commission d'enquête qui vise à lutter contre les abus de la presse dans la vie politique. Ce sont les députés de la gauche et les députés de la droite qui sont concernés.

Les déclarations de M. Balladur ont été publiées dans la presse. Le RPR, le PS, l'UDF, ont créé une commission d'enquête qui vise à lutter contre les abus de la presse dans la vie politique. Ce sont les députés de la gauche et les députés de la droite qui sont concernés.

DOMINIQUE DROUIN





Nous poursuivons la publication d'une série de portraits et d'entretiens des « directeurs de campagne » des candidats — déclarés ou potentiels — à l'élection présidentielle de 1988 (*Le Monde* des 16 et 17 septembre). Après M. Alain Juppé (J.-M. Le Pen), nous présentons M. Philippe Mestre, animateur de la future campagne de M. Raymond Barre.

« Je suis gaulliste. » Pour Philippe Mestre, ce n'est pas une phrase passe-partout mais une règle de vie publique, l'explication d'une carrière. Paradoxe pour celui qui va devoir coordonner l'action d'hommes politiques qui ont navigué entre le « non » et le « oui mais » au général, du temps où celui-ci était à l'Elysée. Paradoxe, encore, face à un Jacques Chirac, qui se veut le seul héritier du gaullisme !

Pas d'ambiguïté pourtant chez le directeur de campagne de Raymond Barre. Elle ne figure pas au rayon de ses caractéristiques, au contraire de la fidélité, même si ses fidélités sont successives. Familiale d'abord, quand il commence sa carrière en 1965 au cabinet d'un ministre socialiste de l'éducation, Pierre-Olivier Lapie, l'un de ses oncles. Africaine ensuite, pour ce jeune résistant qui, courant après des aventures lointaines, fait l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Au fil de ses pérégrinations, de poste en poste, il rencontre Pierre Messmer, et celui-ci l'appellera à son cabinet de ministre des armées en 1964. Première fidélité à un homme qui le fera rester à Matignon quand Pierre Messmer y succédera à Jacques Chaban-Delmas. Mestre était, pourtant, l'un des hommes de confiance du père de la « nouvelle gauche ».

#### Un regard sur

A Jacques Chaban-Delmas aussi, pourtant, il sera fidèle, pas au point toutefois de risquer une belle carrière préfectorale en se mettant ouvertement au service du maître de Bordeaux, comme celui-ci le souhaite lors de sa campagne de 1974. Mais dans son bureau de la préfecture de Caen voisinait le portrait du président de la République Giscard d'Estaing, et celui de son adversaire malheureux. Habile homme, cela ne l'empêcha pas de se lier d'amitié avec le « baron » giscardien de l'endroit, Michel d'Ornano.

Au faite d'un beau parcours dans la préfecture (il est alors en poste à Nantes), il est choisi pour diriger le cabinet de Raymond Barre à Matignon en avril 1978. Au lendemain d'élections législatives plus que délicates pour la majorité, il était l'homme qu'il fallait : habilité à la mécanique pour avoir longtemps travaillé à Matignon, ayant des amis fidèles chez les gaullistes non chiraquiens, au moment où le soutien du RPR devenait plus que problématique.

## OBJECTIF ÉLYSÉE : LES PATRONS DE LA CAMPAGNE

# Philippe Mestre ou l'ombre de Raymond Barre

que, haut fonctionnaire politique, lui qui reconnaît que les préfets étaient des hommes « engagés », bon commis de la carte électorale, lui qui avait en 1973 représenté Pierre Messmer dans les négociations avec les réformateurs entre les deux tours des législatives, il comptait une partie des vides de la culture politique de son nouveau patron.

Une nouvelle fidélité naissait. Il lui est resté fidèle, et elle l'a conduit sur des chemins qu'il n'envisageait guère d'arpenter. Cet homme qui adore la politique, mais pour l'organiser et en tirer les ficelles, qui préfère l'ombre à la lumière, qui, passionné, depuis toujours, par les affaires militaires, policières ou de services secrets, se préparait à prendre la direction du SDECE — devenu depuis la DGSE — si Valéry Giscard d'Estaing était resté à l'Elysée en 1981, qui, refusant de servir la gauche, préparait une reconversion dans le privé au lendemain du 10 mai, a dû, sous l'impulsion de ses amis, de sa famille et de Raymond Barre, accepter de se présenter aux suffrages des électeurs.

Heureusement, une circonscription était libre dans sa Vendée

natale, autour de Talmont, le fief de la famille Mestre, là où il est né le 23 avril 1927. Serrer les mains, faire la tournée des banquets, Philippe Mestre n'aime pas beaucoup cela ; ce n'est vraiment supportable que chez soi, là où les ancêtres, notaires royaux, sont établis depuis Louis XIV. La preuve : il ne résistera pas à prendre aux socialistes la mairie de la Roche-sur-Yon, le chef-lieu qui n'est plus le bocage, en 1983, dans un contexte politique pourtant favorable.

Voilà donc Philippe Mestre au Palais-Bourbon, non plus parmi les fonctionnaires, mais chez les élus. Il y promène un regard amusé, l'ironie moqueuse du connaisseur qui ne se laisse pas prendre aux apparences, un sourire distant qui camoufle mal un certain désintérêt pour la vie parlementaire. Intervenant peu, il préfère, tout en ayant changé de costume, continuer à jouer le même rôle : organiser le soutien à celui qui reste pour lui « le premier ministre ». De tous les baristes, il est le seul qui puisse vraiment parler au nom du patron. Il imite même si bien le ton et la voix de son maître

qu'il pourrait le remplacer dans une émission de radio...

Tant de choses les rapprochent ! Un catholicisme fervent « qui permet de remettre à sa vraie place chaque chose » ; un conservatisme profond pour tout ce qui touche aux mœurs, sans forcément vouloir imposer ses conceptions à la société tout entière ; l'attachement pour la France provinciale des notables ; l'héritage de générations de professions libérales ou intellectuelles.

#### Coup pour coup

Par intérêt pour l'entreprise privée et par goût du paradoxe, Philippe Mestre est devenu le PDG du quotidien local *Presse-Océan*, appartenant à Robert Hersant, pourtant en délicatesse avec Raymond Barre. Toujours cette même tâche pour l'ancien directeur de cabinet : jeter des ponts vers des milieux avec lesquels l'ancien premier ministre a quelque difficulté à s'entendre directement.

Cette qualité sera largement mise à profit pour diriger la campagne



présidentielle. Il en est d'autres : le goût du commandement et la soif de l'organisation apprises à l'école de la préfecture ; l'art de se faire obéir sans avoir à élever la voix peaufinée à la vice-présidence de l'Assemblée nationale ; l'habitude de déjouer les coups tordus, voire d'en fomentier, fruit d'une longue pratique des services spéciaux et de la surveillance des services de police dont il s'était fait une spécialité à Matignon ; des

amitiés, des réseaux dans tous les clans de l'actuelle majorité, héritage de près de trente ans de politique active ; une volonté tendue vers un seul but, prête à égarer ses amis comme lorsque, au lendemain du 16 mars 1986, il qualifie de « grotesques » les conditions de formation du gouvernement auquel participent, pourtant, des proches de Raymond Barre.

Une campagne loyale, il y est prêt. Mais s'il le faut, il pourra rendre coup pour coup, quitte à compliquer la tâche de ceux qui continueront à cohabiter avec Jacques Chirac au gouvernement. Si Raymond Barre gagne, le plus bel avenir lui est promis. S'il perd, il pourra peut-être terminer son second roman, en chantier depuis plusieurs années. Il le dit : « Il n'y a pas que la politique dans la vie ». Dans sa carrière, il ne l'a guère montré. Mais au fond de lui-même, il est là aussi comme son patron : pouvoir être plus souvent chez lui, retrouver ses livres, profiter de sa famille... ce ne serait pas une punition.

Th. B.

## ENTRETIEN

### « Le problème n'est pas de se distinguer du RPR »

« Vous êtes le directeur de la campagne de M. Raymond Barre ?

— Vous anticipez. Il n'y a pas de directeur de campagne avant que celle-ci soit ouverte. Ne faites pas une réalité de ce qui n'est encore qu'une éventualité.

— Comment vont pouvoir travailler ensemble les réseaux REEL et les partis qui sont ralliés ou qui se rallient à la candidature de l'ancien premier ministre ?

— Un candidat à l'élection présidentielle s'adresse à l'ensemble du pays. Il attend et reçoit, au-delà des partis politiques, des soutiens de toutes origines. L'action développée par ce que vous appelez les « réseaux REEL » a tendu précisément à préparer l'analyse entre tous ceux qui souhaitent soutenir la candidature de Raymond Barre : élus et militants, mais aussi personnalités non engagées ou simples citoyens. REEL, avec ses comités de coordination départementaux très décentralisés, est ouvert à tous ; déjà de très nombreux responsables politiques participent, parmi tant d'autres, à son action sur le terrain. L'analyse est donc largement amorcée ; il s'achèvera dans la constitution, après l'annonce de la candidature officielle de Raymond Barre, des comités de soutien, dont les comités de coordination de REEL sont tout simplement aujourd'hui la préfiguration. Il ne s'agit en aucune façon de mettre en place un nouveau parti politique : REEL n'est et ne sera en concurrence avec aucun d'entre eux.

— Pensez-vous que la campagne de Raymond Barre devra faire appel plus à la publicité commerciale, à des meetings ou à d'autres formes traditionnelles des campagnes politiques ?

— Il est bien évident qu'une campagne présidentielle, qui se développe à l'échelon national, doit faire appel à tous les modes d'information autorisés afin d'atteindre le plus grand nombre possible d'électeurs et d'électorats. Depuis quelques années, les

médias collectifs, c'est-à-dire la presse écrite, parlée et surtout audiovisuelle, ont pris dans les campagnes politiques une place prépondérante.

— Pour autant, la publicité commerciale ne peut être négligée, puisqu'elle assure, notamment par l'affichage, la présence de l'image personnelle du candidat dans tout le pays. Mais je crois qu'il convient de se garder dans ce domaine de toute exagération qui pourrait faire croire que les candidats jettent l'argent par les fenêtres. Dans la situation économique difficile de notre pays, devant les drames que provoque le chômage, il y a certainement mieux à faire que de se lancer dans des dépenses publicitaires politiques inconsidérées et abusives. Les Français ne pourraient manquer de réagir devant le caractère profondément immoral d'un débauche de moyens financiers qui seraient plus utilement consacrés au développement des entreprises et à la création d'emplois nouveaux.

— Des candidats déclarés se plaignent de devoir mendier. Est-ce votre cas ?

— Je n'aime pas cette expression. Elle laisse entendre que les candidats seraient condamnés à « faire la manche », ce qui serait profondément dégradant. En réalité, chacun sait que les campagnes politiques, même les plus économes, coûtent cher. Il appartient donc à ceux qui veulent soutenir un candidat de l'aider financièrement par des contributions personnelles qui doivent être volontaires, spontanées et, bien entendu, proportionnelles à leur engagement et à leurs moyens.

— Regrettez-vous que n'aient pas abouti certains amendements, notamment ceux de M. Jacques Barrot sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ?

— Oui. Je regrette aussi que le projet qui avait été soumis au lendemain des élections législatives de 1978 par le premier

ministre de l'époque, qui était alors Raymond Barre, aux responsables de l'ensemble des partis politiques français n'ait pas pu aboutir, faute de recueillir l'accord nécessaire.

— Etes-vous prêt à mettre tous les comptes sur la table ?

— Certainement. Sous réserve cependant que la production de ces comptes ait été rendue obligatoire par la loi pour tous les candidats ; sous réserve aussi qu'elle soit soumise à des procédures de vérification strictes garantissant la plus totale transparence et la plus absolue véracité.

— La campagne sera-t-elle axée sur l'homme ou sur ses idées ? Devra-t-elle présenter un programme ?

— J'imagine mal la campagne présidentielle d'un homme sans idées et pas du tout celle d'idées sans un homme. Le choix des Français et des Français tiendra compte à la fois de la personnalité du candidat et des idées qu'il exposera. Pour ce qui concerne Raymond Barre, nos compatriotes le connaissent : ils savent que sa personnalité est forte et que ses idées sont cohérentes. Il les expose d'ailleurs dans des interventions publiques à l'occasion desquelles il traite des grands problèmes nationaux et internationaux.

— Quant au programme, je serais tenté de faire observer que ce mot rappelle un souvenir aussi déplaçant que commun. Je doute que vous le retrouviez dans notre vocabulaire. Mais je suis persuadé que M. Barre ne manquera pas au cours de la campagne d'évoquer largement les orientations concrètes proposées au pays.

— Comment allez-vous faire pour vous distinguer du RPR alors que vous avez soutenu par vos votes l'action de Jacques Chirac ? Jacques Chirac se présente en défendant l'action de son gouvernement. Vous ne l'avez pas contrarié, vous l'avez même aidé en participant. Certains de vos amis sont

même responsables de l'action du gouvernement. Comment pouvez-vous alors critiquer celle-ci ?

— Le problème fondamental ne me paraît pas être de se distinguer du RPR. Il y a évidemment des différences entre les deux futurs candidats de la majorité. Raymond Barre a dit récemment qu'il ne « gommerait pas ces différences ». C'est une attitude parfaitement loyale, puisqu'elle refuse toute hypocrisie. Mais elle ne remet pas en question notre engagement de soutenir le gouvernement et n'implique aucunement une critique systématique de son action.

— En ce qui concerne les bilans, je ne suis pas persuadé que la campagne présidentielle portera exclusivement sur celui des deux dernières années. Car le président de la République dont le mandat va s'achever s'appelle M. Mitterrand. S'il était candidat à son propre renouvellement, c'est de son bilan qu'il serait question en priorité. S'il ne l'était pas, le candidat socialiste ne pourrait manquer d'endosser l'action de M. Mitterrand. Dans un cas comme dans l'autre, je crois que l'on peut compter sur M. Barre pour s'en occuper activement.

— Enfin, il est permis de se demander si les Français s'intéresseront seulement à des débats sur des bilans. Il me semble que la campagne présidentielle ne peut pas se cantonner à l'examen du présent et du passé. Elle doit surtout s'ouvrir aux perspectives de l'avenir.

— Pensez-vous possible un gentleman's agreement entre les deux candidats de la droite classique ?

— Cela n'est pas seulement possible, c'est déjà fait. Auriez-vous oublié les déclarations de M. Chirac et de M. Barre après leur déjeuner en tête à tête le 28 mai, jour de l'Ascension ? Je me permets de les rappeler : un comportement loyal au premier tour et un soutien actif au second.

Propos recueillis par THIERRY BRÉHER.

Selon BVA

## M. Mitterrand toujours en hausse

La bonne santé affichée par M. François Mitterrand dans les sondages est renforcée par les résultats de la dernière étude réalisée par BVA et publiée le jeudi 17 septembre dans *Paris-Match* (1). Avec

57 % de bonnes opinions, le président de la République améliore de 2 points son résultat de juillet, tandis que 31 % des personnes interrogées (au lieu de 25 %) se déclarent mécontentes de lui. En outre, 56 %

des consultés (au lieu de 52 %) estiment qu'il se conduit comme le « président de tous les Français », alors que 25 % (au lieu de 31 %) le considèrent toujours comme « le chef de l'opposition ». L'attitude de « rassembleur » adoptée par le chef de l'Etat trouve à son meilleur écho dans l'opinion publique depuis juin 1986.

M. Jacques Chirac recueille, pour sa part, 42 % d'avis favorables, comme en juillet, et 45 % des sondés (au lieu de 46 %) portent un jugement négatif. Après dix-huit mois d'exercice, M. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, les prédecesseurs de M. Chirac à l'hôtel Matignon, recueillaient respectivement 40 % et 41 % de bonnes opinions. Le premier ministre peut se satisfaire d'un léger redressement de « la façon dont la France est gouvernée ». Ainsi 28 % des personnes interrogées (au lieu de 26 %) s'en déclarent-elles satisfaites, 61 % (au lieu de 66 %) expriment leur mécontentement.

L'image de la cohabitation subit une nouvelle dégradation : 29 % des consultés (au lieu de 31 % en août) estiment que la coexistence est une « bonne chose » pour la France, 51 % exprimant, comme le mois dernier, un avis contraire.

(1) Sondage effectué du 31 août au 4 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 905 personnes.

## L'hommage de la nation à un défenseur des droits de l'homme

### René Cassin va entrer au Panthéon

Un siècle après sa naissance, René Cassin va entrer au Panthéon, où ses cendres devraient être transférées le lundi 5 octobre. Le 4 et le 5 octobre, plusieurs cérémonies salueront les divers aspects de la personnalité et de l'œuvre de ce grand juriste, défenseur des droits de l'homme.

Né le 5 octobre 1887 à Bayonne, René Cassin, après ses études de droit, travaille d'abord comme collaborateur d'un avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat.

Mobilisé en 1914, combattant sur le front de la Meuse, il est blessé le 12 octobre. Il reçoit en 1915 la croix de guerre et la médaille militaire. Réformé, il se consacre ensuite au monde des victimes de guerre (mutilés, pupilles de la nation). Compagnon de la première heure du général de Gaulle à Londres en 1940, il joue un rôle décisif à ses côtés. Telles sont les raisons d'être d'une première cérémonie qui aura lieu le dimanche 4 octobre aux Invalides en présence du ministre de la défense et du secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Un deuxième hommage, lundi en fin de matinée, sera rendu au Conseil d'Etat par l'ensemble des corps constitués au grand commis de

l'Etat qui fut aussi René Cassin au Conseil d'Etat, puis au Conseil constitutionnel. Enfin, en présence du chef de l'Etat, qui prononcera une allocution, et du gouvernement, aura lieu le 5 octobre en fin d'après-midi le transfert solennel au Panthéon des cendres de René Cassin. Jusqu'à sa mort, survenue en 1976, il n'a cessé d'œuvrer en faveur de la paix et des droits de l'homme : à la Société des Nations, à la commission des droits de l'homme de l'ONU, dont il deviendra en 1954 président, à la Cour européenne des droits de l'homme.

René Cassin sera le grand artisan de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948. En 1968, il reçoit le prix Nobel de la paix et fonde l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg. René Cassin avait d'autre part présidé, à partir de 1943, l'Alliance socialiste universelle.

La décision de transférer au Panthéon les cendres de René Cassin avait été prise à la fin de son septennat par M. Valéry Giscard d'Estaing. Dans son testament, René Cassin écrivait : « Si la nation française jugeait que, de mon vivant, je l'ai assez bien servie pour que, comme d'autres prix Nobel ou

d'autres résistants, mon corps soit transporté au Panthéon, je n'y verrais aucun obstacle, mais ce serait un honneur qui me permettrait, même mort, de continuer mon rôle d'éducateur de la jeunesse ».

C'est pour répondre à cette volonté pédagogique que sera instituée, à partir de 1988, une épreuve nouvelle du Concours général. Consacrée aux droits de l'homme et intitulée, à titre exceptionnel, « concours René-Cassin », elle perpétuera d'une autre manière la mémoire de celui qui va rejoindre au Panthéon Jean Jaurès, Émile Zola, Victor Schoelcher, Victor Hugo et Jean Moulin.

MICHEL KAJMAN.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DU JUGEMENT DU 9 FÉVRIER 1987  
17<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE T.G.I. PARIS  
SUR PLAINTE AVEC CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE  
DE M. ROLAND PERROT  
ET DE L'ASSOCIATION EUROPÉENNE LONGO-MAI

Jacques Clément a reconnu avoir fait paraître le 1<sup>er</sup> juillet 1985, en qualité de directeur de la publication du périodique *COURRIER AUSTRAL PARLEMENTAIRE*, n° 137, page 18, un article intitulé : « Document. Installé dans le sud de la France, la secte LONGO-MAL Réseau de soutien au terrorisme international ».

L'article en son entier est considéré comme diffamatoire par les parties civiles.

Les passages incriminés plus particulièrement sont les suivants :  
« Ces imputations portent atteinte à la considération de l'Association LONGO-MAL, notamment visée dans l'article. Elles sont également attentatoires à l'honneur et à la considération de Roland Perrot, présenté comme le promoteur des activités du groupe ».

Le prévenu n'a pas offert de rapporter la preuve de la vérité des faits diffamatoires. Il invoque la bonne foi au soutien de la plainte qu'il sollicite.  
Un directeur de publication, qui laisse publier un article comportant des accusations graves, portées sur un ton agressif, malveillant et sans nuance, sans s'assurer qu'une enquête sérieuse personnelle a été diligentée par le journaliste, ne peut exciper de sa bonne foi.

PAR CES MOTIFS...

Déclare Jacques Clément coupable du délit de diffamation publique envers particuliers, en l'occurrence l'Association Européenne LONGO-MAL et Roland Perrot.

**L'ANGLAIS... UN PROBLÈME ?**  
Pour moins de 250 F  
vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec  
**LES COURS DE LA BBC**  
Deux cassettes et un livre  
avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
9, rue de Berni, 75008 Paris  
Tél. : (1) 43-59-90-06

هكذا هي الحياة



## L'enquête sur l'assassinat en Corse du gendarme Aznar

### La contre-offensive psychologique du FLNC

C'est à croire qu'une malédiction pèse sur les « affaires corses ». Que les enquêtes sur les meurtres nationalistes s'étourdissent inévitablement du poids d'un imaginaire paralysant où s'agitent, comme dans un théâtre d'ombres, des trümpfs et des idéologues, des affaristes et des agents infiltrés. Et surtout, des « barbouzes », ces membres d'une profession mythique que les insulaires aiment à voir partout, derrière chaque assassinat mystérieux, derrière chaque dossier un peu embarrassant pour l'État.

De telles déviances au parfum de roman noir ont souvent emporté dans le passé, la conviction de l'île ou brouillé sa compréhension de la violence locale. Ce fut le cas lors de la prise d'otages de Bastia en 1980, à l'occasion de la « guerre » en 1983 qui avait opposé des trümpfs du sud de la Corse à la famille Orsini, très liée à l'FLNC ; ou encore après l'assassinat, la même année, de Pierre Massimi, le secrétaire général de la préfecture de Bastia.

Les enquêtes, à chaque fois, s'étaient enflées. Les policiers, les juges d'instruction s'étaient découragés devant le soupçon d'affaires d'État ou de « services spéciaux » habilement injectés par des nationalistes ou une opinion insulaire friande de feuilletons échevés.

Après d'autres, M. Michel Legrand, le magistrat instructeur en charge des dossiers corses, au Palais de justice de Paris pourrait bien connaître semblable mésaventure dans ses recherches sur l'assassinat, le 4 août, à Bastia, du gendarme Guy Aznar. Car depuis l'interpellation fin août de Gérard Pelletier et les aveux de complicité de cet ancien légionnaire, le dossier Aznar porte en germe tous les ingrédients de ce que les Corses appellent « une affaire louche ». L'assassinat, revendiqué par l'FLNC et selon toute vraisemblance imputable à l'un de ses commandos, se complique, en effet, désormais d'éléments propres à réveiller bien des fantasmes.

L'FLNC ne se prive pas de les activer. Le premier, l'abbé dominiot nationaliste U Ribumbi du 11 septembre, avait fait mention, au côté

du légionnaire Gérard Pelletier, du nom de Jean-Pierre Bora, personnage connu dans l'île pour être à la fois un trümpf et un activiste antinationaliste de France, l'excroissance du Service d'action civique (SAC) utilisé par le pouvoir à la fin des années 70.

U Ribumbi tirait en une de son édition : « Les secrets de l'affaire Pelletier ». Depuis, l'ex-FLNC marbale dans l'île d'Idée d'une manipulation de « barbouzes » infiltrés dans l'opération qui a causé la mort du gendarme Aznar.

Comme pour donner raison aux nationalistes, on a, après, mercredi 16 septembre, en début d'après-midi, l'interpellation de Jean-Pierre Bora. Celui-ci se trouvait à bord du ferry Moby-Prince pour la Spezia (Italie) lorsque les policiers ont fait remonter le navire dans le port de Bastia. Il a été immédiatement placé sous mandat de dépôt par M<sup>re</sup> Françoise Aubanel, juge d'instruction à Bastia.

#### SAC et soldats perdus

Selon les milieux proches de l'enquête, Jean-Pierre Bora aurait tenté, au moment à bord du ferry, de se soustraire au contrôle judiciaire auquel il est soumis depuis la fin de sa peine de prison pour une attaque à main armée, commise en 1984.

Les nationalistes ont aussitôt fait connaître leur impression si Jean-Pierre Bora, suspecté de plusieurs attentats dans la mouvance « France », a voulu prendre le large, si ce barbouze déterminé, membre du RPR, restaurateur à Bastia et spécialiste de « combines » a cherché à gagner l'Italie, ce n'est pas par crainte d'éventuelles représailles nationalistes, mais bien parce qu'il serait impliqué dans l'affaire Aznar. En d'autres termes, il aurait été mystérieusement « exfiltré » comme on l'on dit en terme d'espionnage, exfiltré comme Gérard Pelletier l'aurait été s'il n'avait pris pour, le soir de l'assassinat, en quittant, précipitamment sa chambre d'hôtel.

Officiellement, ce nouveau soupçon — les effluves mêlés du

SAC et des soldats perdus de la Légion étrangère — n'inquiète pas les enquêteurs. Le nom de Jean-Pierre Bora figure dans les premiers procès-verbaux d'audition de Gérard Pelletier, après son arrestation. L'ancien de « France » avait, de plus, déjà été entendu par les gendarmes lors des premières vérifications des aveux de Gérard Pelletier.

Personne dans les milieux de l'enquête n'a fait mystère, de l'identité et de la personnalité de Pelletier et de Bora. Simplement à ce jour, les éléments d'appréciation divergent. Le seul fait prouvé, semble-t-il, concerne les relations de Gérard Pelletier et de Jean-Pierre Bora. Les deux hommes ont été vus ensemble, dans les rues de Bastia, les semaines précédant l'assassinat. Pelletier était fréquemment dans le restaurant de Bora, tout comme il fréquentait d'autres milieux proches de la majorité.

Les nationalistes, avant les gendarmes ou le magistrat instructeur, ont révélé que Gérard Pelletier avait loué fin juillet une camionnette au nom de Jean-Pierre Bora dans une agence de Bastia. Cela suffit-il à établir la preuve de la complicité de Bora, donc de « France », dans l'assassinat ? Non. Mardi dernier M. Michel Legrand, présent en Corse, serait parvenu selon des informations sûres, à louer, sous un faux nom, un véhicule dans cette même agence, sans avoir à présenter une pièce d'identité.

#### Vacances tranquilles

Dans le dossier, l'ancien activiste de droite figure simplement en qualité de comparse de Pelletier pour la livraison fin juillet de marchandises sous douane transportées dans la camionnette de location. Le rôle de l'ex-légionnaire est beaucoup moins bien défini. Ses aveux de complicité dans l'assassinat sont peut-être incomplets.

Résumons ce que les gendarmes et le magistrat instruisent : condamné à une peine de plusieurs mois pour escroquerie, Gérard Pelletier revenu en Corse après cinq ans d'engagement et une période d'instruction à Corte, aurait été contacté par des natio-

nalistes incarcérés comme lui à la prison d'Ajaccio. Contre une somme d'argent, il aurait accepté de fournir une partie de la logistique d'une opération nationaliste.

Se détachant de la 20 juillet. Libre, il paraît passer des vacances tranquilles sur les plages de Corse du nord en compagnie d'une jeune femme. Il reprend ses « petites combines », ses trafics de matériel hi-fi — dont un avec Bora —. Il est aussi suspecté d'avoir pu aider Francis Santoni à s'évader de la maison d'arrêt d'Ajaccio. Incarcéré dans l'île en attendant son prochain procès, Santoni a pu rencontrer Gérard Pelletier. Le 16 août l'échappée belle : le chef nationaliste échoue de peu : le barreau qu'il a saisi avec une lime, tombe dans la cour. Le bruit alerte un gardien.

Gérard Pelletier a aussi avoué aux gendarmes qu'il a loué, après la camionnette, mais cette fois à son nom, la 205 Peugeot blanche qui allait servir des jours durant aux déplacements de l'assassinat du 4 août. Il n'ignorait, affirme-t-il, l'objectif exact. Il se serait également rendu à des rendez-vous nocturnes pour mettre au point avec les membres du commando nationalistes les préparatifs de l'opération.

Surtout, il a reconnu avoir recueilli dans sa chambre de l'hôtel Ibis de Bastia deux des tueurs, — dont un des membres figurant sur l'affiche du ministère de l'Intérieur —, qui étaient parvenus à s'échapper des lieux de l'assassinat. C'est par le radio que Pelletier aurait contrôlé la nature réelle de l'opération dont il s'était, involontairement ou pas, rendu le complice. Sans avertir les deux fuyards, il aurait quitté l'hôtel en négligeant de régler sa note et aurait pris la route d'Ajaccio pour attendre le premier avion à destination du continent.

L'ex-légionnaire avait-il mis l'ancien de « France » dans la confidence ? Jean-Pierre Bora savait-il qu'une opération de l'FLNC se préparait ? Aucune information ne permettrait pour l'instant de confirmer l'épais soupçon qui naît en Corse.

PHILIPPE BOGGIO.

## Le tribunal de Chambéry s'estime incompétent

### Les suites judiciaires d'une « virée » contre un café fréquenté par des Maghrébins

CHAMBERY  
de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Chambéry (Savoie) s'est déclaré incompétent pour juger trois militaires du 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins. Ils avaient été renvoyés devant cette juridiction pour violences avec armes et préméditation et complicité après que des coups de feu eurent été tirés dans un café de la ville fréquenté par des immigrés maghrébins dont l'un fut grièvement blessé. Le tribunal, présidé par M. Yves Girod, a estimé, après le débat contradictoire, que les faits reprochés étaient susceptibles d'entraîner une condamnation criminelle et que les auteurs pourraient donc relever de la cour d'assises.

C'est le 16 février dans la soirée que Pascal Mary, vingt ans, caporal au 13<sup>e</sup> BCA, accompagné de deux autres militaires de cette unité, Stéphane Bellanger, dix-neuf ans et Jean-Marc Garcia, vingt-deux ans, chargés de faire le guet, avait fait irruption dans le café de M. Salah Boudhefar à Chambéry et avait tiré plusieurs coups de feu avec un fusil de chasse. L'un des consommateurs, M. Mustapha Chabaoui, avait été grièvement blessé. « Je n'aime pas les Arabes », avait dit Pascal Mary pour expliquer son geste (le Monde, du 18 février). Il devait être, dans ces conditions, inculpé de violences avec arme et préméditation, c'est-à-dire d'un délit relevant du tribunal correctionnel, ses deux compagnons étant poursuivis pour complicité.

Mais à l'audience de jugement, le 14 septembre, les parties civiles qui, outre la victime, étaient le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue des droits de l'homme et le Comité de solidarité avec les travailleurs immigrés avaient plaidé l'incompétence de la juridiction cor-

rectionnelle, les faits reprochés leur paraissant constituer une tentative d'homicide volontaire.

Le tribunal, après une longue délibération, a admis leur argumentation bien que le procureur de la République, M. Eric de Montgolfier, ait été d'un avis contraire en demandant en répression des délits retenus initialement quatre ans de prison dont trois avec sursis pour Pascal Mary, toujours détenu, et trois ans dont deux avec sursis pour ses complices.

La déclaration d'incompétence du tribunal est évidemment susceptible d'un appel du parquet.

MICHEL DELBERGHE.

### M. Dorwling-Carter avocat général à la Cour de cassation

Par décret du président de la République en date du 14 septembre 1987 publié au Journal officiel du 15 septembre, M. Marcel Dorwling-Carter, procureur général près la cour d'appel d'Amiens, est nommé avocat général à la Cour de cassation.

[NE le 29 janvier 1924 à Fort-de-France (Martinique), M. Dorwling-Carter a effectué une grande partie de sa carrière outre-mer, à Madagascar et au Maroc. Nommé procureur de la République adjoint à Lille, il fut ensuite avocat général à la Cour de sursis de l'Etat. Avocat général à Paris, il requit et obtint en 1980, devant la cour d'assises, la condamnation à mort de Philippe Maurice et occupa le siège du ministère public lors du procès des accusés impliqués dans l'affaire de Broglie où il critiqua violemment l'instruction conduite par M. Guy Floch. Nommé procureur général à Amiens en 1982, M. Dorwling-Carter avait été membre de la commission créée par Robert Badier pour examiner l'opportunité de réorganisation des audiences.

**OFFICIERS MINISTÉRIELS  
VENTES  
PAR ADJUDICATION**  
Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-86

**OFFICE NOTARIAL, BP 21, Argenteuil-Croix (93200) - Tél. 34-24-08-02**  
ADJUDICATION en l'état, le samedi 26 SEPTEMBRE 1987, à 15 h  
**BELLE RÉSIDENCE BOURGEOISE**  
360 m<sup>2</sup> habitables + logt. gardien  
PARC 5 000 m<sup>2</sup> bordant la rivière  
à 1 km 1/2 CENTRE ARGENTEUIL

Vente /licitation, Pal. Just. Paris, Lundi 5 octobre 1987 à 14 heures  
**LOGEMENT à PARIS 20<sup>e</sup>**  
Avec cave - 30 m<sup>2</sup> de la Réunion - 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Pcs - M. à P. 70 000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> CANTIN, avocat, 8, r. Roger-Bacon - Paris 17<sup>e</sup>, Tél. 40-55-07-64.

Vie s. main Palais Justice Nanterre (92), Jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1987 à 14 h  
**APARTEMENT à ASNIÈRES (92600)**  
22, rue Albert-L. Rez-de-cha. 2<sup>e</sup> pces ppables avec cave  
M. à P. : 40 000 F. S'adresser à M<sup>re</sup> WESLIN, avocat postulant, 7, avenue de Madrid à Neuilly-sur-Seine (92200), M<sup>re</sup> H. MANSION, avocat, 24, avenue Victoria à Paris-16, Tél. : 42-36-77-58.

Vente sur surenchère au Palais de justice de Nanterre  
le JEUDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1987 à 14 heures  
**PAVILLON à TRELISSAC (Dordogne)**  
Près de PÉREUX - L'Éclair - LE LIBOURNEAU -  
portant le n° 13 avec un GARAGE INDIVIDUEL  
MOISE A PRIX : 45 000 F. S'adresser à M<sup>re</sup> Olivier GOUAT, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 2, rue de la Réunion, 92600, Neuilly-Malmaison, Tél. : 47-51-90-86 ;  
M<sup>re</sup> Marcel WESLIN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 7, avenue de Madrid, 92200 Neuilly-sur-Seine.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY**  
(91), rue des Mazures, Mardi 29 SEPTEMBRE 1987, à 14 h  
**UN PAVILLON à LA VILLE-DU-BOIS (91)**  
18, rue des Callabaudes  
compr. : s/sol complet, rez-de-cha. entrée, cuis., salons, s.-b.-manger.  
Bureau, s. d'été - 1<sup>er</sup> étg. 4 ch. dépay. w.c. - s'adresser à 10 h.  
**MOISE A PRIX : 700 000 FRANCS**  
avec faculté de reprise d'un quart ou d'un tiers en cas de non achèvement.  
Enchères par minist. d'avocat au barreau d'ÉVRY - S'adr. à SCP  
VASLOT BOURGEOIS VIAL, avocats au barreau d'Évry, 61, rue  
Saint-Spire à CORBEIL - Tél. : 64-96-24-68 - Au Greffe du T.G.I. d'ÉVRY, où le  
cabinet des charges est déposé.

**VENTE S/SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS**  
LE LUNDI 28 SEPTEMBRE 1987, à 14 heures  
EN DEUX LOTS  
**DANS UN IMMEUBLE, SIS à PARIS 17<sup>e</sup>,  
4, rue de Montenotte**  
Premier lot de la vente  
**UN APPARTEMENT**  
Situé au 4<sup>e</sup> étage  
porte gauche  
Mise à prix : 120 000 F.  
Mise à prix : 120 000 F.  
Pour tous renseignements : s'adresser à la S.C.P.  
SCHMIDT, DAVID, GUBERNE, avocats, 76, avenue de Wagram  
à PARIS 17<sup>e</sup>, Tél. : 47-63-29-24.

**VENTE SUR LICITATION au Palais de justice de Paris**  
le LUNDI 5 OCTOBRE 1987, à 14 h - EN 6 LOTS  
**205, bd MALESHERBES - PARIS (17<sup>e</sup>)**  
1<sup>er</sup> APPART. de 5 P. PRINC. au rez-de-cha. - M. à P. 450 000 F.  
2<sup>e</sup> APPART. de 5 P. PRINC. au 1<sup>er</sup> ét. gche - M. à P. 600 000 F.  
3<sup>e</sup> APPART. de 5 P. PRINC. au 2<sup>e</sup> ét. gche - M. à P. 600 000 F.  
4<sup>e</sup> APPART. de 5 P. PRINC. au 3<sup>e</sup> ét. gche - M. à P. 600 000 F.  
5<sup>e</sup> CHAMBRE au 4<sup>e</sup> étage sur cour - M. à P. 10 000 F.  
6<sup>e</sup> 2 CHAMBRES au 4<sup>e</sup> étage sur rue - M. à P. 20 000 F.  
S'adresser à la SCP LAMOTTE, avocats à Paris (7<sup>e</sup>), 100, rue Saint-Dominique, Tél. : 45-55-71-44 ; M<sup>re</sup> Y. LAURIN, avocat à Paris (8<sup>e</sup>), 10, rue de l'Isly ; M<sup>re</sup> A. PUGLIESI CONTI, avocat à Paris (6<sup>e</sup>), 88, boulevard Raspail ; tous avocats près du Tribunal de grande instance de Paris. Pour visiter, le 28 septembre de 10 h à 12 h, pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> lots. Le 29 septembre de 10 h à 12 h pour les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lots.

### Nouveau débat sur les sucres de synthèse

#### La concurrence n'est pas un « intérêt légitime »

Les laboratoires Searles, fabricants d'un sucre de synthèse vendu uniquement dans le réseau pharmacologique, ont été déboutés, mercredi 16 septembre, de l'instance qu'ils avaient engagée devant le tribunal civil de Paris afin de faire interdire à seize Centres Leclerc de continuer à distribuer un produit similaire fabriqué par la Société d'application et de recherche en pharmacologie phytothérapique (SARPP).

Ce même litige avait été tranché le 18 février 1987 par la cour d'appel de Paris, saisi en référé à la fois par les laboratoires Searles et le conseil national de l'ordre des pharmaciens. L'arrêt interdisait à la SARPP de céder son sucre de synthèse « à d'autres personnes que des pharmaciens », et faisait défense aux Centres Leclerc de proposer ce produit à leur clientèle car, selon les magistrats, il répondait à la définition d'un médicament.

Plusieurs Centres Leclerc ayant passé outre à ces interdictions, les laboratoires Searles les avaient assignés devant le tribunal civil en invoquant un préjudice. Le jugement rendu par la première chambre civile, présidée par M<sup>re</sup> Huguette Le Foyer de Costil, considérait, comme la cour d'appel, que le sucre de synthèse fabriqué par la SARPP est un médicament « par présentation ». Mais les magistrats en relevant que le conseil national de l'ordre des pharmaciens ne s'est pas joint à la procédure, estiment que les laboratoires Searles ne peuvent être accueillis dans leurs demandes « fautes d'un intérêt légitime ».

M.P.

● Expulsion de trois Basques espagnols. — Trois réfugiés basques espagnols, considérés comme des membres présumés de l'organisation ETA, ont été interpellés, mercredi matin 16 septembre à Saint-Jean-de-Luz, et expulsés vers l'Espagne. Il s'agit de MM. José Ramon Herrero-Inier, vingt-neuf ans ; Juan Otano-Labaca, vingt-six ans ; Jesus Arribastarica, trente ans. Ces trois nouvelles expulsions portent à quatre-vingt-dix le nombre de ressortissants basques espagnols reconduits aux frontières depuis l'adoption de la procédure dite d'urgence absolue, le 19 juillet 1986.

### Dans l'Eure

#### La thèse du suicide d'un braconnier dans une gendarmerie est contestée par la famille

La famille d'un bûcheron de Lisieux (Eure), Bruno Thierry, trente et un ans, qui, selon les gendarmes, s'est donné la mort, samedi 12 septembre, dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Lyons-la-Forêt, a déposé plainte auprès du procureur de la République d'Evreux pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». La famille, en effet, conteste la version donnée par les gendarmes au sujet de cette affaire.

Selon ceux-ci, Bruno Thierry avait été surpris, la nuit précédente, en flagrant délit de braconnage par des gendarmes de l'Office national des forêts (ONF) et trouvé porteur de deux armes à feu et d'une dague. Conduit par des gardes forestiers à la gendarmerie de Lyons-la-Forêt, il s'y serait rebellé, aurait saisi une de ces armes, et menacé un gendarme. Puis il aurait retourné l'arme contre lui, se donnant la mort en se tirant une balle dans la bouche.

Au lendemain de cette affaire, le parquet d'Evreux avait ouvert une information judiciaire pour établir les causes exactes de cette mort, et une autopsie avait été ordonnée.

● L'affaire du dix-septième arrondissement. — Les familles des trois adolescents interpellés et, selon leurs déclarations, maltraités par des policiers, le 31 août dernier dans le dix-septième arrondissement, se sont constituées partie civile, mercredi 16 septembre, auprès de M. Claude Grallier, juge d'instruction à Paris. Cette constitution de partie civile intervient dans le cadre de l'information ouverte à la demande du procureur de la République de Paris, le 9 septembre dernier. Deux gardiens de la paix, MM. Jacques Combar et Patrick Maillet, ont depuis été inculpés de « violences illégitimes et violences légères » par le juge d'instruction (le Monde daté 13-14 septembre).

### SCIENCES

#### Le tir d'Ariane a été « absolument parfait »

KOUROU  
de notre envoyé spécial

« Je vais vous dévoiler, car ce tir est absolument parfait », a dit M. Charles Bigot, directeur général de la société Arianeespace, au lendemain de cette dix-neuvième mission d'Ariane.

De fait, les résultats paraissent impressionnants. L'inclinaison de l'orbite atteinte pour les deux satellites de télécommunication européenne (ECS-4) et australien (Aussat K-3) a été obtenue avec une précision millimétrique que le centième de degré. La valeur du périégée, c'est-à-dire la plus basse de l'orbite (199,8 kilomètres) est celle prévue à la centaine de mètres près. Quant à la partie haute, l'apogée, elle présente une erreur de seulement 2 kilomètres pour une valeur demandée de 36 058 kilomètres.

Bien sûr, il va falloir préciser ces valeurs et dépolluer dans le détail les mesures enregistrées pendant ce vol, pour donner, le plus rapidement possible, le feu vert au prochain lancement Ariane, porteur du satellite de télévision allemand TV-SAT, dont le tir doit avoir lieu le 12 novembre. Mais il apparaît déjà qu'un tir d'Ariane « a rarement été aussi bon », ce qui ne peut que satisfaire les clients. Car plus la mise en orbite des satellites est précise, moins les corrections à apporter sont nécessaires, et plus la durée de vie des engins augmente.

Qui s'en plaindrait ? Certainement pas la société australienne Aussat, propriétaire d'un des satellites lancés, pas plus que l'Organisation européenne de télécommunications par satellites Eutelsat, qui prendra en charge le satellite de l'Agence spatiale européenne ECS-4, dans environ six semaines.

En attendant, on met la main aux dernières opérations critiques de cette dix-neuvième mission. A savoir les mises à feu des moteurs d'apogée

des deux satellites, destinées à circulariser leur orbite à 36 000 kilomètres d'altitude. La circulation d'Aussat K3 a eu lieu le 17 septembre, à 5 heures, et devrait intervenir dix heures plus tard pour ECS-4.

Mais, désormais, le plus grand souci des responsables du programme Ariane porte sur les moyens à mettre en œuvre pour que l'incident qui a provoqué le retard du tir de près de deux heures ne se reproduise pas. Des mesures de pression erratiques et inexploitablement ont résulté d'une interférence avec un capteur de température. Le phénomène paraît aujourd'hui bien compris, et d'autant moins gênant qu'il semble a priori ne pas affecter le lanceur, mais plutôt un circuit de mesures au sol.

J.-F. A.

### Satellite et bureaucratie

Quatre mille pages à remplir pour utiliser un pas de tir ! Après les succès d'Ariane, les compagnies privées américaines susceptibles de lancer des satellites, qui doivent pour cela accéder aux installations de la NASA ou à celles du Pentagone, se plaignent des « inaptitudes de la bureaucratie » et des exigences gouvernementales en matière d'assurance.

M. Alan Lovelace, vice-président de General Dynamics, a expliqué dans une audition au Congrès qu'on lui demandait des tonnes de documents à l'occasion de quatre ou cinq pages suffisait. Et l'un de ses concurrents s'est plaint des coûts d'assurance exigés par le Pentagone « qui rendent nos prix non compétitifs avec les tarifs subventionnés de la concurrence étrangère ». — (AFP).

## re

existants, des réseaux dans tous les pays de l'actuelle majorité, mélange de près de trente ans de politique active ; une volonté tendue vers un seul but, prête à égarer ses amis comme lorsque, au lendemain du 16 mai 1986, il qualifie de « grotesques » les conditions de formation du gouvernement actuel par lequel, pourtant, des proches de Raymond Barre.

Une campagne loyale, il y a eu. Mais s'il le faut, il pourra rendre coup pour coup, quitte à compléter la tâche de ceux qui continueront à collaborer avec Jacques Chirac au gouvernement. S. Raymond Barre gagne, le plus bel avenir lui est promis. S'il perd, il pourra peut-être terminer son second mandat, en chassant depuis plusieurs années, il le dit. « Il n'y a pas de la politique dans la vie ». Dans la carrière, il ne l'a guère montrée. Mais au fond de lui-même, il est le plus comme son patron : pour être plus souvent chez lui, retiré dans ses livres, profiter de sa famille, de ne serait pas une punition.

Th. B.

## du RPR

mière responsables de l'action du gouvernement. Comment pouvez-vous alors critiquer cela ?

Le problème fondamental ne me paraît pas être de se distinguer du RPR, c'est à l'ensemble des différences entre les deux futurs candidats de la majorité. Raymond Barre a dit récemment qu'il n'était pas un candidat de circonstance. C'est une attitude parfaitement loyale. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite.

La loi de ce qui concerne les droits de la personne, mais poursuivie que la commission d'enquête parlementaire d'aujourd'hui ne peut pas le faire. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite.

« L'FLNC ne se prive pas de les activer. Le premier, l'abbé dominiot nationaliste U Ribumbi du 11 septembre, avait fait mention, au côté du légionnaire Gérard Pelletier, du nom de Jean-Pierre Bora, personnage connu dans l'île pour être à la fois un trümpf et un activiste antinationaliste de France, l'excroissance du Service d'action civique (SAC) utilisé par le pouvoir à la fin des années 70.

## honneur des droits de l'homme

### trier au Panthéon

Paul Cassin ou le Conseil national de la République, mais poursuivie que la commission d'enquête parlementaire d'aujourd'hui ne peut pas le faire. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite. Mais elle n'est pas toute hypocrite.

● Expulsion de trois Basques espagnols. — Trois réfugiés basques espagnols, considérés comme des membres présumés de l'organisation ETA, ont été interpellés, mercredi matin 16 septembre à Saint-Jean-de-Luz, et expulsés vers l'Espagne. Il s'agit de MM. José Ramon Herrero-Inier, vingt-neuf ans ; Juan Otano-Labaca, vingt-six ans ; Jesus Arribastarica, trente ans. Ces trois nouvelles expulsions portent à quatre-vingt-dix le nombre de ressortissants basques espagnols reconduits aux frontières depuis l'adoption de la procédure dite d'urgence absolue, le 19 juillet 1986.

**L'ANGLAIS...  
UN PROBLÈME ?**  
Pour moins de 250 F  
LES COURS DE LA SEC



## Société

En dépit d'une réglementation vieille de dix ans

## L'interdiction de fumer n'est guère respectée dans les lycées

« Si vous continuez à fumer, j'ai une promotion en sapon du Canada », lançait le croque-mort à Lucky Luke, son éternelle cigarette aux lèvres.

En 1980, le cow-boy le plus célèbre de la bande dessinée entamait une cure de désintoxication, sur une affiche diffusée massivement dans les écoles. C'était l'une des conséquences des campagnes anti-tabac menées dans le sillage de la loi Veil du 9 juillet 1976, et de son décret d'application concernant les établissements scolaires (1).

Ce texte, toujours en vigueur, ne présente pas d'ambiguïté : dans les écoles et collèges publics et privés, dit-il, « il est interdit de fumer dans les locaux fréquentés par les élèves pendant la durée de cette fréquentation ». Dans les autres établissements, les lycées en particulier, le règlement intérieur, adopté par le conseil d'administration « désigne les locaux où s'appliquent l'interdiction de fumer ». Des amendes de 40 F à 80 F sont même prévues pour les contrevenants.

Le décret préparé par M<sup>me</sup> Michèle Barzach (le Monde du 17 septembre) pourrait aller beaucoup plus loin : interdire, par exemple, le tabac dans les salles de professeurs traditionnellement enfumées ? Empêcher les lycéens d'allumer un « clop » entre deux cours ?

Au ministère de l'éducation nationale, on précise que la décision annoncée par le ministre de la santé « n'émane que d'elle », et l'on rappelle l'existence d'une réglementation stricte en la matière. M<sup>me</sup> Barzach admet « griller » M<sup>me</sup> Monory et M<sup>me</sup> Alliot-Marie, secrétaire d'Etat, chargée de l'enseignement, et en particulier de la santé scolaire, sur le terrain de la lutte antitabac, devenu champ de bataille politique.

Mais l'essentiel n'est-il pas de rappeler l'existence de dispositions légales et réglementaires, trop souvent oubliées ?

En 1984, l'éducation nationale était déjà revenue à la charge en demandant aux inspecteurs de « s'assurer que les maîtres » respectaient bien la réglementation dans les écoles, et en conseillant aux proviseurs d'inscrire à l'ordre du jour d'une séance du conseil d'administration un débat sur l'usage du tabac, afin de sensibiliser l'administration, les enseignants, les parents et les élèves, qui sont représentés dans cette instance.

Mais cela ne suffit pas : 83 % des lycéens reconnaissent qu'il est permis de fumer dans leur établissement (2). Certes, les jeunes Français fument aujourd'hui moins que dans les années de l'après-68. 20 % des lycéens déclarent fumer régulièrement, et 15 % « de temps en temps », soit au total 35 %, contre 46 % au moment de la première réglementation antitabac, voici dix ans. Mais ils continuent de commencer tôt — treize ans, en moyenne. De plus en plus tôt même, selon les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana (le Monde du 3 septembre), qui notent « qu'à consommation égale, le risque de décès dû au tabac est deux fois plus élevé s'il (le jeune) a commencé à fumer à quinze ans, que s'il a commencé à vingt ans ».

## Une action en profondeur

Reste donc à faire passer le message auprès des jeunes, afin que la réglementation présente et future soit mieux respectée. De nombreux organismes spécialisés mènent régulièrement des campagnes d'information sur les dangers du tabac et cherchent à remettre en question l'image valorisante du fumeur (3).

Le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) intervient depuis 1979, notamment en éditant un matériel pédagogique destiné aux élèves des classes de CM 2, sixième et cinquième. Dans quelques lycées fonctionnent des « clubs santé » où élèves, enseignants, médecins scolaires, infirmières et surveillants, volontaires, peuvent se réunir pour aborder tous les problèmes liés au mode de vie (santé, sexualité, hygiène, diététique). Les voies de la prévention passent sans doute par la multiplication de ce type d'initiative locale, actuellement peu valorisée par le système éducatif, plutôt que par une interdiction formelle, sirot placardée, sirot oubliée, et difficile à faire respecter étant donné le petit nombre de surveillants.

Parents d'élèves et enseignants semblent s'accorder sur ce point. La FCPE, qui reproche à M<sup>me</sup> Barzach le caractère « tapageur » de son intervention, préfère « une action éducative en profondeur », et souligne que l'interdiction doit s'appliquer aussi aux enseignants.

Quant aux professeurs de secondaire, du SNALC, ils estiment que le problème doit être réglé dans

chaque établissement et reconnaître que l'interdiction de fumer coupe le monde enseignant en deux. Mais pas selon les critères syndicaux ou politiques habituels...

Au lycée Paul-Eluard, de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), ce sont les plaintes des agents de service las de ramasser les mégots qui ont, l'an dernier, provoqué un débat en conseil d'administration, au cours duquel une unanimité de principe s'est faite contre le tabagisme. A la rentrée, la direction de l'établissement a fait de toutes les classes de seconde pour rappeler et expliquer l'interdiction de fumer. « Contrairement à ce qui s'est passé voilà quelques années, aucun élève n'a protesté », note M. Oswald Duenas, le proviseur adjoint, lui-même ancien fumeur repenti, qui approuve l'interdiction du ministre de la santé. Son établissement dispose de vastes espaces verts où l'interdiction de fumer n'a pas de sens ; mais on y envisage de décréter « zone non fumeur » l'une des deux salles de professeurs, pour donner l'exemple.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Décret du 12 septembre 1977.  
(2) Sondage réalisé en juin 1987 et publié par le mensuel *Phosphore* de septembre. Lire aussi l'enquête « Santé : comment vont les lycéens » parue dans le *Monde* de l'éducation de septembre 1987.  
(3) Comité national contre le tabagisme ; Comité national contre les maladies respiratoires ; Ligue nationale française contre le cancer ; Fédération nationale de cardiologie ; Comité français d'éducation pour la santé.

## M. Ballardur : pas de hausse de la fiscalité sur le tabac

Dans un communiqué publié le mercredi 16 septembre, M. Edouard Ballardur, ministre de l'économie et des finances, indique, au sujet du prix du tabac, que « aucune mesure ne figurait dans le budget visant à augmenter la fiscalité sur le tabac ». M. Ballardur précise, en outre, que « le choix d'un indice des prix de référence », relève « des seuls partenaires sociaux », et qu'avant d'envisager l'affectation de ressources nouvelles à la Sécurité sociale, il convient « d'attendre la conclusion des états généraux ».

## Au Danemark

## L'augmentation du prix des cigarettes n'a pas découragé les fumeurs

COPENHAGUE de notre correspondante

En matière de tabac, le Danemark détient deux records européens : celui des prix les plus élevés pour les cigarettes, cigares, etc., et celui de la densité maximum de fumeurs par rapport au chiffre de sa population (cinq millions d'habitants). Actuellement, un paquet de vingt cigarettes de la marque la plus ordinaire coûte à Copenhague 25,30 couronnes (21 F). Sur cette somme, le Trésor prélève 22 couronnes (18,75 F) sous forme de taxes et surtaxes diverses plus la TVA (22 % pour toute marchandise vendue au détail).

Depuis la fin de la guerre, tous les gouvernements, ont augmenté régulièrement les taxes sur le tabac. Ces interventions fiscales ne leur ont jamais été inspirées par le souci de la santé ou du bien-être de leurs administrés mais pour boucher des trous budgétaires.

Curieusement, ces hausses répétées n'ont eu aucune influence sur la consommation. Au contraire, dirait-on... « Plus les cigarettes sont chères et plus nous fumons », ironise récemment un commentateur.

Le Danemark est en effet, avec la Suisse, le pays européen où l'on fume le plus. 55 % des hommes et 47 % des femmes. La consommation moyenne de cigarettes par tête d'habitant atteint 1 636 unités. Une consolation toutefois : la moitié des fumeurs expriment le désir de se guérir de cette habitude, et 4 % d'entre eux, d'ailleurs, ne grillent une cigarette qu'incidemment. Les plus gros fumeurs (plus de quinze cigarettes par jour) se rencontrent dans la catégorie des hommes de quarante à soixante ans.

## Mode et éducation

Mais l'augmentation de la consommation touche surtout les adolescents de quatorze à seize ans et les jeunes femmes. Chez les premiers, il s'agit évidemment de mode et d'émulation. Les secondes ont

d'autres motifs. Les psychologues viennent dans ce phénomène une conséquence de la libération féminine et de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. Pour celles-ci, fumer serait un moyen de lutter contre le stress ou la timidité. Il semble que la reine Margrethe, qui, en dépit des critiques dont elle est constamment l'objet, fume en public (elle commande ses cigarettes en Grèce), puisse être rattachée à ce groupe-là.

Au Danemark comme ailleurs, le tabagisme est depuis de très longues années au cœur de débats passionnés. Les trois partis de gauche et les radicaux ont déposé, l'hiver dernier, un projet de loi visant à imposer une interdiction totale de fumer dans tous les lieux publics. Contre toute attente, ce texte a été repoussé par 81 voix contre 67 et 37 abstentions (le Monde du 6 juin 1987) ; cette déroute a été entraînée par une série de défections de la dernière minute : chaque parti ayant laissé ses membres libres de voter selon leur conscience.

Les uns ont invoqué le respect de la liberté individuelle et mis en garde contre l'exemple de la Suède, terre des interdictions les plus absurdes... Les autres ont mis en doute les affirmations des scientifiques qui établissent un lien étroit entre le tabac et une série de maladies graves. Plusieurs experts fort respectables et compétents (un médecin, une lectrice à l'Ecole supérieure de pharmacologie) ont souligné dans la presse qu'on ne disposait aujourd'hui d'aucune preuve sur la nocivité réelle du tabac.

Et certains ont craint que l'interdiction de fumer parviendrait à briser les âmes faibles, les nerveux, les déprimés, à avoir recours à des euphorisants de remplacement plus dangereux que la cigarette (drogues, amphétamines, doses plus fortes d'alcool, etc.).

Enfin, l'argument massue a été présenté par les économistes, qui ont calculé que la consommation de tabac rapportait plus aux caisses d'Etat qu'elle ne lui en coûtait ! D'après un rapport de M. Peter Ellemann-Jensen, de l'université

d'Odense (Institut d'économie sociale et de prévention des maladies), les dépenses de soins pour les victimes du tabac ainsi que les pensions d'invalidité et les allocations chômage qui leur sont accordées, plus le manque à gagner sous forme de baisse de recettes sur les tabacs, s'élèveraient à 2 milliards de francs (11 millions de couronnes). En revanche, les revenus tirés des taxes sur le tabac plus... les économies importantes de pensions de vieillesse découlant de la mort prématurée des fumeurs (les experts ont le sang froid) s'élèveraient à 7 milliards 403 millions de couronnes, d'où un bénéfice net de plus de 5 milliards de couronnes.

## Contrebande florissante

Aujourd'hui personne ne croit plus à l'efficacité d'une nouvelle hausse du prix du tabac. L'expérience a montré en effet que les Danois sont de plus en plus habiles à trouver des moyens détournés pour se procurer des cigarettes à bon marché. Ils sont chaque semaine des dizaines de milliers à passer la frontière allemande au sud du Jutland pour en rapporter des cartons de leur marque de cigarettes préférée (le prix du paquet en RFA équivaut à 12,5 couronnes, quel gain !). Ils sont aussi des milliers à acheter des cigarettes dans les boutiques « hors taxes » des aéroports au cours des voyages charniers et sur les lignes de ferry-boats (étant donné le bas prix des abonnements pour le troisième âge, certains retraités se sont fait une spécialité des aller-retour pour acheter des cigarettes sur le bateau). Et une contrebande — très payante — fleurit le long de la côte de la Baltique. Les navires de tabac danois exportent des cigarettes en Pologne qui reviennent à leur point de départ la nuit, sur des vedettes rapides, clandestines, avec la bénédiction des dirigeants polonais, qui ont besoin de devises fortes. Régulièrement le gouvernement de Copenhague demande à celui de Varsovie de faire cesser ce trafic. Sans aucun résultat.

CAMILLE OLSEN.

## RELIGIONS

Une campagne contre le recteur Cheikh Abbas

## La communauté musulmane est divisée sur le rôle de la Mosquée de Paris

Cheikh Abbas, victime de « désinformation » ? Le recteur de la Mosquée de Paris a décidé, le mercredi 16 septembre, de riposter à la campagne menée contre lui par une partie de la communauté musulmane. A la suite d'un interview publié dans l'édition du 17 du Monde du 5 août et reprise dans le Monde du 6 août.

Le recteur Cheikh Abbas avait, en effet, déclaré que « la multiplication des mosquées en France a un côté négatif : nous ne maîtrisons pas comme il faut leur développement. (...) Les gens qui les animent ne sont pas à la hauteur. Ils n'ont qu'un souci en tête : au-delà de l'intégrisme, c'est se remplir les poches ».

Rival de la Mosquée de Paris dans les efforts de regroupement de la communauté musulmane, la Fédération nationale des musulmans de France, créée en 1985, présidée par un Français converti, M. Daniel Youssef Leclerc, réusissant cent dix associations, s'est immédiatement sentie visée. Elle a fait distribuer des tracts à la sortie des mosquées, dans lesquels, au nom des intérêts de l'islam qu'elle prétend « représenter et défendre », elle rappelle verbalement à l'ordre Cheikh Abbas, lui reprochant de « mettre en cause l'honnêteté des dirigeants de mosquées qu'il ne parvient pas à contrôler ».

La guerre des mosquées était-elle déclarée en France ? Faux, a répondu Cheikh Abbas dans sa mise au point du 16 septembre, où il dit avoir été mal compris. Se félicitant de la multiplication des lieux de prière et d'études islamiques, il avait voulu exprimer le regret de manquer des moyens et des cadres nécessaires pour leur animation.

## Un consistoire islamique

C'est le rebondissement d'une crise qui a éclaté il y a environ quatre ans, depuis que le gouvernement

français, hier M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, aujourd'hui M. Charles Pasqua, voulut encourager la création d'un Consistoire islamique, à l'image du Consistoire juif, permettant un meilleur dialogue entre les pouvoirs publics et l'importante communauté de trois millions de musulmans en France.

La réalisation de ce projet n'est pas pour demain. Soutenu par la Ligue islamique mondiale, émanation elle-même de l'Arabie saoudite, la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) accuse la Mosquée de Paris d'être une succursale religieuse du gouvernement algérien. M. Youssef Leclerc entend réagir « au nœudage systématique de la communauté musulmane de France par les Algériens ».

Pour lui, Cheikh Abbas et le personnel de la Mosquée ne sont que des « fonctionnaires d'Alger » qui ne peuvent absolument pas prétendre représenter les musulmans français. La FNMF regroupe des associations marocaines, tunisiennes, turques, sénégalaises, etc. et se dit empêchée de toucher la population algérienne, très majoritaire. Son président n'a guère apprécié la visite de M. Pasqua à la Mosquée de la place du Puits-de-l'Ermitte (5<sup>e</sup> arrondissement).

Cheikh Abbas garde la tête froide. Construite dès 1926, propriété de l'Association des Abous et des Lieux saints de l'islam, la Mosquée de Paris, en raison de son rôle historique et spirituel, jouit d'une légitimité de fait de la part des pouvoirs publics. Mais son recteur n'a jamais prétendu représenter à lui seul tout l'islam en France. Ses collaborateurs font valoir la diversité d'origine du Conseil d'administration des Habous, où siègent seulement quatre Algériens contre deux Marocains, un Egyptien, un Tunisien et une dizaine de Français.

Le conflit ainsi provoqué par le contrôle de la communauté musulmane et de ses lieux de prière n'est

pas près de s'éteindre. Financée par l'Arabie saoudite, une grande mosquée est en construction à la ville nouvelle d'Evry (Essonne), sous la direction de l'Association culturelle des musulmans de l'Ile-de-France, présidée par M. Méroum Qhalil, qui est l'un des membres des plus influents de la Fédération nationale des musulmans de France. Celle-ci aimerait faire de la mosquée d'Evry la concurrente de celle de Paris. En attendant, elle n'exclut pas, devant toute forme de reconnaissance officielle de la Mosquée de Paris, d'occuper pacifiquement le lieu de culte pendant la prière du vendredi.

H. T.

## SIDA

## Le Vatican pourrait annuler certains mariages

Moraliste, collaborateur à l'*Osservatore Romano*, le Père Gino Concetti, dans une interview à paraître dans un mensuel catholique italien, déclare que « si l'un des conjoints a contracté l'infection » qu'il est malade du SIDA, ou même séropositif, le mariage pourrait être considéré comme non valide. Le SIDA en tant que tel ne pourrait être invoqué comme cause d'annulation de mariage, mais la « tromperie » figure dans le droit canon en tant que motif éventuel de nullité d'un union.

D'autre part, le vice-ministre cubain de la santé, M. Hector Terry, a annoncé, le lundi 14 septembre, que toute la population de Cuba allait être soumise à un test de dépistage du SIDA. Mettant en garde ses compatriotes contre les relations sexuelles avec les étrangers, M. Terry a précisé qu'il n'était pas question d'imposer un test obligatoire aux touristes et aux diplomates en poste à Cuba. — (Reuter.)

(Publicité)

DEPARTEMENT DU RHONE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'ISERE

# CONTOURNEMENT EST DE LYON

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

(Arrêté du 27 Août 87)

**VOIE NOUVELLE entre A42 et A43** (ex. CD. 300) section Vaulx en Velin - St Priest  
Communes de Vaulx en Velin, Déolens, Meyzieu, Chassieu, Genas, St Priest (Rhône).

Enquête préalable — à la Déclaration d'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX — à la MODIFICATION du Plan d'Occupation des Sols de la Communauté Urbaine de Lyon — secteur Est — et de la commune de Genas — à l'ATTRIBUTION DU CARACTERE de ROUTE EXPRESS à la section de voie comprise entre A42 et le CD.29 dév.

Deux Enquêtes Publiques sont ouvertes à la PREFECTURE DU RHONE : Direction Départementale de l'Équipement - Service Grands Projets 33, rue Moncey Lyon 3<sup>e</sup> - du 5 octobre 1987 au 1<sup>er</sup> décembre 1987 inclus.

Le public pourra prendre connaissance sur place du dossier de chaque enquête, chaque jour ouvrable de 9 h 30 à 12 h 45 et de 14 h 00 à 16 h 00 - ainsi que le samedi 7 novembre 1987 de 9 h 00 à 12 h 00 et le samedi 21 novembre 1987 de 14 h 00 à 16 h 00.

Un dossier sera déposé à l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon, et dans les Mairies concernées par le projet. Le public pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture indiqués ci-dessous :

Hôtel de la COURLY : jours ouvrables 9 h 00 - 16 h 00

Vaulx en Velin	: jours ouvrables	9 h - 17 h
Déolens	: samedi	8 h 30 - 12 h
	: jours ouvrables	8 h - 12 h 30
		13 h 30 - 16 h 30
Meyzieu	: samedi	9 h 30 - 11 h
	: jours ouvrables	8 h 15 - 17 h
Chassieu	: mardi	13 h - 19 h
	: autres	8 h 15 - 12 h
	: jours ouvrables	13 h - 17 h
Genas	: samedi	9 h - 12 h
	: jours ouvrables	9 h - 12 h
		13 h 30 - 17 h 30
St Priest	: jours ouvrables	8 h - 12 h 15
		13 h 15 - 17 h 15

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

(Arrêté des 27 Août et 3 Septembre 87)

**AUTOROUTE A46 SUD entre A43 et A7/A47** section St Priest - Ternay.  
Communes de St Priest, Mions, Corbas, Chapomay, Marennes, Simandres, Communay, Ternay (Rhône), et Chasse-sur-Rhône (Isère).

Enquête préalable — à la Déclaration d'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX — à la MODIFICATION du Plan d'Occupation des Sols de la Communauté Urbaine de Lyon — secteur Est — et des communes de Marennes, Simandres, Communay et Ternay — au RETRAIT du CARACTERE de ROUTE EXPRESS à la section de voie comprise entre St Priest et Corbas.

Deux Enquêtes Publiques sont ouvertes à la PREFECTURE DU RHONE : Direction Départementale de l'Équipement - Service Grands Projets 33, rue Moncey Lyon 3<sup>e</sup> - du 5 octobre 1987 au 1<sup>er</sup> décembre 1987 inclus.

Le public pourra prendre connaissance sur place du dossier de chaque enquête, chaque jour ouvrable de 9 h 30 à 12 h 45 et de 14 h 00 à 16 h 00 - ainsi que le samedi 7 novembre 1987 de 9 h 00 à 12 h 00 et le samedi 21 novembre 1987 de 14 h 00 à 16 h 00.

Un dossier sera déposé à l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon, et dans les Mairies concernées par le projet. Le public pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture indiqués ci-dessous :

St Priest	: jours ouvrables	8 h - 12 h 15
		13 h 15 - 17 h 15
Mions	: samedi	10 h - 12 h
	: jours ouvrables	9 h - 12 h
		14 h - 16 h
Corbas	: jours ouvrables	8 h 30 - 12 h
		13 h 30 - 16 h
Chapomay	: jours ouvrables	9 h 30 - 12 h
		16 h - 18 h 30
Marennes	: jours ouvrables	15 h - 18 h
Simandres	: mardi, vendredi	16 h 30 - 19 h 30
	: mercredi	14 h - 18 h 30
Communay	: jours ouvrables	8 h - 11 h 30
		14 h - 18 h 30
Ternay	: jours ouvrables	10 h - 12 h
		14 h - 18 h
St Symphonien	: samedi	8 h 30 - 12 h
d'Ozon	: jours ouvrables	8 h 30 - 12 h
		13 h 30 - 17 h 30
Chasse sur Rhône	: jours ouvrables	9 h - 12 h
		13 h 30 - 18 h

Les observations formulées sur les objets de chaque enquête seront consignées sur les registres d'enquête, ou adressées par écrit aux Présidents des Commissions d'Enquête.

## COMMISSIONS D'ENQUETE

**VOIE NOUVELLE entre A42 et A43.**  
M. Roger BRISOT, Président, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, retraité.  
M. Albert DEBORNE, Ingénieur des Ponts et Chaussées, retraité.  
M. René BONNETON, Notaire Honoraire, Expert foncier.

**AUTOROUTE A46 SUD entre A43 et A7/A47**  
M. Edouard BASSET, Président, Ingénieur Dossinnaire Honoraire des T.P.E., Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Lyon.  
M. Fernand BARGE, Ingénieur Dossinnaire Honoraire des T.P.E., Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Lyon.  
M. Charles ZILLOX, Géomètre Urbaniste, Expert foncier en activité.

## MEMBRES SUPPLEMENTAIRES DES DEUX COMMISSIONS

M. Albert GAZO, Ingénieur Dossinnaire Honoraire des T.P.E., retraité. M. Louis BONNETON, Contractuel A. retraité. M. Jean DURET, Chef de Section Principal des T.P.E., retraité. M. Georges MARTINEZ, Ingénieur des T.P.E., retraité.

L'un des Membres de chaque Commission d'enquête se rendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations.

Hôtel de la COURLY : lundi 27.11.87 de 13 h à 16 h.

Vaulx en Velin	: mardi	24.11.87 de 15 h à 18 h
Déolens	: mercredi	25.11.87 de 15 h à 18 h
Meyzieu	: jeudi	26.11.87 de 15 h à 18 h
Chassieu	: vendredi	27.11.87 de 15 h à 18 h
Genas	: lundi	30.11.87 de 15 h à 18 h
St Priest	: mardi	1.12.87 de 15 h à 18 h

St Priest	: mardi	1.12.87 de 15 h à 18 h
Mions	: samedi	28.11.87 de 10 h à 12 h
Corbas	: jeudi	26.11.87 de 14 h à 17 h
Chapomay	: lundi	30.11.87 de 15 h à 18 h
Marennes	: vendredi	25.11.87 de 15 h à 18 h
Simandres	: mercredi	24.11.87 de 15 h à 18 h
Communay	: mardi	23.11.87 de 15 h à 18 h
Ternay	: vendredi	20.11.87 de 15 h à 18 h
St Symphonien d'Ozon	: jeudi	19.11.87 de 15 h à 18 h
Chasse sur Rhône	: mercredi	18.11.87 de 15 h à 18 h

Une copie des rapports des Commissions d'enquête et de leurs conclusions sur chacun des objets des enquêtes pourra être consultée par le public à la Préfecture du Rhône et dans les Mairies concernées. Toute personne intéressée pourra en obtenir communication en adressant une demande au Préfet Commissaire de la République du Rhône.

هناك من لا زال



هكذا في الأصل

# par Cheikh Abbas name est divisée quée de Paris

à Doha, l'émir du Qatar, une grande mosquée est en construction à la ville nouvelle d'Es-Salwa (Essonne), sous la direction de l'Association culturelle des musulmans de l'Ile-de-France, présidée par M. Méroun Obadi. Ce dernier est l'un des membres des plus influents de la Fédération nationale des musulmans de France. Celle-ci a même fait de la mosquée d'Es-Salwa la concurrente de celle de Paris. En attendant, elle a exclu, pour des raisons de sécurité, les personnes qui ne sont pas membres de la Mosquée de Paris, d'occuper pacifiquement le lieu de culte pendant la prière du vendredi.

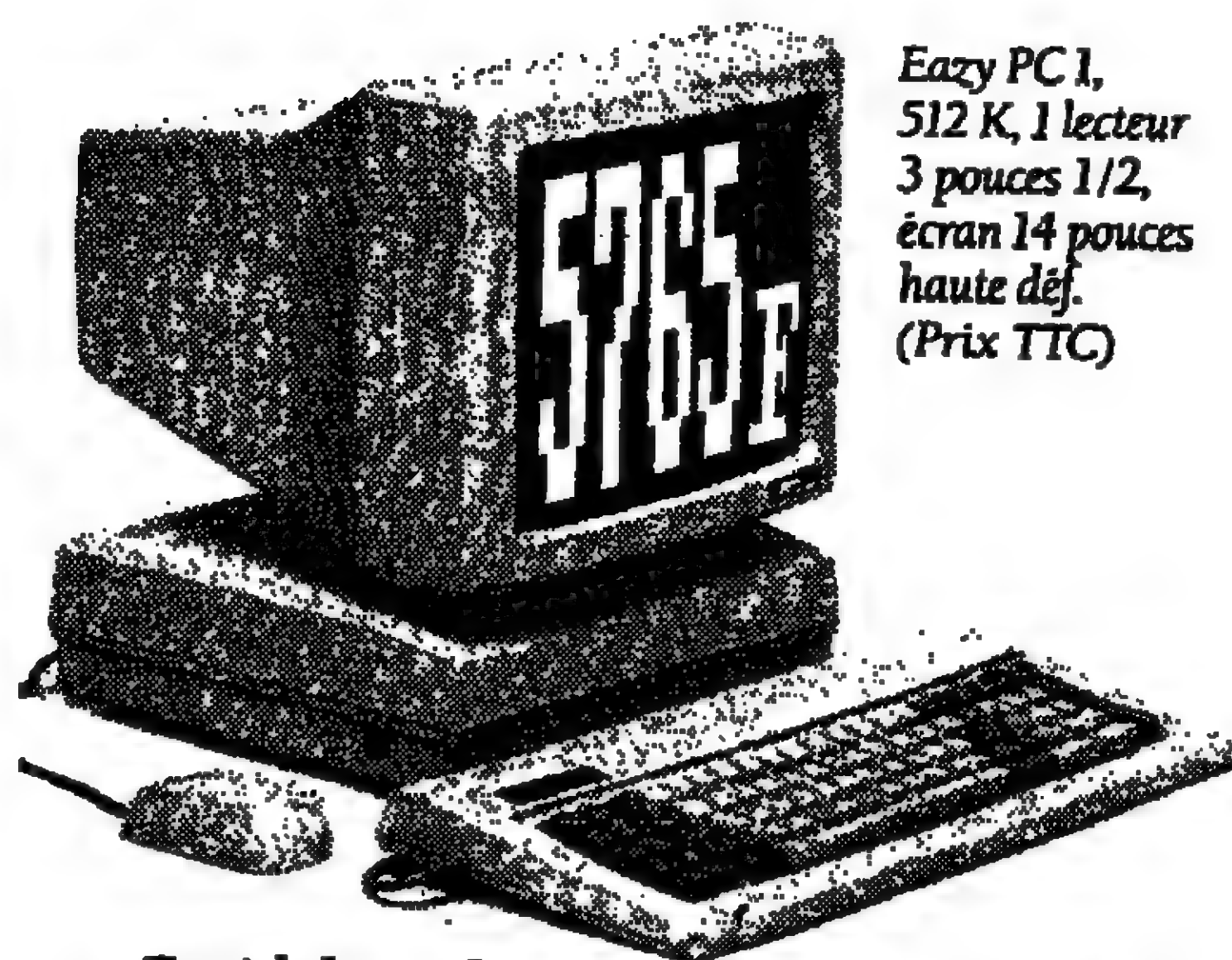
M. T.

## SIDA

### Le Vatican pourrait annuler certains mariages

Moraliste, collaborateur de l'«*Observateur Romano*», le Père Gaby Canetti, dans une interview à paraître dans un mensuel catholique italien, déclare que «*si un des conjoints a contracté le SIDA, qui est considéré comme une maladie mortelle, le mariage pourrait être considéré comme non valide*». Le SIDA en tant que tel ne pourra être invoqué comme cause d'annulation de mariage, mais la «*maladie mortelle*» figure dans le droit canon en tant que motif éventuel de nullité d'une union.

D'autre part, le vaticanisme cubain de la santé M. Hénrik Terry a annoncé, le mardi 14 septembre, que toute la population de Cuba était soumise à un test de dépistage du SIDA. Mettant en garde les cubains contre les risques de contamination sexuelle avec les touristes, M. Terry a précisé que les questions d'importation de médicaments et de matériel médical étaient en passe d'être résolues.



Eazy PC 1, 512 K, 1 lecteur 3 pouces 1/2, écran 14 pouces haute déf. (Prix TTC)

Zenith lance le micro-ordinateur compatible, de qualité professionnelle (Zenith oblige), l'Eazy PC.

Comme son nom l'indique, Eazy est un ordinateur facile à utiliser.

Finis la longue étude devant l'écran noir du manuel d'utilisation. Eazy s'apprend en trente minutes et tout le monde peut l'apprendre.

Pourquoi?

Parce qu'Eazy va vous prendre en charge, vous expliquer comment il fonctionne et tout ce que vous pouvez en tirer, tant en usage domestique qu'en usage professionnel. Éducation qui ne prend que trente minutes.

Trente minutes au terme desquelles vous serez familiarisé avec ce qui, trente minutes plus tôt, vous semblait inaccessible: l'informatique.

Et quand vous saurez qu'Eazy ne coûte que 5 765 F, alors vous n'aurez plus de raison de vous en priver.

Zenith 167-169, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre.

Et pour recevoir une documentation et la liste de nos distributeurs agréés, 2 minutes suffisent, téléphonez au (1) 42.43.43.00.

**ZENITH** data systems  
70 ANS D'AVANCE

**Si, en trente minutes, vous ne savez toujours pas utiliser l'Eazy PC, c'est que vous ne l'avez pas branché.**



DEPARTEMENT DE L'EST DE LYON

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

(Article des 27 Août et 3 Septembre 1987)

OTOROUTE A 46 SUD entre A 43 et A 7, A 47

Le 18 septembre 1987, le Département de l'Est de Lyon a été avisé par le Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes, que le projet de construction d'une autoroute à 4 voies, entre l'A 43 et l'A 7, A 47, nécessitant l'expropriation de terrains appartenant à la Région Rhône-Alpes, a été soumis à l'avis public.

Le projet de construction de cette autoroute a pour objet de faciliter la circulation entre les communes de Saint-Genis-Les-Bains et de Saint-Genis-Pourvoires, en évitant les congestions de la route nationale 101.

Le projet est divisé en deux sections :

- Section 1 : de Saint-Genis-Les-Bains à Saint-Genis-Pourvoires, d'une longueur de 1,5 km.
- Section 2 : de Saint-Genis-Pourvoires à Saint-Genis-Les-Bains, d'une longueur de 1,5 km.

Le projet est soumis à l'avis public à compter du 18 septembre 1987, jusqu'au 18 octobre 1987.

Les observations et propositions doivent être adressées au Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes, 10 rue de la République, 69600 Saint-Etienne.

Le Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes se tient à la disposition des intéressés pour leur fournir toutes les informations nécessaires.

Le 18 septembre 1987, le Département de l'Est de Lyon a été avisé par le Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes, que le projet de construction d'une autoroute à 4 voies, entre l'A 43 et l'A 7, A 47, nécessitant l'expropriation de terrains appartenant à la Région Rhône-Alpes, a été soumis à l'avis public.

Le projet est divisé en deux sections :

- Section 1 : de Saint-Genis-Les-Bains à Saint-Genis-Pourvoires, d'une longueur de 1,5 km.
- Section 2 : de Saint-Genis-Pourvoires à Saint-Genis-Les-Bains, d'une longueur de 1,5 km.

Le projet est soumis à l'avis public à compter du 18 septembre 1987, jusqu'au 18 octobre 1987.

Les observations et propositions doivent être adressées au Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes, 10 rue de la République, 69600 Saint-Etienne.

Le Service de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes se tient à la disposition des intéressés pour leur fournir toutes les informations nécessaires.



## Education

Dénouant l'« incompétence » et l'« ignorance du ministre de l'éducation nationale

## M. Chevènement critique violemment la politique de M. Monory

« Incompétence politique et administrative », « Dérail, mais ne sait pas construire », « Se moque du monde ». Les sévères appréciations portées par M. Jean-Pierre Chevènement, mercredi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, sur la copie de son successeur à l'éducation nationale sont celles d'un professeur exigeant à l'égard d'un élève inattentif et dissipé. Mais aussi d'un adversaire politique, candidat à l'élection présidentielle, qui a décidé de livrer bataille sur le terrain de l'éducation, où il s'est rendu populaire.

En proclamant sa volonté de transformer le service public de l'éducation nationale en « entreprise », estime le maire de Belfort, M. Monory a montré « une grave ignorance de l'esprit de l'institution dont il a la charge ». M. Chevènement distingue trois degrés dans l'action (ou l'inaction) de son successeur : la récupération « avec un culte étonnant » de décisions prises par la gauche, comme le plan de revalorisation de la carrière des instituteurs, la création des baccalauréats professionnels et l'augmentation des recrutements de professeurs de lycée. Il lui reproche d'avoir laissé en jachère la rénovation des collèges et le plan Informatique pour tous, d'avoir abandonné la réforme des lycées préparée en 1985 et la création des universités technologiques, d'avoir « remis en question » la loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel. M. Chevènement parle aussi de « cadeau » à l'enseignement privé et insiste sur « l'échec retentissant de M. Monory » dans l'enseignement supérieur.

M. Chevènement accompagne ses critiques d'un programme complet en matière d'éducation. Devant ses concurrents socialistes sur ce terrain, il dit la gauche « déterminée (...) à repartir d'un bon pas dans l'éducation nationale », et réaffirme l'objectif des 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat en l'an 2000 et celui de deux millions d'étudiants « d'ici à vingt-cinq ans ». Favorable à

l'ouverture d'une « large consultation » sur les lycées, M. Chevènement propose de supprimer tout recrutement dans les lycées professionnels avant la fin du collège et d'instaurer un enseignement par alternance dans des quatrièmes et troisièmes préprofessionnelles.

Il reprend les grands axes de son projet de réforme des lycées : diversification des voies d'accès aux bacs, fin de la prédominance des mathématiques, et propose un second cycle en quatre ans au lieu de trois pour les lycéens qui le souhaitent. De nouvelles formations supérieures, s'appuyant soit sur les lycées, soit sur des « premiers cycles universitaires déconcentrés », doivent selon lui être proposées aux bacheliers dans les villes moyennes non dotées d'université. M. Chevènement souhaite augmenter le recrutement d'enseignants de lycée en revenant à un système de prérecrutement analogue aux IPES, et en permettant à des cadres d'entreprise d'enseigner dans l'éducation nationale.

A l'idée d'un « plan » avancé par M. Monory, son prédécesseur oppose celle d'un « projet de loi de programmation sur le développement des lycées et de l'enseignement supérieur », qu'un gouvernement de gauche devrait « proposer sans délai au Parlement ». Mais le programme du maire de Belfort, intitulé « Un second souffle pour l'avenir », n'est concevable, précise-t-il, que si le pays retrouve les voies de la croissance économique.

[Emporté dans sa diatribe contre M. Monory l'ancien ministre de l'éducation nationale se fait le défenseur des « zones d'éducation prioritaire » et du rapport d'Antoine Prost sur les lycées, initiatives de M. Savary, et du rapport du Collège de France au président de la République, sur « l'enseignement de l'avenir », pour lesquels il n'avait pas montré d'enthousiasme excessif lorsqu'il était à la barre de l'éducation nationale. M. Chevènement accuse son successeur d'avoir récupéré « avec un culte étonnant » des décisions prises par la gauche. Mais M. Monory n'a pas le monopole du culte.]

## Sports

FOOTBALL : Bordeaux bat le Dynamo de Berlin en Coupe d'Europe

## Ferreri, nulle part et partout

Une fois n'est pas coutume : les communiqués en provenance des différents fronts européens sont porteurs de bonnes nouvelles pour les couleurs françaises. En Coupe de l'UEFA, le Toulouse Football Club a écarté, le mercredi 16 septembre, l'équipe grecque du Panionios d'Athènes par 5 à 1. En Coupe des vainqueurs de coupe, l'Olympique de Marseille a obtenu le match nul à Leipzig, face au Lokomotiv FC (0-0). Enfin, en Coupe d'Europe des champions, les Girondins de Bordeaux ont battu le Dynamo de Berlin par 2 à 0.

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

Berlin n'est pas Leipzig. Les absents du parc Lescure, dissuadés par le souvenir du broyat insipide servi par les joueurs est-allemands, l'an dernier, ont eu tort. Le football de conserve, hermétique et sans saveur, du Lokomotiv de Leipzig n'est pas une spécialité berlinoise.

Dès la première minute, le remuant Doil rappelait, d'un tir tendu de 25 mètres à Dominique Dropsy, que son équipe avait une vocation offensive. Le Dynamo de Berlin a en effet marqué 17 buts au cours de ses 3 derniers matchs en championnat et en Coupe de RDA. Avertissement sans frais : le gardien bordelais ne commet que trois autres fautes pendant la rencontre. Cependant, les bonnes dispositions des joueurs berlinois, utilisant avec vivacité toutes les balles qu'ils pouvaient grappiller au centre du terrain, ont donné le ton au match.

Autre surprise : le comportement des Bordelais. Les récents bulletins de santé donnés par Aimé Jacquet lui-même étaient préoccupants. Condition physique médiocre, manque de cohésion de l'équipe, expliquaient, selon lui, le début de saison mi-février, mi-mars de Bordeaux,

déjà vaincu à trois reprises en 10 matches de championnat. La courte défaite (1-0) concédée à Monaco n'avait qu'imparfaitement rasséné le coach bordelais, pour qui « la qualité principale en Coupe d'Europe, c'est d'être prêt physiquement, sinon on n'a aucune chance de faire un résultat ».

Certes, le rythme des Girondins s'est essouffé en fin de match, à cause d'une chaleur asphyxiante malgré l'heure tardive. Mais le match est demeuré haletant jusqu'à l'annonce du dernier quart d'heure. Par quel coup de baguette magique les Girondins ont-ils retrouvé leur punch mercredi soir ?

Les supporters ultras du virage sud ont risqué un début de réponse en scandant à plusieurs occasions le nom de Ferreri. Le joueur a réglé le public de son talent. Sur le premier

but (46'), c'est lui qui dévie hors de portée du gardien géant Rud Walsit le tir victorieux de Dominique Bijotat, impeccable doublure de René Girard suspendu pour ce match. Un second but est l'aboutissement d'un exploit personnel (57'), une frappe très sèche du pied droit qui laisse parfois le gardien de Berlin.

Hormis ces 2 buts, Jean-Marc Ferreri a virevolté sur tout le front de l'attaque, en parfaite harmonie avec ses partenaires. Il y avait longtemps que l'ancien Auxerrois, arraché à prix d'or l'an dernier à la convoitise du Racing, n'avait réalisé un match aussi plein. A vrai dire, son adaptation au système bordelais a tardé. Il s'est souvent retrouvé sur le banc de touche assis à côté de Philippe Vercauteren.

Après avoir été couvé dès l'âge de quatorze ans par Guy Roux, l'entraîneur adjoint, très mère poule de

l'AJ Auxerre, Jean-Marc Ferreri était-il un surdoué ? Sa saison 1986-1987, la première passée hors du giron abusif, mais protecteur, du système Roux, n'avait pas été fameuse. Plus que jamais, l'international était à la recherche de sa vraie place sur le terrain. Sa progression depuis les minimes jusqu'aux espoirs se fit sans accroc au milieu du terrain, mais en équipe de France ce secteur était encombré.

Son drame est d'avoir été désigné trop tôt comme le successeur de Michel Platini. Selon Guy Roux, « Jean-Marc est un instinctif, pas un joueur de devoir. On ne transmet pas les artistes en cadres ». C'est pourquoi il en a fait en 1985 un numéro 7, aux avant-postes sur le flanc droit. A Bordeaux, une équipe d'hommes de devoir plutôt que d'artistes, il semble avoir enfin trouvé sa place, nulle part, c'est-à-dire partout en attaque.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Au tribunal de Paris

## Les « droits de péage » de M. Claude Bez

M. Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, a-t-il créé un préjudice à l'Equipe en appelant au boycottage de ce journal en octobre 1986 après avoir interdit le libre accès du stade à ses journalistes quelques mois plus tôt ? C'est la seule question à laquelle la première chambre du tribunal civil de Paris devra répondre. Mais en demandant devant cette juridiction le franc symbolique de dommages et intérêts, mercredi 16 septembre, M. Marc Louvet, avocat du quotidien sportif, a montré qu'il entendait se placer sur le plan des principes. Après avoir dénoncé « un ensemble d'agissements conduisant à tenter de faire payer les journalistes pour accéder à l'information », il a soutenu que le fait d'imposer « un droit de péage » aux journalistes était contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont l'article 19 garantit la liberté « de rechercher et de recevoir » les informations.

« Si les contribuables paient des stades, ce n'est pas pour enrichir des Barnum du ballon rond », a sou-

ligné M. Louvet avant d'affirmer : « L'information doit être étrangère à l'argent ».

Pour M. Philippe Othagaray, du barreau de Bordeaux, l'attitude du bouillant président des Girondins ne serait qu'une réponse aux comportements de l'Equipe, « monument sportif en situation de monopole ». Quant au principe du paiement des cartes d'accréditation, l'avocat ne voit là rien qui soit choquant. La délivrance gratuite de ces cartes par la Fédération française de football résulterait d'une « coutume » et si l'Equipe estimait que M. Bez avait enfreint le règlement de la Fédération, c'est devant cet organisme que le litige devait être évoqué. En considérant que M. Bez était « propriétaire de son spectacle », l'avocat affirmait : « Aucun texte n'oblige un dirigeant de groupe à faire entrer les journalistes gratuitement », avant de souligner que, de toute manière, l'Equipe n'avait pas qualité pour défendre la profession. Jugement le 14 octobre.

MAURICE PEYROT.

## Les résultats

COUPE DES CHAMPIONS

(Premier tour, matchs aller)

Bordeaux (Fr.) - Dynamo Berlin (RDA) .....	2-0
Bayern Munch (RFA) - Borussia Dortmund (RFA) .....	1-0
Bayern Munch (RFA) - Steaua Bucarest (Roum.) .....	4-0
Steaua Bucarest (Roum.) - NTK Budapest (Hongr.) .....	4-0
Malmö (Sède) - Anderlecht (Bel.) .....	0-1
Neuchâtel (Suisse) - Lazio (Ital.) .....	0-1
PSV Eindhoven (P-B) - Galatasaray (Tur.) .....	3-0
Rapide Witkovice (Tchécoslovaquie) - Sparta Prague (Tchécoslovaquie) .....	0-2
Olympique Le Havre (Fr.) - Górnik Zabrze (Pologne) .....	1-1
Auxerre (Fr.) - Juventus Turin (Ital.) .....	1-1
Lillestrem (Norv.) - Linfield (Irlande du N.) .....	1-1
Shamrock Rovers (Irlande) - Olimpia Nicosie (Chypre) .....	0-1
Benfica (Port.) - Partizan Titina (Alb.) .....	4-0
Real Madrid (Esp.) - Naples (Ital.) .....	2-0
Porto (Port.) - Sloppy (Hongr.) .....	3-0

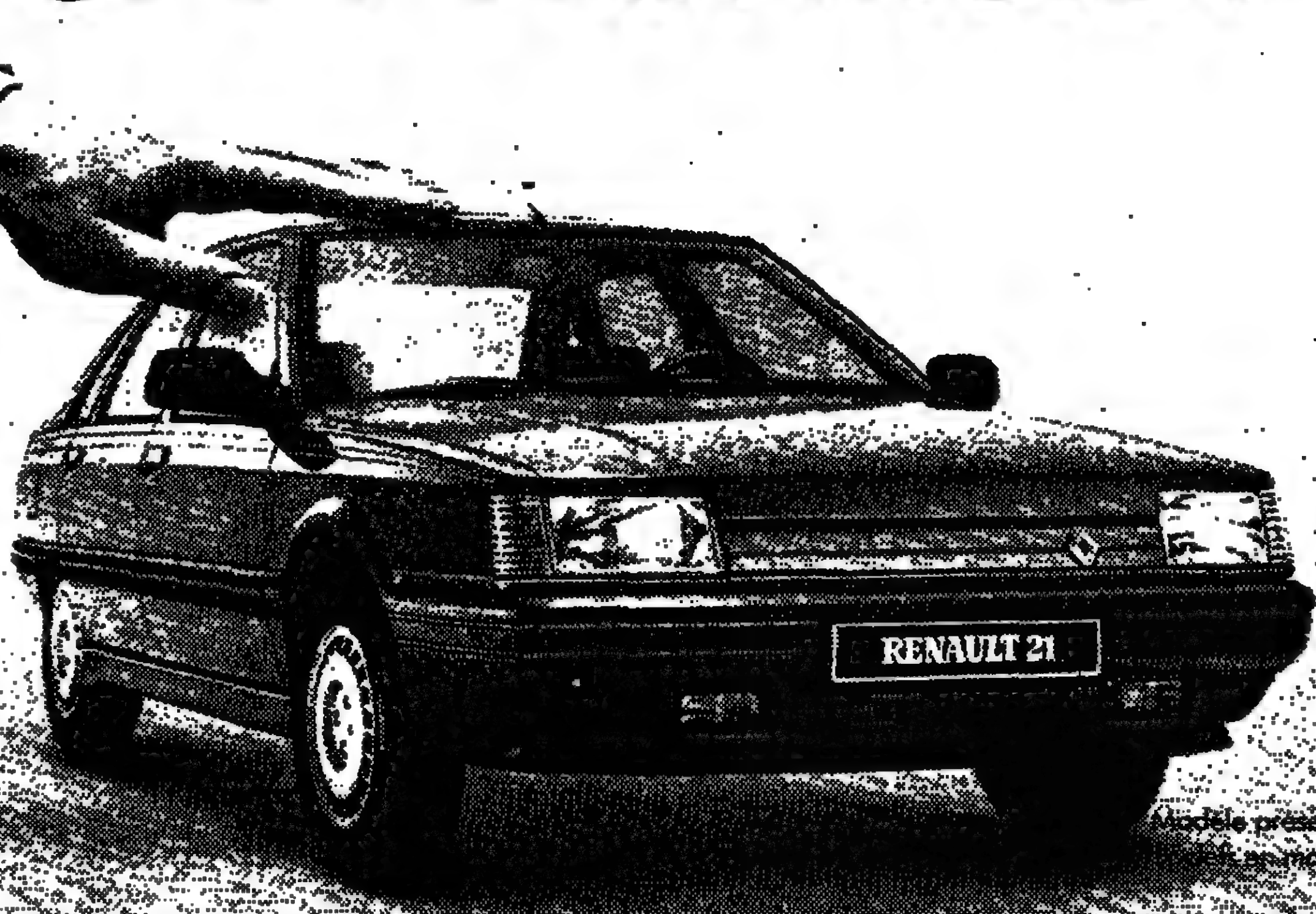
● CYCLISME : record du monde. — La Française Jeannie Longo, qui devrait tenter d'améliorer son record du monde de l'heure en altitude entre le 18 et le 20 septembre à Colorado Springs, a battu le record du monde des 5 kilomètres (piste non couverte) en 6 min 14 s 813, mercredi 16 septembre. L'ancien record était détenu depuis 1982 par la Britannique Amanda Jones en 6 min 41 s 75.

# COMMENT ROULER EN RENAULT 21 TL\* POUR 879 F PAR MOIS?

Mr. FINANCEMENT REpond:  
L.O.A. SUR 60 MOIS.

Moyennant un versement initial de 27994 F  
(dont 17496 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 10498 F de dépôt  
de garantie égal à l'option d'achat finale)  
et 59 loyers de 879 F  
Coût total en cas d'acquisition 79855 F  
Offre valable jusqu'au 31/10/87 sur toute la gamme VP  
sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail  
S.A. au capital de F 150 000 000  
51-53, Champs-Élysées, 75008 Paris.  
RCS Paris B 702002221  
Appel gratuit au 05.25.25.25

\*Prix TTC 69984 F au 17/09/87.



RENAULT  
DES VOITURES  
À VIVRE

Mr. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

هنا في ليد



# Le Monde DES LIVRES

## Le chagrin et la pitié selon James Baldwin

Julia, l'héroïne de Harlem Quartet,  
émeut comme une chanson  
de Billie Holiday

VOUS pouvez avoir tout oublié d'un roman, l'intrigue, le nom des personnages, ce qui leur advient pour finir, mais vous resterez, s'il est fort, à jamais imprégné de ses émotions et des lieux où celles-ci surgissent. Harlem, ses bars où un juke-box joue Ray Charles ou Pearl Bailey, ses avenues balayées d'un vent glacé, le Sud où sue l'angoisse dans « les rues livides de Blancs », Paris et ses hôtels du quartier Latin aux draps trempés d'amour et de larmes, tel est l'univers de James Baldwin, de même que les pas de chevaux tirant un fiacre sur les pavés enneigés de Vienne au crépuscule, ou l'aube navrée d'un homme en habit dans un palace de Monte-Carlo, constituent l'univers d'Arthur Schnitzler, dans votre mémoire.

On pleure énormément chez James Baldwin, jamais au moment où l'on s'y attend, et toujours d'une façon très intense, virile, simplement parce qu'une émotion trop longtemps contenue submerge et emporte. On fait beaucoup l'amour aussi, entre homme et femme, entre homme et homme, et les sentiments sont les mêmes, de l'amour à l'abjection. Mais c'est l'amour qui domine. Et la compassion. James Baldwin est un romancier intensément émotionnel. Quand vous refermez un de ses livres, vous

avez au fond de la gorge un goût de chagrin et de pitié pour la douleur des hommes. Il vous reste aussi le souvenir de visages, comme celui de Julia, dans Harlem Quartet, né de ces mots qui le décrivent « d'une beauté que je n'ai rencontrée que chez ceux qui ont été contraints de souffrir jusqu'à la stupefaction et au-delà ».

### Une maigreur de princesse égyptienne

Etrangement, c'est elle le personnage le plus attachant de ce roman de l'amour fraternel. Arthur Montana, le jeune frère du narrateur, est certes la figure autour de laquelle s'organise le destin de deux familles harlémites et c'est son destin à lui qui trace la parabole du livre. Mais il a quelque chose de saint-sulpicien : chanteur de gospel dans un quartier d'ami, puis soliste, et, enfin, vedette de soul, nous le savons d'emblée promis à la déchéance et à la mort, et c'est pourquoi, sans doute, nous suivons son chemin de croix avec moins de passion alerte que le trajet plus équivoque de Hall, son aîné, et de Julia, la sœur de son amant.

D'elle, à la maigreur de princesse égyptienne, d'elle, la petite précheuse habitée par le Saint-



James Baldwin vu par Imreli Jung.

Esprit et soudainement désertée par lui, d'elle violée par son père, d'elle putain pour protéger son frère, puis mannequin, puis maîtresse d'un chef africain à Abidjan après avoir aimé le narrateur et l'avoir abandonné sans jamais cesser de l'aimer, d'elle devenue l'amie calme et confiante qui redonne goût à l'existence, d'elle qui émeut comme une chanson de Billie Holiday, vous n'oublierez pas le visage, peut-être à cause de ces mots : « Parfois, elle espérait que ses caresses anéantiraient

l'horreur de ses caresses. » Il s'agit de son père. Et l'on n'a probablement jamais mieux dit l'angoisse de l'inceste subi.

James Baldwin est un romancier des années 50 et 60, des années de l'existentialisme politisé, de la lutte pour la reconnaissance de l'identité noire, de l'identité homosexuelle, des droits civiques. Elles revivent, ces années-là, dans Harlem Quartet (roman publié aux États-Unis en 1978), avec, pesant sur elles, la fatalité de l'échec et quand même une affirmation d'humanisme intact, cette conviction que « nous sommes tous, pour toujours et chaque jour, partie intégrante des autres », que l'amour seul nous fait hommes, mais aussi que « le seul moyen de ne pas avoir peur, c'est d'être trop con pour avoir peur ». Ce qui n'est, Dieu sait, pas le cas de Baldwin, romancier de « l'intransigeance terrifiée qui est la clé de la beauté », mais romancier aussi devenu, avec l'âge, un peu trop sûr de ses moyens, qui parfois tournent au brillant savoir-faire. L'émotion en prend alors quelque chose d'artificiel, un peu comme si Billie Holiday nous revenait aujourd'hui avec la sophistication de Sarah Vaughan pour chanter Strange Fruit ou God Bless the Child.

MICHEL CONTAT.

\* HARLEM QUARTET, de James Baldwin, traduit de l'américain par Christiane Besse, Stock, 439 p., 125 F.

## FÉMININ PLURIEL

### Des vies difficiles

L'Insomniaque, d'Anne-Marie Garat  
les Femmes de Brewster Place,  
de Gloria Naylor  
le Cri, de Chochana Boukhobza.

EN bon insomniaque, Simon Fernet déteste le sommeil des autres. Que la femme qui partage sa vie dorme à ses côtés alors qu'il est condamné à la veille lui semble inélegant. Pis, inesthétique. « Fernet avait peur de ce sommeil comme d'une trahison, ne parvenant à le nommer que de manière injurieuse pour l'injustice qui lui était faite. Sa colère montait », écrit Anne-Marie Garat. Tous les « experts » en insomnie se sentent solidaires de Simon Fernet et de ses manœuvres — bouger, soupirer, allumer le luminaire — uniquement destinées à réveiller celle qui commet la faute de dormir.

L'Insomniaque, le troisième roman d'Anne-Marie Garat (1), est toutefois bien plus qu'une simple réflexion sur l'impossibilité de dormir. Les insomnies de Simon Fernet ne font que rythmer son interrogation sur lui-même, sur sa vie entière, sur ce sentiment de dépossession qui le mine, « cette déflagration, cette perte de l'amour », dit Anne-Marie Garat.

A Ravenne, en plein été, dans le mausolée de Galla Placidia, Simon Fernet a cru, un instant, que sa femme, Clémence, avait disparu. Ce n'était qu'une fâcheuse illusion d'optique. Mais, à partir de là, tout s'est détraqué dans l'existence de Fernet. Dans ses insomnies, où s'aggrave sa vigilance sur lui-même, il revêt des bribes de son passé, les blessures qui l'ont amené à ce qu'il est désormais : un homme incapable d'empoigner le réel, un homme sur le bord de sa vie, qui n'en est que le témoin.

Les souvenirs de Simon Fernet sont l'occasion, pour Anne-Marie Garat, de remarquables pages sur l'enfance — une description minutieuse et délicate — et sur Mille, la première femme, fille de grands bourgeois, rendant visite aux grands-parents de Simon, — des pauvres, n'ayant à offrir que quelques « petits Lu » mis à l'abri de l'humidité dans une vieille boîte en fer. A cela s'ajoutent quelques scènes érotiques très réussies, avec l'exact dosage de suggestion et d'affirmation qui fait naître le trouble.

En conduisant Simon Fernet dans sa longue enquête sur lui-même, Anne-Marie Garat écrit, ici, son texte le plus achevé.

« Mon précédent roman, Voie non classée, était comme un canard botteux, dit-elle. Maintenant j'ai appris, d'une part, à me laisser aller au plaisir de raconter, tout en contrôlant ce que j'écris, la langue, et, d'autre part, à terminer vraiment un livre. Je sais aussi me méfier de mon amour immodéré des mots. » Anne-Marie Garat est parvenue, avec L'Insomniaque, à la maîtrise de son métier. Elle a travaillé le récit, — son déroulement, mais aussi son harmonie, sa beauté plastique — et c'est une réussite, qui devrait lui permettre de passer du succès d'estime au succès tout court.

### Six itinéraires de femmes

La tradition veut que l'on sépare les recensions de romans français et celles de livres de littérature dite « étrangère ». On se demande bien pourquoi. Ces livres sont lus dans notre langue. Il est donc parfaitement inexplicable que les romans traduits se vendent moins bien, sauf exception, que ceux écrits directement en français. D'autant qu'ils sont souvent de bonne qualité (s'ils sont publiés en français, c'est qu'ils ont déjà, à un titre ou à un autre, été remarqués dans leur langue d'origine).

C'est le cas des Femmes de Brewster Place, l'excellent premier livre de Gloria Naylor — née à New-York en 1950, — qui reçut en 1983 l'American Book Award du premier roman. Depuis, Gloria Naylor — romancière noire — a publié Linden Hills, moins bien accueilli par la critique américaine. Ce texte paraîtra prochainement en France (2).

Pour son premier roman, Gloria Naylor a réussi le subtil assemblage de six itinéraires de femmes, retracés avec délicatesse, avec sympathie, et qui, tous, aboutissent au même endroit « paumé », d'apparence sinistre : Brewster Place.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 18.)

(1) Les deux premiers romans d'Anne-Marie Garat, L'Homme de Blaye et Voie non classée sont publiés chez Flammarion.

(2) Belfond.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Eve, de Guy Hocquenghem

### Enfin un roman nécessaire !

CETTE impression jamais atteinte de profusion, de gigantisme, de métastase devant la production romanesque de la rentrée, cette sensation, si splendidement résumée par Jean Paulhan, de lire des « livres-que-c'est-pas-la-peine », en voici, lumineuse comme l'éclair sur fond de nuées grises, l'explication !

Les candidats aux prix d'automne, si brillants qu'ils se montrent, si émus, si impatients de s'exprimer, ont terriblement l'air de concourir à date fixe, de tâter du roman parce que c'est l'époque et le moment, de publier pour la seule raison que leur position dans l'édition ou les médias leur en donne le droit, pour calmer un ego en manque d'image artiste... Et soudain un livre fait éclater la nécessité qui l'a suscité et porté ! Non pas la petite envie, propre à tout écrivain, de jeter à la mer la bouteille unique de sa chère subjectivité, mais une loi imposant à tous son évidence implacable, comme celle qui guidait les héros de tragédies.

La référence aux Grecs ne vient pas seulement parce que le narrateur écrit sous la menace d'une mort scellée dans son destin dès les premières lignes, comme si un revolver glacé était posé sur sa nuque, ni parce que les dernières pages ont le poids, et l'espèce de tranquillité insoutenable, d'ultimes paroles... Nous sommes dans la tragédie parce que le virus dont meurt le héros a restitué brutalement à nos existences cette dimension dissimulée depuis l'après-guerre par le triomphalisme des savants, mais aussi parce que ces savants, notamment les biologistes, s'ils n'ont pas vaincu toutes les causes de mort précoce, ont radicalement modifié les conditions de notre naissance, donc les légendes par lesquelles, sans grand changement depuis deux mille ans, nous nous représentons la vie.

avant d'avoir la puissance d'un écrit testamentaire, Eve a celle d'une métaphore revisitant la mythologie. De l'Antiquité jusqu'à

Valéry et Gide, Narcisse n'avait d'autre ressource que de se mirer indéfiniment dans une eau plus ou moins courante, que d'aimer un reflet désespérant à force de ressemblance parfaite et docile.

La génétique des trente dernières années a rendu théoriquement possible la fabrication à retardement d'un jumeau exact et de sexe opposé ; elle a donc changé radicalement le sort de Narcisse, qui peut désormais rencontrer un autre lui-même. C'est du moins ce qu'imagine Guy Hocquenghem pour son narrateur Adam, né des expériences hitlériennes d'eugénisme dites Lebensborn, donc âgé d'au moins quarante ans. Dans l'effervescence de 1968, sa mère, ou plutôt une amie de celle-ci, comme elle lesbienne et féministe, s'est fait greffer un ovule fécondé lors de la conception d'Adam et conservé dans le froid.

Même si les biologistes chipotent, un romancier n'est plus dans la fantaisie futuriste lorsqu'il suppose qu'un quadragénaire rencontre dans le métro son double en fille de vingt ans. Narcisse peut enfin s'admirer sans le chagrin de se heurter à la glace d'une surface réfléchissante. En l'occurrence, la découverte s'enrichit d'une révélation. Homosexuel depuis l'adolescence par attachement à sa propre image, dragueur impénitent et, croit-il, puni de cela par le virus qui l'assaille, Adam va, pour la première fois de sa vie, aimer une femme, la désirer, la prendre, et souhaiter d'elle un enfant, donc satisfaire, en prime, son besoin inassouvi de paternité.

Comparé à ce prodige, la gent littéraire qu'Adam côtoie par devoir — il est écrivain — ne peut que lui paraître misérable. Il en dresse, pour commencer, un portrait cruel, comme d'ailleurs de tout ce qui ne concerne pas son amour et son mal : éditeurs futilles, critiques abrupts, foules du métro, familles routinières.

(Lire la suite page 19.)

ANNE LAGARDÈRE

Sur les thèmes traditionnels — l'amour, l'argent, la famille — voici un roman où la construction polyphonique, l'art du dévoilement progressif permettent un tour de force : les drames sont désamorcés pour mieux faire éclater la tragédie.

89 F

Editions du Seuil



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

## L'ecclésiastique et la poupée

Une sylphide fait l'éducation sentimentale et sensuelle d'un jeune abbé : tel est le thème étrange, mais nullement scabreux pour ses contemporains, de *La Poupée* de Jean Galili de Bibiena, ouvrage publié en 1747. Certes, le héros n'est « point de ces abbés qui sont revêtus du caractère auguste que leur habit représente », ni un de ces « petits maîtres à rebats », toujours munis d'un miroir, d'un soufflet à poudre et d'une « petite vergette » pour soigner les ondulations de sa perruque : c'est un tout jeune homme, fraîchement émoulu du Collège... Elle, c'est une sylphide, un de ces « âmes élémentaires » qui, avec les salamandres, les nymphes, les gnomes et les ondins, peuplent les pages de la plupart des « contes merveilleux ».

Cette poupée que le jeune abbé achète dans une boutique du Palais-Royal, manifeste rapidement des facultés propres aux Sylphes : appartenant à l'une des classes chargées de réformer les défauts particuliers des hommes, — la classe de « la fatuité abbatiale » —, la poupée, douée de vie et de parole, de chair et de raison, enseigne à son élève une nouvelle carte du tendre, un nouvel érotisme où le sentiment, la délicatesse d'âme et le respect triomphent des métaphores guerrières du libertinage de conquête. Et à chaque leçon bien comprise, la sylphide, qui eut d'abord l'aspect « enchanteur » d'une toute petite fille, croît, pousse, grandit et embellit : l'abbé, qui n'en est pas moins homme, apprécie la métamorphose... tout en regrettant vivement « cette amitié innocente dont on est transporté à la vue d'une petite fille folle, d'un physionomie fine et pénétrée de grâce ». La fable est bien tournée, le style élégant, la morale démontrée avec la plus précieuse des subtilités : Bibiena (1708-1799 ?) n'en était pas à son coup d'essai, puisque c'était déjà l'auteur d'une demi-douzaine de romans et d'une « comédie héroïque-comique » fort bien accueillies par le public.

Mais, en 1763, soit seize années après la publication de ce roman d'initiation amoureuse, qui fut son

## EN POCHÉ

● « Une prière s'élève des choses, Virgile insère la loi du travail dans l'harmonie universelle. Il enseigne un homme laborieux et, par delà, le devoir, heureux », écrit Maurice Chappaz à propos de ce merveilleux poème que sont les *Géorgiques*. Avec, en préface, un texte de Jacques Perret, dans une traduction de Maurice Chappaz et Eric Genevay, ce grand classique est réédité dans la collection « Poésie-Gallimard ». Une occasion de faire sortir Virgile des seuls manuels de version latine.

● L'islam dans sa première grandeur, huitième-onzième siècle, a été conçu à partir des cours donnés par Paul Lombard à l'Ecole normale supérieure à la fin des années 50. Mort en 1965, P. Lombard a été l'un des principaux pionniers de l'étude historique des civilisations musulmanes (« Champs », Flammarion, n° 59).

● Dans la même collection, deux autres titres : le *Marin Hedegger* de Georges Steiner, paru aux Etats-Unis en 1978 et traduit de l'anglais par Denys de Caprona (n° 174) ; de Jean Cohen, *Structure du langage poétique* (n° 30).

● Toujours dans le domaine des essais, Luce Gierd a rassemblé un certain nombre de textes de Michel de Certeau, rédigés entre 1967 et 1985 — un an avant la mort de l'historien, — sous le titre *Histoire et psychanalyse entre science et fiction* (« Folio-Essais », inédit, n° 59).

● Une nouvelle édition du *Contrat social*, de Rousseau, présentée par Jean-Louis Lecercle, dans la collection de poche des Editions sociales (« L'essentiel », n° 33).

● Paru en 1930, cinq ans avant le *Sang noir*, *Dossier confidentiel* de Louis Guilloux, est la peinture sobre du désarroi de la jeunesse pendant la guerre de 1914, embourbée dans un présent de sang et de poudre (« Les Cahiers rouges », n° 76, Grasset).

● Dans la même collection, un curieux récit de voyage, *En Patagonie*, de Bruce Chatwin, paru en France en 1979, et traduit de l'anglais par Jacques Chabert (n° 77).

● *New York Tic-Tac* : trente et une nouvelles de O. Henry — de son vrai nom William Sydney Porter, pharmacien, aventurier et écrivain américain (1862-1910) — dans la « Bibliothèque cosmopolite », chez Stock. Un voyage tendre et burlesque à travers l'Amérique profonde de la fin du siècle dernier.

● Le récit vécu publié par Joël Bats, gardien de but de l'équipe de football du Paris-Saint-Germain, paraît dans la collection « J'ai lu », n° 2 238 sous le titre *Gardien de ma vie* : joies et travail entre ballon et filets...

dernier livre édité, cet écrivain habile et fêté fut condamné à mort par contumace et pendu en effigie : l'« inclination » avouée à demi-mot entre les lignes de *La Poupée*, — « ce plaisir innocent dont on est pénétré lorsqu'on tient dans ses bras un enfant qui est mignonne, badine et caressante » — était devenu un véritable crime, le viol d'une petite fille de deux ans et neuf mois...

CLARE PAULHAN.

● LA POUPÉE, de Jean Galili de Bibiena (édition de 1747 avec orthographe et ponctuation modernes), préface de Henri Lafon, collection XVIII<sup>e</sup> siècle, dirigée par Henri Cochet, éditions Desjournes, diffusion PUF, 140 p., 79 F.

## RÉCIT

## Un drôle de soldat

Fortepaille a tout d'un étrange bonhomme. Surgi d'on ne sait où, arraché à quelque obscure activité, il est convié vers l'inconnu par les bourgeois d'une guerre mystérieuse, isolé parmi des baraquements de fortune, des compagnons d'infortune et des champs d'honneur sans envergure, il traverse les batailles sans se départir de son secret. Le soldat pètri de poudres et d'orques que décrit Yves Laroine n'a cependant rien de transparent.

Véritable caisse de résonance d'une guerre sans âge, il est la souche du genre humain, la figure vers laquelle convergent tous les conflits intérieurs.

Creusé de contradictions multiples, la personne du soldat Fortepaille n'appartient à aucune époque définie et les cristallisations toutes en même temps. Trappu, bête à la façon d'un homme préhistorique, il est le siège d'états d'âme à la fois archaïques et fort modernes. La guerre à laquelle il participe pourrait se dérouler dans notre décennie ou dans une autre, tant les moyens techniques qui le nourrissent paraissent secondaires. Ce conflit, vague et omniprésent, semble avoir pour seule utilité de creuser un vide autour de Fortepaille et de précipiter en lui tous les troubles de l'homme privé de ses appuis habituels.

Comme une poche d'air soudainement envahie par le marée, l'existence rudimentaire de Fortepaille s'empilait de conflits parallèles à celui des armes. Luttant contre la complaisance, l'oubli et l'asservissement individuel, le soldat livre une guerre de tranchées curieuse et parfois fascinante. Monastique et hautain, il est l'homme des cavernes perdu à l'ère des missiles, celui pour qui tout est confusion, sauf les sentiments.

RAPHAËLE RÉROLLE.

● LA GUERRE DE FORTÉ-PAULLE, d'Yves Laroine, éditions Michel de Maule, 124 p., 86 F.

## ROMANS

## Enlèvements

De Nord-Plage, villa que Léon Kahn a laissée à son petit-fils (psychologue qui n'exerce plus et vit des revenus des Sucrées Kahn) on sort, au terme de 250 pages, avec un grand besoin d'air. Non que le décor, la mer aux abords de Berck, en manque ; non que le style de Roger Ascot soit étouffant ; non que ses personnages soient dépourvus du charme, de la beauté, de l'esprit, du caractère et de la sensualité qui font d'un héros romanesque un être vivant ; mais paradoxalement, avec un style vif pour des histoires qui tombent en cascade, le romancier a réussi l'asphyxie lente de son lecteur, et on ne peut trouver plus exact complément pour ce roman de l'enlèvement.

Deux plans à cette saga. A l'avant-scène, les amis que Simon reçoit à Nord-Plage : en toile de fond, les remous historiques des vingt dernières années vus et ressentis par la communauté juive, qu'elle soit de France, d'Israël ou d'URSS, faite de rapatriés d'Algérie ou, dans la steppe, d'apprentis-joufs avides de la redonner. Cette construction présente des risques et d'abord celui de transformer le roman en essai, voire en pamphlet, et de ne faire des personnages que des porte-parole d'une conviction chère à l'auteur. L'écueil est évité pour cause de roman. Ce récit, qui sort des sentiers battus, en est un. S'il s'enlève parce qu'incapable de conduire leur destin au bout de ce qu'ils en attendent, les personnages bougent, pensent, rient, s'aiment... Mais, pour leur génération, le temps abolit l'espérance, l'oubli des plaies ne facilite pas le sursaut des volontés qui s'étouffent, et c'est tout naturellement que le mort fera sa place dans cette espèce de huis clos où Roger Ascot sait nous maintenir, jusqu'au dernier souffle.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.

● NORD-PLAGE, de Roger Ascot, Lieu commun, 256 p., 95 F.

## Le blues du père d'un nègre

Quelques jeunes gens, ni bons ni méchants. Môme balade du samedi soir. Et puis : « Si on se payait un nègre ? » On se le paie, avec les insultes du racisme le plus primaire, préjugés devenus slogans. Le nègre, on ne veut pas vraiment le tuer, mais d'un mot à un geste... et Le Duc, veuf, retraité, passionné de lecture et de jazz, apprend que Mathieu, son fils — un jeune mulâtre qui suit les cours de l'Ecole normale supérieure — est mort.

Le fait divers est presque devenu banal. Jean Wagner en est parti, pour un roman dont la qualité première est la nuance. Les lamentables motivations du crime, la psychologie des « paumés », les pensées du père... Jamais d'effets de grandiloquence, mais une simplicité d'écriture d'autant plus efficace qu'elle épouse parfaitement la simplicité des faits (pour ces semi-voyous, se payer un nègre est aussi simple que lancer une obscénité à une fille qui passe) de l'enchaînement crime-tribunal-prison, de la vie d'un homme soudain absolument seul et qui ne dit rien de lui « parce que ça n'a pas la moindre importance ».

Toutefois, pour Georges Lavigne surnommé Le Duc, Charlie l'assassin va devenir quelqu'un, et quelque chose, de très important. D'abord, une attente supportée à l'écoute de ses disques de jazz, seule aide à vivre possible ; puis une orientation de vie à partir du moment où Charlie retrouve la liberté et le père de sa victime. Le romancier, alors, ne nous laisse guère de choix sur les conséquences de ce face-à-face et nous croyons deviner très vite l'issue : un meurtre.

Mais, avec Jean Wagner, la fin n'est pas celle que l'on croit. Tous jours avec son art de la nuance, l'air de rien, il nous conduit à une conclusion qui, pour faire sa part au drame en ce qu'il a de plus sanglant et de contemporain, n'en est pas moins inattendue. Comme un musicien de jazz avec trois petites notes distillées dans la nostalgie du blues un peu d'espoir, Jean Wagner module, avec talent la complainte de Le Duc, le nègre blanc.

P.-R. L.

● LA BALLADE DU NÈGRE BLANC, de Jean Wagner, Robert Laffont, 270 p., 82 F.

## Un homme

## en cale sèche

Jean-François Merle est déroute. En s'enfermant dans la confusion (« Rien n'est faux, mais qu'y a-t-il de vrai ? »), il a bâti un roman d'errances et de désarroi.

Un homme de vingt-sept ans se confie. Il raconte ses fuites en avant successives pour sortir des bas-fonds alcooliques où il s'est plongé, une dizaine d'années plus tôt, quel que part en Afrique. L'homme décide d'émerger, de faire peau neuve. Débarqué à Marseille, il côtoie les clochards (des faux-frères), est hébergé par un prêtre (un faux-père), puis termine sa course à Paris, malade, chez un ami

(un faux sauveur), sans avoir jamais vraiment eu le sentiment de renaitre.

Mais l'histoire, faussement autobiographique de cette tranche de vie erratique, importe peu. Il y a là des archétypes romanesques forts (voulus), bien agencés, qui « tiennent » ce premier roman. Ce qui subsiste des phrases écrites avec simplicité et sobriété, c'est le désarroi lié à l'errance. C'est aussi la difficulté qu'éprouvent certains êtres à communiquer : ceux qui, honteux de leur condition ou éprouvés par le destin, se sentent coupables d'être « mal nés », condamnés par avance au malheur.

Par un subtil jeu de miroirs, l'auteur regarde dans son texte et c'est le lecteur qui s'y voit, les yeux cernés du mal de vivre. Merle dit justement l'imperfection des souvenirs, la trahison des impressions par l'écriture (« on ne ressent pas des phrases »). Ce roman a, certes, l'inconvénient de son avantage : il est triste. Mais il a la beauté triste d'un navire inerte en cale sèche.

JEAN-MICHEL DUMAY.

● CALE SÈCHE, de Jean-François Merle, Arles, 115 p., 69 F.



CAGNAT.

## VOYAGES

## Le missionnaire

## du Toit du monde

Pendant des siècles sur les planètes, le pays le plus haut était une terre inconnue, isolée, interdite. Le Tibet s'entourait d'une aura d'autant plus mystérieuse que personne ne pouvait l'entrevoir. Deux voyageurs pourtant, que la foi du chérubien rendait innocemment intrépides, devaient parcourir les déserts, les pistes et les monts du Pays des neiges dans les années 1844-1848. Ils s'appelaient Huc et Gabet, ils étaient missionnaires lazaristes et venaient révéler la parole du Christ aux habitants du Toit du monde. Côté conversion, le filé fut exemplaire.

Heureusement, l'un des deux, Régis-Evariste Huc, ne se contenta pas de prêcher mais transcrivit fidèlement les découvertes, anecdotes, observations, qui rythmèrent le pieux périple. Aujourd'hui rééditées, ses *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie et le Tibet* constituent un document essentiel à la connaissance du Tibet au dix-neuvième siècle. Avec beaucoup d'acuité et un art spontané de la description, Huc raconte, dépeint, détaille les mœurs et les coutumes. Cheminer avec lui au milieu de la grande caravane qui se rend de Chine à Lhassa prend des allures d'épopée.

En revanche, dès qu'il aborde le chapitre des pratiques religieuses, toute sa lucidité s'évade, toute sa délicatesse s'efface : il ne décèle partout qu'impléité, idolâtrie, rites barbares. Rien d'étonnant à cela, tant la position du missionnaire s'affirme, ici comme ailleurs, sans surprise. Reste que nous pouvons aborder le Père Huc : s'il ne voit jamais la richesse de la spiritualité tibétaine, il ouvre grand les yeux sur le pays tibétain et l'évoque magnifiquement.

ANDRÉ VELTER.

● SOUVENIRS D'UN VOYAGE DANS LA TARTARIE ET LE TIBET, de Régis-Evariste Huc, L'Astrolabe éditeur, deux volumes, 426 et 494 p., 290 F.

## SCIENCE-FICTION

## Une rentrée de fonds



Si le mois de septembre est traditionnellement une période de fébrilité pour la littérature, il laisse souvent indifférent le monde de la science-fiction, qui continue à son rythme, à peine perturbé par deux mois de relâche obligatoires. Cette rentrée-ci ne fait pas exception, et se caractérise par une sobriété qui, parfois, confine au morose. Certes, la SF continue de frapper tous azimuts et de produire, dans ses divers sous-genres mais, disons-le tout de suite, sans surprises et sans chocs majeurs.

Signe de ce retour aux valeurs « série », le recours à des vétérans du genre : outre l'indéniable Robert Heinlein chez J'ai Lu, on retrouve ce bon vieux Frederik Pohl aux éditions Denoël avec un roman au titre improbable, *L'Avènement des chats quantiques* : comme toujours, Pohl explore un thème classique — ici, les mondes parallèles. Et, comme presque toujours, il en donne une vision tordeuse et non dénuée d'ironie. Ici, avec une rigueur presque mathématique, il multiplie les avatars de ses personnages principaux et secondaires jusqu'à ce que le lecteur soit pris de vertige et, avouons-le, s'égare quelque peu. En grand professionnel qu'il est, Pohl a su s'acquitter de son exercice de style sans sombrer dans l'œuvre purement alimentaire ; reste que *L'Avènement des chats quantiques*, pour ne pas être déshonorant, ne fera sûrement pas date dans l'histoire de la science-fiction. (Frederik Pohl, *L'Avènement des chats quantiques*, traduit par Jean Bonnefoy, éditions Denoël, coll. « Présence du futur », 316 p., 49 F.)

Autre collection imperturbable, « Anticipation » publie le nouveau roman de Pierre Pelot, *Sécession bis*, qui constitue en fait le second volet (ou le deuxième tiers ?) d'une œuvre

unique dont le premier volet, *Alabama. Un. Neuf. Neuf. Six.*, a vu le jour en juin dans la même collection, et que l'on risque fort de ne plus trouver en librairie. Si cette situation éditoriale n'est pas rare, et particulièrement au « Fleuve noir », le double livre de Pelot est, lui, beaucoup plus remarquable. Par son ambiance, surtout : on connaît déjà le don de Pelot pour le thriller, sa capacité à produire des livres qu'il faut lire à 200 à l'heure, mais c'est sans doute la première fois qu'il concilie l'ambiance « western » au sens le plus technique du terme (il s'illustre dans le genre il y a plus de dix ans) et ses préoccupations plus proprement science-fictionnelles. Le résultat ? Un rythme très étrange, une cadence presque hypnotique pour cette description d'une Amérique rêvée et regrettée. Un texte presque sans dialogues (chose rare chez Pelot) dont se dégage une manière de panique lente, et qui ravira les fidèles de cet auteur qui, écrit-il deux fois plus, resterait trop rare... (Pierre Pelot, *Alabama. Un. Neuf. Neuf. Six* et *Sécession bis*, tous deux aux éditions Fleuve noir, coll. « Anticipation », 182 et 188 p., 16 F. chacun).

Dans un autre registre, mais là encore pour revisiter un thème à la fois classique et d'actualité, Cathy Bernheim, nouvelle venue à la SF, nous donne chez un nouvel éditeur lyonnais un premier roman sympathique, intelligent et « branché », qui comporte toutefois quelques imperfections — peut-être justement à cause de ce côté « branché ». La recours à un français en partie inventé et pas toujours justifié alourdit quelque peu cette fable maladroite, mi-légère inspirée par le mythe de Frankenstein et consacré à la création d'un être humain artificiel par le biais de la génétique, mais il reste au total un livre plutôt agréable qui mérite bien un détour indulgent (Cathy Bernheim, *Cobaye Baby*, éditions La Manufacture, coll. « Littérature », 218 p., 82 F.)

Signalons rapidement la réédition du second volet de la saga d'Argyre, les *Volliers*

du soleil, suite du *Rêve des forêts* ; nous avons déjà dit dans ces colonnes tout le bien qu'il fallait penser de ces « œuvres de jeunesse » de Gérard Klein, et nous nous bornons donc à indiquer que, là encore, la coupure de l'été n'a pas dérangé outre mesure les éditeurs (Gérard Klein, *Les Volliers du soleil*, Editions J'ai lu, coll. « Science-fiction », 188 p., 22 F.)

Enfin, dernière manifestation de la vie ordinaire du genre : l'anthologie originale, *Celle-ci, l'Or des rayons*, nous vient de Bordeaux via Lille, où se trouvent les excellentes éditions semi-professionnelles Andromède. Axée sur le thème de la bibliothèque du futur, elle regroupe dix-huit auteurs, parmi lesquels Michel Jeury, Jacques Barbéri, Colette Feyard, Michel Calonne, Francis Valtéry... D'excellente tenue littéraire, l'Or des rayons est de surcroît un fort joli petit objet, qui ne manquera pas de devenir une pièce de collection. Avis aux amateurs... (L'Or des rayons, anthologie établie par Monique Doun, éditions Andromède, BP 42, 59009 Lille Cedex, 236 p., 66 F.)

EMMANUEL JOUANNE.

● Le Prix Hugo 1986 a été décerné lors de la quarantième Convention mondiale de SF, qui se tenait cette année en Angleterre, à Brighton ; il récompense le roman d'Orson Scott Card, *La Voix des morts*, paru dans la collection du Club du livre d'anticipation, et qui fait suite à la *Stratégie d'Énder* (même éditeur), lui-même lauréat l'année dernière des prix Hugo et Nebula.

● La Convention nationale de SF se tiendra, quant à elle, du 29 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1987 à Montpellier en présence de nombreux invités français et étrangers. On peut encore s'inscrire en envoyant 150 F à : Gilles Murat, 112, avenue de Toulouse, 34070 Montpellier. Sur place, il en coûtera 30 F de plus pour s'inscrire et pouvoir assister aux nombreux débats et manifestations diverses prévus.

هكذا عن لطف



# LA VIE LITTÉRAIRE

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### ASTROLOGIE

● GÉRALDINE JOURN et GISELE BORIE : *Douze Clefs pour l'inconscient*. — Une nouvelle série sur les signes du Zodiaque et leurs significations en douze volumes, avec, pour point de départ, les douze travaux d'Hercule-Héracles. Les auteurs se proposent de rejoindre l'inconscient de l'homme par la porte astrologique. (Coll. « L'avenir sans peine », Mercure de France, 128 p., 49 F le vol.)

### DOCUMENT

● DORIS LESSING : *Le vent emporte nos paroles...* — Vieux projet de conquête russe, l'Afghanistan subit la présence militaire soviétique. Doris Lessing s'est rendue, il y a un an, dans les camps de réfugiés du Pakistan et en a rapporté ce livre-rapportage. Un témoignage sur la condition de ces hommes et de ces femmes qui depuis maintenant sept ans attendent... qu'on ne les oublie pas. (Albin-Michel, 228 p., 75 F.)

### HISTOIRE

● GENEVIÈVE REYNES : *Couverts de femmes*. — Un aspect de la condition féminine aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Un livre qui évoque non seulement la pratique religieuse, mais aussi l'évolution du statut social des couvents au cours de ces siècles, dont le premier marque un essor du mysticisme et le second un déclin de cette forme de spiritualité. (Fayard, 274 p., 98 F.)

● ROBERT AMBELAIN : *Capet, lève-toi...* — La mort de Louis XVII n'a jamais cessé d'intriguer les historiens et les amateurs de mystères historiques. Voici le dernier ouvrage en date sur le mystère de Naundorff : une nouvelle tentative d'élucider l'énigme du Temple. (Robert Laffont, 326 p., 95 F.)

### LITTÉRATURE

● CORNELIE : *Œuvres complètes*. C'est le troisième volume de l'édition de La Pléiade, établie par Georges Couton, qui présente la correspondance de Cornélie de 1658 à 1678 et ses onze dernières tragédies et pièces comiques. (Gallimard, 1760 p., 310 F, jusqu'au 20 novembre, 340 F ensuite.)

### PHILOSOPHIE

● ROBERT VERON : *Platon, une introduction à la vie de l'esprit*. En notre temps, où les troubles politiques et éthiques ne sont pas sans ressemblance avec ceux traversés par Athènes, que peut nous apporter la lecture de Platon ? En s'efforçant de répondre à cette question, l'auteur arpente les voies intellectuelles et spirituelles, d'un renouveau de l'humanisme. (Les Belles Lettres, coll. « Études antiques », 212 pages.)

● SIMONE GOYARD-FABRE : *Philosophie politique XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Modernité et humanisme*. Un panorama complet et thématique des pensées politiques modernes, de Machiavel à Paul Ricoeur, accompagné de bibliographies sélectives. (PUF, coll. « Droit Fondamental », 544 p., 150 F.)

### POÉSIE

● YVES PEYRÉ : *Par-delà vents et rien*. La poésie d'Yves Peyré, qui fut l'animateur inspiré de la revue *l'ère des vents*, est sobre, elle régresse à parler haut, à imposer une voix. Par cela, elle gagne en clarté, en émotion... « *Monde lacunaire ou mourir, / l'échec / de vivre y est si brutalement planté / que tout mot / sonne comme l'envers d'une plainte.* » (Le Temps qu'il fait, distribution Distique, 138 p., 75 F.)

### POLITIQUE

● MICHEL JOBERT : *Les Américains*. — Les Américains, c'est bien connu, ignorent tout des autres. Les autres, en revanche, connaissent tout des Américains... Un livre qui remet en question la manière dont ont été menées jusqu'ici les actions internationales de la « Grande République ». (Albin Michel, 219 p., 89 F.)

### SOCIÉTÉ

● PATRICE CHAIROFF et KORINN LE SAINT : *la Mafia jeune en France*. Sous un titre révélateur et dérangeant, une enquête, fruit de « seize mois d'investigation sur le terrain » au cœur du treizième arrondissement, dans ce qu'il est convenu d'appeler le « Chinatown parisien ». Drogue, prostitution, jeux clandestins... un menu « chaud »... (Favre, 314 p., 98 F.)

● JEAN SURET-CANAL et MARIE-FRANÇOISE DURAND : *La Fam.* — La famille pourquoi ? Que faire ? Une analyse, à travers les âges et les sociétés qui se sont succédées, de ce fleau qui n'a guère quitté le devant de l'actualité. (Éditions Messidor. La Farandole, 150 p., 54 F.)

## Transferts

Françoise Sagan rejoint Christian Bourgois, et Yan Quaffélec a, semble-t-il, signé chez Julliard. La célèbre romancière et le prix Goncourt 1985 quittent Gallimard pour rallier deux écuries du groupe des Presses de la Cité. Les Presses, contrôlées, depuis le mois de juillet, par la CGE, affirment, de cette manière, leurs nouvelles ambitions dans le domaine littéraire.

De son côté, Olivier Cohen, directeur littéraire des éditions Mazarine, quittera à la fin de l'année cette filiale de Fayard dirigée par Claude Durand. Armand Frémont, directeur de la collection « L'Asie », quittera la direction de Payot-Rive gauche. Tout en continuant à exploiter son fonds très riche en essais et en sciences humaines, Payot orientera désormais sa production vers la littérature générale française et étrangère. Laurence Renouf, coordinatrice littéraire, et Elisabeth Franck, attachée de presse, quitteront également Fayard pour suivre Olivier Cohen. Au 1<sup>er</sup> janvier, c'est Claude Durand lui-même qui assurera la direction littéraire des éditions Mazarine.

## Le Goncourt

### de la poésie

à Yves Bonnefoy...

Promenade en bateau, réceptions, discours, chorale arménienne et jolies méditerranéennes... La mairie de Marseille et son premier magistrat, le professeur Vigouroux, n'ont pas voulu que la réception, lundi 14 septembre, des académiciens Goncourt dans la cité phocéenne passe inaperçue. Même les marchandes de poissons du Vieux Port furent, sinon de la fête, du moins des photos ; et si elles semblaient incertaines quant à l'identité de ces Parisiens tripotant leurs poissons pour les besoins du foliole photographique, elles n'en surlaient pas moins en prenant la pose !

Mais les clichés locaux, le tourisme et la promotion de la ville de Marseille n'étaient que les raisons accessoires du déplacement de l'aimable compagnie presque au complet (ne manquait que Jean Cayrol). La vraie raison, c'était la remise de la deuxième bourse Goncourt de la poésie à Yves Bonnefoy. La première bourse de ce type avait été décernée, en septembre 1985, à Claude Roy. Pour agrémenter d'un peu de piment cette journée, l'académie donna également sa première sélection officielle pour le prix Goncourt 1987 (voir ci-contre).

C'est Robert Sabatier, le préposé à la poésie des Goncourts, qui prononça, à la suite de l'allocution de bienvenue de M. Vigouroux, le dis-

cours de remise du prix à Yves Bonnefoy. Discours chaleureux et informel, témoignage d'admiration et de respect. Le poète, quant à lui, resta silencieux, attentif, accueillant l'éloge dans une juste et discrète distance. — P. Ka.

## ...et la première

### sélection

#### pour le Goncourt 1987

Voici la liste des dix-neuf romans retenus par le jury Goncourt :

Christiane Baroche : *l'Hiver de beauté* (Gallimard) ; Rabah Belammi : *le Regard blessé* (Gallimard) ; Tahar Ben Jelloun : *la Nuit sacrée* (Le Seuil) ; Chochona Boukhobza : *le Cri* (Balland) ; Jean-Jacques Brochier : *l'Hallali* (Albin Michel) ; Marie Cardinal : *les Grands Désordres* (Grasset) ; Tony Carcano : *Schnitz* (Grasset) ; Dan Frank : *les Adieux* (Flammarion) ; Guy Hocquenghem : *Eve* (Albin Michel) ; Philippe Le Guillou : *le Dieu noir* (Mercure de France) ; Pierre Mertens : *les Eblouissements* (Le Seuil) ; Alain Nadaud : *Déserts physiques* (Denoël) ; Angelo Rinaldi : *les Roses de Pine* (Gallimard) ; Michel Rio : *Archipel* (Le Seuil) ; Jean-Marie Rouart : *le Cavalier blessé* (Grasset) ; Nicolas Soudray : *Chevalerie du soir* (Le Seuil) ; Titi : *Maisons de l'été* (Robert Laffont) ; Georges Walter : *Chronique des trois pèles faimants* (Grasset) ; Ya Ding : *le Sorgho rouge* (Stock).

## La censure

### dans tous ses états

Une exposition consacrée à la censure s'est ouverte le 14 septembre au Centre Georges-Pompidou, à Paris et se prolongera jusqu'au 11 janvier 1988. A cette occasion, les Éditions du Centre publient un ouvrage collectif sur les cibles, les mécanismes et les répercussions de la censure (1). Il réunit des articles d'historiens, de sociologues, de philosophes et d'écrivains. Sont ainsi présentés les différents types de censeurs, leur action depuis le conflit Parlement-Université au seizième siècle jusqu'à l'Allemagne nazie, en passant par les ligues de moralité contre l'écrit pornographique entre 1881 et 1914, la censure dans les écoles et les bibliothèques, etc.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'autocensure. Justement qualifiée par Robert Badinter, qui préface l'ouvrage, de « fruit des éducations policières », cette forme de censure fait notamment l'objet d'un article de Jacques Caillet sur la Comédie humaine. In fine, un index recense les principaux auteurs français qui ont eu à subir les foudres des censeurs.

Signalons, pour terminer, qu'en marge de l'exposition, des « tables-rondes » sur le thème « Censure et bibliothèques » seront organisées le 19 octobre au Centre Pompidou.

(1) *Censure*, sous la direction de Marthe Poulin et Françoise Sere, Éditions du Centre Pompidou/BPI, 220 p., 220 F.

## « Le Journal littéraire » : une agréable ivresse

Le format est agréable, la mise en page belle, les textes copieux : le premier numéro du *Journal littéraire* est paru. Créé par la Fondation FNAC, cette revue bimestrielle se donne pour but d'être « un journal de référence, exclusivement consacré à l'écriture, qui l'emboîte de la façon la plus large et auquel puissent se référer auteurs, éditeurs et libraires ». Pour réussir ce pari, Alain Garic, le rédacteur en chef du *Journal littéraire*, dispose de moyens confortables : 144 pages noir et blanc — dont un portfolio de 16 pages tiré en héliogravure — de format 24x34 permettant à de très nombreux auteurs, écrivains et journalistes de couvrir un large espace du continent de l'écriture : fictions, essais, reportages, comptes rendus de livres qui abordent aussi bien le littéraire proprement dit, français et étranger, que les idées, l'histoire ou la science.

C'est ainsi que ce premier numéro nous promène des Açores, avec Olivier Rolin, à Chicago, avec Jorge Luis Borges. On y parle aussi bien de Joyce que des réseaux électroniques d'espionnage, de Christa Wolf que du cyprès de l'Arizona. On y trouve des textes inédits, en France au moins, d'Updike et de Nabokov, de Magris et de Limonov, de Stempowski et de Darian. Et on y présente aussi évidemment la rentrée littéraire. Le tout dans une apparence de désordre qui est aussi la marque de la profusion, de l'enthousiasme, d'un appétit de tout dire, de tout lire, d'entendre les voix les plus diverses et de faire chanter leurs différences. Le lecteur risque ainsi d'être saoulé de mots, d'idées, de dérivés imaginaires et d'information, mais il serait hypocrite de cacher tout ce que cette ivresse a d'agréable.

Le *Journal littéraire* est la première manifestation de la Fonda-

tion FNAC créée il y a un an. La fondation annonce la création d'un prix de la nouvelle littéraire française et étrangère, la promotion du court métrage, l'organisation d'un marché international des arts de la scène. Dans le domaine de l'édition, elle prépare une collection d'ouvrages d'art consacrés aux vieilles villes. Elle va également publier un livre réunissant toute la documentation historique sur la Révolution française et un *Guide des musiques* qui sera à la fois un répertoire complet des « produits » musicaux et un guide des grands événements de la saison, opéras, festivals, concerts. Ce guide sera tiré à 150 000 exemplaires.

Pour ses débuts, le *Journal littéraire* est, lui, plus modeste. Vendu au prix de lancement de 25 F, son tirage annoncé est de 45 000 exemplaires. Il a un an et six numéros pour réussir. Comme quoi l'enthousiasme n'exclut en rien la prudence. P. L.

## EN BREF

● Le premier Salon international de l'édition et du livre de CASABLANCA se tiendra du 30 octobre au 5 novembre. Renseignements : M. Abdallah Stouky, commissaire général, ministère des affaires culturelles, rue Gandhi, Rabat (Maroc). Tél. : 31863 ; tél. : 688-37.

● C'est sur le thème « Par les chemins du monde... » que l'une des plus belles places d'Europe, la place Stanislas à NANCY accueillera, les écrivains, lecteurs et éditeurs, du 23 au 26 septembre, pour la neuvième édition du « Livre sur la place ».

Cette manifestation marquera le lancement d'un nouveau prix : le prix Radio-France-Nancy de la communication. La bourse Goncourt de la biographie et la « Feuille d'or » de la ville de Nancy seront également remises au cours du festival.

● La Fondation Royaumont organise, les 25, 26 et 27 septembre, des rencontres autour de T.S. ELIOT. De nombreux écrivains, poètes et critiques participeront à ces journées au cours desquelles sera également rendu un hommage au traducteur PIERRE LEVRY.

● Le 1<sup>er</sup> octobre prochain s'ouvrira à MARSEILLE le concours pour le Festival 1988 du Grand Prix international d'art et lettres organisé par l'association Notre-Dame et la mer. Ce concours, qui accueille l'art sous toutes ses formes, de la poésie et de la prose à la sculpture, à la danse, en passant par la peinture, la photographie et le théâtre, est ouvert à tous et sélectionnera, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1988, des œuvres qui seront exposées au cours du festival qui aura lieu du 3 au 5 juin. Renseignements : association Notre-Dame et la mer, 36, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille.

● La librairie-galerie Biffères (44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris) et les éditions Sémios présentent, jusqu'au 14 octobre, les œuvres récentes — gravures et pastels — de JAMES COGNARD, dont l'œuvre est connue depuis 1949 aux États-Unis. A cette occasion, sera présenté le livre de Marcelin Pleynet, publié par les éditions Sémios, *Plaisir à la tempeste*, avec des gravures de Cognard.

● L'Académie littéraire de Bretagne et des pays de Loire a décerné ses prix pour l'année 1987. Le prix Jules-Verne a été remis à HENRI COULONGES pour les *Frères Moravres* (Stock) ; REYNALD SECHER, pour *La Chapelle-Basse-Mer, village normand* (Serris), et EMILE BOUTIN, pour *Passe de Retz* (France-Empire), ont reçu le prix de la Loire-Atlantique. Dans le même temps, le jury attribua celui de la Ville de Nantes à FRANCINE DE MARTINOIR pour son livre *Arrêt sur image* (Gallimard).

● Un nouveau volume vient de sortir dans la série « Actes et colloques » publiée par le Centre international de documentation occitane. Il est consacré à JEAN BOUDOU. En 276 pages, 27 articles et quelques photos, il fait le tour de l'œuvre et de la personne de cet écrivain. (Commandes au Centre international de documentation occitane, BP 4202, 34325 Béziers, Cedex. Prix : 170 F.)

● Nous apprenons la mort, au cours de l'été, de PIERRE SIEGFRID VILLAIN, qui joua un rôle important dans les échanges culturels franco-allemands. Agrégé de l'Université, il fut le traducteur de grands classiques allemands tels que Rilke, Fontane, Tucholsky, et Gabriele Wollmann. Professeur à la Sorbonne, il était aussi l'auteur d'un dictionnaire français-allemand et de divers ouvrages sur l'histoire de l'Allemagne.

## ENTREZ DANS LE DENSE

NOUVELLE COLLECTION BORDAS

## LES COMPACTS

Entrez dans la collection « Compacts » c'est entrer de « plein cœur » dans une densité exceptionnelle d'informations vivantes orchestrées par le savoir-faire de Bordas. Les Compacts : une ampleur, une clarté, une efficacité, pour vous offrir le plaisir d'aller à l'essentiel. Par ouvrage et par thème, 256 pages pleines et riches pour vous guider, pour parfaire et aviver vos connaissances. La collection « Compacts » : le plaisir d'aller à l'essentiel... et au delà.

Format : 197 x 130 mm. Prix : 79 F.

**Bordas**

Ce qui vous restera quand vous aurez tout oublié



## JACQUES TESTART SIMON LEMBAUMEUR ou la solitude du magicien



**B** ÉDITIONS FRANÇOIS BOURIN



## PREMIERS ROMANS

## C'est Byzance !

JEAN-OLIVIER TEDESCO est un homme jeune et plein de dons : trente-deux ans, énarque, conseiller à la présidence de Publicis Conseil, mélomane... Il vient d'ajouter à ses nombreuses qualités la *Symphonie byzantine*, un premier roman tout à fait passionnant pour ceux qui aiment l'Italie, le dix-huitième siècle, la peinture, la musique, la culture raffinée, le mystère, la fantaisie et, gardons le meilleur pour la fin, l'écriture débarrassée des lourdeurs sur lesquelles le pauvre lecteur, en cet automne, bute trop souvent (1).

En vingt-huit chapitres, courts, enlevés, judicieusement construits, le narrateur, un jeune musicien de talent, mène le lecteur bon train vers la résolution d'une énigme, que l'on peut qualifier de « policière sophistiquée ». De morts mystérieuses d'aristocrates non moins mystérieux en apparence — et disparitions — de femmes étranges et splendides, du singulier Jules d'un tableau de Caravage, le *Christ au mont des Oliviers*, à un *Stabat Mater* inachevé, du récit de voyages d'un philosophe antique, Timon, aux « vrais » voyages en Europe du narrateur pour retrouver les traces de la Grande Encyclopédie et rendre visite au descendant d'un des rédacteurs, Jacob Hyéronymus Hausberger, on suit le piste avec jubilation.

On prend tout de plaisir à s'égarer, à « sombrer » dans des culs-de-sac, à se méprendre sur des trompe-l'œil et des labyrinthes (tiens donc ! encore un lecteur de Borges) que l'on est presque triste, d'abord d'apprendre ce qu'on cherche — les ressorts d'une société secrète, TIMON — et ensuite de le trouver. Le narrateur n'en est pas moins mari, qui, en guise

de conclusion, continue à se demander s'il n'aurait pas préféré ne jamais connaître la confrérie TIMON. Mais « non, répond-il, je crois que je n'aurais pas pu, même compte tenu de la malédiction qui m'a suivi toute ma vie, renoncer un seul instant à la terrible vérité ».

On serait pourtant volontiers reparti pour un nouveau tour de (fausse) piste, au côté de Jean-Olivier Tedesco. Parce que, la *Symphonie byzantine*, dans la fœdure des faux livres et de la « télé-clip », c'est Byzance ! On se sent d'autant plus fondé à jouer les « pions » déplorables pour dire à Jean-Olivier Tedesco que, dans un livre de cette qualité, on n'a pas le droit de ne pas savoir utiliser le verbe « avérer » et d'employer « aussi » quand il faudrait « non plus ». Mais ce n'est tout de même pas cela qui gâtera le plaisir de ces trois cents pages intelligentes et drôles.

Jo. S.

★ LA SYMPHONIE BYZANTINE, de Jean-Olivier Tedesco, Grasset, 289 p., 96 F.

(1) On ne pourra s'empêcher de rapprocher Jean-Olivier Tedesco, décidément amateur d'énigmes et de fantasmes, du mystérieux Ted Escott, auteur de *Money is Money* (éditions Hermé), un roman policier très contemporain cette fois-ci, et aussi plein d'action et de rebondissements que l'autre, dont l'intrigue a pour origine le vol, en 1985, au musée Marmottin à Paris, du tableau de Claude Monet *Impression, soleil levant* et de huit autres toiles impressionnistes. Si vous voulez en savoir plus, il vous en coûtera 88 F (pour 306 pages). Ted Escott, qui partage avec Tedesco le sens de la publicité, met aussi à votre disposition un numéro vert : 05-11-99-11... Alors, bonne chance !

## Voyage intérieur

« C'EST étrange comme les voyages sont toujours des retours, des regards en arrière. Jamais les hommes ne partent pour découvrir du nouveau : ils n'étaient guidés que par la nostalgie. » En écrivant ces lignes, Jean-Michel Valençon reprend une idée ancienne, universelle : celle du voyage comme péripétie d'abord intérieur : ce que l'on quitte est bientôt rejoint, retrouvé au terme du déplacement qui est révolution. D'Ulysse à Christophe Colomb, de Dante à Melville, imaginaire ou réel, le voyage reste la figure privilégiée de l'initiation.

Prendre le large, s'éloigner d'une terre trop étroite, s'arracher d'attaches désespérément limitées... « S'en aller ! S'en aller ! Parole de vivant ! », écrivait Saint-John Perse... François Meyrand, le héros du premier roman de Jean-Michel Valençon, les *Dernières Extrémités*, n'est pas un aventurier : aucun Eldorado, aucun centre d'aimante son désir, ne le détermine à s'en aller. Homme moderne, il compte bien en lui les raisons, bonnes ou mauvaises, de ne croire et de n'espérer en rien. Présent par force, il se tient toujours à la limite de l'absence. Vivant, il n'existe — du moins le croit-il — que sous les oripeaux dont la société l'a affublé : médecin, soldat, amant...

Si François Meyrand détache les amarres, aspire au grand large, c'est pour s'éloigner de lui-même, de ce moi qu'il éprouve comme un vide, le lieu d'une agitation aussi vaine qu'étrangère : « La vie se faisait sans moi, je ne le regardais même plus, je l'écouais s'écouler. » « Mon corps ne définit plus qu'un trou où disparaissent en désordre perceptions, sensations et souvenirs. »

De la terre ferme, mais « incertaine », à la haute mer et retour, le récit décrit des étapes du cheminement mental et spirituel — même s'il s'agit d'une spiritualité par défaut — du narrateur. Un hôpital militaire, une bibliothèque, un port, l'océan, une légende météorologique — l'ais, du nom de la déesse égyptienne détentrice des mystères de la création, mère de la

nature et source de fécondité — sont les lieux matérialisant ce cheminement.

De la même façon, les nombreux personnages secondaires interviennent pour servir de relais, de passage : Marie-Agnès, la plénière corporelle et sensuelle, l'érotisme sans réserve ni honte ; Hélène, la médiatrice entre la terre et l'eau, le leurre d'une disponibilité absolue, mortelle ; Henri Sagre, le libraire, enfoncé dans le mal et la perversité, antithèse du voyageur ; le commandant Mone, la névrose d'échec, la régression et le désespoir sans remède...

## Une « métaphore obsédante »

L'eau est la « métaphore obsédante », l'élément central, omniprésent, du roman de Jean-Michel Valençon : celui dont les variations symboliques trouveront une multitude de correspondances à l'intérieur du récit. La « permanence trouble » de l'océan attire, fascine, gouffre, espace sans limites visibles, « séjour haï des dieux (...) où s'était toute raison, toute intelligence de l'âme », elle invite à la « perfection mortelle d'un voyage sans fin ».

Le retour s'accomplira néanmoins, et l'initiation s'achèvera par la reconnaissance du désir dans ses limites humaines, corporelles : « Sans doute faut-il atteindre pour s'apercevoir de ce que nous pouvons être. » Le livre de Jean-Michel Valençon, qui se lit avec plaisir et intérêt jusqu'à la dernière page, est une incontestable réussite. Si des défauts mineurs existent — une trop grande richesse du récit et de trop nombreux traits tirés — ils démontrent aussi, pour un premier roman, une singulière puissance d'imagination et de création. Quant à l'écriture, flexible, épousant l'intrigue sans faiblir, sa maturité intérieurement.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LES DERNIÈRES EXTRÉMITÉS, de Jean-Michel Valençon, Flammarion, 360 p., 99 F.

## Quand Boudard apprenait la vie

L'Education d'Alphonse, une autobiographie très cocasse... et très noire.

SINISTRE. Il y a probablement d'autres adjectifs (drolatique, cocasse, burlesque) pour qualifier le monde tel que le respire Boudard (dans *l'Education d'Alphonse*), mais celui-là paraît faire la synthèse la plus exacte de tous les autres. La phrase d'ouverture d'*Aden Arabie* de Nizan a longtemps passé pour l'antidote la plus efficace à toutes les illusions sur les illusions de la jeunesse : « J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. » Boudard, quand il raconte à soixante ans ses vingt ans, acquiesce et précise que l'idée même d'un « plus bel âge » est un miroir aux alouettes, de la monnaie de singe à l'usage des gogos.

Au vrai, il ne le précise pas, et *l'Education d'Alphonse* risque de passer aux yeux de lecteurs pressés et de spécialistes étourdis du marketing littéraire pour le type même de cette littérature de la bonne humeur, à cent pour cent franco-française, prétendument héritée de François Rabelais, voire de nos ancêtres les Gaulois

dont rien, soit dit en passant, ne nous prouve qu'ils vénéraient la gaudriole.

Premier élément, la langue. Boudard écrit l'argot. En apparence, un argot qu'étaient censés utiliser les milieux populaires en des temps éloignés et imprécis et dont les tournures canoniques ont été apportées en dot par Albert Simonin et Auguste Le Breton pour leur mariage avec la littérature. Mais l'argot de Boudard n'a rien d'ethnologique ; il ne prétend pas au naturel, à la reproduction photographique d'un état de la langue, à un moment donné dans un milieu donné : c'est une langue inventée, un idiome imaginaire dont les parures et les structures répondent à une intention. A une métaphysique, si l'on tient vraiment à employer les grands mots. C'est un argot cultivé. La référence à Céline y est évidente — et l'hommage est parfois si appuyé (les fameux trois points de sus-



Alphonse Boudard : tout est divertissement.

pension...) qu'il lasse un peu. Mais c'est probablement l'un des buts de la manœuvre : d'un côté, l'argot de Boudard signifie que le français classique est empesté, momifié, réservé à l'usage privé d'une petite caste de favorisés et d'intellectuels malingres et bavards ; de l'autre, la langue qu'il utilise répète des formes qui, pour être différentes de celles que l'on trouve chez Marivaux ou chez Proust, n'en sont pas moins déjà patinées, reconnaissables, immédiatement accessibles à des dizaines de milliers de lecteurs qui n'ont pas fait leurs classes sur les trottoirs de Pigalle, ni dans une cellule de la Santé.

Second élément, le récit. C'est celui du passage de la jeunesse à l'âge adulte, et, tout en étiquetant son livre *roman*, Boudard ne cède en rien l'aspect autobiographique de son entreprise. Ce n'est pas triste ; ce serait moins noir si ça l'était. Boudard raconte, de parenthèses en digressions, sa vie dans le Paris des années 1946-1947, ses rencontres, ses pédagogues de hasard dans l'apprentissage de l'existence, ses appétits et ses colts, ses travaux honnêtes et sa roudie vers la délinquance, la librairie Le Carillon des siècles où il vendait des ouvrages rares et la prison de Fresnes où le conduisit une affaire de trafic de fausse monnaie.

D'un bout à l'autre, c'est pittoresque : personnages hauts en couleur, situations inattendues, amours salées et poivrées, émotions à fleur de peau, rigolades gigantesques, saouleries bacchiques, gueules de bois nietz-

schéennes, escroqueries époustouflantes. Mais si tout fait image, c'est que, précisément, tout n'est qu'image. Boudard, à soixante ans, feuillette sa vie comme un album. Et il a beau mettre sur ces photos jaunies toute la gouaille de ses commentaires, toutes les teintes bigarrées de son vocabulaire, toutes les fleurs fraîches de son imagination, il lit sa propre histoire comme celle d'un homme qui n'a jamais cessé de faire le clown. Pas par volonté, mais parce que c'est la vie de tous les hommes, quelque chemin, route nationale ou chemin de traverse, que prenne leur existence. Si le livre de Boudard est si drôle, c'est en somme parce qu'il nous dit et nous répète que tout est divertissement.

## Il ne reste plus qu'à rigoler

Bien sûr, *l'Education d'Alphonse* est le livre d'un moraliste, c'est-à-dire d'un homme revenu de toutes les hypocrisies de la morale. Mais, chez Boudard, la critique de l'ordre ne se donne même pas l'alibi de la lucidité, de la vérité, ou d'une autre valeur à mettre à la place des illusions périmées. Tout paraît usé, exténué, atteint d'une maladie clandestine qui n'est pas celle du doute mais ressemble plutôt à une insurmontable fatigue de toute chose qui peu à peu la courbe, l'amollit, la recouvre de grisaille. C'est davantage que l'usure du temps : comme si de savoir que, de toute façon, le temps allait s'user rouille déjà le neuf et le néo. Puisque tout va mourir, tout est déjà mort.

Alors, en effet, il ne reste plus qu'à rigoler, il ne reste plus qu'à faire le clown. A mettre la main aux fesses de la langue, à prendre des philosophes de bistrot pour des maîtres à penser, à confondre allègrement la vérité et le mensonge, l'amour et la gymnastique, la poésie et les vapeurs éthyliques. Au bout du livre, Alphonse a fait son éducation. Il sait que la vie n'est pas une vie, que la chair est triste le lendemain matin, que les livres mentent, que les amis trahissent, que la jeunesse est moche. Et il se marre. Sinistre, on vous dit.

PIERRE LEPAPE.  
★ L'ÉDUCATION D'ALPHONSE, d'Alphonse Boudard, Grasset, 296 p., 98 F.

## FEMMIN PLURIEL

## Des vies difficiles

(Suite de la page 15.)  
Brewster Place, c'est une allée d'immeubles crasseux, pour Noirs démunis, une impasse — séparée du monde des gens « corrects » par un mur en briques — dans une ville américaine, dont le nom importe peu. Brewster Place est un symbole, le lieu géométrique de tous les échecs de la communauté noire. Grâce au talent de conteuse de Gloria Naylor, Brewster Place révèle les méandres de vies difficiles, mais étonnantes, et dévoile une cour des miracles, trébuchante, étonnante, avec ses ragots, ses combats quotidiens pour survivre, ses tragédies, sa fraternité et ses haïnes.

## Marthe, l'abandonnée

Chochana Boukhobza a pour Marthe « beaucoup de tendresse » : « J'aime les gens qui ont des manques. C'est avec ses manques que l'on vit, pas avec ce que l'on a. Les gens qui n'ont en eux que de la vie, du positif, sont, paradoxalement, mortifères. Ils occupent le terrain et ne laissent pas d'espace aux autres. »

Sur ce sujet, la frigidité, qui sans doute mettra quelques hommes mal à l'aise, Chochana Boukhobza court le risque de faire un livre « pesant ». Elle a su éviter cet écueil, notamment en entrecroisant le destin de Marthe et celui de Jean-Pierre Lovin, le psychanalyste qu'elle consulte lorsque Samuel la quitte. Les réflexions de Lovin sur sa famille, ses amours, sa judéité

cachée — il s'appelait Lovinger et ses parents ont voulu « franciser » leur nom, — loin d'apparaître comme des digressions, sont très bien intégrées dans le cours du récit.

Chochana Boukhobza travaille beaucoup son texte, et avec jubilation. « Je voudrais arriver à une épure, dit-elle. *Martinez* à une montagne et en tirer une bible. Je n'en suis pas encore là. » Pas tout à fait, en effet. Mais on sait combien il est difficile de passer le cap du second roman quand on a été très remarqué pour le premier, ce qui fut le cas de Chochana Boukhobza, à vingt-sept ans, lorsqu'elle fut à Jérusalem (3) a reçu le prix Méditerranée 1986. Avec le *Cri*, ce jeune auteur, qui n'a pas cherché la facilité, s'en sort plus qu'honorablement.

JOYANE SAVIGNEAU.

★ L'INSONNIAQUE, d'Aime-Marie Garat, Flammarion, 234 p., 79 F.

★ LES FEMMES DE BREWSTER PLACE, de Gloria Naylor, traduit de l'américain par Claude Bourgaignon, Belfond, 210 p., 92 F.

★ LE CRI, de Chochana Boukhobza, Belfond, 268 p., 89 F.

(3) Belfond.

هنا من اجل



ROMANESQUE

# Le tabou de l'âge, c'est fini

Georges Conchon réinvente-t-il l'amour dans Colette Stern ?

LES femmes mûrissantes, et même un peu plus, ont de quoi reprendre confiance en elles dans cette saison littéraire. Trois romans déjà les jettent dans les bras d'hommes beaucoup plus jeunes qu'elles pour une relation où le cœur et l'esprit ont beaucoup plus de part que le sexe.

Tenez ! même l'héroïne d'Angelo Rinaldi dans *les Roses de Plin* s'offre, la cinquantaine passée, un godelureau tout juste libéré de son service militaire. Et c'est lui qui pleure le plus quand Rose, après lui avoir payé trois semaines de déduit à Paris, décide de retrouver ses aises et ses bigoudis. Dans *les Grands Désordres*, Marie Cardinal fait naître un « amour solide comme l'Himalaya », entre une psychologue tout près d'atteindre le demi-siècle et le jeune écrivain qui lui sert de « nègre ».

## Une inexplicable disparition

Mais c'est Georges Conchon qui remporte la palme — le pompon, dirait-il, dans sa langue non pas argotique mais familière — avec *sa Colette Stern*, qui l'introduit chez Gallimard. Cette fois, le héros tombe amoureux d'une femme qui a exactement l'âge de sa mère.

Et nous n'avons pas affaire à un nouveau *Chéri*. Il ne s'agit pas d'une initiation. Francis Hémon, marié, divorcé, père de deux

enfants, a trente-sept ans. Et, qui plus est, c'est un acteur de cinéma en renom, couvert de femmes. Il est vrai qu'il traverse une période un peu difficile de son existence, une sorte de déprime, où, plutôt que de tenir son rôle sur les écrans, il préfère scier du bois dans la riche banlieue de l'Ouest parisien, les Hauts-de-Corcelles, où il fait l'ours. Il est vrai aussi que, quand il rencontre Colette Stern, par hasard, dans un train, il vient d'installer dans un mouvoir une mère condamnée qu'il adore.

Colette Stern n'est pas n'importe qui. Si elle va sur ses soixante-trois ans — mais oui, mesdames ! — elle n'en paraît pas cinquante. Elle est belle, riche, désirable, intelligente, cultivée. Elle a parcouru le monde, étant veuve d'un mari champion international des jeux de cartes : poker, bridge, etc. Elle cite abondamment l'œuvre de son cousin Valéry Larbaud, qui a naguère fasciné aussi Francis Hémon.

En séduisant, et très vite, son acteur, en se refusant à lui, et longtemps, puisqu'ils en arrivent à vivre ensemble en frère et sœur quand aux yeux du monde ils passent pour amants, Colette Stern va remettre en quelques mois le déprimé sur ses rails. Et puis soudain elle disparaît et le livre s'arrête.

Cette disparition est-elle plausible dans un univers aussi réaliste que celui de Georges Conchon ? Devant elle, j'ai cru un moment

que Colette Stern était une femme rêvée, un substitut de la figure mythique qui venait de s'effacer. Mais non ! c'est impossible. Le fantastique n'est pas le registre de Georges Conchon.

## Due d'amour comédie de caractère

Cet écrivain compte parmi nos bons romanciers de mœurs. Je garde le souvenir de cet *Etat sauvage*, prix Goncourt 1964, où le racisme des Noirs nouvellement émancipés égalait celui des Blancs : une courageuse absence de conformisme chez un homme de gauche, en pleine période de décolonisation.

Il s'est fait depuis le peintre puissant d'autres milieux. Mais *Colette Stern*, ce roman léger, tout juste ourlé par la mort et sans autre recherche d'écriture que la vivacité des scènes et des dialogues, n'appartient pas à cette veine. L'entrée de Georges Conchon chez Gallimard se fait sur un duo d'amour qui est aussi une comédie de caractère. Le roman met surtout l'homme en lumière. La femme reste plus mystérieuse. Mais des deux partenaires c'est elle qui, au nom de la réalité, a le plus de mal à triompher du tabou de l'âge. Allez donc voir comment elle s'y prend !

JACQUELINE PIATIER.  
★ COLETTE STERN, de Georges Conchon, Gallimard, 220 p., 75 F.

● HISTOIRE

# Classer l'univers...

Des extravagances de la nature à l'ordre du monde : un essai de Krzysztof Pomian sur la transformation du « métier » de collectionneur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

EN 1645, deux voyageurs anglais visitent à Venise la collection de Carlo Ruzini, un patricien de la cité : « Il a un palais impressionnant, richement meublé, avec des statues et des têtes des empereurs romains placées dans une chambre spacieuse. Dans la suivante se trouvent un cabinet de médailles et latines que grecques avec différents coquilles curieuses dont deux contenaient de belles perles ; mais y abondent surtout des choses pétrifiées, des noix, des œufs dans lesquels tremble le jaune, une poire, un morceau de bœuf avec des os dedans, un hérisson entier (...) et d'innombrables autres choses. » Les autres pièces renferment des pierres gravées, des agates, des cristaux, des morceaux d'ambre

minutieusement leur destin au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il repère ainsi trois évolutions majeures. Et d'abord, la constitution d'une nouvelle culture archéologique qui, à partir de 1730, se désintéresse des médailles, auparavant fort prisées, et donne toute son attention aux sculptures, aux bas-reliefs, aux canéaux. Cet intérêt pour les monuments figurés conduit dans certaines villes, ainsi Vérone et Turin, à l'ouverture de musées publics d'antiquités. Il marque bien une nouvelle perception des œuvres anciennes, émancipée de l'érudition philologique, puisqu'elle ne cherche plus dans les objets une confirmation des textes mais les considère comme des témoins du goût de leur époque et des modèles esthétiques qu'il faut imiter.

Pourtant, ce n'est qu'à la fin du Moyen Âge que se trouvent nous pour plusieurs siècles (et jusqu'à maintenant) les différents éléments qui définissent une pratique spécifique : la collection entendue comme la constitution de « tout ensemble d'objets naturels ou artificiels, maintenus temporairement ou définitivement hors du circuit d'activités économiques, soumis à une protection spéciale dans un lieu clos aménagé à cet effet, et exposés au regard ».

En cette acception, la collection suppose un lieu ouvert aux visiteurs, même s'ils sont choisis et peu nombreux (le cabinet, la galerie, le musée), un marché plus ou moins organisé, qui donne aux objets et aux œuvres une cote qui n'a rien à voir avec leur valeur



BERENICE CLEEVE

contenant des insectes et une salamandre - sans le moindre défaut - des mosaïques, sans oublier une galerie de tableaux.

Le premier propos du livre de Krzysztof Pomian, qui rassemble huit études qu'il a publiées en français et en italien entre 1976 et 1986, est de comprendre comment, à la charnière des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (plus tôt ici, plus tard là), de tels musées du rare et de l'étrange cèdent la place à des collections spécialisées, rationnelles, ordonnées, où sont séparés les produits de l'art et ceux de la nature et où l'attention se détourne des bizarreries qui autrefois fascinaient.

Une telle trajectoire s'enracine dans la révolution de la connaissance elle-même. Pour la culture de la curiosité, celle-ci ne pouvait résulter que de l'observation, donc de l'accumulation, de toutes les catégories d'êtres et de choses qui constituent l'univers. De là, l'ambition de chaque collectionneur de faire de son cabinet un véritable microcosme. De là, aussi, le primat donné aux singularités, non seulement parce qu'elles disaient mieux que les objets ordinaires la puissance créatrice infinie de la nature et de l'art, mais surtout parce que leur trouvaille et leur conservation enrichissaient cet inventaire sans fin qu'est la description du monde. Avec la révolution scientifique, un tel désir de totalité, sans règles ni principes, n'est plus recevable. Les *Kunst- und Wunderkammern*, ces réserves aux merveilles, en perdent leur séduction.

Sur leurs ruines, des collections d'un type nouveau se développent. En prenant pour exemple deux sites contrastés (d'un côté Paris, de l'autre Venise et les villes de Vénétie), Krzysztof Pomian suit

Deuxième déplacement : celui qui bouleverse le marché de la peinture. Dans la seconde moitié du siècle, en effet, l'approche du tableau se modifie. Au jugement esthétique, prononcé par les amateurs qui ont l'intelligence des principes de l'art, et les mots pour le dire, se substitue l'exigence d'attributions correctes, triant entre les originaux et les copies, identifiant les auteurs, classant les tableaux par écoles et par dates. Le savoir neuf ainsi requis, lequel suppose une grande familiarité avec « la manière et la touche » de chaque artiste, est affaire de professionnels, de peintres et plus encore de marchands qui forment leurs connaissances par la visite des collections et la fréquentation des ventes aux enchères. Il accompagne une transformation du goût lui-même, qui délaisse les Italiens, aux attributions trop incertaines, et les grands genres, qui comptent d'abord par leur sujet, et se porte vers la petite manière des Flamands et des Hollandais, plus sûrement reconnaissables, appréciés, comme écrit Dubos, pour l'« adresse de l'artisan ».

## Pour les dieux et les morts...

Le XVIII<sup>e</sup> siècle, enfin, est marqué par l'engouement pour les cabinets d'histoire naturelle. Ces collections nouvelles ne visent plus à rassembler les pièces les plus extraordinaires, mais à classer en un système raisonné les espèces et les fossiles les plus communs. Leur présentation même, qui distribue les séries de spécimens entre salles, armoires et tablettes, a charge de rendre immédiatement visible l'ordonnement de l'univers.

Krzysztof Pomian s'efforce d'inscrire ce parcours dans une plus longue durée qui autorise à situer dans l'Italie du XIV<sup>e</sup> siècle l'émergence de la collection, au sens moderne du terme. Auparavant, les tombes, les temples, les palais, les églises conservent des ensembles d'objets, rassemblés pour les dieux, les morts ou les vivants, afin d'assurer la communication avec l'invisible dont ils sont comme des représentants. A leur manière, ces accumulations constituent des « collections ».

d'usage, et la formation d'une société de curieux et de connaisseurs qui, par-delà les frontières, échangent visites et correspondances, entretiennent connivence et rivalités.

## Une histoire des regards et des savoirs

Démontrant que la science et l'érudition peuvent aller de pair, l'ouvrage de Krzysztof Pomian (qui écarte de son propos, sans trop s'en justifier, les collectionneurs de livres) est une contribution importante à une histoire des regards et des savoirs. Moins intéressé par une sociologie des collectionneurs, dessinée à grands traits, que par une étude de contenu des collections, il traite celles-ci comme autant de « formes primitives de classification » (pour reprendre l'expression de Durkheim et Mauss). Chacune, par le rassemblement et l'organisation de ce qu'elle donne à voir, livre un ordre du monde. A chaque époque, les collections dessinent donc non seulement une hiérarchie de la distinction sociale (collectionneur est un bon moyen pour exhiber une puissance ou conquérir un rang), mais surtout une manière de comprendre l'univers, de découper le temps, d'accéder au savoir.

ROGER CHARTIER.  
★ COLLECTIONNEURS, AMATEURS ET CURIEUX, Paris, Venise : XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, de Krzysztof Pomian, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 130 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# Enfin un roman nécessaire !

(Suite de la page 15.)

Même la communauté de lesbiennes écolops qu'anime sa mère dans une ferme du Berry, même ces rescapées d'un marginalisme qui devrait l'attendrir ne trouvent pas grâce à ses yeux, non plus que ses anciens amis « gays », caricaturés d'une plume féroce.

Ce n'est pas tant le dégoût de la femme qu'il doit surmonter que le mépris inspiré aux hommes de son espèce par tout désir hétérosexuel. Au vrai, ce n'est pas tout à fait d'hétérosexualité qu'il semble s'agir entre Adam et Eve lorsqu'ils font l'amour dans la paille de la ferme berichonne sur fond, symbolique, de cochon écorché, mais plutôt d'inceste frère-sœur délicieusement délégué des interdits.

DIFFICILE de ne pas voir dans les nouveautés pathologiques une vengeance des tabous transgressés, on ne sait quelle réprimande céleste. Bien qu'il n'ait pas l'âme chrétienne — ce n'est pas son père, jésuite détroqué, qui la lui aurait léguée — Adam ne peut accueillir comme une simple malchance les mauvais résultats de ses tests sanguins. La notion de péché que l'on croyait évacuée revient en force. Elle s'attache au regard traqué que jettent à leur médecin, ou à leur bocal de perfusion, les victimes des nouvelles maladies vénériennes.

Tandis que le couple de jumeaux différés fête son amour aux Antilles et fait pèlerinage à ses origines communes du côté de Buenos-Aires et de Montevideo, Adam ne peut se retenir de supputer les chances de survie que lui laissent son état de séro-positif et les premiers signes du mal, notamment des aphésies passagères. Va-t-il « contaminer » sa presque-sœur et l'enfant de lui qu'elle porte ? L'angoisse s'enveloppe d'un certain fatalisme, dur et léger à la fois. « Disputes, soucis et besoins d'éternité ont disparu de sa tête. » Le goût de l'instant s'en trouve accru, délicieusement.

JUSQU'AU stade du mal où la souffrance a resserré son étreinte et imposé son scandale, où sont apparus les fièvres atroces, les réveils de faiblesse et à pleurer, les dépendances humiliantes.

De retour en France après une escale à Dakar et une équipée en volier, Adam ne sait plus ce qu'il fuyait davantage, de continent en continent : ses poursuivants dans une obscure

affaire de drogue, le secret de ses origines, ou la vérité sur sa maladie. L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière lui apporte la réponse. C'est là, dans ces dédales de blancheur douteuse, sur des chariots poussés par des infirmières farceurs, c'est dans ces sonnailleries de bidons et ces entrelacs de perfusions hasardeuses, que l'homme moderne naît, aime, hait et disparaît. La vie s'y résume et s'y clôt. C'est évidemment là qu'Euripide et Racine placeraient leurs tragédies, et non plus aux marches des palais, entre amour et gloire.

Tout livre réussi est une course contre la montre. Ici, deux échecs se chevauchent : la maladie d'Adam, la grossesse d'Eve. Un être va quitter la scène, un autre s'apprête à y entrer. Si Eve fut enfant de la révolution avortée de 68, le fils d'Adam sera, lui, un pur produit de l'ère biologique où l'humanité est entrée insensiblement, comme glissent les chaussons aseptiques sur le lino des salles d'opération...

NARCISSE, malade, perd le doux droit de s'aimer. Son image amaigrie, dans la glace, lui fait horreur. Adam n'ose plus croiser son regard de bête aux abois. La naissance à venir devient sa consolation. Narcisse-père : il fallait y penser.

Le narrateur ne craint pas tant la mort que la souffrance. Il l'explique dans une « parenthèse pour lui seul ». L'enfant assurera sa survie et il adoucit, par avance, sa douleur. Adam exige qu'on ne s'acharne pas au-delà de ses forces, et pourtant il subit l'insupportable. On lui perce les pommons. Les endoscopes écarquissent son corps en y traçant des boulevards de cris, les drains évacuent l'indéfinissable fléau, ils administrent l'indéfinissable punition, réinventent la torture, ravivent le mal.

L'enfant naît sur fond d'agonie, au son du bal que les infirmières donnent pour les externes. « Humour amer », s'excuse l'auteur auprès des médecins : nous sommes au-delà de l'humour, de même que le roman se révèle, dans les dernières pages, bien plus que nécessaire : à part.

Gardez les yeux clos en refermant Eve : le noir des lignes vire au rouge sombre. Ces bulles de sens poisseuses et tièdes qui descendent dans nos veines trouées, ne cherchez pas, ce n'est plus de l'encre, c'est du sang.

★ EVE, de Guy Hocquenghem, Albin-Michel, 320 p., 90 F.

**VENDEZ**  
TOUTE L'ANNÉE  
**LIVRES, DISQUES**  
SACELP, société d'achat  
de la LIBRAIRIE  
**JOSEPH GIBERT**  
2, rue de l'École-de-Médecine  
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel  
Tél. : 40-40-02-15, 75006 Paris  
M° Odéon - RER Luxembourg

**Rencontres de Royaumont**  
25, 26 et 27 septembre 1987  
**T.S. ELIOT**  
Lecture de l'intégrale  
de l'œuvre poétique  
par des poètes  
français et anglais  
Concerts et débats  
Renseignements : 30-35-40-18



## TROIS AMÉRICAINS REGARDENT LA FRANCE

## Steinbeck et les Gaulois

Il y a trente ans, John Steinbeck — qui n'avait pas encore reçu le prix Nobel et n'était pas devenu le chantre lyrique des bombardiers américains sur le Vietnam — vivait en ermite dans un village de baleiniers à Long-Island et se débattait avec une petite idée littéraire amusante qu'il comparait à un moustique. C'est un drôle d'insecte, en effet, que le *Régne éphémère de Pépin IV*, remarquablement traduit par Rose Celli : une bestiole divertissante qui n'est pas dans la ligne des grandes machines de l'auteur des *Raisins de la colère* et d'*A l'est d'Eden*, une fantaisie politique plus qu'un pamphlet.

Steinbeck imagine, dans le cadre de la Quatrième République française, qu'une crise ministérielle particulièrement soignée et loufoque conduit les partis de l'Assemblée, des radicaux-conservateurs aux khrouchtchéviens, en passant par les athéistes-chrétiens, à rétablir la royauté. Après de multiples palabres entre les divers prétendants, la couronne échoit à un brave homme, habitant au numéro 2 de l'avenue Marigny, Pépin Amolphe Héristal. Il vivait paisiblement entre sa femme Marie, sa fille Clotilde (une agitée), son oncle Charles Martel (un sage esecro), et le bénéfice d'une petite vigne à Sancerre lui permettait de se livrer chaque nuit, scrutant le ciel, à sa seule passion, l'astronomie. Mais quand on vient le persuader qu'il est un lointain descendant de Pépin le Bref, il ne peut refuser le trône. Lui que seule intéresse la lunette.

On se croit tout d'abord dans un conte de fées ironique et gentil, avant que l'humour ne se fasse plus acide au fil des pages, non sans quelques coquetteries surréalistes. Pépin sympathise avec



John Steinbeck vu par Philippe Halsman.

un jeune Américain, Tod, fils du roi de l'œuf, visite Paris incognito, tandis que la noblesse parasite Versailles et saït tout. La confiance internationale revient, bien que l'on nage en plein absurde, et le roi s'ennuie.

Bien sûr, le spectre de la guillotine resurgit, mais on ne résumera pas davantage cette longue nouvelle qui s'arrête juste avant de s'essouffler. Steinbeck ne parvient pas toujours à éviter les grandes formules creuses du genre : « Les Français ne deviennent pas fous, à moins qu'ils n'y trouvent quelque avantage » ou « Tous les hommes sont honnêtes quand leur intérêt n'est pas en jeu », etc.

Restent une peinture désabusée de la vie politique, qui vaut pour tous les régimes, et un portrait, assez vrai, des Gaulois éternellement ingouvernables, surtout quand tout va bien, ce peuple que même la bonne fortune inquiète plus que les autres. Y chercher des leçons sur les mois agités qui se préparent serait tout de même prêter au fabuliste une longue vue quelque peu démesurée.

MICHEL BRAUDEAU.

★ LE RÉGNE ÉPHÉMÈRE DE PÉPIN IV, de John Steinbeck, Lieu commun, 162 p., 90 F.

## Les déboires du scénariste Faulkner

Que se passe-t-il quand l'homme de la démesure littéraire écrit un scénario de propagande et de commande sur un contemporain, en l'occurrence de Gaulle...

EN 1942, alors que Sartre salue en Faulkner un dieu de la littérature, ses livres sont épuisés aux États-Unis, à l'exception de *Sanctuaire*.

Le « violent sédentaire » du comté d'Oxford doit à nouveau recourir à Hollywood, retourner aux « mines de sel ». « Parce que j'étais sans le sou en 1942 et que l'armée de l'air ne voulait pas me revoir, j'ai dû signer un contrat de sept ans avec Warner pour avoir du travail. »

C'est sans doute sur l'ordre de Roosevelt que Warner commande à son producteur Buckner un scénario sur de Gaulle. Il s'agit de rehausser aux yeux des Américains l'image de la France libre, qui a été fortement dépréciée à cause de l'incompréhension totale entre Roosevelt et de Gaulle. Buckner engage alors Faulkner comme *script-doctor*.

Dans le premier développement du scénario, l'intrigue se déroule sur trois plans : la vie d'une famille dans un village breton, les secousses de la politique intérieure et internationale à travers les positions de de Gaulle, l'occupation allemande du village et l'organisation de la Résistance. Faulkner centre son récit sur les divergences et conflits qui opposent les deux frères de la famille bretonne : Georges, l'élève de de Gaulle à l'école de guerre, qui sera par la suite son ordonnance, et Jean, pilote de l'air, vichyste par conservatisme.

Buckner soumet ce premier traitement à Tixier, le représentant de la France libre à Washington. Dans un rapport acerbe, Tixier critique les sources (le livre de Philippe Barrès sur de Gaulle) et la version édulcorée et dénaturée des faits. Il incite Faulkner à mieux se documenter sur le milieu paysan français (une paysanne ne porte pas de *dressing-gown* et n'a pas de domestique à son service...), et il corrige sa présentation misérabiliste et idéalisée des débuts de la Résistance à Londres. Il l'incite d'autre part à enlever l'épisode sur l'incident syrien, une affaire chatouilleuse pour la France libre comme on s'en rendra compte en lisant ci-dessous la version faulknerienne initiale.

Faulkner, appliqué, écrit une deuxième version en tenant compte des critiques. Il élargit la toile de fond des *little people* avec de nouveaux personnages, un musicien juif et sa fille. Il y aura

une troisième version, où le personnage de de Gaulle sera supprimé, mais le scénario ne sera jamais adapté à l'écran. Quand Faulkner termina sa dernière version, Warner avait déjà commandé à Buckner l'adaptation du livre de Joseph Davies, *Mission à Moscou*, qui allait être réalisée par Michael Curtiz, en hommage à Staline. L'alliance avec les Soviétiques devait paraître plus importante aux yeux de Roosevelt que la propagande du *loser* de la bataille de France au destin incertain...

Renvoyé aux travaux forcés de sa solitude hollywoodienne, Faulkner, pour qui l'écriture de scénarios n'a jamais été qu'un élargissement et un prolongement des thèmes de ses romans, esquisse *Parabole*, un roman auquel il consacra onze années de sa vie : pendant la première guerre mondiale, la figure sacrificielle du soldat inconnu se fonde dans celle du Christ...

CHRISTINE DELORME.

## L'incident syrien

Les scénarios hollywoodiens de Faulkner paraîtront prochainement chez Gallimard. Voici un extrait — refusé — de la version sur le face-à-face entre Vichy et la France Libre.

La compagnie à laquelle appartient Jean relève la garde d'un avant-poste à quelques kilomètres du fort. Le poste est attaqué par une compagnie de la France libre. Jean refuse qu'un Français puisse tirer sur un Français : c'est impossible, dit-il. Parmi les autres soldats, certains manifestent leur approbation, mais ils sont sous le joug de l'autorité de l'officier. Les attaquants apparaissent, et commencent leur approche du poste. Jean bondit hors de la tranchée, et se retournant vers celle-ci, les bras ouverts, il crie aux hommes qu'ils ne doivent pas tirer. L'officier apparaît, tire son revolver et ordonne à Jean de redescendre dans la tranchée. Un homme crie « Attention ! Attention ! » etc. Les attaquants approchent, au pas ; ils portent leur fusil dans le dos, à la grenadière, et ils tendent leurs mains ouvertes. Devant, marche leur officier, qui porte un fusil dont le canon est tourné vers le sol, et sur la crosse duquel est fixé un petit drapeau français. L'officier de Vichy parle à un sergent ; celui-ci bondit hors de la tranchée, y pousse Jean, et y saute lui-même.

L'officier de Vichy : « Halte ! » Les attaquants, en rang, avancent toujours au pas.

L'officier de Vichy : « Français, halte ! »

Ils avancent toujours. L'officier de Vichy contemple ses hommes. Le moment venu, il ne leur demandera pas de tirer. Il bondit sur une mitrailleuse dont il repousse les serveurs, et qu'il braque sur les troupes qui approchent. Mais il refuse de tirer sur elles. Il verrouille la sécurité de la mitrailleuse et s'en éloigne au moment où les hommes de la France libre font leur entrée dans le poste. Les deux officiers sont également inflexibles. L'officier de Vichy demande que ses hommes soient autorisés à regagner le fort. Ils sortent.

Le fort. Les troupes qui ont livré l'avant-poste sont arrêtées, désarmées et mises aux arrêts. Bureau du commandant. L'officier, à qui on a attaché ses insignes, fait face au commandant entouré d'autres officiers. On ne lui a pas encore donné la parole. Un aide de camp lit l'article du code militaire qui prévoit le délit et son châtiment.

ment : lâcheté et trahison, peine de mort.

Le terrain de manœuvres. Tête nue, désarmées, les troupes mutinées défilent. Cinq hommes sont appelés par leur nom. Des gardes, en rang, les emmènent.

L'officier et les cinq hommes sont alignés face à un peloton d'exécution. La garnison tout entière est présente. Mais le commandant n'est pas encore là. Les officiers commencent à s'inquiéter. L'officier en second envoie un aide de camp chercher le commandant.

Bureau du commandant, qui est debout à la fenêtre au moment où l'aide de camp entre, dit que la garnison attend, et demande des ordres. Le commandant donne l'ordre d'annuler l'exécution, de faire défilier le bataillon, et d'enjoindre à tous ceux qui refusent de prendre le parti de Vichy de quitter le fort avant le coucher du soleil. L'aide de camp sort. Le commandant se dirige vers son bureau et s'orne le planton. Le planton entre. Le commandant demande son cheval. Le planton sort. Le commandant détache ses médailles, les pose sur le bureau, prend un revolver dans un tiroir, et sort.

Le désert. La nuit. Le chef de l'avant-poste et une cinquantaine de ses hommes traversent le désert, sans armes, munis seulement de nourriture et d'eau. Jean est parmi eux. Ils ont à faire la longue traversée de la Syrie et de l'Égypte avant d'atteindre le Soudan, où la France est encore libre. Ils découvrent un cheval sellé qui broute, le reconnaissent, et suivent ses traces, qui les mènent au commandant, mort, le revolver à la main. Ils savent ce qu'il a fait et comprennent pourquoi. Ils l'enterrent et plantent sur sa tombe un petit pommier où on lit : « Pour la France ». Ils poursuivent leur chemin.

L'Angleterre. Le bureau de de Gaulle. Un aide de camp raconte à de Gaulle l'histoire de l'avant-poste en Syrie, et comment, au dernier moment, les Français ont refusé de tirer sur des Français.

De Gaulle : « Ils ne pourront jamais nous soumettre. Ils pourront seulement détruire nos corps. Le corps n'est rien. Beaucoup d'hommes sont morts pour créer la France ; beaucoup d'hommes mourront pour qu'elle continue à vivre libre. »

WILLIAM FAULKNER.

(Traduction de Michel Gresset.) © Warner Bros., Inc. 1942, 1984 ; Louis Daniel Brodsky, 1984 ; éditions Gallimard pour la traduction française.

## L'homme qui aimait les femmes

En passant de l'Amérique à la province française, John Hawkes nous entraîne chez des aristocrates de l'existence. Une vraie fête...

LES émois de la puberté, l'éducation sentimentale d'un adolescent, les rêves et les craintes du désir, tout cela n'est guère nouveau, et John Hawkes le sait si bien qu'il a choisi pour le dire une forme elle-même sans âge : le tableau de guerre. Ce faisant, il a complètement renouvelé le traitement du thème.

Pour commencer, Hawkes a repris le héros de son roman précédent, l'Oncle Jack du Commerce des peaux en Alaska. Il le fait vivre une vingtaine d'années auparavant. Il ne s'agit là ni d'une facilité ni de l'ébauche désordonnée d'une « série » consacrée à la vie d'Oncle Jack. Hawkes n'est pas un auteur de saga, et son propos est tout autre : il voulait savoir comment se fabrique une fausse généalogie littéraire : comment il pouvait écrire — et ses lecteurs lire — l'histoire au présent d'un personnage dont il connaissait le futur, pour l'avoir écrit — comme les lecteurs, pour l'avoir lu.

Ce problème de génération (dans tous les sens du terme) constitue le thème même d'*Innocence in extremis*. En 1892, le père d'Oncle Jack décide de quitter pour un temps l'Amérique et d'emmener toute sa famille rendre visite à son propre père, le patriarche des Deauville, le « vieux gentleman », qui vit dans son château, au milieu de ses chevaux, de ses femmes et de ses vignerons — dans l'ordre — en son château près de Chantilly.

Le père, accompagné de sa superbe épouse, de sa secrétaire roussie et lascive, de ses quatre enfants et d'une abondante suite de jeunes domesticités féminines débarque donc en France où, selon les rites d'un ballet compliqué autant qu'élégant, le cercle de

sa tribu va croiser le cercle de la tribu grand-paternelle.

De ce croisement de toutes les séductions vont naître des jeux, des fêtes, des mises en scène qui ne visent tous, dans l'esprit du grand-père, qu'à un même but : faire de l'Oncle John le digne successeur, l'héritier moral si l'on peut dire, des seigneurs Deauville — cavaliers, cavaliers, gîteurs exclusifs de mâles, organisateurs minutieux du spectacle de leur vie.

## Un tableau de Watteau

*Innocence in extremis* est un tableau de Watteau, tout en finesse et en grâce, en souffles légers, en murmures heureux, en bruissements furtifs, en malices pudiques, en sensualité délicate. En quelques pages, Hawkes a réussi ce qu'il y a sans doute de plus difficile en littérature : à offrir plus encore que le spectacle du bonheur, son mouvement, sa fluidité, sa fragilité. Il y a là quelque chose qui existe, et fortement, et qui pourtant paraît libéré de l'espace et du temps. Les hommes — le père d'Oncle Jack et son grand-père — devraient apparaître comme des machos égoïstes,

uniquement préoccupés de chair fraîche, de chasse au renard, de vin nouveau et d'obscurs fantasmes de lignée ; mais ils sont aussi de vrais aristocrates de l'existence, de vrais amoureux des femmes, des chanteurs exaltés de l'abondance, de majestueux dieux patens qui savent sacrifier à l'essentiel : la beauté et la vie.

Les femmes — la mère et la grand-mère d'Oncle Jack, la secrétaire roussie et lascive, la femme mystérieuse, la superbe petite cousine, les bonnes de toutes nationalités — pourraient passer pour des victimes plus ou moins consentantes et pitoyables, jouets volontaires ou réticents des désirs impérieux de leurs seigneurs. En fait, toutes sont admirables, parfaitement dignes du culte dont elles sont à la fois les déesses et les offrandes. Et l'Oncle Jack dans tout cela ? L'Oncle Jack hésite entre le cercle des femmes et celui des hommes. Au gré de ses émotions, il passe des jupes de sa mère aux spectacles pédagogiques que monte son grand-père à son intention, selon une gradation qu'aurait appréciée l'auteur de l'*Emile* : présentation de la petite cousine en amazone (beauté, sang-froid, féminité incertaine), fête des vendanges avec foulage du raisin par des vierges nues (exaltation des

rythmes saisonniers et du corps féminin), enfin séance de saillie de la jument favorite du « vieux gentleman » (reproduction, exaltation de la fécondité, respect dû au lignage).

Lorsque la tribu américaine, sous l'impulsion de la mère d'Oncle Jack, tout aussi amoureuse de son beau-père qu'ennemie du libertinage, quittera le château des Deauville, nul ne peut dire vraiment ce qui demeure de l'innocence du jeune garçon. Sauvé *in extremis* ou bien parvenu à l'extrémité de sa course ? Hawkes laisse planer sur ce dernier point une ombre d'ambiguïté comme il se doit, la pointe extrême d'un trouble. Un petit nuage léger, tendre, tout près de se dissiper, qui flotte dans le ciel d'un bien pur et intense et qui suffit à moduler d'un soupçon de mélancolie ce chant lumineux, composé en hommage émerveillé à toutes les femmes. Un hymne qui échappe, lui aussi, à l'espace et au temps.

P. L.

★ INNOCENCE IN EXTREMIS, de John Hawkes, traduit de l'américain par Michel Doury, Le Seuil, Collection « Fiction et Cie », 120 p., 69 F.

— Parmi les autres parutions : • La collection « 10/18 » reprend trois œuvres de l'écrivain américain Frederic Prokosh : un recueil de souvenirs, *Voix dans la nuit* ; un roman, *Le Manège d'ombres* ; et le *Manuscrit de de Missolonghi*, réédition du « journal » disparu de lord Byron (traductions de Léo Dili et d'Elizabeth Gilie).

• Christian Bourgois publie, dans un même volume, deux romans d'apprentissage de John Fante (1908-1983) : l'*Orgie*, suivi de 1933 fut une mauvaise année (traduction de Brice Matthiessent), 204 p., 80 F.

office de promotion de l'édition française  
35, rue Grégoire-de-Tours - 75006 Paris  
Téléphone : (1) 43-26-61-66  
Présence de l'édition française  
FOIRES INTERNATIONALES DU LIVRE  
Moscou - Rio de Janeiro - Madrid - Francfort  
Belgrade - Casablanca - Montevideo - Alger  
SEPTEMBRE - NOVEMBRE 1987

هنا من الجو



● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Christa Wolf revient à « G. anciennement L. »

★ **TRAME D'ENFANCE**, de Christa Wolf, traduit de l'allemand par Gisela Riccardi, Albin, 462 p., 139 F.  
★ **TROIS HISTOIRES INVRAISSEMBLABLES** (nouvelles considérées d'un chat sur la vie, petite excursion à H., autocritique), traduit par Y. Hoffmann, M. Litaize et M. A. Roy, Albin, 114 p., 59 F.  
★ **AUCUN LIEU, NULLE PART**, traduit par Alain Lance, Albin, 110 p., 59 F. (réédition).

« L'été n'est pas mort ; il n'est même pas passé. Nous nous coupons de lui et le traitons en étranger. » Hénée par la nécessité de ne pas se laisser asphyxier par un passé qu'on refoule, Christa Wolf, l'un des meilleurs écrivains de la République démocratique allemande à toujours eu le sentiment que dans la littérature de sa République démocratique allemande, les écrivains ne parlaient pas des événements personnels et historiques les plus importants, des conflits politiques les plus aigus et que, souvent, ils allaient trop loin dans l'autocensure. Elle s'en est souvent expliquée dans son œuvre depuis le *Chiel partagé* au lendemain de la construction du « mur » (Éditions français réunies, 1964) jusqu'à *Christa T.* (Seuil, 1972), *Aucun lieu*, Nulle part (Hachette, POL, 1981), récemment réédité chez Albin, et, surtout, jusqu'à cette *Trame d'enfance*, qui vient de paraître. Incontestablement son livre majeur dans une œuvre où tout est important.

En 1973, dans un entretien qu'elle avait eu à Moscou avec l'écrivain soviétique Constantin Simonov, elle exposait déjà très clairement la préoccupation qui était la sienne alors même qu'elle était en train d'écrire *Kindheitsmuster*, traduit aujourd'hui en français sous le titre — peu alléchant — de *Trame d'enfance*. « J'avais le même âge que les jeunes gens enrôlés par Hitler, mais j'avais la chance d'être une fille et je n'ai pas été obligée de faire le coup de feu, expliquait-elle. C'est ainsi que j'ai vécu, moi aussi, près de Berlin, la fin de la guerre, mais dans un convoi de réfugiés (...). Ce que nous ressentions vraiment à l'époque, comment nous avons vécu notre rencontre avec l'armée rouge, cela n'a pas encore, à mon avis, été décrit avec sincérité. Je ne sais pas si c'est encore trop tôt pour le faire (1). »

Que sommes-nous ? D'où venons-nous ?... Les intellectuels, selon elle, se doivent de mettre fin à plus de trente années de refoulement généralisé et d'amnésie volontaire. L'écrivain comme le citoyen ne peut accepter que l'on continue d'ensevelir la mémoire, de refuser le passé. Dans l'intérêt même de

ses compatriotes, il faut leur rappeler d'où ils viennent, dans quel monde ils ont vécu. C'est donc un voyage dans l'espace et dans le temps que va nous conter Christa Wolf, à la faveur d'une excursion en Pologne. A quelque 200 kilomètres de Berlin, de l'autre côté de la frontière, de l'autre côté de l'Oder, pour se rendre à « G. anciennement L. », la ville natale de Nelly, la narratrice. Un long voyage au bout d'un autre temps, vers le nazisme tel qu'il fut vécu. Le national-socialisme des familles...

PUISQUE « la tournée au pays des anciennes patries » est à la mode, ils sont donc partis à quatre en voiture. Un week-end en famille : H. le père, Nelly la mère, Lutz son frère, Lenka sa fille de quinze ans. L'âge de l'auteur lorsqu'elle a quitté « L. » aujourd'hui « G. » le 29 janvier 1945... Christa Wolf ne nommera jamais la ville, aisément reconnaissable sur la carte, autrement que par ses initiales, alors qu'elle use toujours par ailleurs d'une précision presque vétilleuse — le jour, le mois, l'année — pour remonter dans la mémoire à long et à court terme et recomposer le puzzle d'une vie.

« G. anciennement L. » c'est Golzow-Wielkopolski, anciennement Landsberg, sur la Warta. Jadis située à l'est de l'Allemagne, elle est aujourd'hui à l'ouest de la Pologne. Elle a changé de nationalité, de langue, de monnaie, d'habitants, de culture. Des gens venus d'ailleurs ont remplacé ceux qui se sont enfuis devant l'avance des Soviétiques en 1945. On avait déjà lu dans la nouvelle intitulée *Changement d'optique* (2) la « libération » vue par Christa Wolf : l'exode de foules allemandes, polonaises, baltes auxquelles se mêlaient les pyjamas rayés des déportés qui se ruèrent vers l'ouest pour échapper aux « sauvages Asiatiques » et rejoindre les « libérateurs » américains. Couchée sous un arbre, tandis que Berlin brûle au loin, l'adolescente décide de « changer d'optique ». De ne pas se sauver davantage et de s'arrêter dans un village du Mecklembourg.

ON la retrouve un quart de siècle plus tard, après le pique-nique dominical, la tête à même la terre, savourant un de ces rares instants de vie où « tout est dans l'ordre des choses » avant de se lancer dans l'élaboration de cette œuvre qui n'est ni un roman, ni une autobiographie, ni des Mémoires, mais une liasse d'« échantillons », de « spécimens » (*Muster*) découpés, assemblés, cousus, recousus, décousus, fondus, selon les méandres d'une mémoire qui fait resurgir ses



monstres (Christa Wolf explique que *Muster* vient du latin *monstrum* : étymologie douteuse...).

Dans une judicieuse postface, Claude Prevost, critique littéraire à l'Humanité, évoque la « marche en écrivaine » de la mémoire et soulève des questions sur « les continuités et les survivances » des « valeurs » anciennes, même chez des antifascistes convaincus : « le fétichisme, l'habitude de penser par idées reçues, le respect de l'autorité et la soumission aux ordres, bref le manque de courage civique, maladie qui a trouvé depuis longtemps un terrain privilégié dans l'histoire de l'Allemagne », dans ce pays que, selon Christa Wolf, « on habitude aux invasions et aux victoires sportives ». Dans son combat contre l'ennemi, elle frappe fort, preuves à l'appui. Avec des dates précises, des coupures de journaux, des photos, des documents, des souvenirs, elle rappelle que l'annonce de « la mise en service du camp de concentration de Dachau, d'une capacité de cinq mille places », a paru dans le *General Anzeiger* du 21 mars 1933 et que tout le monde en était prévenu, que tous observaient l'interdiction de se rendre dans des magasins juifs, que l'oncle Emil acheta une usine de bonbons qui avait dû appartenir à un juif. Elle se souvient du bon sourire de son père qui, en adhérant au national-socialisme, s'est

décidé pour la multitude et contre lui-même. « Tu vois, maintenant, nous aussi on en fait partie », avait dit quelque un à Nelly, d'une voix joyeuse... La narratrice montre une vraie famille, pleine d'humour, de tantes, de grands-parents dans le nazisme quotidien ; l'ancien de la Légion Condor et ceux qui font passer des annonces dans les quotidiens pour faire savoir que « telle entreprise n'est pas chrétienne ». Son père attendra qu'elle soit adulte pour aborder avec elle la question de savoir « si l'on peut faire de tout un homme une brute ». Et sa mère, l'admirable Charlotte, avec son tablier blanc d'épicière (qui n'oublie pas de faire le ménage et de brûler le portrait de Hitler avant de quitter sa maison pour toujours), ne peut cacher son étonnement en mai 1945 devant l'homme en pyjama rayé trouvé sur la route à qui elle dit : « Communiste ? Mais on n'allait quand même pas en camp de concentration uniquement parce qu'on était communiste ! »

Et lui de répondre, las : « Mais où donc avez-vous tous vécu ? »

« MAIS où donc avez-vous tous vécu ? » demande à Nelly-Christa Wolf sa fille Lenka qui ne veut rien avoir de commun avec le passé, mais qui comprend, pour

la première fois, ce que fut la jeunesse de sa mère et lui est reconnaissante d'avoir pris le risque de montrer « ce qui dérange (3) ». Étonnant regard de l'adolescente ignorante qui, par son ignorance même, multiplie la torture de l'interrogatoire de Nelly elle-même.

*Kindheitsmuster* parut en Allemagne en 1976, l'année où les autorités est-allemandes accablèrent la répression sur les intellectuels après l'affaire Biermann. A la suite de quoi, d'autres écrivains émigrèrent, il y eut des blâmes, des exclusions (Gerhard Wolf, le mari de Christa, fut exclu de la SED, en même temps que Jürgen Becker). C'était aussi l'année où le professeur M. se suicida avec sa jeune épouse, désespéré sans doute à la façon de Kleist et de Karoline von Günderode... On peut imaginer quel choc fut, à l'Ouest comme à l'Est, dans les deux Allemagnes, la lecture de ce livre qui, pour une fois, soulevait le problème du nazisme non pas dans un catéchisme militant, et héroïquement antifasciste, mais dans une œuvre forte, contradictoire, pleine de personnages vivants et imparfaits qui, eux non plus, n'avaient pas été des héros.

Est-ce afin de ne condamner personne que l'auteur, d'entrée, prévient que Christa n'est pas Nelly même si tous les éléments biographiques concordent : « les personnages de ce livre sont des fictions de la narratrice » et que « les épisodes ne correspondent pas à des événements réels » ? « Quiconque croit reconnaître des similitudes entre un personnage du récit et lui-même ou une personne de sa connaissance devrait réfléchir au curieux manque de singularité qui s'attache au comportement d'un grand nombre de nos contemporains. » A chacun de faire son propre voyage en Pologne.

Parmi les trois nouvelles « invraisemblables » écrites entre 1970 et 1972, qui font suite au recueil publié en 1986, *Changement d'optique*, on savourera tout particulièrement la féroce *Petite Excursion à H.*, un voyage à peine imaginaire parmi les types littéraires et les sujets recommandés et admis offerts à des écrivains « bien programmés ». Le guide est un sage qui prévient contre les déviations : « Les esprits chimeriques qui partent du principe que les êtres humains peuvent accéder à la maturité et à la liberté font plus de dégâts que nous autres réalistes. Néfichéssez-les bien. »

(1) Des fragments ont paru dans *France nouvelle* du 26 février 1974.  
(2) Albin, 1986.  
(3) Le dernier livre de Christa Wolf paru cette année, à propos de Tchernobyl, s'intitule justement *Ce qui dérange (Störfall)*.

### TRAVAILLEURS ET CERVEAUX ARABES IMMIGRÉS EN EUROPE

Sous la direction de Dr. Hayssam SAFAR  
Introduction de Michel JOBERT

Actes du Symposium International 1985 à Mons  
Un volume de 394 pages 180 FF.

Maisonnette & Larose

L'ÈRE GORBATCHEV

### Les Temps Modernes

FONDATEURS  
Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir  
45<sup>e</sup> ANNÉE - JUILLET-AOÛT-SEPT. 1987

### L'URSS en transparence

TM

### La guerre inoubliable de Jürgen Becker

Ne me parle pas de la guerre : les poèmes d'un écrivain allemand que tout ramène à sa mémoire.

« NE me parle pas de la guerre » : telle est l'injonction que Jürgen Becker s'adresse à lui-même dans ce recueil de poèmes, écrits en fonction d'expériences vécues au jour le jour. Il tente d'ordonner les « semaines en miettes » et de faire affleurer les moments de paix parmi les « événements, studios, arbres en fleur, visages, larmes, garages en sous-sol, noms oubliés... ».

Avec une perception merveilleusement aiguë du temps et des saisons, Jürgen Becker peint le calme gris d'une promenade vers le fleuve, la tranquillité d'un dîner avec un ami sous le soleil d'automne, parmi les « tendres orties » et « la vigueur des vieilles mousses ».

Grâce à la finesse de ses notations, il réussit à recréer le silence qui gagne les parages du cœur, cet engourdissement voluptueux de l'esprit quand on ne sait si c'est « la neige ou bien la pluie qui crépite dans les jardins ». Pourtant, à l'instant même où, s'imaginant délivré de la « toxicomanie » des nouvelles, il s'abandonne au plaisir de fouler « les blanches lisères » du monde, l'écho de la guerre revient vers lui : celle qui a déterminé les souvenirs de toute une génération — la sienne — et qui resurgit au hasard d'un éclair d'enfance, ou d'une peur soudaine dans le noir. Apercevant des miradors et des clôtures dans une contrée boisée, Jürgen Becker se sent traqué et s'attend, à tout moment, « aux coups, aux pro-

jecteurs, aux contrôles d'identité... »

Il y a aussi la guerre privée, les pleurs d'une femme qui s'éloigne, la jalousie qui se met au lit avec les amants, les mensonges qui en résultent, les « coups de fil assassins... »

#### Le « juste déplacement »

Surtout, des voix ne cessent de lutter dans sa tête : Jürgen Becker dit très bien comment un écrivain est toujours à la recherche du « juste déplacement ». Lorsqu'il veut manifester sa présence, prouver son existence sociale, il voit la paix reculer à l'horizon ; à l'inverse, dès qu'il décide de trancher les liens, il souffre de son propre effacement.

Peut-être est-ce la conscience de cette contradiction qui le rend « fourbu » dès le matin. Jürgen Becker nous bouleverse quand il évoque l'afflux des négligences impossibles à réparer, et le sentiment de « trop tard » dans sa traversée d'un paysage-requiem dont il redoute d'avoir laissé fuir les images. Mais, même si les résolutions s'éteignent avec la décade des sentiments, il aime savoir que son désir d'écrire ne le laissera jamais en paix.

JEAN-NOËL PANCRAZI

★ NE ME PARLE PAS DE LA GUERRE, de Jürgen Becker, traduit de l'allemand par René Daillie, Actes Sud, 95 p., 75 F.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12



Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK  
48 bd Richard Lenoir  
75011 PARIS

Tél : 48 06 84 01



YVES BONNEFOY

Gaoncourt de la poésie 1987

Poèmes

Anti-Platon. Du mouvement et de l'immobilité de Doree. Hier régnant désert. Dévotion. Pierre écrite. Dans le leurre du soleil.

Ce qui fut sans lumière (1987)

essais et récits

Le Nuage rouge. L'improbable.

Récits en rêve (1987).

MERCURE DE FRANCE





### LA PUBLICITE & LA LOI OUVRAGE COURONNÉ PAR L'INSTITUT PIERRE ET FRANÇOIS GREFFE 6<sup>e</sup> Edition - 670 pages

La 6<sup>e</sup> édition de cet ouvrage, devenu classique, n'est pas une simple mise à jour, mais un ouvrage nouveau comprenant quatre titres, enrichi de nombreuses décisions de jurisprudence, pour la plupart inédites.

Le titre 1 traite de l'organisation de la profession publicitaire, des règles de déontologie, des rapports entre annonceurs publicitaires et supports et de la question du refus de vente des supports.

Le titre 2 est consacré à la Propriété Littéraire et Artistique et aux dispositions de la loi du 3 juillet 1985. Il traite de la protection des photographies et du droit à l'image, notamment.

Le titre 3 concerne la concurrence déloyale et la publicité mensongère avec les dernières décisions de la Cour d'Appel de Paris.

Le titre 4 est le commentaire des textes des réglementations spécifiques à la publicité (ventes avec primes : Ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986. Tabac, Alcool. Protection de la langue française. Affiches, etc.).

En annexe figurent des textes et des documents d'actes parfois difficile. Cet important ouvrage dont la première édition remonte à 1964, a été couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Jan VAN AAL, dans sa préface, écrit « une des principales caractéristiques qui marque les grandes campagnes de publicité, c'est de s'inscrire dans la durée... voici la 6<sup>e</sup> édition de cet ouvrage. S'il s'inscrit ainsi dans la durée, c'est, à n'en point douter, qu'il fait, lui aussi, partie des grands ».

LIBRAIRIES TECHNIQUES - 27, place Dauphine - 75001 PARIS

**GÉRARD MERMET**

**DÉMOCRATIE**

comment les médias  
transforment la démocratie

Un essai extrêmement  
nouveau, stimulant  
et documenté.  
ALAIN GÉRARD SLAMA  
LE FIGARO

Gérard Mermet pose  
les problèmes de  
l'avenir immédiat.  
PIERRE TRACY  
SUD-OUEST DIMANCHE

Reflexions salutaires.  
A l'heure où l'on se  
garotte de mots,  
il est bon que  
Démocratie rappelle  
quelques évidences.  
ROGER WITZ  
LE JOURNAL DU CANARD ENCHAÎNÉ

**Aubier**

## Communication

Une série  
de recommandations

### La Commission des opérations de Bourse et le minitel

Devant la multiplication des services minitel consacrés à la Bourse et après la décision de la Commission électronique, une firme cotée sur le second marché, de poursuivre le service Winner pour la diffusion d'une fausse nouvelle, la COB vient de réagir. Après la consultation des différents éditeurs de presse qui proposent de tels services, la Commission des opérations de Bourse a émis le 15 septembre une série de recommandations.

Le fournisseur de service doit être considéré comme responsable, dans les mêmes conditions qu'un directeur de publication, de l'ensemble de ce qui est diffusé sur son serveur. Il s'engage à vérifier les informations qu'il communique et à ne pas diffuser de données trompeuses en raison de leur caractère partiel. De plus, il devra fournir dans les meilleurs délais des rectificatifs en cas d'erreur. Le fournisseur de service qui propose une rubrique de messages libres et anonymes doit mentionner, par un message permanent sur chaque page, que ces « tuyaux » n'ont aucune valeur professionnelle, ni d'information, ni de conseil. Il doit permettre à toute personne mise en cause d'insérer, à titre gratuit, un droit de réponse. Enfin, le prestataire de service doit conserver tous les messages diffusés pendant six mois à compter de la cession de leur diffusion.

● Deux mille numéros de « Paris-Match ». — L'hebdomadaire Paris-Match (Hachette-Filipacchi) fête, le jeudi 17 septembre, la parution de son deux millième numéro, en proposant à ses lecteurs un supplément de 232 pages. Créé en 1928 par Léon Bailby et destiné alors au public sportif, Match fut racheté par l'industriel Jean Prouvost en 1938, qui le transforme en hebdomadaire d'actualités. Il tire à 1 700 000 exemplaires en 1940. En 1949, il repartit sous le titre Paris-Match, malgré l'opposition de la Fédération de la presse, qui reprochait à Jean Prouvost la parution de Paris-soir, un des journaux, pendant la guerre, et de Sept Jours (un

L'avenir des satellites TDF 1-TDF 2

### M. Souviron ne remettra son rapport que fin septembre

M. Jean-Pierre Souviron, PDG de la filiale française de la banque d'affaires britannique Morgan Grenfell, ne remettra que fin septembre les conclusions définitives de l'expertise financière qu'il mène sur TDF 1-TDF 2, les satellites français de télévision directe. Cette expertise financière, que le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, lui avait demandée fin août, « à titre officieux et personnel », aurait dû s'achever ces jours-ci. M. Souviron, surpris sans doute par l'extrême complexité du dossier, a donc obtenu un « délai de grâce » d'une quinzaine de jours.

L'initiative personnelle du ministre d'Etat avait été violemment contestée, tant par le maître d'œuvre du projet — Télédiffusion de France (TDF) — que par les ministères également concernés et qui n'en avaient pas été informés. L'industrie, notamment, y avait vu une nouvelle tentative de faire capoter un projet jugé trop coûteux par les finances. Si le sort de TDF 1 est, en effet, réglé depuis huit mois — il est entièrement financé sur fonds publics, lancement et assurance compris — celui de son jumeau de secours, TDF 2, ne l'est toujours pas. Le gouvernement avait, en février dernier, fait le pari d'un financement privé. Financement privé qu'il a été jusqu'ici impossible de réunir en totalité, faute notamment d'un accord entre TDF et les futurs exploitants des canaux de télévision. Or, sans satellite de

secours, l'exploitation de TDF 1 ne pourrait plus être qu'expérimentale. La question aujourd'hui posée est donc de savoir si les pouvoirs publics vont, ou non, apporter le complément financier nécessaire pour sauver un programme unanimement considéré par les industriels comme indispensable à l'avenir de la « filière » française de télévision haute-définition. Les conseillers du premier ministre et le ministre de l'industrie y sont favorables, le budget et la communication, opposés. La défaillance des financements privés, soulignait encore au Monde (1) M. François Léotard, « prouverait que les hypothèses retenues par les pouvoirs publics sont incompatibles avec les lois du marché ».

La mission de M. Souviron s'inscrit donc dans ce contexte passionné. A lui d'évaluer l'incidence sur le budget de l'Etat des différentes hypothèses envisagées jusqu'ici : la poursuite jusqu'à son terme du projet ; l'achèvement de la construction de TDF 2 sans mise en orbite ; l'abandon pur et simple du satellite... Les experts gouvernementaux ayant eux-mêmes apporté jusqu'alors des chiffres différents. Toute la question est bien évidemment de savoir si les chiffres peuvent être appréciés indépendamment des enjeux industriels et économiques en cause.

P.-A. G.

★ Le Monde du 15 septembre.

A Montréal

### Lancement d'un second quotidien anglophone

The Gazette, quotidien anglophone de Montréal édité par le groupe Southam, ne devrait plus être le seul journal de langue anglaise de la capitale du Québec à la fin de cette année. M. Pierre Péladeau, président du groupe de presse Québecor (qui édite le Journal de Montréal), a annoncé le lundi 14 septembre que « les décisions de lancer un second quotidien anglophone étaient déjà prises ».

Ces décisions avaient déjà été prises en janvier (Le Monde du 30 janvier).

De format tabloïd, axé sur l'économie, les finances et le sport, ce nouveau quotidien, qui prendra le titre de The Herald ou The Daily News, représente un investissement d'environ 60 millions de francs pour un objectif de vente d'environ quarante mille exemplaires.

Les partenaires de M. Pierre Péladeau seraient le groupe de M. Conrad Black, qui vient d'acquiescer le Soleil du Québec (Ottawa), le Droit d'Ottawa et le Quotidien de Chicoutimi, ainsi que M. Robert Maxwell. M. Péladeau était en effet associé au patron du groupe Pergamon Press pour l'achat de la papeterie canadienne Donohue.

### BERGER-LEVRAULT JEUNESSE

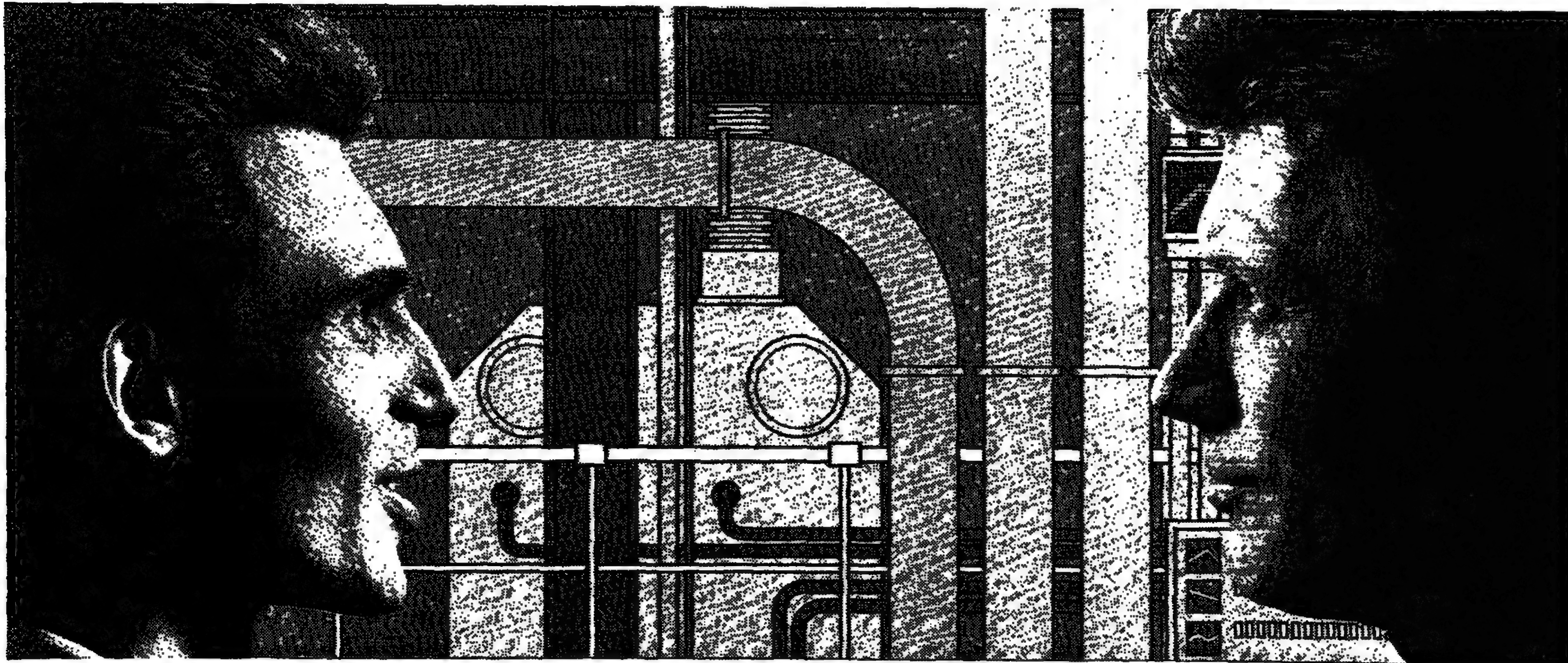
Pour apprendre  
et se distraire.

L'histoire et la vie d'un  
monument

(co-édition CNMHS):

- Le château de Versailles
- La cathédrale

## LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS.



Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'efficacité qui prime. Il ne suffit plus d'être bon. Il faut être le meilleur. Pour sortir de l'ombre et réaliser ses ambitions, l'entreprise doit savoir choisir ses cadres : dynamiques, efficaces, disponibles, en un mot, performants. Quand il n'y a pas de temps à perdre, que le défi est quotidien, le plus court chemin d'une entreprise compétitive à un homme de talent passe par Le Monde. C'est parce que Le Monde est le point de rencontre des grandes ambitions qu'il est le premier journal d'offres d'emploi encadrées.

PREMIER JOURNAL D'OFFRES D'EMPLOI DES CADRES

# Le Monde

هذا من اجل



سكنا من الجدل

# Culture

Le Monde • Vendredi 18 septembre 1987 23

## THÉÂTRE

Francis Lalanne dans « Dom Juan »

### Un provo ténébreux

Episode numéro un de la saison dramatique : dans le sacro-saint théâtre des Bouffes du Nord, le chanteur Francis Lalanne interprète Dom Juan, de Molière.

Francis Lalanne est l'un des chanteurs les plus « coquilleux » aujourd'hui. Il est même presque le seul à cumuler les trois publics de la chanson : celui des salles de concert, où sa présence excentrique-électrique galvanise les assistants, qui accompagnent en chœur son spectacle, puis le public « sélect » des « 33 tours », les disques des chanteurs-auteurs comme Trenet ou Barbra ; et enfin la multitude des « 45 tours », car avec sa chanson On se retrouvera, qu'il a écrite pour le film de son frère René Manzor le Passage, Lalanne a réussi le tube tous azimuts.

Choc en retour de la célébrité : au printemps dernier, Lalanne, en élève du Conservatoire d'art dramatique de Marseille, décide de revenir au théâtre. Avec son copain le metteur en scène Jean-Luc Moreau, qui jouera Sganarelle, lui-même sera Dom Juan.

C'est une soirée très vivante, jeune, rapide, attachante. Jean-Luc Moreau, quoique loin encore de grisonner, a toutes les ruses d'un cheval de retour : il sait à merveille mettre bien en lumière, bien en relief, chacun des « appels du pied » d'un texte. Sans d'ailleurs cagayer, sans lourdeur ni vulgarité, il met ainsi en place une suite presque ininterrompue d'effets sûrs, et il ne les rate pas.

La « métaphysique » de la pièce y perd sans doute un petit peu, mais cela donne une lecture claire, dynamique, quand même complotée, et qui enchante l'auditoire. En particulier les publics scolaires vont trouver, dans cette mise en scène, une « explication de texte » de Dom Juan tout à fait détaillée, amuse.

Il y a là un jeune acteur, dans le rôle du marin-pêcheur Pierrot, Nicolas Vaude (il s'était fait remarquer déjà dans Clémentine, qui est éblouissant d'intensité, de précision. Moreau lui-même décoiffe avec un brio terrible les finesses ambi-

guës de Sganarelle. Tout cela tient sans cesse le public sous pression, et prouve, une fois de plus, la jeunesse vraiment incroyable de Molière : c'est d'un allant, d'une fraîcheur, d'une gaieté, d'une fraternité, qui n'ont pas d'exemple.

Pour les spectateurs plus cabochards, plus ténébreux, ou, disons, plus difficiles, le jeu de Francis Lalanne est très intéressant aussi. Il nous donne un Dom Juan « double » : fêlé en dedans, portant beau au dehors. En apparence désinvolte, rapide, cynique. En vérité atteint d'un mal de l'esprit, est-ce une mélancolie, est-ce une schizophrénie — qui se manifeste par des moments d'absence, de prostration, puis par des fureurs, puis par des regards fixes, noirs, sur son vis-à-vis. Par moments, ce Dom Juan ne croit pas un mot de ce qu'il dit, parle pour cacher un gouffre d'angoisse. Par moments, les mots ne lui passent pas la gorge.

#### Cinq mises en scène

Au dernier acte, dans la célèbre tirade sur les hypocrites, Francis Lalanne prend le contre-pied de la tradition : il devient d'une extrême violence, comme s'il ne se contentait plus, comme s'il s'oubliait. « Je m'érigerai en censeur des actions d'autrui... J'aurai mal de tout le monde... Je ne pardonnerai jamais... Je pousserai mes ennemis... Je saurai déchainer contre eux... » Dom Juan apparaît alors comme presque une bête sauvage, un « cas » d'inhumanité, et il faut reconnaître que le texte de Molière, là, y autorise.

Tout le monde a le droit de se tromper : dans cette présentation captivante de Dom Juan, deux scènes importantes sont ratées. En premier lieu, la scène du pauvre, qui perd presque tout de sa tension, de sa provocation, de sa richesse spirituelle — tout ce que Jean-Luc Moreau avait su exprimer si bien dans sa mise en scène de Dom Juan au Français. En second lieu, la première scène du père. Le père de Dom Juan est un personnage fondamental de la pièce : il est un peu le pendant de la statue du Commandeur qui balance Dom Juan dans l'enfer.

Molière fait tenir au Père un sermon sévère qui s'achève par : « Je

ferais plus d'état du fils d'un crocheteur qui serait honnête homme que du fils d'un monarque qui vivrait comme vous ». Dom Juan répond par l'insolence célèbre : « Monsieur, si vous étiez assis, vous en seriez mieux pour parler. » Le Père ajoute trois mots, annonce à son fils qu'il saura le punir et il sort.

Se retrouvant seul devant Sganarelle, Dom Juan, reprenant le jeu de sacrilèges et de blasphèmes qu'il pratique avec son valet, s'écrit, à l'adresse de son père absent : « Mourez le plus tôt que vous pourrez, c'est le mieux que vous puissiez faire ! ». C'est une fanfaronnade.

Or Jean-Luc Moreau commet l'erreur de faire rester là le Père, et c'est à son père même que Dom Juan lance cette phrase : « Mourez le plus tôt que vous pourrez ! ». Cela n'est pas pensable. Dom Juan ne peut pas faire ça, parce qu'il doit, comme il le dit, « ménager un père dont il a besoin », et ensuite parce qu'il y a, entre Dom Juan et son père, malgré tout, une attache cruciale qui ne peut pas être détruite. Moreau a commis là un tel contre-sens que le personnage du Père, complètement débouloché et dépersonnalisé par cette insulte du fils, devient injouable. Et, en effet, l'excellent acteur qu'est Bernard Fresson ne sait pas où mettre les pieds ni quelle voix prendre.

Jean-Luc Moreau aurait intérêt à remettre les choses en place et à faire sortir Fresson avant la grossièreté fier-à-bras de Dom Juan.

Pour cette saison 1987-1988, cinq mises en scène sont en lice. Outre celle de Jean-Luc Moreau, sont attendues celles de Francis Huster, Benno Besson, Marcel Maréchal et Gilles Bouillon. Chacun de ces metteurs en scène a ressenti comme une inquiétude à l'annonce de cette conjonction. Ils ont tort. Déjà cette seule présentation de Moreau avec le jeu de Lalanne, si vibrante de vie et de charmes, prouve que la pièce géniale de Molière recèle vingt fois de quoi susciter cinq versions presque concomitantes. La confrontation va être passionnante.

MICHEL COURNOT.

Théâtre des Bouffes du Nord, 20 h 30.

Jango Edwards au Splendid Saint-Martin

### Le bouffon moderne

Edwards modernise l'art du clown et adapte le burlesque à notre temps.

Pour permettre au clown de s'échapper du cirque qui fut longtemps son terrain de prédilection mais où il se mourait, l'Américain Jango Edwards a eu la bonne idée de proposer des spectacles uniquement constitués de clowns. Installé depuis onze ans à Amsterdam, il a ainsi ouvert un théâtre et lancé un rendez-vous annuel des clowns du monde entier dans le cadre d'un Festival international des fous.

#### A chaque fois le même étonnement

Cette activité fébrile ne l'empêche pas d'imaginer ses propres spectacles qu'il promène sur les cinq continents en provoquant à chaque fois le même étonnement devant la densité, la finesse, la vivacité de son art. Rien ne paraît étranger à Edwards : le mime, la commedia dell'arte, le cirque et le rock. Clown génial, il emprunte à Walter Mitty le goût de composer, avec une rapidité vertigineuse, d'inimaginables silhouettes.

Edwards entraîne chacun de ses spectacles dans un énorme délire, « revisite » le burlesque avec une énergie incroyable. Pour sa rentrée, il offre un éclat de rire de près de deux heures chaque soir au Splendid Saint-Martin, où il se produit accompagné par cinq musiciens qui participent activement au show. Gags et parodies se succèdent à un train d'enfer. Bouffon moderne, Jango Edwards apparaît tout à tour en fils de la jungle, précheur fou, Superman, rocker, concertiste, magicien et alchimé mystique.

CLAUDE FLÉOUTER.

Splendid Saint-Martin, 20 heures.

Trois spectacles au Théâtre des Amandiers à Nanterre

### Patrice Chéreau parle de l'école

Le Théâtre des Amandiers, à Nanterre, ouvre le 18 septembre avec, en alternance, dans le cadre du Festival d'automne, les trois spectacles créés au Festival d'Avignon par les comédiens de l'école, que dirige Pierre Romans.

Pierre Romans a mis en scène Catherine de Heilbronn et Penthièvre, de Kleist, et Patrice Chéreau : Platonov, de Tchekhov. Les trois spectacles sont joués par les dix-neuf mêmes élèves. Ils forment le second groupe de cette école, qui est sensiblement différent du premier. Les candidats cette fois étaient plus nombreux, le recrutement plus rigoureux, les écarts d'âge plus réduits, entre vingt et vingt-cinq ans. Surtout la sélection a tenu compte d'une certaine cohérence comme s'il s'agissait de former une troupe. D'ailleurs Patrice Chéreau rêve d'une troupe permanente.

L'école, d'autre part, est jumelée avec un cours d'art dramatique aux États-Unis. Français et Américains s'échangent. Le premier groupe était parti après un an et demi de cours, le second après six mois, le résultat a été meilleur. « Entre autres », dit Patrice Chéreau, « ils ont appris la discipline. Ne pas arriver

en retard. Et aussi la danse, le chant. Les deux enseignements sont complémentaires. Pierre Romans étudie un projet très ambitieux d'échanges plus réguliers, six mois là-bas, six mois ici, avec des élèves complètement bilingues. Ce n'est qu'un projet. »

Patrice Chéreau dit qu'il travaille avec les élèves exactement de la même façon qu'avec les comédiens déjà professionnels : « Je ne pourrais pas faire autrement. Je leur demande la même chose. Qu'ils y parviennent c'est un autre problème. Mais il n'y a pas si grande différence. Les élèves ne sont pas moins rapides que les autres. Ils n'ont pas les inhibitions : avoir peur de se montrer mauvais aux répétitions. L'expérience personnelle compte autant que le métier proprement dit, mais combien savent s'en servir. Quant au métier, il ne sert pas à résoudre les problèmes, mais à ne pas s'effondrer, parce qu'on en a déjà rencontré de semblables, et on sait qu'il y a toujours une solution. »

« L'enjeu que j'ai de les voir, les uns et les autres, aboutir à un résultat est la même. Le but de l'entreprise — on nous l'a même reproché — c'est de placer la barre trop haut. Mais si on ne le fait pas, ça ne sert à rien. On a dit aussi que les acteurs sont trop jeunes pour leurs personnages. Non, il y a dans la pièce trois pères, et c'est tout. La générale peut avoir vingt-six ans, elle est de la génération de son

beau-fils, pourquoi pas. Dans une de ses nouvelles, Tchekhov parle d'une femme jeune qui épouse que des vieillards. Et puis il avait à peine vingt ans quand il a écrit Platonov. Même s'il a compris la mentalité des gens mieux, il resta que son indignation devant la vie est celle d'un homme de vingt ans. Avoir vingt ans et prendre conscience d'avoir tout vécu, le scandale est là. »

« Au théâtre, d'ailleurs, l'âge est accessoire. Avec Shakespeare on peut faire ce qu'on veut. Avec Tchekhov, c'est plus délicat, il y a davantage de naturalisme. En même temps, on revient à des règles élémentaires, comme dans les troupes d'avant, avant le cinéma et surtout la télévision quand on montrait les pièces rapidement, avec les gens qui sont là. Des gens qui commencent à jouer leur quand ils ont trente-cinq ans et continuent jusqu'à ce qu'ils n'aient plus besoin de se dessiner des rides. En Italie, j'ai connu un acteur, il approchait de quatre-vingts ans, et bien il se mettait à jouer. Mot à mot et jouant des vieux que j'ai appris ce que c'était d'être comédien. »

#### Tristan à Bayreuth

Le spectacle est plus long qu'à Avignon, il comporte les deux premiers actes, avec des fragments tirés des troisième et quatrième actes. Joué dans son entier, la pièce durerait plus de six heures. A Nanterre,

elle fait deux heures quarante. Seule Chantal Morel, il y a quelques années, s'était lancée dans l'intégrale.

Patrice Chéreau ne pouvait pas demander un tel effort à ses élèves. Il a appris ce que c'était d'être comédien avec des personnages de composition, mais il n'avait pas joué depuis longtemps, au théâtre du moins. Dans la Solitude des champs de coton, il va reprendre le rôle du dealer, créé par Isaac de Bankolé. A Nanterre, il sera le « chef des comédiens » dans le Hamlet avec Gérard Desarthe qui sera créé à Avignon — où le rôle sera tenu par Michel Piccoli. Il se pourrait bien que le Théâtre des Amandiers occupe la cour avec, en alternance, Hamlet et le Conte d'Hiver, plus, dans la cour du Palais Vieux, un autre spectacle de Pierre Romans et un de Daniel Emiflor. Mais c'est dans la petite salle de Nanterre que Patrice Chéreau mettra en scène Jacqueline Maillan dans la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès, la Ville s'éveille — il avait été question de la cour d'Avignon. Ce sera pour la rentrée 1988, et le spectacle se jouera autant de fois que le public voudra.

Patrice Chéreau, d'autre part, écrit un scénario. Il s'abandonne ni le cinéma ni l'opéra : il y aura Tristan à Bayreuth et l'inauguration de l'Opéra Bastille, avec Don Giovanni. COLETTE GODARD.

**ÉCOLE DE THÉÂTRE DE BOURGES**  
L'Ecole admettra une nouvelle promotion d'élèves comédiens en octobre 1987.  
Les candidatures (18 à 24 ans) sont à adresser avant le 1<sup>er</sup> octobre à :  
**Maison de la Culture de Bourges**  
Atelier théâtral national  
Place André-Malraux  
18006 Bourges Cedex  
Les entretiens et auditions auront lieu les 10 et 11 octobre.

## THEATRE EDOUARD VII

Après le triomphe à Aubervilliers  
50 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES



### LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD de Marivaux

A la façon des "SINGIERIES XVIIII"

Mise en scène : Alfredo ARIAS par le groupe TSE

Un pur joyau, un diamant inaltérable.

LE FIGARO

Un petit bijou raffiné.

LE MONDE

Un enchantement pour les yeux et les oreilles.

PARISCOPE

Ces singeries sont de petits bijoux d'authenticité.

L'EXPRESS

Un pur enchantement.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Tout est fin, gai et vif.

LE POINT

Une étrangeté portée par une grâce moqueuse.

L'HUMANITE

Une joliesse exquise, une drôlerie désarmante.

ELLE

LOCATION THEATRE. PAR TELEPHONE :

47.42.57.49

AGENCES ET FNACS

avec la **sacem** la maison de la musique

**14<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE**

10 000 INSTRUMENTS PLUS DE 800 MARQUES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES L'ÉDITION MUSICALE LES CONCERTS DU SALON ET LES FILMS MUSICAUX

ORGANISATION BERNARD GÉRARD COORDINATION M. M. LEFÈVRE 7045 PARIS TEL. (1) 45.33.74.50

**DU MARDI 15 AU DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 1987**

**FRANCE INTER**

**GRANDE HALLE LA VILLETTE M<sup>o</sup> PORTE DE PANTIN DE 11 H A 19 H**



## Culture

## THÉÂTRE

## Le nouveau rideau de la Comédie française



Le nouveau rideau de la Comédie française est en place. Commandé au peintre Olivier Debré par M. Jack Lang, il a été inauguré mercredi 16 septembre par M. François Léotard. Longues comètes rouges coupées de filles, le nouveau rideau a été réalisé par le peintre de janvier à juillet avec l'aide de deux ou trois assistants dans un hangar d'aviation de Boulogne.

Comment célébrer la mémoire de Maria Callas ? Eve Ruggieri avait choisi de projeter au palais Garnier des documents télévisés. La technique n'a pas suivi.

Les cuivres de la Garde républicaine s'agitent pour le ministre des armées. Devant les caméras d'Antenne 2, postées au sommet du grand escalier, s'écoule un parterre de professionnels et de galas de charité. Trop d'honneur ! Mais le palais Garnier avait décidé d'adopter mercredi soir 16 septembre son rituel des grands jours pour célébrer en compagnie des téléspectateurs, ferrés par Eve Ruggieri en fin de journal télévisé, le dixième anniversaire de la mort de Maria Callas.

Les spectateurs en tenue de soirée, quelques peu utilisés ce soir-là comme figurants, avaient payé leur place entre 100 et 1 500 francs pour assister essentiellement à la projection de documents... télévisés. Sur grand écran, il est vrai. Mais les règles de la diffusion sonore par haut-parleurs n'étant pas celles du spectacle vivant, ils durent subir, et ils en furent fâchés, quelques « interruptions du son » bien connues à la télévision. Pensez très brève en première partie. Arrêt pur et simple au plus chaud du second acte de la Tosca vingt minutes après l'entracte. L'occasion rêvée pour les mélomanes informés d'exiger très haut la démission de l'administrateur général : le théâtre reprenait ses droits.

Aux documents d'archives (enregistrement par l'ORTF du gala de la Légion d'honneur donné le 19 décembre 1958 sous la direction de Georges Sébastian) s'intégraient en première partie, assez harmonieusement, il est vrai, des prestations « live » confiées à de jeunes chanteurs de la Fondation Maria Callas. L'orchestre de l'Opéra, derrière lequel défilait un grand suaire, était dirigé par Georges Prêtre. Confirmation en Paata Burchuladze — il est déjà plus que lancé dans le métier — d'une véritable rayonnement dramatique. Sumi Jo, à l'inverse, ne surmonte l'air de la folie de Donizetti que comme un exercice de virtuosité — mais quel goûter ! La mezzo Cecilia

Le dixième anniversaire de la mort de Maria Callas

## « Téléopéra » chahuté

Bartoli n'a, quant à elle, pas de grâce en scène et son souffle semble curieusement entrecoupé.

Maria Callas, avec cette façon de s'immoler dans sa voix et de distiller toutes les passions dans son regard, apparaît donc encore une fois irremplaçable, incomparable. Et tous (notre encadré) de regretter qu'il n'y a [it] plus de divas. Mais fallait-il tout un gala pour le vérifier ?

ANNE REY.

★ La deuxième partie du gala d'anniversaire est diffusée le dimanche 4 octobre, dans l'émission « Musique au cœur » sur Antenne 2. Exposition Maria Callas jusqu'au 19 octobre au Musée de Neuilly (mardis et jours fériés exceptés). Publication par l'Éditions Marconi d'un disque d'airs inédits et de « master classes ». Enregistrements pirates du Bal masqué (1967, à la Scala) et du Pirate (New York, 1959) sur microcassette et compact, chez Audidis. Parution d'une cassette d'« Hommages à Callas », avec la voix de journalistes et d'écrivains (production France-Culture, distribution Audidis).



## Divas, addio

Pour qui les divas sont-elles encore des divas ? Dans leur vie privée, ces dames se sont mises à la page : difficile, entre deux avions, de changer de chinchilla et de croquer plus de diamants qu'il est nécessaire. Joan Sutherland n'hésite pas à faire du crochet en public et Marilyn Horne porte ses bagages elle-même. Victimes expiatoires de la « jet-society », elles vivent avant tout les aises du métier : taxis coincés dans les embouteillages, courses contre la montre avec des chefs et des partenaires aussi débordés qu'elles, vie privée sporadique et discussions avec les imprésarios.

Côté salle, en revanche, l'illusion est savamment entretenue : c'est que le public réclame du sublime, de l'inaccessible, du divin. Hérité du mythe de la femme pure et intouchable, de la mère qu'on vénère et de l'amante qu'on ne mérite pas, l'image de la diva reste une des plus fortes manifestations de l'esprit « macho » méditerranéen. L'asynchronisme fait qu'ajouter au rêve : on a beau

avoir vu à la télévision Montserrat Caballé vaquer comme vous et moi à ses occupations domestiques, le spectacle de ces reines trop humaines aux aigues angéliques ne perd rien de ses sortilèges.

Autrefois, avant que le cinéma ne se réserve l'exclusivité des stars, la diva s'organisait un petit Olympe terrestre : comment imaginer que la Malibran fut de la même essence que le commun des mortels ? Comment, a fortiori, croire qu'elle mourut d'une vulgaire chute de cheval ?

Jusqu'à la grande époque de la querelle Tebaldi-Callas, le charme a opéré. Au-dessus des lois de la vraisemblance, on admettait que ces deux artistes soient à la fois de faibles femmes et des grandes prêtresses.

## Avant tout des professionnelles

En fait, c'est peut-être Callas qui a tué le mythe de la diva. Héritée, aventureuse, malheureuse comme une prima donna d'opéra

italien, elle a vécu jusqu'à dans sa mort sa destinée de théâtre. C'était trop : en faisant concurrence aux stars de l'écran, en leur volant la première page des journaux, en séduisant l'un des hommes les plus riches du monde, en dépouillant, telle Cendrillon, sa silhouette de laideron pour se révéler fine, fragile et suprêmement élégante, elle a rendu inhabitable la cage dorée qu'elle avait héritée de ses devancières. Qui, après elle, pourrait être aussi diva qu'elle l'avait été ? Qui pourrait, dans le même moment, se révéler aussi humaine, aussi vulnérable, aussi amicale ?

Occupées à perpétuer un art du chant qu'elle a retrouvé, les nouvelles venues n'ont accepté le fardeau que sous les projecteurs. Et encore, pas toutes : pour une Jessye Norman qui se donne des airs, une Barbara Hendricks, une Kiri Te Kanawa, divas « new wave », sort avant tout des professionnelles. Et elles tiennent à ce que cela se sache.

FRANÇOIS LAFON.

## CINÉMA

« Boire et déboires », de Blake Edwards

## A cause, à cause d'un verre...

Le style comédie sophistiquée, revu et caricaturé par Blake Edwards.

Nadia Gates est une jeune femme charmante, séduisante, adorable, ce qui ne saurait surprendre personne, puisqu'il s'agit de Kim Basinger. Mais il faut éviter de la faire boire car, dès le premier verre, elle bascule dans un délire qui peut être préjudiciable à l'entourage. Bien que prévenu par son frère, Walter Davis (Bruce Willis), trop heureux de se montrer avec Nadia à un dîner d'affaires donné par son patron pour un client japonais, ne s'est pas méfié. Résultat : le restaurant est transformé en champ de bataille et Walter, licencié, perd son statut de

cadre modèle. Il s'enfuit avec Nadia dont le fiancé, David Bedford (John Larroquette), avocat psychopathe, les poursuit en voiture, prêt à tout.

Le scénariste Dale Launer et Blake Edwards se sont amusés à reprendre un vieux schéma, un vieux thème de la comédie américaine genre *l'Impossible M. Bébé* pour le vivre à l'absurde. Kim Basinger n'a rien de ces héritières fantasques qui faisaient tourner les hommes en bourrique volontairement. Dès qu'elle a bu, elle ne sait plus ce qu'elle fait, elle est irresponsable. Quand à Bruce Willis, on lui chercherait vain le charme d'un Cary Grant ou d'un James Stewart. C'est un des cadres d'aujourd'hui, toujours au bord du stress et dans lequel on verrait volontiers une car-

acture de l'Américain moyen. L'avocat cinglé qui dort avec des jouets en peluche et embouteille les vitrines a, tout compte fait, plus d'énergie, de personnalité que lui. Alternant plans-séquences et plans courts, moments frénétiques et moments nonchalants, Blake Edwards porte la comédie vers le cauchemar de dessin animé. La fin « optimiste » n'empêche pas Walter d'être prisonnier de l'irrationalité tout autant que Nadia.

On n'en est plus aux contes bleus des années 30-40 et le réalisateur a cherché ici un ton qui voudrait être celui des années 80. C'est plus réussi que dans *Un sacré bordel*, mais pas entièrement tout de même. C'est très amusant néanmoins, et puis il y a Kim...

JACQUES SICLER.

## VARIÉTÉS

Johnny Hallyday à Bercy

## La joie de vivre

Le producteur Hallyday offre à la star Johnny son meilleur spectacle.

Plus qu'à tout autre en France, la musique, ses sonorités, ses paroles, procurent à Johnny Hallyday une manière de vivre. Les succès, les succès, les succès évaluent le long de son aventure et Hallyday prend la peine d'en recueillir les changements. Car ce qui lui importe, c'est d'être vrai, et alors tout s'y inscrit, l'humanité et la simplicité.

Johnny Hallyday ne se sent pleinement exister que dans ces moments privilégiés offerts par la scène. C'est aussitôt la concordance des sons avec la minute de ses états. C'est une intense libération de signes retenus d'abord et jetés ensuite au public.

Johnny Hallyday a abandonné les grandes machineries, façon *Mad Max* ou *Disneyland*. Pour sa nouvelle célébration chantée, il a fait appel à Jacques Rouveyrolis pour le traitement des lumières et à Michel Berger pour la mise en scène. Et, ensemble, ils ont, de manière exemplaire, réussi la combinaison de raffinement esthétique, de la technique habile et intelligente et de la dimension grand public. Les rideaux de feu, les effarancements utilisés, sont à la dimension exacte des sentiments, des passions et des délires d'Hallyday.

Dès son attaque au piano avec *Rock'n'roll attitude*, Johnny Hallyday prend la mesure du public, toutes générations confondues — avec singulièrement dans la salle une forte majorité de jeunes — et, débordant de fiots d'énergie, il lui communique l'émotion d'une manière plus directe que quiconque. Enrobant ses chansons de mythologie, mais racontant, déchiré et splendide, sa propre histoire, Hallyday déroule titres roc'n'roll et ballades imaginés par Michel Berger et Jean-Jacques Goldman (*le Chanteur abandonné*, *Quelle chose de Tennessee*, *Qui ose aimer*, *Je te promets*) et d'anciens succès (*Ma gueule*, *Que je t'aime*, *Gabrielle*) repris en communion étroite avec les douze mille spectateurs de Bercy. La joie d'une vie poissante qui jaillit est plus que jamais la sienne.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais omnisports de Bercy, 20 heures.

L'ÉCOLE-THÉÂTRE de la BELLE DE MAI reprend le 5 oct au 41, rue St-Blaise, 20

AUDITIONS les 27, 28, 29, 30 sept. Rens. : 42.29.67.44 ou 43.56.64.37

(Publicité)

## UTILISATION DE L'ÉMBLEMME DE LA CROIX-ROUGE

Informations relatives à l'utilisation de l'Émblème de la Croix-Rouge dans certaines scènes du dernier film de la série des James Bond, *Tour n'est pas jouer*, la Croix-Rouge française avait été avertie de l'UIP, distributeur du film sur le territoire français.

Après avoir visionné le film, la Croix-Rouge française reconnaît que celui-ci est du domaine de la fiction.

De plus, et compte tenu du fait que le distributeur du film en France a accepté, en accord avec le producteur du film, d'insérer dans les crédits initiaux du film, une communication en tête du film, la Croix-Rouge française a décidé le 14 septembre de respecter à toutes conditions tout à l'initiative de l'UIP distributeur qui à l'initiative du producteur et de tout autre droit de film.

Néanmoins, la Croix-Rouge entend rappeler à cette occasion :

1) les règles strictes fixées par le Droit international quant à l'usage de l'Émblème et aux abus de son usage ;

2) les conséquences extrêmement graves de l'abus de l'utilisation de l'Émblème — protégé par les Conventions de Genève et la loi française — (le délit est sur ceux qui l'emploient de manière abusive, sans en avoir le droit) et à celle des victimes qu'il occasionne et l'atteinte au respect des structures de droit international humanitaire.

CROIX-ROUGE FRANÇAISE 15/9/1987



25 SEPTEMBRE LA BRUYÈRE 4874 76 99

ANNIE GIRARDOT ODETTE JOYEUX

première jeunesse

aller retour DE MICHEL BERTO DU 16 SEPT AU 17 OCT. LOCATION 43 28 96 36 CIE BERTO-RIBES

**IRCAM**  
Ensemble InterContemporain

**AMERICAN CENTER**  
reprend ses cours d'américain

Ses professeurs : KICK, MARYANNE, MARK, GARY, RICHARD, CLAUDIA, EDWARD, GARY et DOMINGO vous attendent, à partir du 12 octobre pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture.

INSCRIPTIONS du 16 septembre au 3 octobre au : 261, bd Raspail 75014 Paris - Tél. (1) 43 39 21 50

Cours à partir du 12 octobre à l'Odéon

- Sessions trimestrielles
- Sessions intensives
- Préparation au TOEFL
- Teacher training course
- F.P.C.

BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE AU 42 60 94 27

**20h45**  
à partir du vendredi 2 octobre

**BRECHT DES ANNEES VINGT**  
en alternance

**BAAL**  
ET

**DANS LA JUNGLE DES VILLES**  
mise en scène GEORGES LAUDAUDANT 2 créations du TNP

2 PLACE DU CHATELET 42.74.22.77

musique de chambre

**QUATUOR ERATO**  
MOZART CHOSTAKOVICH BEETHOVEN

dimanche 20 septembre, 17h

36, rue des Francs-Bourgeois CENTRE CULTUREL SUITE - TEL 42 71 44 50

**SAISON 87/88**

**THEATRE DE LA VILLE**

**25 SEPTEMBRE LA BRUYÈRE 4874 76 99**

**ANNIE GIRARDOT ODETTE JOYEUX**

**première jeunesse**

**THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL**

TELEPHONE 47 93 26 30

**UNE BELLE JOURNÉE D'AOUT 1913**  
DOMINIQUE DUCOS  
LE CHANGEON  
MIDDLETON & ROWLEY  
STUART SEIDE  
H E C U B E  
E U R I P I D E  
BERNARD SOBEL  
LES AMIS FONT  
LE PHILOSOPHE  
JAKOB M. LENZ  
BERNARD SOBEL

INFORMATION □ ABONNEMENT

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

à retourner au Théâtre de Gennevilliers : 41, av. des Grésillons 92230 Gennevilliers







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : \* Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir □ Ne pas manquer ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 17 septembre

## TF 1

20.30 Magazine : La France en face. Emission présentée par Christine Cockran. Invité : François Mitterrand. 22.10 Célébration. 23.50 Journal. 0.05 Permis de minuit. Emission de Frédéric Mitterrand.

## A 2

20.10 Football : Pentathlon-Auvergne Coupe d'Europe de l'UEFA en direct d'Abbeville. 21.15 INC : Actualités et prévisions. Les nouvelles règles du jeu. 21.30 Football. 2. mi-temps. 22.20 Magazine : Édition spéciale. Magazine de la rédaction d'A 2 présenté par Bernard Rapp. L'islam en France, avec des reportages à Marseille, Paris, Dreux. 23.30 Informations : 24 heures sur FA 2. 0.00 Magazine : Brèves chroniques (rediff.).

## FR 3

20.35 Téléfilm : Elly Queen : Meurtres à New-York. De Harry Shear. Avec Peter Lawford, Harry Morgan, Stephanie Powers. *Panique ! Six personnes ont été étranglées, les femmes avec des laces de couleur rose, les hommes avec des laces de couleur bleue. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Chronique du temps sec (Brill). 23.40 Musique, musique.*

## CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Au-delà du réel. Film américain de Ken Russell (1980). Avec William Hurt, Blain Brown, Bob Balaban, Charles Hall. *Un chercheur qui se consacre à l'étude des phénomènes psychiques se prend lui-même comme cobaye, abandonne sa famille et poursuit une quête hallucinatoire. D'après un roman de Paddy Chayefsky, un film qui se promène entre la science-fiction et l'ésotérisme. Surprenant de la part de Ken Russell. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Conversation secrète. Film américain de Francis Ford Coppola (1973). Avec Gene Hackman, John Cazale, Frederic Forrest, Cindy Williams (v.o.). 0.00 Téléfilm : Le prix de l'honneur. 1.45 Magazine : Focus TV. 2.10 Court métrage : L'homme qui plantait des arbres. Film d'animation canadien de Frédéric Back. Avec la voix de Philippe Noiret.*

## LA 5

20.30 Téléfilm : Acte d'amour. Avec Glenda Jackson. *Le vie de Patricia Neal. 22.15 Série : Capitaine Furillo. 23.05 Série : Les Grands. 0.10 Série : Insiders. 1.00 Série : Max le Mémor. 1.25 Série : Les cinq dernières minutes. 2.05 Série : Les globe-trotters.*

## M 6

20.30 Cinéma : Fimpossible karatéka. Film chinois de Cheung Sun (1973). Avec Jenny Hu, Chang Hung Liet.

## Vendredi 18 septembre

## TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions (10<sup>e</sup> épisode). 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain (10<sup>e</sup> épisode). 14.45 Variétés : La chance sur chaussons. Emission de Pascal Sevran. Avec Nino de Maria, Maria Candido, Aany Goud, Gloria Lasso, 15.15 Téléfilm : Babolot. De Jean-Marie Coldefy, d'après Maurice Genevoix. Avec Pierre Ronsseau, Christian Boulet, Liliane Rovère. *Les aventures d'un bricoleur habile. 16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, revue de presse et rubriques insolites. 17.35 Flash d'informations. 18.00 Série : Maman. Les bruits de la nuit. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 Variétés : « Match » 2000 au Zénith. Emission de Bernard Tadié à l'occasion du 2000<sup>e</sup> numéro de Paris-Match. Avec Bo Derek, Umla Andrea, Sophie Loren, Claudia Cardinale, Mariam d'Abo, Stéphanie de Monaco, Philippe Labro, Bernard Héraut, Michel Platini, Jean-Pierre Rives, Gene Kelly, Esther Williams, George Chakiris, Michael Jackson, Alain Delon, François Lédoux, Jacques Trubion, Gilbert Bécaud, Mathieu, Julien Clerc, Eli Medeiros, Vanessa Paradis, Jean-Jacques Goldman. 22.30 Série : Drôle d'Occupation. D'Alain Boutet. 2. Un moulin est passé. 23.30 Journal. 23.45 Permis de minuit. Emission de Frédéric Mitterrand. 0.50 Boite (en direct du Madison Square Garden). Christophe Tisserand-Tim Knight.*

## A 2

13.45 Magazine : Domicile A2. De Liliane Bordon, présentée par Marc Beson. Variétés : Francis Lalonde, Bill Baxter, Delia, à 13.50, série : Chapeau melon et bottes de cuir (Caméra meurtrière). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A2 (suite). 15.30 Feuilleton : Rue Courbet. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domicile A2 (suite). 17.15 Série A2. Barbapapa : Bouquin-copain : Galaxy rangers. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.50 Variétés : Un D8 de plus. Avec Edouard Rodière, Julien Clerc, Madonnas, Gueschpatti, et un clip Claude François. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A2. 20.00 Journal. 20.30 Feuilleton : Qui est-ce ce garçon ? De Nadine Trintignant et Nicole de Buron. Avec Marilène Jobert, Ugo Tognazzi (2<sup>e</sup> épisode).

LA SAMARITAINE : VOUS Y VIENDREZ !

**NOCTURNES**

JUSQU'À 20 H 30

MARDI ET VENDREDI

**Samaritaine**

21.30 Agostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Les livres et moi » : Dominique Gron (le sein dévoilé), Alain Mimé (la Machine à écrire), François Nourissier (En avant, calme et droit), Anne Walter (les Relations d'incertitude), Frédérique Rollet (le Guide pratique de la morphopsychologie). 22.50 Journal. 23.05 Club-club : le Faouet malade. Film américain de John Huston (1941). Avec Humphrey Bogart, Mary Astor, Gladys George. *A San-Francisco, un détective privé est mêlé aux intrigues d'une femme diligente et d'une bande d'aventuriers qui se disputent la possession d'une statuette représentant un faouet. Première réalisation de John Huston, d'après un roman de Dashiell Hammett. L'acte de naissance du « film noir » américain et les débuts de Humphrey Bogart dans un univers de mensonges, de trahisons, d'échecs, d'angoisses comme un chausseur. Des acteurs ambigus à la mesure de leurs personnages.*

## FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. 14.00 Magazine : Océan. Avec Joseph Mandelberg (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Jeux de l'été. Assurance, sans risque. 15.30 Série : La révolution romantique. Paradis

Allan Tang, Kwong Wing. *Un petit malfrat participe à un gros coup, se trouve en danger et s'enfuit avec le butin qu'on lui vole. Règlement de comptes avec le chef de la bande. Un « thriller » asiatique d'une telle intensité qu'on ne devrait même pas en parler. 22.00 Série : Les espions. 22.50 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6. 23.55 25 images seconde. 0.00 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.*

## FRANCE-CULTURE

20.30 Henri Pourrat. Autour du Trésor des comptes (2<sup>e</sup> partie). 21.30 Musique : Eclecticismes. Les musiques innovatrices au fil de la création. 22.30 Nuits magiques. 0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Ode à la musique pour soprano, voix de femmes et orchestre, de Chabrier ; Rhapsodie espagnole et Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour la main gauche, de Ravel ; une création de Xenakis ; Gloria pour soprano, chœur mixte et orchestre, par l'Orchestre national de Lille et le chœur régional Nord-Pas-de-Calais, dir. Jean-Claude Casadesu. 23.07 Club de la musique contemporaine : L'automne de Varsovie. 0.30 Mélo-die. Britten, Chostakovitch.

TELESPECTATEURS DE LA REGION PARISIENNE VOUS DEVEZ RECEVOIR PARFAITEMENT LA 5

SI CE N'EST PAS LE CAS TELEPHONEZ AU 47.47.74.44

perdu. 16.30 Documentaire : La mémoire des pôles. 6.45 Jeu : Cherchez le Faouet. 17.00 Feuilleton : Vire la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show. 17.35 Magazine : Astronaute. 17.45 Documentaire : La Grande Pyramide. 18.00 Feuilleton : L'or noir de Lomax. 8<sup>e</sup> épisode. 18.30 Feuilleton : Tiliand, ou les croisés. 10<sup>e</sup> épisode. 18.55 Histoires de Puisse. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.56 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.04 Jeu : La classe. 20.35 Série : Opération Open. Le grand chaos. *Disparitions et morts suspectes de certains grands rapaces dans le parc national des Cévennes. 21.30 Magazine : Thelma. L'Admiral's Cup. 22.20 Journal. 22.35 Documentaire : La pub mode d'emploi. 2. Quand la pub fait tilt et flop. 23.30 Musique, musique. Récital Maria Callas.*

## CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Le Retour du Jedi. Film américain de Richard Marquand (1983). Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher. 16.05 Cinéma : Lily aime-moi. Film français de Maurice Dugowson (1974). Avec Rufus, Jean-Michel Folon, Patrick Dewaere. 17.45 Série : Batman. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 18.45 Starlight. Invité : Violaine Vanoyeke, romancière et pianiste. 19.14 Dessin animé : Le plat. 19.15 Mythologies. 19.25 Magazine : Neuf heures. 20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 21.15 Cinéma : F comme Fairbanks. Film français de Maurice Dugowson (1975). Avec Patrick Dewaere, Mimi-Mimi, John Berry. *Les héros de cinéma façon Douglas Fairbanks s'entre-tuillent plus que de vrais héros en temps de crise économique. Un ingénieur qui élémente et bous se débattre, connaître l'amour, il est dépassé par un monde cruel. Patrick Dewaere, très grand comédien dans le rôle d'un personnage vulnérable, emporté par une triste réalité. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Cinéma : Le Monde selon Garp. Film américain de George Roy Hill (1982). Avec Robin Williams. 1.15 Cinéma : Le sexe qui parle. Film français (classé X) de Frédéric Lussac (1975). 2.35 Cinéma : Conversation secrète. Film américain de Francis Ford Coppola (1973). Avec Gene Hackman, John Cazale, Frederic Forrest (v.o.). 4.25 Cinéma : Le moulin est passé. Film américain de Larry Cohen (1973). Avec John Ryan. 5.50 Magazine : Focus TV. 6.20 Série : Mr Gun.*

## LA 5

13.35 Série : Les minutes chéries. 14.10 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq. 15.30 Série : La grande valée. 16.30 Série : Max la mascotte. 17.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.15. Dans les Alpes avec Annette. Le Schtroumpf et Serge. 18.05 Série : Cosmos 1999. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 5, rue du théâtre. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : 10/10. Emission de Patrick Sabatier. Avec Gérard Blaz, Eddy Mitchell, Nana Mouskouri, Mireille Mathieu. 22.15 Live sport : Foot van jeux. 23.30 Série : L'inspecteur Derrick. 23.30 Magazine : Balme de minuit. 1.05 Série : La cinquième dimension. 1.30 Les cinq dernières minutes. 2.45 Série : Les globe-trotters.

## M 6

13.30 Variétés : Chansons d'aujourd'hui, chansons toujours. 14.00 C'est ça, c'est ça. 14.30 Série : Marcen Welby (rediff.). 15.20 Magazine : Club 6 première (rediff.). 15.50 Jeu : Clip combat. 16.55 Histoires, lit, lit, histoire ! 17.05 Série : Les espions. 18.00 Journal et météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. 18.05 Série : Cher oncle Bê. 19.35 Série : Daktari. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Le Saint. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. (3<sup>e</sup> épisode). 22.10 Journal et météo. 22.25 Série : Les prévisions. Les prévisions au moment même. Présenté par Guy Marchand. Invité : Peter Gunn. Mr Lucky. 23.45 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 décembre 1983 au grand auditorium). Quatuor à cordes en ut majeur op. 54 n° 2 de Haydn ; Quatuor à cordes en la mineur op. 95 de Beethoven ; Quatuor à cordes en ré mineur D 810, op. posthume de Schubert, par le Quatuor Amadeus. 22.20 Premières loges. Simone Couderc. Samson et Dalila, de Saint-Saëns. Les Huguenots, de Meyerbeer ; Orphée et Eurydice, de Gluck ; Carmen, de Bizet. 23.07 Club de la musique ancienne. 0.30 Archives. Guido Cantelli et l'Orchestre NBC.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Débat : Ensaï-Ensaï, France : Deux histoires, deux révolutions. 21.30 Musique : Black and Blue. 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

## Informations

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 17 septembre à 0 h TU et le dimanche 20 septembre à 24 h TU.

Les passages nuageux resteront nombreux sur les régions du Nord et de la France. Sur le reste du pays, le temps sera relativement beau après dissipation des brumes matinales. Toutefois, des orages pourront localement se produire dimanche des côtes Atlantique au Centre.

Vendredi : au lever du jour, les bancs de brouillards, denses par endroits, seront fréquents sur l'ensemble du pays. Près du Golfe du Lion et dans la basse vallée du Rhône, ces brumes seront doublées de nuages bas. Ceux-ci se dissiperont en cours de matinée et l'après-midi sera très ensoleillé.

De la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, les nuages seront abondants et accompagnés de quelques brumes côtières. En cours de journée, ces nuages gagneront l'Ile-de-France, la Champagne et la Lorraine en se désagréant.

Sur le reste du pays, après la dissipation des brumes matinales, la journée sera bien ensoleillée malgré des passages de nuages élevés des Pays de Loire aux Charentes et à la Franche-Comté.

Les températures minimales resteront très douces pour la saison. Elles seront comprises entre 14 et 18° C en général.

Les maximales baisseront légèrement sur la moitié nord où elles iront de 20 à 25° C. Sur la moitié sud, elles atteindront toujours 30 à 35° C.

Samedi 17 septembre : de la Bretagne, au Bassin parisien, au nord, à la Champagne et au Nord-Ouest, le ciel restera assez nuageux, et plus particulièrement sur les côtes de la Manche. Ailleurs, après dissipation des brumes matinales, le temps sera ensoleillé. Les températures seront bien au-dessus des normales saisonnières.

Dimanche 20 septembre : les nuages persisteront encore sur la bordure nord de la France, et seront plus abondants sur les Ardennes, l'Alsace et la Lorraine. Le soleil sera toujours généreux sur les autres régions. Cependant, une évolution orageuse modérée, présente le matin aux côtes atlantiques, gagnera en cours d'après-midi les régions du Centre avec possibilité de quelques ondées orageuses.

Les températures seront encore élevées pour la saison.

● Séminaires. — Les séminaires 1987-1988 de la Fondation Saint-Simon commenceront le 1<sup>er</sup> octobre sur le thème : « Les mutations de l'économie financière » ; suivront, le 5 octobre : « L'islam en France » ; le 9 octobre : « Les problèmes géopolitiques du monde contemporain ».

● Voyage d'étude. — L'Amicale d'Auschwitz organise, du 2 au 7 novembre, pour le personnel de l'éducation nationale, un voyage d'étude à Auschwitz.

● Renseignements auprès de l'Amicale d'Auschwitz, 10, rue Leroux, 75116 Paris, ou par téléphone : 45-01-92-55 (sauf samedi et dimanche, de 9 h 30 à 13 heures).

● Prix de la Vierge de Paris. — Comme chaque année, la Mairie de Paris attribue cinq prix au cours du dernier trimestre 1987. Il s'agit de : « la dot de la jeune mariée », « la donation à une famille », « la récompense pour un acte de courage », « le prix de bonne scolarité », « la bourse à un jeune bachelier ».

● Tous les renseignements concernant ces cinq Prix sont disponibles dans les vingt mairies d'arrondissement.

**Le Monde**

sur minitel

**METEO**

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

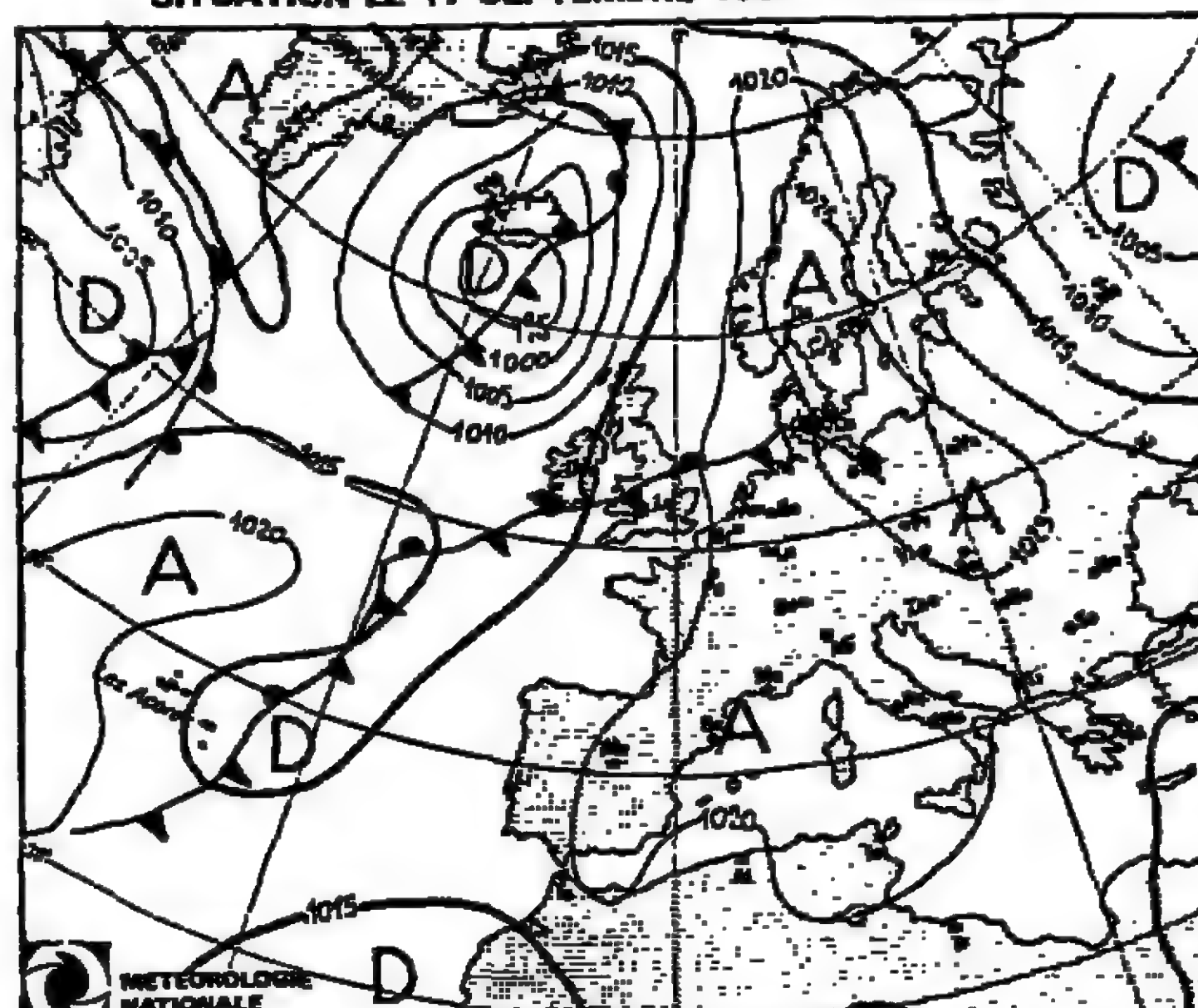
3615 TAPÉZ LEMONDE

## Audience TV du 16 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

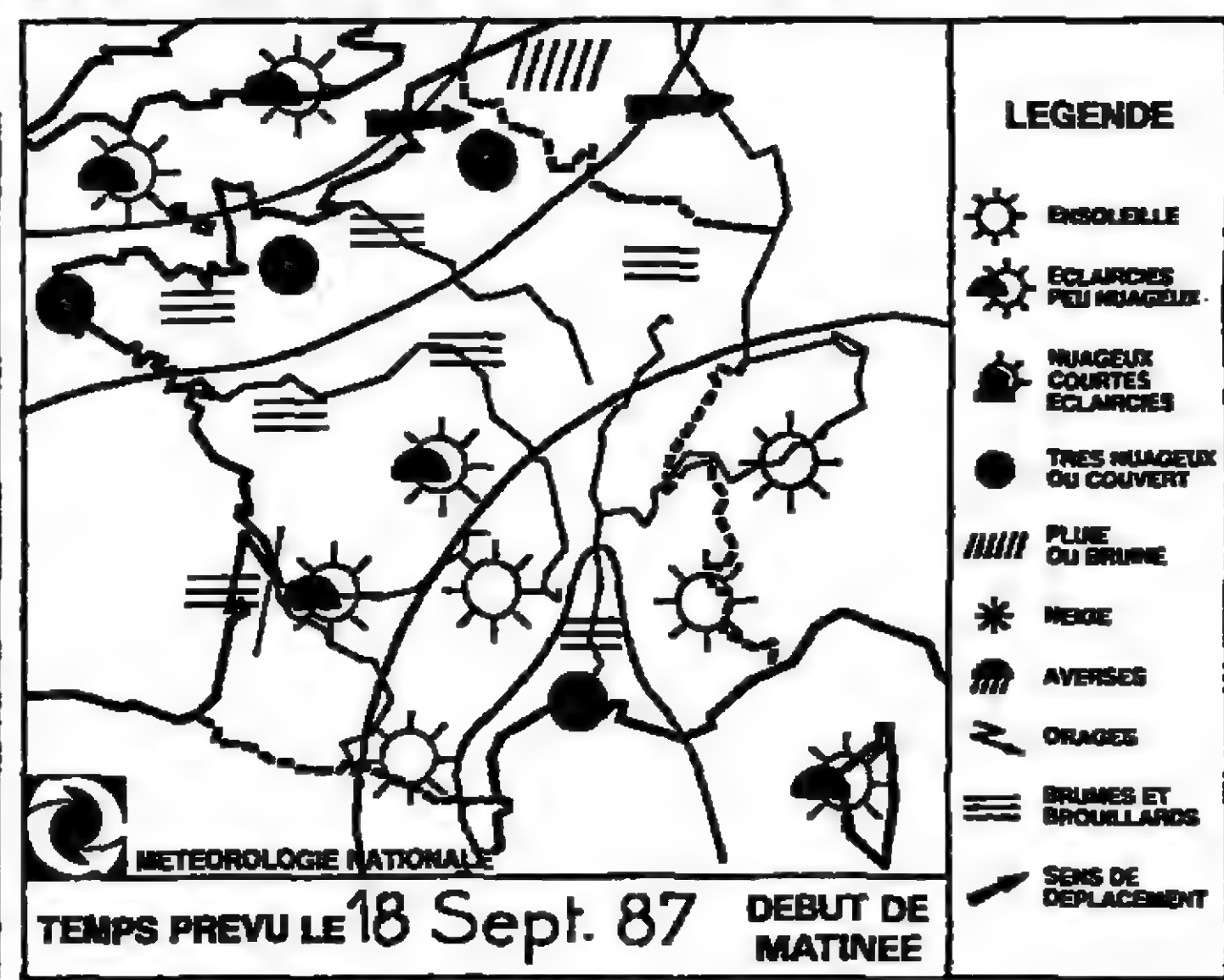
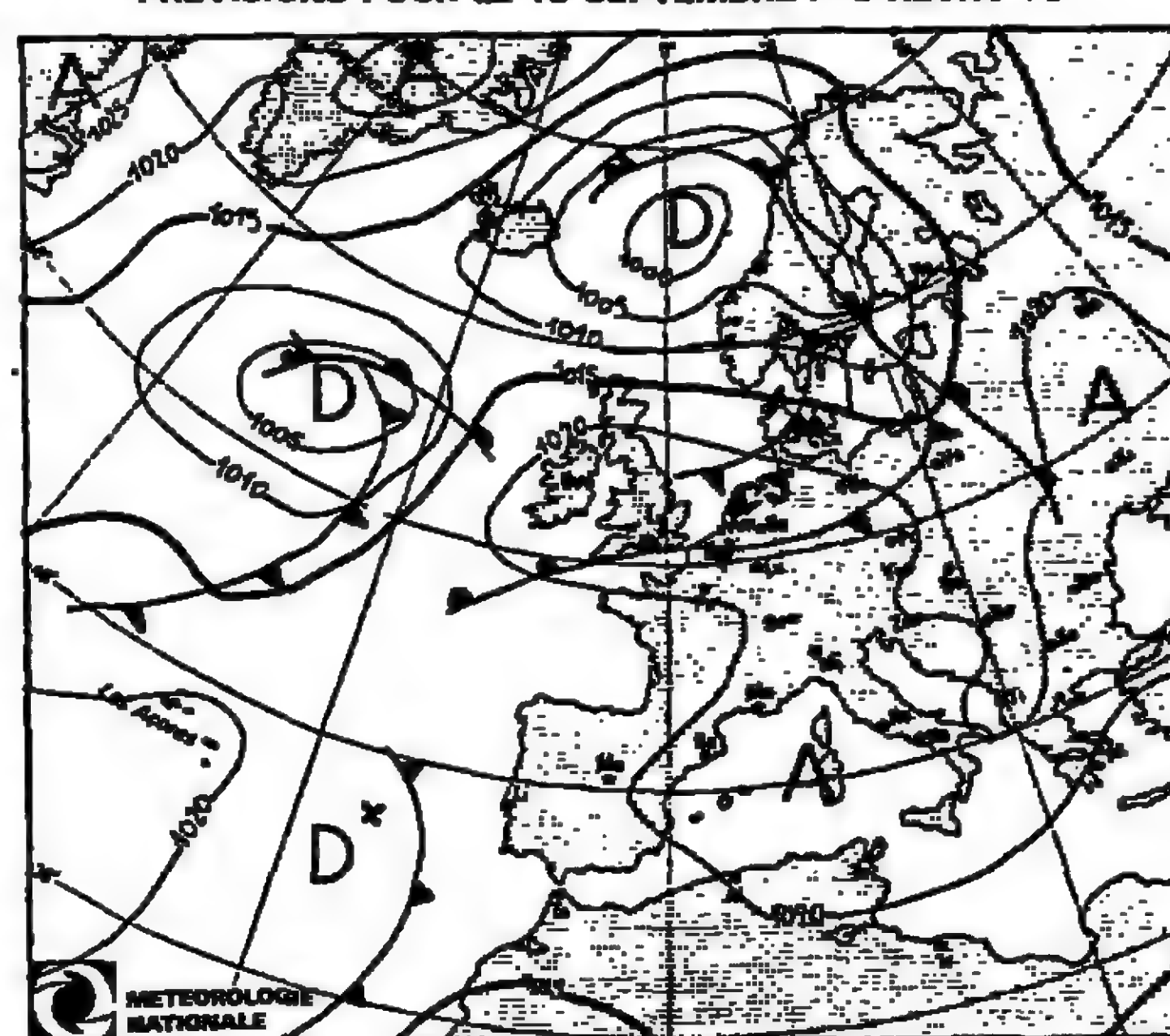
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	32,8	14,3	Journal rég.	7,4	Actual. rég.	Mythologies 1,1	Porte magique 4,8
19 h 45	38,6	20,1	News horaire	3,2	Actual. rég.	Mythologies 2,6	Le roi Théodore 2,6
20 h 16	53,4	19,6	Journal	15,3	Le clerc 7,4	Foot. maillots 3,2	Journal 4,2
20 h 55	58,3	14,8	Série soirée	12,2	Tartuffe 4,8	Borde-Dynamo 7,9	Collier d'Inde 3,7
22 h 08	57,5	26,5	Super news	6,2	Tartuffe 4,8	Borde-Dynamo 7,9	Collier d'Inde 4,2
22 h 44	39,7	22,8	Super news	6,9	Sat 3 1,1	Toulouze-Avion. 4,8	Antarctique 0,5

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

## SITUATION LE 17 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 16-9-1987 à 6 heures TU		le 17-9-1987	
FRANCE	TOURS	TOULOUSE	PARIS	LYON	STRASBOURG
AMARCO 29 16 D	30 17 D	34 17 D	30 17 D	30 17 D	30 17 D
BARBIZ 35 21 D	35 21 D	35 21 D	35 21 D	35 21 D	35 21 D
BORDEAUX 34 20 D	34 20 D	34 20 D	34 20 D	34 20 D	34 20 D
BREIZ 31 17 D	31 17 D	31 17 D	31 17 D	31 17 D	31 17 D
BREST 26 17 D	26 17 D	26 17 D	26 17 D	26 17 D	26 17 D
CAN 26 16 C	26 16 C	26 16 C	26 16 C	26 16 C	26 16 C
CHERBOURG 22 17 B	22 17 B	22 17 B	22 17 B	22 17 B	22 17 B
CLERMONT-FERR. 37 18 D	37 18 D	37 18 D	37 18 D	37 18 D	37 18 D
DIJON 28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D
GRENOBLE 28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D
LILLE 23 15 D	23 15 D	23 15 D	23 15 D	23 15 D	23 15 D
LIMOGES 31 19 D	31 19 D	31 19 D	31 19 D	31 19 D	31 19 D
LYON 32 16 B	32 16 B	32 16 B	32 16 B	32 16 B	32 16 B
MARSEILLE 24 19 C	24 19 C	24 19 C	24 19 C	24 19 C	24 19 C
NANCY 27 16 D	27 16 D	27 16 D	27 16 D	27 16 D	27 16 D
NANTES 31 16 D	31 16 D	31 16 D	31 16 D	31 16 D	31 16 D
NICE 27 22 D	27 22 D	27 22 D	27 22 D	27 22 D	27 22 D
PARIS-MONT. 26 18 N	26 18 N	26 18 N	26 18 N	26 18 N	26 18 N
PAU 35 15 N	35 15 N	35 15 N	35 15 N	35 15 N	35 15 N
PERPIGNAN 26 21 C	26 21 C	26 21 C	26 21 C	26 21 C	26 21 C
RENNES 30 18 D	30 18 D	30 18 D	30 18 D	30 18 D	30 18 D
STRASBOURG 35 16 D	35 16 D	35 16 D	35 16 D	35 16 D	35 16 D
TOULOUSE 26 16 D	26 16 D	26 16 D	26 16 D	26 16 D	26 16 D
LYON 17 15 O	17 15 O	17 15 O	17 15 O	17 15 O	17 15 O

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)











## Le projet de loi de finances pour 1988

(Suite de la première page.)

Le renversement de situation extraordinaire rapide par rapport au printemps 1986 qui vit la droite arrivée au pouvoir dénoncer le mauvais état de nos finances publiques et l'importance du déficit budgétaire ; le paradoxe que constitue la coexistence d'une situation économique fragile (faible croissance, taux d'intérêt très élevés, déficit extérieur inquiétant...) et d'un budget respectant les règles de santé.

Le renversement aurait été si brusqué ? Le temps dissipant bien des illusions et donnant aux jugements bâtis leur juste importance, on a peu à peu découvert que les socialistes après avoir largement dégradé les finances publiques en 1981-1982, avaient dès 1983 entrepris une courageuse action de remise en ordre. Courageuse et efficace.

Ainsi lorsqu'elle reprit les rênes du pouvoir l'année dernière, la droite fit-elle — sans s'en apercevoir — l'héritage de finances publiques, sinon complètement assainies, du moins en plein redressement : rigueur salariale, diminution des effectifs de la fonction publique (— 10 000 en 1984-1985), réduction draconienne des bonifications d'intérêt, si ce n'est pour l'Etat qui prend à sa charge, pour aider certaines actions ou certains secteurs (1), la différence entre les taux pratiqués sur le marché et le coût d'un crédit jugé supportable.

Le bilan trop rapide et trop succinct de nos finances publiques qui fut fait à l'époque par l'ancien gouverneur de la Banque de France à la demande de M. Chirac ne rendit pas compte de cette évolution. Au contraire : parmi les quelques données du rapport La Gendreau, une seule fut retenue par l'opinion publique, celle d'un déficit potentiel de 159 milliards de francs en 1986. L'année se terminant sur une impasse de 141 milliards de francs, un chiffre inférieur de presque 20 milliards de francs à celui qui avait été avancé.

Il n'est évidemment pas possible de soutenir, quand on connaît l'incertitude des masses budgétaires, que ce résultat fut l'œuvre exclusive du gouvernement Chirac. Il est en revanche juste de l'attribuer — au moins partiellement — aux choix effectués deux ou trois ans plus tôt. Et à l'un d'entre eux tout spécialement : la décision prise en 1983 par M. Pierre Mauroy de réduire les bonifications d'intérêt. On en ressent maintenant les heureux effets. Ces bonifications, qui avaient coûté 37 milliards de francs en 1986 et 34 milliards environ cette année, sont réduits à 24 milliards de francs dans le projet de budget pour 1988. Dix milliards d'économies en un an, c'est l'équivalent de ce que va coûter à l'Etat, l'année prochaine, la baisse des taux de l'impôt sur le revenu.

A cette action s'est ajoutée, dès la fin 1982, une rigoureuse politique salariale, la fonction publique voyant son pouvoir d'achat. Ces deux actions lèvent en partie le mystère du redressement très rapide de notre situation budgétaire, la masse des salaires versés aux fonctionnaires représentant le tiers des dépenses publiques. Qui tient les premiers contrôle bien les secondes.

### Contradictions apparentes

Autre contradiction qui frappe les Français découvrant le projet de loi de finances pour 1988 : la coexistence d'une situation économique médiocre avec un budget apparemment florissant.

Contradiction seulement apparente : ni la baisse des prix pétroliers de 1986 dont au travers des résultats des entreprises, bénéficie maintenant les impôts d'Etat, ni les privatisations des firmes publiques et des banques nationalisées

n'ont en le temps d'agir en profondeur sur notre économie. On le voit au manque de compétitivité des entreprises françaises (persistance d'un déficit important du commerce extérieur), à la faiblesse de la croissance, à la progression encore trop lente de nos investissements. Santé financière n'est pas santé économique.

Le budget de l'Etat, en revanche, a enregistré presque immédiatement les dividendes de la manne pétrolière. Les 50 milliards de francs économisés par les entreprises, grâce à la baisse des prix du pétrole en 1986 (dont 20 pour l'industrie), ont amplifié des résultats d'exploitation déjà en hausse depuis 1985. D'où un impôt sur les sociétés qui croît de 12,4 % en 1987 et devrait encore progresser de 3,6 % en 1988.

C'est aussi la manne pétrolière qui, en accentuant la désinflation, améliore le pouvoir d'achat et donc la consommation (+ 3,2 % en 1986). La TVA progresse de 5,2 % cette année, et progressera de 4,6 % l'année prochaine, selon les prévisions.

Quant aux privatisations — l'axe fort de la politique gouvernementale — elles devraient rapporter à l'Etat — hors budget — plus de 51 milliards de francs cette année et encore 50 milliards l'année prochaine. Ces sommes très importantes auront été utilisées en 1987 pour alléger la dette publique à hauteur de 37,5 milliards de francs) et pour doter en capital les firmes d'Etat (14 milliards de francs). L'année prochaine, même partage ou à peu près : 35 milliards de francs pour le désendettement, 15 milliards pour les dotations de capital, dont une dizaine pour les seules entreprises industrielles.

Il n'est pas douteux que les capitaux accordés à l'aéronautique (SNIA, SNECMA), à Renault, amélioreront à terme notre appareil productif. Mais leurs effets ne se feront sentir que dans quelques années. En revanche, les fonds tirés des privatisations allègent immédiatement les charges de l'Etat puisqu'ils financent des dépenses qui traditionnellement sont couvertes par le budget, c'est-à-dire par les impôts : TGV, autoroutes, pôles de conversion et bien sûr dotations.

### Rigueur salariale oblige

Si l'on tient compte — outre les 15 milliards de francs de privatisation consacrés aux dotations en capital — de diverses autres opérations (vente de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, cessions d'actifs de Dassault...), c'est une bonne vingtaine de milliards de francs que le budget de l'Etat économise, diminuant d'autant son déficit.

Encore peut-on s'interroger sur une autre « économie » : les 5 milliards de francs que l'Etat débourse l'année prochaine au titre des nationalisations de 1981-1982, mais que le gouvernement prélève sur la Caisse d'amortissement de la dette publique (CADEP), placée hors budget puisque retrayant des opérations en capital. Cette dépense était inscrite depuis l'origine aux charges communes budgétaires. MM. Balladur et Juppé brouillent là un peu les cartes en modifiant sans crier gare les habitudes.

La cause est entendue : les largesses gouvernementales sont

## Un budget de charme

financées, et même facilement financées. Cela grâce à une conjonction de facteurs exceptionnellement favorables. Reste donc à savoir combien de temps ceux-ci produiront leurs effets.

Pour l'un d'entre eux, peut-être le plus important, celui dont beaucoup dépendra, le gouvernement est maître d'œuvre. On a bien sûr compris qu'il s'agit de la politique salariale. Dans ce domaine, les pouvoirs publics ont fait preuve jusqu'à présent d'une grande rigueur. Plus encore que les socia-

listes, puisque la garantie de pouvoir d'achat, qui reste le credo officiel, inclut maintenant les effets de promotion par l'âge ou par le mérite. La formule n'a pas changé, mais son contenu est profondément modifié : pour une masse salariale évoluant comme les prix, tout ce qui est donné aux uns est forcément retiré aux autres. Ainsi des fonctionnaires voient leur niveau de vie baisser.

Cette année, hors effets de promotion, le pouvoir d'achat baissera de 1,6 % si le gouvernement n'accorde pas une rallonge d'ici à décembre. Mais un point de rallonge, c'est 4 milliards de francs. On voit l'énormité des sommes en cause. A l'approche des élections, la tentation sera grande de faire un geste, d'autant plus grande que à l'opposé du monde salarial, les professions libérales, commerciales, artisanales, voient — avec la libération des prix — leur revenu augmenter. Parfois même fortement. Difficile trop rigoureux ici quand on laisse faire là, même si cette liberté est la contrepartie de risques importants : concurrence acharnée, stagnation de l'activité, faillites.

Si l'actuel gouvernement a durci la rigueur salariale, y compris pour les militaires, gardant ainsi un atout de taille dans son jeu, il n'a pas procédé de même — quoi qu'il en dise — avec les autres dépenses. Les effectifs des fonctionnaires civils sont très peu réduits, sauf pour les PTT, qui ne relèvent d'ailleurs pas directement du budget de l'Etat. Les bonifications d'intérêt se réduisent, on a vu pourquoi. Le ministre de l'Agriculture s'était empressé, peu après ses prises de fonction, d'en accorder pour compenser les dégâts causés par la sécheresse, puis pour l'installation des jeunes paysans. C'est un jeu dangereux qui, déjà en 1986, coûta 200 millions de francs. Ce genre de décisions ne s'est pas généralisé, la Rue de Rivoli veillant au grain. Pour le logement,

tant de réalisations depuis quelques années sont en train de prendre fin. Sur les grands chantiers du président retardés ou amputés, une économie de 3,5 millions est attendue... d'ici à 1991.

Quant aux privatisations qui créent l'aisance qu'on sait, quel agent apporteront-elles dans les caisses de l'Etat à partir de 1989 ? Au rythme actuel et pour le seul programme actuellement prévu, cette manne pourrait se tarir à partir de 1990. La baisse des prix pétroliers enfin est derrière nous : difficile de tabler sur l'aubaine de 1986 dans un proche avenir.

### Et après 1988 ?

Quand on a dit tout cela, on n'a pas tout dit, car il faut encore s'interroger sur l'après-88 : à quel rythme recommenceront de croître dépenses et recettes publiques une fois que se seront progressivement éteintes les sources exceptionnelles de financement dont l'Etat bénéficie actuellement ? Si les premières évoluent moins vite que les secondes, le déficit continuera de se réduire et les allègements fiscaux — de TVA, notamment — pourront se prolonger. Sinon de difficiles réajustements sont prévus.

● Côté dépenses, on a dit que beaucoup dépendrait de la poursuite de la rigueur salariale. Mais il existe d'autres charges dont le poids va se faire sentir en 1989 : loi de programmation militaire (6,6 milliards), loi sur la DDM-TOM (0,5 milliard, davantage ensuite), plan rapatriés (2,5 milliards), programme prisons (1,4 milliard en 1989, 1,3 milliard en 1990), votes navagables (300 millions). A tous ces chiffres officiellement confirmés par la Rue de Rivoli (2), il faut ajouter le coût de l'épargne-retraite, les risques que font courir à nos finances publiques la remontée des taux d'intérêt (dette

de l'Etat), les crédits garantis par l'Etat à l'exportation pour les opérations avec des pays en voie de développement plus ou moins insolubles ainsi que les prêts d'Etat à Etat. Le gouvernement a inscrit 2,4 milliards de francs à ce titre en 1988. Est-ce suffisant ? D'autre part, l'effort que le pays devra — tôt ou tard — accomplir en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche est si énorme qu'on peut se demander si le budget de l'Etat pourra l'assurer à lui seul on n'en faudra pas faire appel à d'autres ressources que l'impôt. C'est dire l'illusion qu'il y aurait à raisonner comme si les dépenses pouvaient dans tous ces domaines évoluer sagement au rythme de la hausse des prix. On n'en est pas là malgré les apparences.

Côté dépenses fiscales, la France devra probablement, outre le coût de la nouvelle fiscalité de groupe (3 milliards de francs en 1989), accepter de verser à la CEE une part grandissante de ses recettes de TVA : 55 milliards de francs sont prévus pour 1988, ce qui ne sera peut-être pas suffisant. La construction d'une Europe plus intégrée aura son prix. Elle peut difficilement se faire si la CEE ne dispose pas — comme toute véritable entité politique, fût-elle fédérale — d'un véritable budget. La Commission de Bruxelles a suggéré — le mot est faible — que le prélèvement sur les ressources de chaque pays se fasse en fonction de sa richesse : 1,4 % de son PIB. Cela accroîtrait sensiblement la mise.

Toutes ces dépenses ne sont pas minces. Restent les recettes. Les meilleurs experts du ministère de l'Economie et des finances estiment qu'une fois absorbé l'effet des baisses d'impôt accordées pour 1988 aux entreprises et aux particuliers, les recettes de l'Etat retrouveront un rythme à peu près équivalent à la croissance du produit national en valeur (volume + prix). Comme les dépenses progresseront seulement dans la même mesure que comme les prix, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Voire.

● Les deux tiers environ des impôts — la TVA, l'impôt sur le revenu — dépendent étroitement de l'activité du pays, notamment des revenus distribués et de la consommation des ménages. Que ceux-ci stagnent ou évoluent très lentement, les rentrées fiscales se ralentissent. L'année 1988 ne serait-elle pas une année de rigueur ? La nécessité de redresser les comptes de la Sécurité sociale, de rétablir l'équilibre du commerce extérieur ne nous conduisent-elles pas tout droit à un nouveau plan d'austérité ? C'est peut-être ce que disent en demi-teinte les comptes officiels, qui prévoient une progression du revenu disponible de 0,8 % seulement en 1988. A quelques mois des élections, on peut difficilement annoncer moins.

Restent les autres recettes de l'Etat. La taxe intérieure sur les produits pétroliers (106 milliards de francs, un gros morceau donc) progresse traditionnellement

moins vite que la richesse nationale. En revanche, l'impôt sur les sociétés (120 milliards de francs) après le bond de 1987 (+ 12,4 %) peut continuer à croître plus vite que le PIB, les entreprises bénéficiaires étant de plus en plus nombreuses.

Il serait présomptueux et intellectuellement discutable d'affirmer que les baisses de taux de plusieurs grands impôts auront sur les prochaines années des conséquences négatives, en tarissant la source où boit le troupeau. Mais deux remarques doivent être faites.

La première est que la progression des dépenses et donc l'ampleur du déficit sont artificiellement réduites par le jeu des privatisations et des rebudgétisations. Les unes réduisent apparemment les charges de l'Etat (d'une vingtaine de milliards), les autres accroissent ses recettes (parce qu'elles rapporteront 7 milliards de plus qu'elles ne coûteront au budget, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, Fonds spécial des grands travaux, fonds des réserves et de garantie des caisses d'épargne). Quand on lui fait cette remarque M. Balladur rétorque que, s'il n'avait pas disposé de ces ressources, il « aurait fallu procéder à un rythme plus lent » (sous-entendu : moins de dotations aux entreprises publiques).

La seconde remarque concerne le déficit de la Sécurité sociale. Si celui-ci n'incombe pas directement à l'Etat, il est évident que l'équipe au pouvoir ne peut s'en désintéresser. Déjà sur la période printemps 1986-printemps 1988, les hausses de cotisations sociales (vieillesse et maladie) et les deux prélèvements sur le revenu de 0,4 % auxquels s'ajoutent la cotisation secteur public du 1<sup>er</sup> semestre dernier et le prélèvement sur le revenu du capital, représentent une cinquantaine de milliards de francs. C'est un peu plus que les baisses d'impôt accordées dans le même temps aux particuliers, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes comprise. Et l'on sait bien que au lendemain des élections, les Français devront consentir un nouvel et important effort en faveur de leur système de protection sociale.

Sauf à imaginer que le pays, et l'Europe et le monde retrouveront bientôt les chemins de la croissance économique, il serait illusoire de croire ou de faire croire que les baisses d'impôts qui viennent d'être décidées annoncent des temps plus faciles. C'est plutôt le contraire qui risque de se produire.

Le tout est de savoir si les sacrifices qui nous attendent éviteront à la France les voies du déclin. La réponse demeure incertaine.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) C'est ainsi que l'Etat aura bonifié, cette année, des prêts pour le logement (un peu plus de 18 milliards de francs), pour l'agriculture (5 milliards), pour l'exportation (2 milliards), pour l'industrie (plus de 7 milliards), pour l'aide au développement (plus de 1,5 milliard).

(2) M. Bérégovoy les avait publiés dans le dernier numéro de sa revue *Economie et Liberté*.

### ÉVOLUTION DES EMPLOIS PUBLICS

	Emplois 1987	Emplois 1988	Variations 1988/1987
Agriculture et industries agro-alimentaires, culture	41 949	41 846	- 0,2 %
Economie et finances	183 714	181 140	- 1,4 %
Éducation nationale	997 407	1 001 478	+ 0,4 %
Intérieur et décentralisation (hors appelés)	153 152	154 718	+ 1,0 %
Justice	50 119	50 693	+ 1,1 %
Recherche et technologie	314	309	- 1,6 %
(Établissements publics de la recherche)	(51 762)	(51 589)*	(- 0,3 %)
Relations extérieures et coopération	12 078	11 890	- 1,6 %
Service du Premier ministre	9 472	9 747	+ 2,9 %
Solidarité nationale, santé, travail, emploi	24 790	24 413	- 1,5 %
Transports	12 435	12 394	- 0,3 %
Urbanisme et logement	112 408	110 715	- 1,5 %
Divers	19 784	19 841	+ 0,3 %
Total pour le budget général	1 617 622	1 619 184	+ 0,1 %
PTT (hors appelés)	444 679	438 276	- 1,4 %
Armées (hors appelés)	446 469	440 693	- 1,3 %
Total général	2 508 770	2 498 153	- 0,4 %

(\*) Suppressions d'emplois administratifs exclusivement.

### LES RESSOURCES DE LA NATION

	1986 (réult.)	1987 (estim.)	1988 (prév.)
● RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	2,0	1,5	2,2
2) Importations	4,1	5,1	3,7
● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	3,2	1,6	1,5
2) Investissement total	3,0	2,4	2,9
dont investissement des entreprises	4,0	3,0	3,7
3) Exportations	- 0,6	0,9	4,5
● HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
- En glissement (décembre à décembre)	2,1	3,4	2,5
- En moyenne annuelle	2,7	3,3	2,5
● POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage)			
- Du salaire moyen par tête	1,7	0	1,3
- Des prestations sociales	3,9	1,5	2,3
- Du revenu disponible brut	3,3	0,1	0,8

### LE BUDGET POUR 1988 COMPARÉ AU PRÉCÉDENT

	Loi de finances pour 1987	Projet de budget pour 1988	Montant de la différence	Différence en %
I. — Opérations définitives				
Dette publique	96,4	104,1	+ 7,6	+ 7,6
Dépenses civiles de fonctionnement	354,5	367,6	+ 13,1	+ 3,7
Dépenses d'intervention	322,6	329,3	+ 6,7	+ 2,1
Dépenses civiles en capital	67,7	67,8	+ 0,1	+ 0,1
Budget militaire	206,7	212,8	+ 6,1	+ 2,9
Solde des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale	- 8,3	- 8,1	+ 0,2	-
Total des charges à caractère définitif	1 048,7	1 081,5	+ 32,8	+ 3,0
Recettes nettes	994,9	987,7	- 7,2	- 0,7
Solde des opérations définitives	- 153,8	- 113,8	+ 40,0	+ 26,0
II. — Opérations temporaires (solde)	- 45	- 2,1	+ 42,9	+ 95,3
III. — Solde général	- 198,3	- 115,9	+ 82,4	+ 41,5



# Recettes : des allègements d'impôts pour 31,8 milliards

Sur 1987 et 1988, exercices « à cheval » puisque les mesures annoncées portent sur les deux années, les impôts seront réduits de 69,1 milliards de francs : 37,3 milliards en 1987, 31,8 milliards en 1988.

Sur cette période, les ménages verront leur impôt réduit de 27,1 milliards de francs, et les entreprises de 33,4 milliards de francs. La TVA sera réduite de 8,5 milliards.

Pour la seule année 1988, le projet de budget prévoit 10,3 milliards de francs de baisse d'impôt pour les particuliers, 14,5 milliards pour les entreprises et 6,9 milliards d'allègement de TVA.

## I. ALLÈGEMENT DES CHARGES FISCALES

Suppression de la taxe sur les frais généraux au début de 1988.

La loi de finances pour 1987 avait prévu la suppression progressive, en trois ans, de la taxe de 30 %, sur certains frais généraux, instituée en 1982. Cette suppression, cependant, interviendra dès le 1<sup>er</sup> janvier 1988. Le coût de la mesure est évalué à 800 millions de francs, en 1988.

Mesures en faveur des petites entreprises.

Deux mesures concernent les dirigeants des petites entreprises :

1) Relèvement de la limite de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé.

Les adhérents de centres de gestion ou d'associations agréées, dont les recettes sont inférieures aux limites du forfait ou de l'évaluation administrative, et qui optent pour un régime réel d'imposition, peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt égale aux dépenses engagées pour l'adhésion et la tenue de la comptabilité. Le montant de cette réduction est porté de 2 000 F par an à 4 000 F. En 1988, le coût de cette mesure sera de 40 millions de francs.

2) Simplification des obligations déclaratives des petites entreprises.

Afin d'alléger les formalités des petites et moyennes entreprises, il est proposé de dispenser de fournir à l'administration un bilan à l'appui de leurs déclarations de résultats.

Cette mesure s'appliquera aux entreprises industrielles et commerciales soumises à l'impôt sur le revenu dans le cadre d'un régime réel d'imposition et dont le chiffre d'affaires ne dépassera pas le double des limites prévues pour l'application du régime du forfait, soit 1 million de francs pour les ventes et 300 000 F pour les prestations de services.

Centres de gestion et associations agréées pour les professions libérales, commerçants, artisans et agriculteurs.

Le taux de l'abattement appliqué sur le bénéfice des adhérents des centres de gestion et associations agréées est ramené de 20 % à 10 % pour la fraction du bénéfice qui, en 1985, était comprise entre 192 200 F et 523 000 F. Depuis son institution, cette limite a progressé moins rapidement que les prix. Pour effacer progressivement les effets de l'érosion monétaire, le seuil a été relevé à 250 000 F pour les revenus de 1986, à 320 000 F pour les revenus de 1987. Cette limite sera portée à 400 000 F pour les revenus de 1988. Cette disposition s'appliquera également aux salariés détenant plus de 35 % des droits sociaux de leur entreprise.

## II. MODERNISATION DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Réforme de la fiscalité des groupes.

La fiscalité des groupes sera modifiée en établissant les règles d'imposition comparables à celles qui sont appliquées dans la plupart des grands pays développés.

Pour l'essentiel, les allègements fiscaux accordés en 1988 aux entreprises prennent la forme de la déductibilité de TVA sur les télécommunications (6,8 milliards de francs). Cette année, le « gros morceau » aura été la réduction du taux de l'impôt sur sociétés ramené, en deux ans, de 50 % à 42 %.

Il faut y ajouter la suppression de la taxe sur les frais généraux instituée en 1982 par le gouvernement socialiste, et dont l'échéance a été avancée d'un an, cette suppression prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 1988. En revanche, est maintenu le prélèvement sur les entreprises pétrolières.

Dans ce budget, apparaissent, pour la première fois, les préoccupations relatives à l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen en 1992, avec la nécessité d'engager dès maintenant l'harmonisation des régimes fiscaux. Les diminutions de TVA en sont un exemple, auxquelles il faut ajouter les modifications du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, avec quelques allègements (fioul lourd et gaz à usage industriel).

Citons, encore, l'institution d'un régime fiscal plus favorable pour les groupes de sociétés, destinés à donner aux entreprises un environnement compa-

table à celui de leurs concurrents étrangers, essentiellement européens.

Relevons, enfin, et sans surprise, que la grande révision des bases de calcul des impôts locaux (valeurs locatives), prévues pour 1988, a été ajournée : le travail est considérable, et trop d'intérêts sont en jeu dans les collectivités locales. Ce sont les mêmes enjeux qui ont incité le gouvernement à prêter l'oreille aux inquiétudes des propriétaires immobiliers, craignant — à travers la taxe foncière non bâtie — de faire les frais d'une fiscalité locale croissante. Les variations de cette taxe seront désormais liées à celles de la taxe d'habitation.

## IV. HARMONISATION EUROPÉENNE SUR L'ÉNERGIE

Modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP).

L'allègement de la taxation de l'énergie va être poursuivi et la législation applicable en matière de fiscalité des produits pétroliers adaptée aux règles communautaires.

1) Allègement de la taxation. Le taux de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul lourd, déjà réduit en 1987 de 27,95 F à 17 F par quintal, sera ramené à 11,70 F par quintal.

Le taux de cette taxe, ainsi baissé de 58 % en deux ans, rejoindra la moyenne européenne telle qu'elle est définie pour l'harmonisation des taxes spécifiques. En 1988, le coût de cette mesure sera de 360 millions de francs.

— Le taux de la taxe sur le gaz naturel à usage industriel a également été réduit de 0,95 F à 0,59 F par 100 kilowatts/heure en 1987. Cet effort d'allègement sera poursuivi en ramenant ce taux à 0,56 F par 100 kilowatts/heure. En 1988, le coût de cette mesure sera de 40 millions de francs.

— Le tarif de la taxe intérieure est actualisé chaque année. Afin d'alléger l'incidence budgétaire de cette actualisation, celle-ci sera effectuée en deux temps : moitié le 15 février 1988, moitié le 30 mai 1988, en ce qui concerne le supercarburant, l'essence, le gazole et le fioul domestique. En 1988, le coût de cette mesure sera de 1 milliard de francs.

2) Harmonisation européenne de la fiscalité des produits pétroliers.

Deux taxes spécifiques aux produits pétroliers seront intégrées dans le barème de la taxe intérieure de consommation :

1. Le droit de timbre douanier de 2 % assis sur la taxe intérieure de consommation applicable aux produits pétroliers sera supprimé et intégré dans le tarif de la taxe intérieure de consommation.

2. Pour compenser la suppression de la taxe spécifique perçue sur certains produits pétroliers au profit du fonds spécial de grands travaux, le tarif de la taxe intérieure de consommation sera augmenté à due concurrence.

Cette recette supplémentaire, évaluée à 4,485 milliards de francs, permettra au budget de l'Etat de prendre en charge les dépenses nécessaires au financement des engagements souscrits par le fonds. Cette mesure sera sans incidence sur les prix des produits.

Récupération de la taxe sur le gazole et sur le gaz de pétrole liquéfié.

La TVA appliquée aux achats, importations, livraisons et services portant sur le gazole et le gaz de pétrole liquéfié, utilisés comme carburant par les utilisateurs autres que les transporteurs internationaux, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1987, n'est déductible qu'à concurrence de 50 % de son montant. Ce pourcentage sera porté à 60 % pour les opérations qui ont donné naissance au droit à déduction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988. Il sera ensuite relevé chaque année de 10 % jusqu'en 1992, date à laquelle la déductibilité totale sera réalisée. En 1988, le coût de la mesure sera de 450 millions de francs.

## ÉVOLUTION DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES (en millions de francs)

	PRÉVU	RÉALISÉ
1986	- 31 156	- 30 302
1987	- 29 304	- 30 085
1988	- 95 456	- 98 954
1989	- 117 762	- 129 614
1990	- 125 800	- 146 194
1991	- 140 192	- 153 283
1992	- 145 342	- 141 089
1993	- 129 289	-
1994	- 114 924	-

## Amélioration de la compétitivité des entreprises

Trois innovations ont été décidées pour élargir le mécanisme actuel du régime de groupe. Pourront bénéficier de ce nouveau régime l'ensemble des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, quelle que soit leur activité, et leurs filiales à 95 %.

Les modalités de cette mesure sont les suivantes :

1) Le résultat d'ensemble de la société mère sera déterminé par la somme des bénéfices et des déficits annuels de chacune des sociétés du groupe, y compris le montant net des plus-values ou des moins-values à long terme ;

2) Le report en arrière des déficits pourra être pratiqué par la société mère au titre du résultat d'ensemble. La créance née du report pourra être utilisée pour le paiement de l'impôt dû à raison du résultat d'ensemble. Pour l'application du report en arrière, la condition d'investissement s'appliquera au niveau du groupe ;

3) L'impôt sur les sociétés sera acquitté par la société mère sur le résultat d'ensemble. Les filiales seront donc dispensées du paiement de l'impôt sur leurs propres résultats et ne pourront pas reporter en arrière leurs pertes ;

4) La société mère sera substituée aux sociétés du groupe pour l'imputation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt ;

5) Les dividendes seront distribués à l'intérieur du groupe en franchise d'impôt.

Pour 1989, le coût budgétaire de cette réforme est estimé à 3 milliards de francs.

Aménagement des règles d'imposition des plus-values réalisées dans le cadre d'offres publiques d'échange de titres.

Dans les opérations de restructu-

ration, les entreprises recourent plus souvent aux offres publiques d'échange de titres (OPE), les titres remis à l'échange par une entreprise supportant une taxation. Le gouvernement a décidé de ne plus tenir compte des plus-values réalisées ou des moins-values subies par les entreprises lors de l'échange de titres effectué dans le cadre d'une OPE. La plus-value éventuelle ne sera imposée qu'en cas de cession ultérieure des titres reçus en échange. Elle sera alors déterminée à partir de la valeur d'origine des titres remis en échange.

Amélioration du régime de crédit d'impôt en faveur de la recherche.

Actuellement, les entreprises industrielles et commerciales imposables d'après leur bénéfice réel peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour leurs dépenses de recherche égal à 50 % de l'excédent des dépenses de recherche au cours d'une année par rapport aux dépenses de même nature, révalorisées de la hausse des prix à la consommation, engagées au cours de l'année précédente, avec un plafond de 5 millions. Ce crédit s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise ou lui est remboursé, et expire le 31 décembre 1988.

Le gouvernement a décidé de prolonger ce système jusqu'en 1992 et de porter son plafond à 10 millions de francs pour les dépenses de recherche externe confiées à certains organismes de recherche publics et privés.

En outre, un nouveau dispositif calculé sur le volume des dépenses nouvelles sera institué pour les entreprises qui effectuent des dépenses de recherche et de développement expérimental de 1988 à 1990 et qui n'ont jamais bénéficié du crédit d'impôt actuel.

Le crédit d'impôt sera égal à 30 % de l'excédent des dépenses de recherches engagées de 1988 à 1990 sur celles de 1987, avec un plafond de dépenses annuelles de 3 millions de francs. Dans ces deux régimes, l'assiette du crédit d'impôt sera étendue, par décret, aux brevets acquis pour la réalisation d'opérations de recherche.

En 1988, le coût de cette mesure sera de 500 millions de francs.

## III. L'HARMONISATION EUROPÉENNE SUR LA TVA

Baisse du taux sur les voitures de tourisme et les motos de plus de 240 centimètres cubes.

Dans la perspective de l'harmonisation européenne, le taux de TVA majoré sera abaissé de 33,3 % à 28 % pour les ventes de voitures de tourisme et de motos d'une cylindrée supérieure à 240 centimètres cubes, ce taux étant applicable à compter du jeudi 17 septembre pour les opérations d'achat, d'importation, de vente, de crédit-bail, de livraison, de commission, de courtage ou de façon portant sur ces véhicules et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988 pour les locations.

En 1988, le coût de cette mesure sera de 6,2 milliards de francs.

Sur les disques et autres supports du son préenregistrés.

Le taux de 33,3 % sera réduit à 18,6 % pour les disques, les bandes, cassettes et autres supports du son préenregistrés, opérations d'achat, d'importation, de vente, de livraison, de commission, de courtage ou de façon.

Cette mesure s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988. Son coût est évalué à 680 millions de francs pour 1988.

Exonération pour les établissements hospitaliers.

Afin d'harmoniser la législation française avec la réglementation communautaire tout en allégeant les charges de la Sécurité sociale, l'ensemble des établissements hospitaliers et de soins bénéficient de l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée accordée aux hôpitaux publics et aux cliniques gérées par des organismes sans but lucratif. Cette mesure s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988. Son coût budgétaire est évalué à 400 millions de francs pour 1988.

Réduction du taux sur les attractions foraines.

Les jeux et manèges forains sont soumis au taux de 18,60 %, au lieu de 7 % pour les parcs dits « à thème culturel ». Le régime de TVA des forains sera aligné sur celui des parcs à thème. Mais les recettes provenant des ventes à consommer sur place ou à emporter ainsi que l'exploitation des appareils automatiques restent soumis à taux de TVA actuels. En 1988, le coût de cette mesure sera de 150 millions.

Suppression du crédit de référence.

La règle du crédit de référence limite les possibilités de remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée. Compte tenu des divers assouplissements apportés au dispositif, cette règle ne concerne que les redevables qui détenaient un crédit de taxe au 31 décembre 1971 et qui ont toujours été en situation créditrice depuis cette date. Cette règle du crédit de référence sera supprimée pour la généralité des redevables de la TVA. Cette mesure s'appliquera aux demandes de remboursement présentées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988. Son coût budgétaire, en 1988, sera de 115 millions de francs.

## Les caisses d'épargne à leur tour

Plus-values à court terme réalisées par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.

Les entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés ont la possibilité de répartir les plus-values nettes à court terme sur l'année de leur réalisation et les deux années suivantes alors qu'elles devraient être imposées, selon le régime de droit commun, l'année de réalisation. Ce dispositif d'étalement se justifiait pleinement lorsque le taux de l'impôt sur les sociétés était élevé. Or, après avoir été réduit à 45 %, le taux de l'impôt sur les sociétés, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988, a été ramené à 42 % par la récente loi sur l'épargne. Il est donc proposé de supprimer la possibilité d'étalement pour les plus-values nettes à court terme réalisées au cours des exercices ouverts à

compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987. Toutefois, le dispositif d'étalement sera maintenu pour les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu. En 1988, le rendement de cette mesure est évalué à 1,25 milliard de francs.

Imposition des caisses d'épargne et de crédit municipal.

Afin de poursuivre l'harmonisation des conditions de concurrence entre les divers établissements financiers, les caisses d'épargne et les caisses de crédit municipal seront soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Toutefois, ces organismes bénéficieront d'une période transitoire, s'achevant en 1992.

En 1988, le produit de cette mesure est évalué à 65 millions de francs.

Reconstitution et pérennisation de diverses mesures temporaires.

Seront reconduits pour un an :

1. — L'amortissement supplémentaire accordé aux entreprises pour les immobilisations financées par certaines primes d'équipement : primes d'aménagement du territoire, de développement régional, d'orientation pour les entreprises de produits agricoles et alimentaires, de développement artisanal ou d'installation dans les DOM ;

2. — Le dispositif d'imposition atténuée prévu en matière de droit d'enregistrement pour faciliter la consolidation des fonds propres des entreprises ainsi que des sociétés coopératives et de leurs unions.

— Le prélèvement sur les entreprises pétrolières ;

— La non-perception du prélèvement de 3,60 % prévu pour les frais

de dégrèvement et de non-valeurs relatifs à la taxe d'habitation.

Vont devenir permanents :

I. — Le régime de faveur applicable en matière de droits d'enregistrement aux actes constatant des fusions de sociétés (perception d'un droit d'apport de 1,2 % ou d'un droit de 1 220 F) ;

II. — La possibilité de report de l'imposition de la plus-value réalisée à l'occasion d'échange de droits sociaux résultant d'une fusion ou d'une scission ;

III. — Le régime de faveur applicable aux actes constatant des apports en capital à un groupement agricole d'exploitation en commun (perception d'un droit fixe de 430 F) ;

En 1988, le coût de ces différentes mesures sera de 1,5 milliard de francs.

## COMMENT VARIERONT LES DIVERS IMPÔTS (en millions de francs)

NATURE DES RECETTES	Résultats 1986	Loi de finances initiale 1987	Évaluations révisées pour 1987	Projet de loi de finances 1988	Progression 1987/1986 en %	1988/1987 en %
<b>I. — RECETTES FISCALES</b>						
Impôt sur le revenu	221 256	212 813	222 600	220 450	+ 0,6	- 1,0
Impôt sur les sociétés	104 099	115 350	117 000	121 240	+ 12,4	+ 3,6
Autres impôts directs	101 553	97 035	98 400	97 950	- 3,1	- 0,5
Enregistrement, timbre et Bourse	57 025	60 056	63 900	69 100	+ 12,0	+ 8,1
Produits des douanes	103 031	106 091	106 900	115 621	+ 3,8	+ 8,2
Taxe sur la valeur ajoutée	475 498	498 440	500 260	523 385	+ 5,2	+ 4,6
Autres impôts indirects	29 383	30 589	30 834	32 255	+ 4,9	+ 4,6
<b>Total des recettes I</b>	<b>1 091 845</b>	<b>1 120 374</b>	<b>1 139 894</b>	<b>1 180 001</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 3,5</b>
<b>II. — RECETTES NON FISCALES</b>	<b>69 625</b>	<b>63 096</b>	<b>65 195</b>	<b>73 860</b>	<b>- 6,4</b>	<b>+ 13,3</b>
<b>III. — PRÉLÈVEMENTS au profit des collectivités locales et de la CEE</b>	<b>- 131 896</b>	<b>- 149 110</b>	<b>- 153 190</b>	<b>- 164 386</b>	<b>+ 16,1</b>	<b>+ 7,3</b>
<b>IV. — A DÉDUIRE :</b>						
Remboursements et dégrèvements	- 113 934	- 109 410	- 109 410	- 120 815	- 4,0	+ 10,4
<b>Total des recettes nettes (chap. I à IV)</b>	<b>915 640</b>	<b>924 950</b>	<b>942 489</b>	<b>968 660</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>+ 2,8</b>
<b>Recettes fiscales nettes (chap. I, III et IV)</b>	<b>846 015</b>	<b>861 854</b>	<b>877 294</b>	<b>894 800</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 2,0</b>

## Les privatisations financent les infrastructures

Une partie du produit des privatisations sera consacrée, en 1988 comme en 1987, au financement de certaines infrastructures. Trois domaines en bénéficieront : le secteur autoroutier, la SNCF et les ports autonomes. La SNCF en particulier, qui a déjà perçu en août 1987 à ce titre une dotation de 1,4 milliard de francs pour le financement du TGV Atlantique, recevra en 1988 1,7 milliard afin de lui permettre l'électrification ferroviaire de la Bretagne et du Massif Central.

Afin de conforter la situation financière des ports autonomes, ceux-ci bénéficieront d'un apport en capital de 1,3 milliard de francs.

هكذا من انظر



# Economie

## de finances pour 1988 de francs

### Mesures en faveur des ménages

#### I. - IMPOT SUR LE REVENU

##### • Actualisation du barème

Le barème sera indexé sur la hausse des prix prévue en 1987, toutes les tranches étant uniformément relevées de 3,3 %. Le précédent budget avait relevé les tranches de 2,4 %.

##### • Allègements sur les tranches élevées

a) La réduction des taux est de 4 % pour les taux de 10 % à 45 % et de 2 % pour les taux de 50 % à 58 %.

Le taux marginal maximal sera fixé à 56,8 % (voir le barème 1988 pour les revenus de 1987 publié dans le Monde du 16 septembre, page 43). Compte tenu du mécanisme de la déotte et de l'allègement de 4 %, le nombre de nouveaux foyers exonérés se situera autour de 65 000.

b) Maintien des minora-tions appliquées sur les cotisations d'impôt sur les revenus de l'année 1986.

Le maintien de ces minora-tions s'accompagnera d'une actualisation de la limite de la minoration de 3 %. Celle-ci concernera les contribuables dont l'impôt sera supérieur à 41 060 F et dont le revenu imposable par part n'excèdera pas 304 770 F au lieu de 295 000 F précédemment.

##### • Mesures d'accompagnement diverses

a) Le plafond de l'avantage en impôt procuré par le quotient familial sera revalorisé dans la même proportion que la hausse des prix, soit 3,3 %. Il sera ainsi porté de 10 770 F à 11 130 F pour chaque demi-part. De même, le plafond de la réduction d'impôt procurée par les deux premières demi-parts des contribuables, célibataires, divorcés ou soumis à une imposition distincte est fixé à 14 250 F, au lieu de 13 770 F.

b) Le montant de l'abattement accordé par enfant marié rattaché est porté de 18 570 F à 19 600 F.

c) Afin d'anticiper l'effet de la baisse de l'impôt sur le revenu, en 1988, le montant des acomptes provisionnels et des prélèvements mensuels sera réduit de 4 %.

d) Relèvement de l'âge limite des enfants ouvrant droit à la déduction des frais de garde. La loi de finances pour 1987 avait doublé le montant des frais de garde déductibles des revenus (10 000 F par an et par enfant) pour les enfants à charge âgés de moins de cinq ans au 31 décembre de l'année d'imposition. Le bénéfice de cette mesure sera étendu aux enfants âgés de moins de sept ans à la même date. Elle s'appliquera pour la première fois pour les enfants âgés de moins de sept ans au 31 décembre 1987. Cette mesure bénéficiera à cent deux mille familles. Son coût sera de 220 millions de francs, en 1988.

e) Doublement de l'exonération partielle des indemnités de départ volontaire à la retraite. Afin de faciliter le passage de la vie active à la retraite, il est proposé de porter de 10 000 F à 20 000 F la limite d'exonération pour les indemnités perçues par les salariés qui partent volontairement en retraite. En 1988, le coût du doublement de cette limite d'exonération sera de 180 millions de francs.

#### II. - LA FISCALITÉ LOCALE

##### • Sursis à l'actualisation des valeurs locatives.

Aux termes de la loi de finances rectificative pour 1986, une actualisation des valeurs locatives devait intervenir en 1988, avant leur révision en 1990. Compte tenu des transferts de charges qu'entraînerait une actualisation en 1988, celle-ci était prévue pour 1988 n'aura pas lieu. Cependant, afin d'actualiser régulièrement les bases des impôts locaux, les valeurs locatives foncières seront majorées par application de coefficients annuels forfaitaires, déterminés au niveau

national en fonction de la hausse des loyers.

Pour 1988, les coefficients suivants seront retenus : 1 pour les propriétés non bâties ; 1,01 pour les immeubles industriels qui figurent au bilan d'une entreprise industrielle et commerciale ; 1,03 pour l'ensemble des autres propriétés bâties.

• Aménagement des règles de fixation du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Afin d'éviter une augmentation trop rapide du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, qui serait préjudiciable notamment aux exploitants agricoles, il est proposé de lier son évolution à celle du taux de la taxe d'habitation. Ainsi, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne pourra excéder celui de l'année précédente, corrigé de la variation du taux de la taxe d'habitation.

Le nombre des exploitants agricoles par rapport aux contribuables non agricoles (cadres, notamment) décroît dans les communes. D'où la proposition de lier l'évolution de ces deux taxes, les propriétaires terriens, de plus en plus souvent minoritaires dans les conseils municipaux, craignant de faire les frais de fortes hausses de la foncière non bâtie.

• Harmonisation de la date limite de paiement des impôts locaux

Actuellement, la majoration de 10 % pour paiement tardif des impôts locaux ne peut pas être appliquée avant le 15 septembre pour les communes de plus de trois mille habitants et le 31 octobre pour les autres communes. Afin d'harmoniser les conditions d'application des impôts locaux, la date du 15 septembre a été retenue pour l'ensemble des communes.

#### III. - MESURE EN FAVEUR DU LOGEMENT

Les contribuables qui achètent ou font construire un logement neuf en vue de le louer bénéficient, sous certaines conditions, d'une réduction d'impôt de 10 % du prix de l'immeuble, plafonné à 200 000 F (400 000 F pour un ménage). Ces logements doivent être achevés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Cette disposition est susceptible de freiner le lancement de programmes de construction. En effet, le délai moyen d'achèvement d'un programme de construction étant de dix-huit à vingt-quatre mois, les opérations lancées après le deuxième semestre 1988 ne pourront toutes être achevées avant cette date butoir. Le bénéfice de cette réduction d'impôt va être étendue aux logements qui, quelle que soit la date de leur achèvement, rempliront les deux conditions suivantes : la construction devra avoir fait l'objet, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1989, de la déclaration d'ouverture de chantier prévue au code de l'urbanisme ; les fondations devront être achevées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Cette nouvelle mesure concernera également les souscripteurs de certaines parts ou actions de sociétés immobilières d'investissement ou de sociétés civiles de placement immobilier.

#### IV. - MESURES EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

• Reconduction de mesures de TVA prises en faveur de l'agriculture.

Le remboursement forfaitaire qui permet d'effacer la charge de TVA supportée par les agriculteurs non assujettis est reconduit pour cinq ans.

Les ventes d'animaux vivants de boucherie et charcuterie à des non-assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée resteront taxées au taux de 2,10 % jusqu'au 31 décembre 1992.

En 1988, le coût de ces mesures sera de 130 millions de francs.

## Dépenses : emploi, recherche et coopération prioritaires

Les dépenses définitives de l'Etat atteignent 1 081,5 milliards de francs dans le projet de loi de finances pour 1988, contre 1 049,7 milliards dans la loi de finances initiale pour 1987, ce qui représente une progression de 3 % en francs constants.

Les dépenses totales de 1988 représentent 9,2 milliards de francs qui, jusqu'alors, ne figuraient pas au budget général (7,4 milliards de crédits de logement, 1,7 milliard du Fonds spécial des grands travaux). La Rue de Rivoli a calculé une progression, à structures constantes, des dépenses qui est alors de 1,9 %, comme en 1987. Pour la seconde année consécutive, les dépenses de l'Etat augmentent, selon la présentation officielle, moins vite que les prix (ils devraient augmenter de 2,5 % en 1988, d'après les hypothèses du gouvernement). Les dépenses de l'Etat baisseraient donc en valeur réelle.

Si l'on tient compte du solde des opérations temporaires - les prêts de l'Etat et les remboursements sur prêts antérieurs - les charges totales s'élèvent à 1 083,6 milliards de francs, contre 1 054,2 milliards en 1987.

#### • L'EMPLOI : un budget en hausse de 11,8 %

Les crédits destinés à la formation professionnelle et aux actions de soutien à l'emploi atteignent 74,6 milliards de francs, en progression de 11,6 % par rapport à la loi de finances initiale de 1987. Ils sont complétés par des crédits inscrits au budget des charges communes à hauteur de 3,5 milliards. La formation professionnelle est à nouveau privilégiée : les sommes qui lui sont consacrées sont en hausse de 15,5 % (27,5 milliards de francs). Les crédits consacrés par l'Etat à l'indemnisation du chômage et aux prétraitements s'élèvent à 11,5 milliards (plus 3,9 %).

Le financement des actions en faveur des jeunes (TUC, Sivep, stages) bénéficie d'une dotation de 9,8 milliards, celui destiné aux efforts de formation des adultes de 10,5 milliards. Les dépenses totales du ministère des affaires sociales et de l'emploi atteignent 112,3 milliards de francs, en progression de 8 % par rapport à la loi de finances initiale de 1987.

• LA COOPÉRATION : 29,5 milliards d'aide publique au développement. Après avoir stagné en 1987, les ressources du ministère de la coopération augmentent en 1988 de 11,5 % (8,3 % à structure constante) pour atteindre 6,6 milliards de francs. L'ensemble des dépenses en faveur de l'aide publique au développement s'élève à 29,5 milliards de francs (contre 26,7 milliards en 1987), ce qui devrait représenter 0,54 % du produit intérieur brut (contre 0,48 % en 1986, dernier exercice connu).

Les pays africains sont les principaux bénéficiaires des mesures nouvelles. Dans le cadre d'une aide bilatérale totale de 21,5 milliards, ils profiteront de concours financiers supplémentaires de 150 millions de francs, de crédits de paiement destinés au Fonds d'aide à la coopération de l'AFAC, de 1,5 milliard (plus 27,9 % par rapport à 1987) et de financements pour des actions de coopération en matière culturelle et technique (plus 185,7 millions). L'aide multilatérale s'élève à 8 milliards de francs, contre 3,2 milliards en 1986, à la part française du budget d'aide communautaire.

• LA RECHERCHE : priorisée à la recherche industrielle. Redevenu prioritaire de l'Etat, l'effort civil de recherche progresse de 17,7 % à 56,5 % (milliards de francs), celui du ministère de la défense augmente de 16,6 % (29,1 milliards). L'effort public est prioritairement affecté à la recherche industrielle. Les crédits de l'ANVAR en faveur de l'innovation passent de 425 millions de francs à

640 millions, soit une progression de 50,6 %. Ceux destinés au Fonds de la recherche et de la technologie, le FRT, sont portés à 953 millions (plus 45,5 %). Les dépenses liées au crédit d'impôt recherche sont accrues de 500 millions. Malgré la création de cent soixante postes nouveaux de chercheurs, les effectifs totaux employés dans les établissements publics de recherche (CNRS, INRA...) diminuent de 0,2 %.

• L'INTERIEUR : 750 millions pour les élections. Les dépenses ordinaires et crédits de paiement du ministère de l'intérieur s'élèvent à 60,3 milliards de francs, en progression de 7,9 % par rapport à 1987. Ils comprennent notamment 750 millions de francs destinés à l'organisation des élec-

tions présidentielles et cantonales de 1988. A structures constantes, les crédits du ministère progressent de 4,8 %.

Malgré la réduction des effectifs administratifs (665 emplois), 850 emplois budgétaires nouveaux sont créés. L'augmentation des crédits est destinée à la poursuite du programme de modernisation de la police, à l'accroissement et à l'amélioration de la présence policière et au renforcement de la sécurité civile et des juridictions administratives.

#### II. - LES TROIS DOMAINES DE LA SÉCURITÉ

• LA DÉFENSE : un budget de 174,3 milliards. Répondant aux objectifs de la loi de programmation militaire 1987-1991, le budget du ministère de la défense s'élève à 174,3 milliards de francs, en progression de 3 % par rapport à la loi de finances initiale de 1987. Il enregistre une nouvelle augmentation des crédits d'équipement (les crédits de paiement atteignent 90,8 milliards de francs, en hausse de 5,9 % par rapport à 1987, auxquels s'ajoutent 2,4 milliards de crédits du fonds de concours provenant de cessions d'actifs), destinés au financement de la modernisation de ses composantes nucléaires et d'un effort important en faveur des forces conventionnelles (17 livraisons de Mirage-2000, notamment, sont prévues).

Comme en 1987 également, les frais de fonctionnement du ministère de la défense stagnent à 83,4 milliards de francs (soit + 0,6 % à structures constantes). 4 000 emplois civils et 1 200 emplois militaires sont supprimés, mais 200 postes de gendarmes d'active et 600 postes de gendarmes auxiliaires sont créés.

• LA JUSTICE : une progression de 10,3 %. Après une augmentation de 10 % dans la loi de finances initiale de 1987, le ministère de la justice enregistre une nouvelle progression de ses crédits de 10,3 %. Ils atteignent 14,7 milliards de francs. L'essentiel des nouveaux crédits d'équipement est destiné au financement de la construction de 15 000 places de prison supplémentaires. Un effort important est également prévu en faveur des services judiciaires. 574 créations nettes d'emplois budgétaires sont par ailleurs décidées.

• L'INTERIEUR : 750 millions pour les élections. Les dépenses ordinaires et crédits de paiement du ministère de l'intérieur s'élèvent à 60,3 milliards de francs, en progression de 7,9 % par rapport à 1987. Ils comprennent notamment 750 millions de francs destinés à l'organisation des élec-

tionnement de la justice. Les crédits du ministère progressent de 4,8 %.

Malgré la réduction des effectifs administratifs (665 emplois), 850 emplois budgétaires nouveaux sont créés. L'augmentation des crédits est destinée à la poursuite du programme de modernisation de la police, à l'accroissement et à l'amélioration de la présence policière et au renforcement de la sécurité civile et des juridictions administratives.

• L'ÉDUCATION NATIONALE : le premier budget de la nation. Les dépenses de l'Etat pour l'éducation s'élèvent à 175,1 milliards de francs, en progression de 4,1 % par rapport à 1987. Malgré la suppression de 740 postes administratifs, le ministère de l'éducation enregistre la création nette de 3 800 emplois nouveaux qui seront affectés en priorité dans les lycées, aux dépens des collèges. L'augmentation des crédits doit permettre le financement de la revalorisation des carrières des instituteurs ainsi que celui de mesures nouvelles en faveur de l'enseignement privé (195 millions de francs). L'objectif est la mise en place d'une période réelle des moyens de l'enseignement privé avec ceux de l'enseignement public.

Les crédits destinés à l'enseignement supérieur atteignent 22,8 milliards de francs. Leur progression sensible (+ 5,3 %) doit permettre un accroissement des capacités d'accueil des universités et une revalorisation de la condition des enseignants et des étudiants.

• L'AGRICULTURE : forte hausse de la subvention au BAPSA. Le budget du ministère de l'agriculture est en hausse de 5,1 %, les crédits atteignant 34,9 milliards de francs, et cela malgré la baisse des crédits de bonification. Hors bonifications, la progression est de 9,6 % par rapport à 1987. Les dépenses publiques totales bénéficiant à l'agriculture s'élèvent à 117,2 milliards (+ 9 %). Deux grands postes augmentent fortement : la subvention de l'Etat au BAPSA progresse de 22,3 % (56,2 milliards de francs) et la contribution française au FEOGA, qui devrait passer de 32,5 à 41,3 milliards de francs, soit une progression exceptionnelle de 27 %.

• ÉQUIPEMENT, LOGEMENT : l'abandon de l'aménagement du territoire. Les crédits destinés à l'urbanisme et au logement sont en hausse de 7,8 %, atteignant 52,9 milliards de francs, ceux destinés aux transports baissent de 6,9 %, à 43,4 milliards

de francs. Les crédits destinés aux programmes routiers augmentent de 6,1 %, ceux consacrés aux ports maritimes de 20,8 %. Comme en 1987, les dépenses pour l'aménagement du territoire sont à nouveau en forte baisse (- 13,6 %) et ne représentent plus que 1,8 milliard de francs.

#### IV. - LES BUDGETS STAGNANTS

• ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : 202 milliards de charges communes. Les crédits du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation (charges communes) augmentent de 0,8 % pour atteindre 202,1 milliards de francs. Compte tenu de la reprise par l'Etat de la dette d'organismes supprimés (caisse d'amortissement pour l'acier et fonds spécial des grands travaux), ainsi que de l'incidence des nouvelles caractéristiques d'émission des emprunts à long et moyen terme et de la rebudgétisation des opérations financières sur des ressources du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, le budget des charges communes diminue de 1,6 %.

• JEUNESSE ET SPORTS : maintien à 2,2 milliards. Pour la seconde année consécutive, le budget du ministère de la jeunesse et des sports stagne à 2,2 milliards de francs (soit une progression de 0,7 % en francs constants).

#### V. - LES MINISTÈRES EN BAISSE

• INDUSTRIE ET TOURISME : la plus forte chute. Les crédits affectés à l'industrie et au tourisme sont en baisse de 12,3 % par rapport à la loi de finances initiale de 1987, atteignant 17,8 milliards de francs, ceux destinés à l'industrie diminuant de 12,5 %, ceux pour le tourisme de 2,4 %. La réduction est liée à la forte contraction des dépenses d'intervention et des crédits de politique industrielle.

• CULTURE ET COMMUNICATION : le frein sur les grands projets. Le budget du ministère de la culture et de la communication atteint 8,8 milliards de francs, en baisse de 2,2 % par rapport à 1987. Mais hors dotations consacrées aux grands projets, le budget de la culture progresse de 3,3 %.

• ANCIENS COMBATTANTS : Les crédits du ministère des anciens combattants diminuent de 0,9 %, atteignant 26,9 milliards de francs.

## LES CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES (en millions de francs) (1)

	1986 (loi de finances rectifiée)	1987 (loi de finances initiale)	1988 (projet de loi de finances)
<b>ÉNERGIE</b>			
EDF .....			
GDF .....			
CDP .....	7 420	7 350	7 090
<b>TRANSPORTS</b>			
SNCF .....	21 910	22 922	23 330
RATP .....	4 492	4 501	4 504
CGM .....	298	539	385
Air France .....			
Aéroports de Paris .....			
<b>INDUSTRIE</b>			
SNIAS-SNECMA .....	20		
Renault .....	5 000		
Nouveau secteur nationalisé et chimie d'Etat .....	13 995	7 200	8 500
<b>DIVERS</b>			
	402	1 730	4 550
Total (hors charges de rattrapage) .....	53 639	44 242	48 359
<b>CHARGES DE RETRAITES</b>			
SNCF .....	14 035	13 991	12 100
CDP (Caisse des mines) .....	6 623	7 194	6 842
SEITA .....	423	408	422
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b> .....	74 720	65 835	67 723

(1) Y compris compte d'affectation spéciale alimenté par une partie des recettes des privatisations.

### Au conseil des ministres

#### M. Mitterrand s'inquiète de l'inflation et du déficit extérieur

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 16 septembre, au cours duquel M. Balladur a présenté le projet de budget pour 1988, M. Michel Gendreau-Massoloux, porte-parole de l'Elysee, a fait la déclaration suivante :

« Le président de la République a fait observer qu'il était de tradition pour un gouvernement de porter de sévères critiques sur la gestion de ses prédécesseurs. Tel avait été notamment le cas lorsque M. Barre avait eu à juger la politique économique et financière du gouvernement précédent (1) ou lorsque M. Delors avait dû apprécier la politique de M. Barre et que, des lors, il n'y a pas lieu de s'étonner de l'opinion exprimée par le ministre d'Etat sur sa propre gestion comparée à celle des autres.

« Le chef de l'Etat s'est inquiété du taux d'inflation prévisible pour 1987 et du grave déficit du commerce extérieur. Il a fait observer

que, selon l'OCDE, la dette intérieure publique du pays était en 1986 la plus faible des grands pays industrialisés par rapport au PIB et qu'entre 1981 et 1986 cette dette intérieure n'avait pas augmenté en France que chez nos principaux concurrents. Il a rappelé enfin que la conclusion de ce débat appartenait aux Français eux-mêmes qui sauraient fort bien distinguer où se trouve la réalité.

Cette intervention faisait suite aux explications de M. Balladur selon lesquelles la France est passée en matière budgétaire d'une pratique de « cercle vicieux » à celle de « cercle vertueux ». Au cours d'une conférence de presse, M. Balladur, interrogé sur les commentaires du chef de l'Etat, a souhaité une nouvelle fois que « la campagne électorale ne s'ouvre pas trop tôt ».

(1) NDLR. - Il s'agissait du gouvernement de M. Chirac.



## Economie

## Le projet de loi de finances pour 1988

A l'Assemblée nationale

## Débat feutré entre le gouvernement et les barristes

Le président de la République a raison : il y a des traditions budgétaires. Elles ont été respectées par les hommes politiques, le mercredi 16 septembre à l'Assemblée nationale. Comme de coutume, le ministre des finances, flanqué de son ministre délégué au budget, est venu présenter, entre le conseil des ministres et la conférence de presse, son projet de loi de finances aux députés membres de la commission des finances. Comme de coutume, l'opposition a critiqué « les facilités et les camouflages ». Comme de coutume, le noyau dur de la majorité a applaudi très fort. Comme de coutume, son allié a fait la fine bouche.

Pas de surprise mercredi, pas plus dans les couloirs du Palais-Bourbon que dans les propos de M. Balladur. Les grandes lignes de son budget étaient déjà connues. Les ministres quittaient à peine l'Elysée en fin de matinée, que le groupe socialiste distribuait déjà à la presse l'argumentaire détaillé de sa critique. Pas de surprise, là aussi : en écoutant M. Christian Pierret (PS, Vosges), on croyait presque entendre M. Robert André Vivien (RPR, Val-de-Marne) ou M. Edmond Alphandery (UDF, Maine-et-Loire), commentant, un mercredi de septembre 1985, le projet de budget que serait venu leur présenter M. Pierre Bérégovoy.

Proximité électorale oblige : pour une opposition qui ambitionne de revenir aux affaires, il faut s'efforcer de prouver que les chiffres du ministre en place ne correspondent pas à la réalité, que le gouvernement cherche à faire des cadeaux aux électeurs, et que ceux qui lui succéderont trouveront une situation financière bien difficile à gérer.

L'argumentaire socialiste est simple : les recettes de privatisation et les ventes de service actif rapporteront 26 milliards de francs à l'Etat. La rebudgetarisation accroîtra les recettes du budget général de 7 milliards. Résultat : le déficit budgétaire n'est pas de 115 milliards mais de 148 milliards, alors qu'en 1986, dans le dernier budget socialiste, il n'était que de 141 milliards.

M. Pierret ne trouve donc qu'une seule qualité à M. Balladur : l'habileté dans la présentation des comptes. Il lui dénie toute rigueur. Les socialistes s'étonnent ainsi que le gouvernement puisse se vanter d'avoir maîtrisé les dépenses de l'Etat, alors que les budgets de tous les ministères « sauf ceux de l'industrie, des transports, du commerce extérieur » augmentent plus que l'inflation. Le député des Vosges affirme : « Jamais la gestion des finances publiques n'a été à la fois aussi relâchée et au aussi camouflée qu'aujourd'hui ».

## Les « inflexions » de M. Alphandery

De quoi faire perdre tout flegme à M. Vivien, rapporteur général de la commission des finances, qui estime que « les choix budgétaires et fiscaux sont ceux qu'il fallait faire ». Il juge que, compte tenu, « d'un environnement économique international relativement morose », les résultats de l'économie française « peuvent être considérés comme tout à fait positifs ». Il est donc normal pour lui que ce projet de budget « soit celui de la continuité ».

Sur ce point-là, au moins, M. Alphandery est d'accord : « Le budget 1988 ressemble comme un frère à celui de 1987. L'an der-

nier, nous avions dit que le gouvernement allait dans la bonne direction. Nous n'avons pas de raisons de dire autre chose aujourd'hui, même si cette fois encore, nous pensons qu'il faudrait infléchir la politique du gouvernement. » Mais la liste des inflexions qu'il réclame décrit en fait une autre politique économique et budgétaire.

Proche de M. Barre, M. Alphandery explique ainsi notamment, qu'on ne peut pas « dissocier les effets du budget de l'Etat de ceux des comptes de la Sécurité sociale. On ne peut, année après année, baisser les impôts et accroître les prélèvements sociaux ». Il ajoute : « On ne peut pas faire admettre aux salariés que la rigueur salariale doit continuer, si on laisse les entreprises utiliser l'amélioration de leurs marges à autre chose qu'à la modernisation du pays (...). Il faut, par des institutions fiscales, augmenter la rentabilité des capitaux, réinvestir dans l'entreprise ».

Ce débat entre barristes et M. Balladur a déjà eu lieu l'an dernier, mais cette fois les amis du député de Lyon sont bien décidés à faire entendre plus fortement leurs différences. Satisfait d'avoir remporté une première victoire en obligeant le ministre d'Etat à renoncer à son projet de programmation triennal du budget, qui aurait lié le futur président de la République, ils ne comptent pas en rester là. Le ministre des finances ayant « enterré la hache de guerre », le débat budgétaire ne sera pas l'occasion de batailles spectaculaires entre barristes et chiraquiens, mais les premiers vont s'efforcer d'empêcher les seconds d'en tirer seuls les profits électoraux.

THIERRY BREHIER.

## Le bon confesseur

Sortant, comme de coutume, d'une longue séance de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Edouard Balladur a tenu le mercredi 16 septembre, devant les journalistes, sa traditionnelle conférence de presse.

Sans pitié pour ceux qui l'écoutaient dans la chaleur étouffante de la grande salle des commissions, il a impartiblement et sans reprendre haleine, tenu son auditoire pendant une heure sous le charme des chiffres et des pourcentages. Avec en prime des graphiques projetés sur de multiples écrans de télévision.

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation reste sûr de lui et dominateur, mais avec cette bonhomie distinguée qui désarme bien souvent les critiques. Au demeurant, vouloir critiquer reviendrait aussi à se répéter, car le ministre d'Etat aime ressasser ses arguments : l'économie française a retrouvé la voie de la compétitivité, les entreprises ont été libérées des contraintes qui pesaient sur elles... Bref, grâce aux réformes entreprises depuis mars 1986, « la position de la France dans la concurrence internationale s'est considérablement renforcée, même si la conjoncture mondiale reste difficile ».

Cette idée de position renforcée — de meilleure compétitivité — a sans doute étonné des journalistes qui consultent les résultats du commerce extérieur de la France et n'y voient pas matière à se réjouir. Le gouvernement ne prévoit-il pas lui-même un nouveau déficit de l'ordre de 32 milliards de francs pour 1988 ?

M. Balladur répondra en reconnaissant les « difficultés de nos entreprises qui non seulement ont du mal à exporter, mais aussi à satisfaire la demande intérieure ».

Pour M. Juppé, ministre délégué chargé du budget, le moment semblait venu de polémiquer : des déficits plus importants, on en a connu de pires dans un passé récent, une moyenne de 48 milliards de francs sur la période 1981-1985. On voit qui est visé. A ses côtés pourtant, M. Balladur venait de déclarer qu'« il ne souhaitait pas que la campagne électorale s'ouvre trop tôt ». S'il annonçait quelques heures plus tard, comme la réduction des impôts sur le revenu et des baisses de TVA, c'était encore pour le ministre d'Etat « très loin de la date à laquelle il fallait essayer de plaider ».

## L'augmentation des cotisations sociales

Il est un point sur lequel M. Balladur n'a pas attendu que la question soit posée pour répondre : celui qui concerne les augmentations de cotisations sociales. Le gouvernement, selon une méthode éprouvée, reprend-il d'une main ce qu'il a donné de l'autre ? La réponse du ministre tient en quelques arguments. Le premier est qu'il convient de distinguer le budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale qui « ont chacun leur objet et chacun leur mode de financement » : le second est que « les cotisations sociales entrent dans un système d'assurance et sont donc immédiatement redistribuées ».

« La détermination du niveau des cotisations ouvre en fait un débat de société sur le poids des transferts sociaux obligatoires. Et les sujets de société, vous le savez, ne sont pas dignes des procès d'intention. » CQFD.

Sans doute vaut-il mieux élever le débat plutôt que de laisser les Français continuer à faire leurs petits calculs. Calculs qui montrent qu'en tenant compte de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et de celle de la tranche d'impôt à 65 % (mesures qui ne concernent pas tout le monde), les contribuables verront globalement leurs impôts diminuer de 42 milliards de francs entre la mi-86 et la fin 88, alors que les prélèvements sociaux qu'ils devront supporter augmenteront de 50 milliards de francs. C'est peut-être ainsi qu'il fallait procéder par souci de rigueur, mais à trop insister sur les allègements et à trop oublier les cotisations, la plus belle des présentations budgétaires devient suspecte.

M. Balladur s'attristait sans doute que l'on s'en tienne à de si triviales remarques, lui qui nous convie à fixer nos regards sur l'horizon 93, année de l'ouverture du grand marché unique européen. Quant à ceux qui lui reprochent de n'avoir pas fait preuve d'assez de vertu en désendettant davantage l'Etat, il rétorque « prenez patience, la vertu est progressive, tous les bons confesseurs vous le diront ». L'ennui est que les pénitents se font de plus en plus rares aux portes des confessionneux.

FRANÇOIS SIMON.

# 4 JOURS FOUS

# CITROËN!

du 18 au 21 septembre

Des propositions exceptionnelles

**DINGUE!**  
le crédit total

Crédit sans apport initial,  
sur tous les modèles de la gamme Citroën !  
sous réserve d'acceptation du dossier par Cédipar.

**INCROYABLES!**  
les livraisons immédiates

Toutes les Citroën 1988 et même les nouvelles AX 5 portes et BX GTI 16 soupapes sont disponibles dans le réseau Citroën. Alors, allez vite choisir votre nouvelle voiture et partez à son volant ! Dans la limite des stocks disponibles.

**FOU!**  
le financement

0 F PAR MOIS  
PENDANT 1 AN\*  
sur toute la gamme Citroën

**PRODIGIEUSES!**  
les nouveautés

AX 5 portes :  
maniable, performante, économique, 6 versions, 3 motorisations.  
BX GTI 16 SOUPAPES :  
elle se place au sommet des voitures européennes, 160 ch DIN,  
210 km/h sur circuit (6,6 l - 8,1 l - 11,3 l).  
Venez les découvrir et essayer la gamme Citroën 88.

**FOLLES!**  
les remises

- 15% sur l'Accessoire  
Remise exceptionnelle de 15% sur le tarif de tous  
les équipements Citroën Accessoire. Profitez-en !

**IMPENSABLES!**  
les reprises

Reprise instantanée  
de votre véhicule actuel au-dessus des conditions  
générales de l'Argus !

\* Sur toute la gamme des véhicules particuliers Citroën, location avec option d'achat sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Cédipar, se décomposant : à la livraison, 1<sup>er</sup> loyer 15% du tarif TTC hors assurance, dépôt de garantie 15% sur tarif TTC, couverts en partie ou totalement par la reprise de votre véhicule, suivi de 12 loyers à 0 F (zéro franc), puis de 47 loyers à 2,38% du tarif TTC hors assurance. Option d'achat en fin de location : 15% du tarif TTC couverts par le dépôt de garantie, coût total en cas d'acquisition 141,86% hors assurance.



مكتبة من الكتب



## Economie

### A TRAVERS LES ENTREPRISES

#### 3 % du capital pour le personnel d'Air Inter

M. Pierre Esleu, PDG d'Air Inter, a annoncé, le 15 septembre, que le personnel de la compagnie se verrait proposer d'acheter 3 % du capital, soit 24 000 actions à partager entre les huit mille salariés. Ces actions seront offertes au prix de 1 500 F, ce qui représente la moitié du cours en Bourse (hors cote). Cette opération est rendue possible par la cession de 15 % du capital d'Air Inter actuellement détenus par la SNCF. Profitant de ce retrait, la Caisse des dépôts et consignations (7 % ou 8 %), le personnel (3 %) et le public pour le solde.

#### Air France tend la main à UTA

Après l'annonce qu'UTA ne recevrait pas l'autorisation de poser ses avions à New-York en raison d'une décision du premier ministre (le Monde du 17 septembre), Air France se garde d'applaudir à ce refus prononcé par son président. La compagnie nationale se déclare « prête à examiner toute les données où il peut y avoir complémentarité » avec UTA. Elle souhaite examiner avec la deuxième compagnie internationale française comment renforcer le pavillon français, avec l'idée de réunir nos efforts plutôt que de nous disperser, pour nous présenter en force sur le marché unique européen.

#### L'allemand Henkel cède la moitié de Cotelie à Colgate-Palmolive

Le groupe chimique allemand Henkel, qui avait acheté en juin dernier les Cotelie (produits ménagers) pour 2,05 milliards de francs, a décidé d'en céder 50 %, pour 910 millions de francs, à la filiale française du groupe américain Colgate-Palmolive. La réalisation de l'opération, qui dépend de l'accord des autorités françaises, donnera lieu à la création d'une société commune, Cotelie, gérée par les filiales françaises des deux groupes.

#### M. Derveloy contrôle 46 % du capital de Prouvost

M. Christian Derveloy et ses amis ont renforcé leur participation dans le groupe Prouvost en le faisant progresser de 42,4 % à 46 %. Le président du groupe laitier conservait, mercredi 16 septembre, une légère avance sur M. Jérôme Seydoux dans sa tentative de prise de contrôle de la firme rouennaise. Les Chargeurs, qui détenaient jusqu'en début de semaine 41,4 % des parts, en détenaient 45 %. Après quarante-huit heures de suspension, les cotations du titre Prouvost ont donc repris mercredi, mais elles ont dû être interrompues momentanément dans l'après-midi en raison d'un déséquilibre du marché. L'action a terminé à 700 F en hausse de 13,2 %. Car, à côté des deux protagonistes, une grande partie des transactions provient de rachats de vendeurs à découvert qui veulent dénouer leurs opérations avant la liquidation du mois boursier prévue le 22 septembre.

#### La Générale des eaux en Grande-Bretagne

La Compagnie générale des eaux vient de prendre des participations substantielles dans deux compagnies britanniques de distribution d'eau cotées en Bourse. Cette prise de participation, dont le montant en valeur n'est pas précisé par la Générale des eaux, s'est effectuée de manière progressive depuis deux ans. La Générale prend ainsi 18,9 % de la North Surrey Water Company, qui dessert 461 000 personnes dans le sud de Londres. Le groupe français a également acquis 18 % de la Lee Valley Water Com-

pany, qui dessert plus d'un million d'habitants dans le Hertfordshire, au nord de la capitale britannique.

#### MCA veut ouvrir un nouveau parc d'attractions en Europe

Mickey va avoir de la concurrence. La société californienne MCA, productrice de films qui se diversifie actuellement dans les loisirs, a décidé de construire, en Europe, un parc récréatif. L'installation sur un site français est peu probable après l'annonce de la création du parc construit par Walt Disney, Eurodisneyland, qui ouvrira ses portes, en 1992, à Marne-la-Vallée, en région parisienne. MCA pourrait choisir Barcelone en Espagne, en raison de sa proximité de la zone de chalandise française et de son climat. La société, qui prévoit un investissement de 500 millions de dollars, recherche des partenaires et devrait s'associer à l'entreprise canadienne Cineplex Odeon, dans laquelle elle détient une participation.

#### Usinor-Sacilor regroupe affaires sociales et développement régional

Usinor-Sacilor vient de décider de regrouper, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, les directions des affaires sociales, des affaires économiques et du développement régional dans une même structure. Cette nouvelle direction des affaires sociales et du développement régional sera confiée à M. Jean-Claude Georges-François, cinquante ans, qui était, depuis octobre 1986, directeur des affaires économiques et du développement régional. M. Gérard Béragey, cinquante-quatre ans, ancien délégué à l'emploi, qui était directeur des affaires sociales depuis septembre 1986, va quitter Usinor-Sacilor. Préfet, il réintégrera son corps. M. Béragey avait été mis en portefaux lors des négociations sur la convention de protection sociale en vigueur de la sidérurgie en raison du changement d'attitude des pouvoirs publics en cours de discussion.

#### La Compagnie générale des eaux prend le contrôle d'une agence immobilière

La Compagnie générale des eaux vient de prendre le contrôle de la plus importante agence immobilière grenobloise, le cabinet Bernard Teillaud (80 salariés). « Ce rachat permet à notre agence de se renforcer tout en gardant notre indépendance de gestion, puisque c'est la base de la politique de la Générale des eaux », a déclaré M. Jacques Andrevon, PDG de l'agence. Cette politique de rachat d'agences immobilières et de cabinets d'administrateurs de biens inquerye les professionnels de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB), qui estiment que, les dépenses d'eau faisant partie des charges des immeubles, un distributeur d'eau mélange les genres en rachetant des cabinets immobiliers.

### Le rapport annuel du Fonds monétaire international

## Les nouveaux crédits bancaires accordés aux pays endettés n'ont pas dépassé 10 milliards de dollars

Le mardi 29 septembre s'ouvrira l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington. La session doit se terminer le vendredi 2 octobre. Cette réunion doit être précédée par celle du comité intermédiaire, organe politique du Fonds monétaire composé de quelque vingt-deux ministres représentant, soit individuellement, soit par groupe, l'ensemble des cent cinquante et un pays membres.

Les travaux du comité intermédiaire s'appuieront sur les analyses contenues dans le rapport annuel du Fonds monétaire que cette organisation a rendu public à Washington, le mercredi 16 septembre en fin d'après-midi, et sur les nouvelles prévisions économiques du Fonds monétaire. Outre l'examen de la conjoncture internationale, les ministres rassemblés au sein du comité intermédiaire examineront les questions suivantes : la mise au point de la procédure dite des indicateurs, destinée à rendre plus efficace la « surveillance » mutuelle des politiques économiques suivies par les grands pays. Il est indiqué dans le rapport que cette procédure devrait surtout viser à rendre compatibles les objectifs à moyen terme concernant les balances des paiements courants (en d'autres termes, la réduction du déficit américain et des excédents japonais et allemands). La situation internationale de la dette et la stratégie à suivre seront un autre sujet des débats. Enfin, le troisième sujet de discussion sera la politique du Fonds monétaire.

Deux décisions seront envisagées pour les prochains mois. L'une concernera, conformément aux engagements pris au sommet de Venise, l'augmentation substantielle (de l'ordre du triplement) des ressources mises à la disposition par le Fonds monétaire à l'aide d'une procédure spéciale dite « facilité d'ajustement structurel », destinée à accorder des prêts d'une durée pouvant aller jusqu'à dix ans et portant sur une somme de 10,5 % aux pays les plus pauvres. Les ressources envisagées sont actuellement égales à 2,7 milliards de DTS, soit 21 milliards de francs (1).

La deuxième décision concerne l'accès aux ressources du Fonds, dont le maximum a été fortement augmenté début de la dernière décennie. Actuellement, les pays qui connaissent les plus grandes difficultés de balance des paiements

peuvent, sur une période de trois ans, obtenir environ trois fois le montant total de leur quote-part. Cette procédure pourrait être prolongée d'une année.

Le rapport révèle que, pendant l'exercice clos au 30 avril 1987, les tirages sur le Fonds monétaire se sont chiffrés à 3,2 milliards de DTS contre 3,9 milliards de DTS pendant l'exercice précédent. Et si l'on tient compte des remboursements, quelque 6,2 milliards de DTS contre 4,3 milliards pendant l'exercice précédent, l'effort du FMI a été négatif. Selon le rapport, cette situation « est le signe que les pays membres sont parvenus avec l'aide du Fonds à opérer un ajustement efficace ». Du fait de ces remboursements, l'en-cours des crédits du FMI était tombé à quelque 31,6 milliards de DTS au 30 avril de cette année, en diminution de 3 milliards par rapport à la même date de l'année 1986.

#### Accroissement des arriérés

Huit pays n'ont pas remboursé leur dette au Fonds monétaire depuis plus de six mois, et cinq d'autre eux n'ont, en conséquence, plus le droit de solliciter de nouveaux crédits (il s'agit du Pérou, du Vietnam, de la Guyane, du Liberia et du Soudan). Le total des arriérés s'élève à 1,223 milliard de DTS contre 482 millions de DTS au 30 avril 1986.

Selon le Fonds monétaire, le total des réserves du monde — à l'exclusion de l'or — a augmenté pendant l'exercice écoulé de quelque 17 milliards de dollars. Cette augmentation est due, pour l'essentiel, aux achats de dollars par les banques centrales du Japon et d'Europe occidentale pour freiner la chute de cette monnaie. Pendant l'année 1986, ces achats se seraient élevés à quelque 24 milliards de DTS (contre 3 milliards en 1985). En revanche, les réserves à la disposition des pays en voie de développement auraient diminué d'environ 8 milliards de dollars.

Le rapport fait encore état du chiffre extrêmement majoré des nouveaux crédits bancaires accordés aux pays endettés. Au total, ces crédits n'auraient pas dépassé 10 milliards de dollars contre 19 milliards en 1985, 47 milliards en 1982 et 87 milliards en 1981. Le chiffre de 10 milliards illustre certainement ce que le rapport ne dit pas ouvertement : les résultats extrêmement modestes du « plan Baker ». Le Fonds monétaire se borne à constater « les difficultés accrues pour rassembler de nouveaux crédits » et pour convaincre les banques, petites et moyennes, de participer à ce genre d'opération.

C'est avant le mois de mars 1988 que les pays membres devront se prononcer sur la neuvième révision des quotas du Fonds monétaire. Le rapport fait état de la nouvelle augmentation de liquidités (dépenses convertibles utilisables par le Fonds) à la disposition de cette institution. Leur montant s'élevait, au 30 avril, à 39,3 milliards de DTS, contre 37,1 milliards douze mois auparavant. Cette situation explique sans doute le peu d'empressement des principaux pays contributeurs à

se prononcer sur l'opportunité d'augmenter les ressources du Fonds monétaire. De même les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et quelques autres pays sont toujours déterminés à refuser l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux, bien qu'une large majorité de pays membres, dont la France, se soient prononcés en faveur d'une telle opération.

L'« anomalie » observée depuis plusieurs années dans les statistiques du Fonds monétaire s'est perpétuée au cours du dernier exercice. Normalement, les excédents des balances de paiements de certains pays devraient compenser exactement les déficits des autres. Pour ne prendre que les opérations portant sur les marchandises, il est clair que le volume total des exportations est égal au volume total des importations. Cependant les statistiques font état d'un « trop » de quelque 65,5 milliards de dollars, qui pourrait bien être dû au fait que les opérations dans leur ensemble sont financées par des crédits dont l'échéance ne coïncide pas forcément. Quoi qu'il en soit, cet écart irrite beaucoup les experts du Fonds monétaire et une commission a été chargée d'étudier la question. Elle a conclu qu'il convenait de modifier la présentation des comptes. Des recommandations ont été adressées à cet effet aux Etats membres afin d'essayer de faire disparaître l'anomalie en cours. La vérité des comptes y gagnera-t-elle ?

PAUL FABRA.

(1) 1 DTS = 7,81 FF.

Depuis que le monde est monde la France et l'Angleterre ont toujours eu « quelques différends ».

Si le 1<sup>er</sup> groupe de publicité français :

# BELIER

s'associe au grand groupe de publicité anglais :

# WCRS

ça doit être pour une très bonne raison.

Bélier a choisi WCRS et WCRS a choisi Bélier. WCRS, c'est le 2<sup>e</sup> groupe de publicité anglais, c'est 63 campagnes primées à travers le monde, une forte présence aux Etats-Unis, en Australie et en Asie, c'est un réseau mondial de talents créatifs. Bélier, 1<sup>er</sup> groupe de publicité français, c'est 35 sociétés en France, en Italie, en Hollande, en Belgique et en Suisse, c'est 61 campagnes primées à travers le monde, c'est une fédération d'agences et d'hommes de talent, complémentaires et professionnels. Le nouveau groupe Bélier/WCRS, c'est d'abord des personnalités qui se sont séduites et qui, partageant les mêmes convictions publicitaires, ont décidé d'associer leur puissance pour constituer le 6<sup>e</sup> groupe de publicité en Europe et le 15<sup>e</sup> dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 8,270 milliards de francs et 48 sociétés réparties sur 4 continents. De très très bonnes raisons, en effet.

## PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle pour jeunes bacheliers  
Début des cours : 20 octobre 1987  
11 ans d'expérience  
dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS

48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tel. : (1) 45 66 59 98

Le Monde

sur minitel

I.E.P. LYON  
RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

36.15 TAPEZ LEMONDE puis IEP



## Economie

## AFFAIRES

Accusée par la Commission de Bruxelles d'accorder des subventions illégales

## La France va porter le différend sur Boussac devant la Cour de justice européenne

Les pouvoirs publics et la Financière Agache, qui a racheté l'ex-groupe Boussac aux frères Willot en décembre 1984, pourront-ils parvenir à un compromis qui satisfasse à la fois la Communauté économique européenne, le gouvernement et la société ? En déposant ces jours prochains un recours devant la Cour européenne de justice, le gouvernement français veut en tout cas se donner le temps de négocier.

La CEE interdisant à ses membres de pratiquer une politique de

soutien de leur industrie textile (qui aurait pour conséquence de fausser la concurrence européenne), la Commission de Bruxelles a contesté, au début de l'été (le Monde du 17 juillet), le bien-fondé d'aides versées à la compagnie Boussac-Saint Frères avant son rachat par M. Bernard Arnault.

La Commission de Bruxelles affirme que le groupe textile aurait reçu 990 millions de francs, directement ou indirectement, des pouvoirs publics avant 1984. Si Bruxelles accepte que le groupe ait reçu la somme de 600 millions de francs afin de restructurer son activité et

ne met pas en cause certaines autres subventions, elle conteste le versement de 338 millions de francs consentis par la SOPARI (filiale de l'Institut de développement industriel), gérant des fonds publics et actionnaire de la compagnie Boussac-Saint Frères.

La SOPARI aurait ainsi versé 300 millions de francs à la compagnie, soit au titre d'augmentation de capital, soit au titre d'avances en compte courant. Ces sommes, considérées par la France comme des aides, avaient été abandonnées par la SOPARI lors de la signature du concordat concernant Boussac.

Aux yeux de Bruxelles, leur versement est injustifié : la Commission estime en effet que, en rachetant pour 400 millions de francs l'ex-groupe Boussac aux frères Willot, Bernard Arnault a fait une trop bonne affaire et que l'actif de l'entreprise a été sous-estimé. Il lui reste donc à devoir 338 millions de francs au gouvernement « industriel » perys.

## Gagner du temps

Sans doute Bruxelles n'a-t-il pas les moyens d'obliger M. Bernard Arnault à obtenir le paiement des 338 millions de francs. Mais, pour « gagner du temps », c'est-à-dire que les pouvoirs publics seront directement accusés de ne pas respecter la législation européenne. Ce serait un très mauvais point pour la France, qui, sous le coup d'une condamnation même morale, serait désormais bien mal placée pour dénoncer l'attitude de tel ou tel de ses voisins.

Du côté de la Financière Agache, la situation est claire. La société n'est pas concernée par cette décision, puisque c'est la compagnie Boussac-Saint Frères et non la Financière Agache qui a perçu les sommes incriminées. Reste que c'est bel et bien M. Bernard Arnault qui a racheté la compagnie Boussac-Saint Frères.

Le gouvernement, pour sa part, espère obtenir un certain remboursement de l'entreprise, ce qui permettrait aux Français de ne pas faire, à Bruxelles, figure d'accusés. Le gouvernement a donc déposé un recours devant la Cour de justice de Luxembourg, pour se donner le temps de négocier. Les pouvoirs publics affirment notamment que l'accusation est trop imprécise, remet en cause le mode de calcul des aides incriminées, leur montant et leur taux d'actualisation. Reste que si la Financière Agache continue à faire la sourde oreille, les avocats des deux parties auront du pain sur la planche et que le feuilleton économique Boussac-Willot-Agache n'est pas près de s'achever.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

En 1989

## La concurrence pourrait être introduite dans les télécommunications de la RFA

La Bundespost, l'équivalent allemand des PTT, se met également à l'heure de la dérégulation. Un rapport remis le mercredi 16 septembre aux autorités fédérales préconise une séparation entre les activités courrier et télécommunications de la Bundespost, ce dernier secteur devant être une entreprise publique à part, baptisée Telekom, qui ne conserverait plus que le monopole du réseau et du service téléphonique. En revanche, le document propose une concurrence au niveau des terminaux téléphoniques et pour les services autres que le simple échange de la voix transmittant par le réseau public (télécopies, données et images, etc.). Dans ce cas, l'administration ne sera plus la seule à proposer ses services, même si elle restera propriétaire du réseau.

Le ministre allemand des PTT, M. Christian Schwarz-Schilling, a précisé que la réforme pourrait commencer outre-Rhin en 1989.

## Les créanciers suspendent leurs poursuites

## La Corée du Nord accepte de rééchelonner sa dette

Les banques créancières de la Corée du Nord ont accepté de suspendre leurs démarches juridiques visant à faire saisir les avoirs de ce pays qui, depuis 1984, n'a rien remboursé de sa dette, après que Pyongyang a accepté un plan de rééchelonnement de ses paiements. Cette décision, annoncée le mercredi 16 septembre par la Morgan Grenfell qui dirige le comité de coordination des banques créancières, a été accueillie avec soulagement dans les pays occidentaux. Mais, pour s'assurer que les Nord-Coréens ne renieraient pas sur leurs engagements, il leur a été demandé jusqu'au 2 octobre pour signer un accord en bonne et due forme accompagné d'un premier versement de 60 millions de dollars (180 millions de francs). La dette globale de Pyongyang est estimée à plus de 4 milliards de francs auprès de quelque cent quarante banques, essentiellement britanniques, allemandes, suisses, autrichiennes et françaises.

● Dépôt de bilan de Patrick SA. — La société Patrick SA, l'un des principaux fabricants français de chaussures de sport, vient de déposer son bilan auprès du tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon (Vendée). La société, qui emploie cinq cents personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 221 millions de francs en 1986. C'est la première année où Boussac-Willot-Agache n'est pas près de s'achever.

## REPÈRES

## Dette

## La Midland Bank et le Pérou : créances contre biens

La Midland Bank, l'une des principales banques britanniques, vient de signer avec le Pérou un accord original qui débouche sur la création d'une nouvelle technique de gestion de la source orléane, les avocats des deux parties auront du pain sur la planche et que le feuilleton économique Boussac-Willot-Agache n'est pas près de s'achever.

D'un faible montant, cet accord n'en est pas moins significatif d'une nouvelle évolution dans les relations entre banques et pays endettés.

## Pétrole

## Les réserves américaines en baisse de 5 %

Les réserves de pétrole brut des Etats-Unis, second producteur mondial, ont diminué de 5 % l'an dernier, en raison de l'effondrement des prix du brut et de l'arrêt des efforts d'exploration des compagnies, assure la société Salomon Brothers, dans son rapport annuel sur les réserves « prouvées » des trente plus grandes compagnies américaines.

« L'effet du contre-choc pétrolier de 1986 a été dramatique », constate l'étude, précisant que les dépenses d'exploration, de produc-

tion et de développement des tracts pétroliers ont chuté l'an dernier de 47 % aux Etats-Unis mêmes, et de 28 % à l'étranger.

## Production industrielle

## Hausse légère au Japon...

La production industrielle a progressé de 1 % en juillet 1987 par rapport à juillet 1986, après une augmentation de 4,3 % en juin, chiffre révisé à la hausse depuis les premières estimations du ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

L'indice des mines et de la production manufacturière est, pour sa part, en hausse de 1 % par rapport à l'année précédente, les secteurs les plus actifs ayant été ceux des machines électriques, des métaux et de l'acier.

## ...et forte en Grande-Bretagne

La production industrielle britannique a progressé de 2,2 % en juillet, après une baisse de 1,3 % en juin, indique l'Office central des statistiques. Cette forte remontée de juillet est due au redressement (3,8 %) de la production d'énergie, affaiblie un temps par des travaux d'entretien saisonniers des plates-formes de la mer du Nord, mais aussi à la production manufacturière, qui a progressé de 1,6 %. Celle-ci retrouve ainsi son niveau de 1979, lors de l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir. Mais la confédération patronale s'est empressée d'indiquer que le chemin à parcourir était encore long avant que la Grande-Bretagne soit en mesure de concurrencer le Japon ou la RFA.

## Marchés financiers

PARIS, 16 septembre

## Effrètement

Le mouvement de repli amorcé mardi s'est poursuivi le 16 septembre. L'indice de référence de la cote a atteint 82 points. Le volume des échanges s'est accru, en revanche, de 195,74 millions de titres ont été échangés, contre 136,24 millions la veille. Des ventes massives sont intervenues en fin de séance, provoquant la baisse de 1 016 titres, contre 509 valeurs en hausse et 452 titres inchangés.

Le mouvement du marché s'explique par les craintes d'une hausse des taux d'intérêt et la chute des bons du Trésor. La Bourse de New-York reste également soumise à la pression du marché des obligations, la baisse du dollar ayant provoqué une hausse des taux d'intérêt obligataires. La volatilité du marché est attribuée pour partie aux opérations techniques sur ordinaire des grandes institutions financières.

Merck a perdu 43/4, Johnson and Johnson 57/8 et National Distillers 21/4. A l'inverse, Singer a gagné 3/8, Deere 1 et Grace 7/8.

La valeur la plus active de la cote a été Detroit Edison (33,624 millions), suivie d'IBM (2,1 millions), d'Eastman Kodak (2,1 millions), de Newmont Mining (2,09 millions), de General Electric (1,75 million) et d'American Telephone and Telegraph (1,59 million).

VALEURS	Cours du 15 sept.	Cours du 16 sept.
Alcatel	58 1/2	58 1/2
Alpe	32 1/4	32 1/4
A.T.T.	51 1/8	51 1/8
Bouygues	32 1/8	32 1/8
Chem. Harcourt	114 1/2	114 1/2
Du Pont de Nemours	99 1/4	99 1/4
Eastman Kodak	48 3/4	48 3/4
Edison	104 3/8	104 3/8
Elf	53 1/2	53 1/2
General Electric	87 1/2	87 1/2
General Motors	156 5/8	156 5/8
I.B.M.	60 3/4	60 3/4
L.T.T.	60 3/4	60 3/4
Lyonnaise	69 1/8	69 1/8
Pfizer	45	44 3/4
Schering	27 3/4	27 3/4
Unicredit	34 5/8	34 5/8
U.S.S.	88 5/8	87 1/2
Westinghouse	78 1/2	78 1/2

## CHANGES

Dollar : 6,06 F ↑

Le dollar était en légère hausse jeudi dans un marché très calme. Il s'élevait à 6,06 F, contre 6,0445 F la veille à Paris et 6,05 F mercredi à New-York. Le franc se raffermissait par rapport au deutschemark à 3,3360 F.

FRANCFORT	16 sept.	17 sept.
Dollar (en DM)	1,828	1,816
TOKYO	16 sept.	17 sept.
Dollar (en yen)	143,65	143,94

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (17 sept.) : 71/2  
New-York (16 sept.) : 73/16

NEW-YORK, 16 sept.

## Ventes massives

Nouvelle baisse à Wall Street, mercredi, où l'indice Dow Jones a perdu 36,39 points, pour clore à 2 530,19. En deux jours, le total de la chute a atteint 82 points. Le volume des échanges s'est accru, en revanche, de 195,74 millions de titres ont été échangés, contre 136,24 millions la veille. Des ventes massives sont intervenues en fin de séance, provoquant la baisse de 1 016 titres, contre 509 valeurs en hausse et 452 titres inchangés.

Le mouvement du marché s'explique par les craintes d'une hausse des taux d'intérêt et la chute des bons du Trésor. La Bourse de New-York reste également soumise à la pression du marché des obligations, la baisse du dollar ayant provoqué une hausse des taux d'intérêt obligataires. La volatilité du marché est attribuée pour partie aux opérations techniques sur ordinaire des grandes institutions financières.

INDICES BOURSISERS	15 sept.	16 sept.
INDICE (base 100 : 31 déc. 1986)	15 sept.	16 sept.
Valeurs françaises	106,8	106
Valeurs étrangères	135,4	134,4
C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)	429,70	426

NEW-YORK

INDICE DOW JONES	15 sept.	16 sept.
Industrielles	2 566,58	2 530,19
LONDRES (indice Financial Times)	15 sept.	16 sept.
Industrielles	1 775,49	1 790,20
Mines d'or	445,80	447,20
Fonds d'Etat	85,45	85,33
TOKYO	16 sept.	17 sept.
Nikkei Dow Jones	24 967,73	24 853,31
Indice général	2 864,71	2 851,22

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 sept. 1987

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	97,70	97,20	96,85	96,95
Précédent	98,35	97,65	97,35	98,10

## LA VIE DE LA COTE

LES BANQUES CONSEIL POUR LA PRIVATISATION DE L'UAP. Le Crédit lyonnais, le Crédit de l'Union des banques suisses, vient d'être choisi, Rue de Rivoli, pour être la banque conseil de l'Etat en vue de la privatisation de l'UAP.

INDOSUEZ SE RENFORCE AU CANADA. — La maison de courtage WI Carr, filiale d'Indosuez, vient d'acquiescer 75 % des actions de la société Capital Group Securities. L'achat s'intègre

dans la politique de développement des activités de courtage aux services des investisseurs internationaux menée par la banque française.

DOUBLE A POUR INDO-SUEZ. — L'agence de notation Eurostat vient d'accorder à la Banque Indosuez un double A qui est la plus haute distinction de l'agence de rating, après le triple A. La bonne notation repose sur une appréciation favorable du portefeuille de prêts de la banque.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
		+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	
\$E-IL	6,0600	6,0628	- 5	+ 10	+ 5	+ 28	+ 60	+ 150
\$Can.	4,6050	4,6198	- 70	- 45	- 135	95	- 358	- 875
\$S. (100)	4,2025	4,2075	+ 110	+ 140	+ 975	775	+ 775	+ 250
DM	3,3340	3,3340	+ 95	+ 110	+ 128	+ 128	+ 615	+ 615
Yen	2,9645	2,9640	+ 50	+ 60	+ 110	+ 130	+ 300	+ 300
F.S. (100)	16,0675	16,0625	+ 120	+ 200	+ 250	+ 350	+ 1080	+ 1480
F.S.	4,6225	4,6225	+ 125	+ 150	+ 300	+ 300	+ 500	+ 775
L (1 000)	4,6225	4,6225	- 375	- 275	- 600	- 400	- 1000	- 875
L	5,9300	5,9400	- 280	- 160	- 400	- 325	- 975	- 775

## TAUX DES EUROMONNAIES

3E-U	7 1/8	7 3/8	7 7/16	7 1/2	7 5/8	8	8 1/8
DM	5 1/8	5 3/8	5 3/16	5 1/4	5 1/8	5 1/2	5 5/8
Yen	5 1/2	6 1/2	6 1/4	6 1/4	6 3/4	6 3/4	7 1/8
F.S. (100)	1 1/2	2	3 1/16	3 1/16	3 3/4	3 3/4	4 1/8
L(1 000)	10	12	13 3/4	14 1/2	15 3/8	16 3/8	17 1/4
L	9 1/8	9 3/8	9 5/8	9 3/4	9 7/8	10	10 1/4
R. Imp.	7 1/4	7 3/4	7 9/16	7 11/16	7 7/8	8 1/16	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CICA

(Société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique)

## GROUPE CFAO

Résultats de premier semestre 1987

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 9 septembre 1987 a examiné le tableau d'activité et de résultat au 30 juin 1987 ainsi que la situation consolidée du premier semestre 1987. Le chiffre d'affaires atteint 895,3 millions de francs, en augmentation de 6,9 % sur les réalisations du premier semestre 1986. Les résultats s'établissent à 66,7 millions de francs contre 34,6 millions de francs au cours de la même période de l'exercice précédent : ils comportent d'importantes plus-values financières sur le portefeuille de placement.

La société mère réalise, pour sa part, un bénéfice net de 15,6 millions de francs contre 8,6 millions de francs à fin juin 1986.

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

## CFAO

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 septembre 1987 et a pris connaissance de la situation consolidée du groupe au 30 juin 1987, après six mois d'activité. Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre ressort à 724,2 millions de francs, en augmentation de 4 % sur celui de l'année précédente. Le bénéfice consolidé s'élève à 227 millions de francs, en légère progression sur celui de la période correspondante de 1986.

Les profits de la CFAO, société holding du groupe, de 75,3 millions de francs pour la même période, marquent également une légère augmentation sur ceux du premier semestre 1986.

Ces résultats et les prévisions pour la fin de l'exercice laissent penser que l'année 1987 montrera des résultats en progression satisfaisante sur ceux de l'année précédente, tant au niveau du groupe que de la CFAO.



## ELYSÉE INVESTISSEMENTS S.A.

Les actionnaires sont cordialement invités aux Assemblées Générales qui se tiendront au nouveau siège social :

80, rue Tailbout 75009 Paris  
le 24 septembre 1987 à 17 heures

Bénéfice de l'exercice :

F 38,3 millions

Dividende proposé :

F 0,75 par action ancienne (+ 50 %)

A l'issue de l'Assemblée,

Monsieur L.W.B. BARRAS, Président Directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et les Présidents de toutes les participations se tiendront à la disposition des actionnaires.

Un carton d'invitation sera adressé sur simple demande en téléphonant au (1) 48787090

سازمان امور اقتصادی و تدارکات



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

c : coupon détaché  
o : offert  
d : droit détaché  
d : demandé  
p : prix précédent  
m : marché connu

## 16 SEPTEMBRE

**Cours relevés  
à 17 h 31**

[illegible]**Comptant** (réflection)[illegible][illegible]

## SICAV

**SICAV** (sélection)[illegible]

## Second marché (sélection

Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VA
---------	---------	-------	---------	----

	price.	cours		price.	cours		price.	cours
A.G.P.S.A.	1170	1200	Dynalco O.T.A.	3250	3210	Mikroligne Intersect.	492	400
B.I.M. (Belgium)	680	678	Dynelux	2400	2436	Microtronics	218	228
Anysat	619	610	Dynite	830	831	M.L.B.E.	680	672
E.A.C.	480	480	Dynast-Ola Contact			M.O.	302	287
R. Demarey & Assoc.	780	800	Edison Edcom	250	250	Nucleo-Data	745	745
R.U.C.M.	380	380	S.K. & Demarey	695	705	Olivetti-Legation	411	425
R.U.N.	380	381	Explosive Irradiation	39 95	40	Os. Gen. Res.	472	472
R.F.R. Radiations	1132	1111	Expanit	825	825	Pentacore	247	238
Robinet	620	601	Filacolet	181	1850	Phy Impact	372	372
Cabot de Lyon	1277	1258	Gambet	1070	1055	Ranal	1410	1400
Caltech	1036	1030	Gig Dynagene	340	340	Sci-Globe Engineering	1479	1500
Canfil	2355	2355	L.D.	840	840	Sh-Horwood Mergins	210	210
Canfil	1020	1020	I.O.A.	227	227	S.O.M.A.	529	527
C. Capel Elect.	317	318	L.E.F.	200	199	Sony-Matra	750	785
CEALD	1480	1480	N.W.	296	296	S.E.P.	1689	1757
CE&EP	225	223	As. Michel Ser. (MIS)	214	211	S.E.P.I.L.	1719	1715
CEP-Cosmopolitan	1410	1410	The Comrade's Decree	303	303	Sigma	1574	1544
CGL Information	810	790	Le Jai levé de terre	705	705	S.I.T. (Soc. Ind.)	1686	157
C.S.I. Information	858	854	Loz-Investissement	280	280	Solihex	1210	1200
CSLM	490 40	480	Luzacine	370	380	Sophistic	362	362
Concept	230	225	Martini	407	408	Tape	1050	1065
Conformax			Martin Imbrocher	228	229 50	Topi	187	191
				118	118			

**Hors-cote**

.....	480
.....	364

Cote des changes					Marché libre de l'or		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	préc.	16/9	Achat	Vente		préc.	16/9
Euro-Unit (\$ 1) .....	0 006	5 044	5 800	5 300	Or fin (au baril) .....	98500	98000
ECU .....	6 526	9 021		341 600	Or fin (en lingot) .....	68950	68600
Belgique (100 DM) .....	333 550	333 500	323 500		Pièce française (20 fr) .....	322	521
Allemagne (100 F) .....	10 060	16 077	15 480	16 350	Pièce française (10 fr) .....	540	
Pays-Bas (100 fl.) .....	203	280	277 500		Pièce française (5 fr) .....	286	
Danemark (100 kr) .....	58 610	85 510	82	90	Pièce belge (20 fr) .....	918	610
Norvège (100 kr) .....	91 110	90 970	87	94	Pièce belge (10 fr) .....	915	610
Grande-Bretagne (£ 1) .....	9 962	9 942	9 600	10 300	Stagère .....	648	648
Grèce (100 drachmes) .....	4 367	3 988	3 930	4 800	Pièce de 20 dollars .....	2385	2385
Inde (100 roupies) .....	4 326	4 211	4 350	4 850	Pièce de 10 dollars .....	1480	1485
Suisse (100 fr.) .....	402 520	402 350		410	Pièce de 5 dollars .....	877 50	
Suède (100 kr) .....	94 500	94 820	91 500	57 500	Pièce de 50 pesetas .....	3390	3350
Autriche (100 sch) .....	47 446	47 378	46 300	48 700	Pièce de 10 florins .....	533	537
Espagne (100 pes.) .....	4 977	4 973	4 700	5 200	Or Londres .....		
Portugal (100 esc) .....	4 238	4 232	3 700	4 700	Or Zurich .....		
Canada (\$ can.) .....	4 600	4 585	4 400	4 800	Or Hongkong .....		
		4 600	4 200				

### Cote des charges

Cote des changes			
	COLON	COLON	COLON 252 511 1720

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES BILLET		MONNAIES ET DES VES		COURS	
	prix.	16/9	Achet	Vente			prix.	16/9		
Euro-Lite (\$ 1)	6 026	6 044	5 800	5 300	Or fin (au baril)		88500		88000	
ECU	8 698	8 691			Or fin (au lingot)		88950		88600	
Marché (1000 DM)	330	330	323 500	341 800	Papier Simple (100 \$)		340		321	
Belgique (100 F)	16 080	16 077	16 450	16 350	Papier Simple (10 \$)		346		340	
Pays Bas (100 F)	359 700	286 460	287 900	305 500	Papier Simple (20 \$)		515		516	
France (100 F)	56 010	56 010	56 010	56 010	Papier Simple (50 \$)		2385		2338	
Hongrie (100 F)	91 120	90 970	87	84	Papier Simple (100 \$)		2838		2836	
Grande-Bretagne (£ 1)	9 962	9 942	9 900	10 300						
Grèce (1000 drachmes)	4 987	4 987	4 980	4 980						
Italie (1000 lire)	4 625	4 621	4 580	4 580						
Suisse (1000 F)	402 520	402 350	380	410	Papier de 5 dollars		877 50		870	
Suède (1000 kr)	94 900	94 820	91 500	97 500	Papier de 10 dollars		3300		3350	
Amérique (100 \$)	47 440	47 378	46 700	48 700	Papier de 15 dollars		533		533	
Espagne (100 pes)	4 677	4 673	4 700	4 700	Or Londres					
Portugal (100 esc)	4 238	4 232	3 700	4 700	Or Zurich					
Canada (\$ 100)	4 600	4 596	4 400	4 800	Or Hongkong					
Japon (1000 ¥)	233	233								

**MINITEL**

## La gestion en direct

18.15 Tapez LEMONDE puis



